

PASCAL BONIFACE - HUBERT VÉDRINE

ATLAS DU MONDE GLOBAL

100 CARTES POUR COMPRENDRE
UN MONDE CHAOTIQUE

ARMAND COLIN **fayard**



Table des Matières

Copyright

Préface

Les grands repères du passé

LES PREMIERS HOMMES PEUPLENT LA TERRE



La généalogie des premiers hommes



La théorie « du chandelier » et théorie « de l'Arche de Noé »

L'APOGÉE DE L'EUROPE



L'Europe et ses zones d'influence en 1914

LES CONSÉQUENCES LOINTAINES DE LA DISLOCATION DES EMPIRES



Les nouveaux États nés de la fin des empires, de 1918 à 1992



Le démantèlement des Empires centraux et nouveaux États après 1918

LA GUERRE FROIDE



Les deux blocs en présence



L'Europe divisée

L'ÉCLATEMENT DU TIERS-MONDE

 Le Tiers-monde éclaté

Les diverses interprétations du monde global

THÈSE DE LA « COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE »

 L'OMC et internet en 2014

 Les utilisateurs d'internet et flux touristiques

THÈSE DU « CLASH DES CIVILISATIONS »

 L'Occident contre tous ?

THÈSE DU « MONDE UNIPOLAIRE »

 L'hyperpuissance des États-Unis

THÈSE DU « MONDE MULTIPOLAIRE »

 Le G20 et les principales chaînes télévisuelles internationales

 Les membres de l'ONU et les principales intégrations régionales

THÈSE D'UN « MONDE CHAOTIQUE »

 La criminalité organisée et les zones déconseillées

Les données globales

LA POPULATION

 L'évolution prévisible entre 2013 et 2050

LES LANGUES DANS LE MONDE

 La répartition des principales langues dans le monde

LES RELIGIONS

 La répartition des principales religions dans le monde et les principaux conflits de 20 dernières années où intervient un facteur religieux

LES MIGRATIONS INTERNATIONALES

 L'émigration de 1830 à 1914 et les grands flux migratoires d'aujourd'hui

LES FLUX COMMERCIAUX

 Les flux commerciaux, le centre de gravité se déplace

LE TOURISME

 Les flux touristiques et les recettes générées

LES INÉGALITÉS NORD-SUD

 Le produit intérieur brut par habitant par pays et le taux d'analphabétisme des adultes

LA CRIMINALITÉ

 Le trafic de personnes et le trafic de drogues

LES PUISSANCES NUCLÉAIRES



La multiplicité des positions des États face à l'arme nucléaire

LE PÉTROLE, LE GAZ ET LES HYDROCARBURES NON CONVENTIONNELS



La production de pétrole et de gaz et le nombre d'années de réserves

LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES



Les espèces menacées et les zones de grande diversité biologique



La variation du couvert forestier



Les changements régionaux des températures et des précipitations et l'incidence sur l'Arctique



Les premiers pays émetteurs de CO₂ et la part, par pays, de l'énergie renouvelable

L'EAU



La disponibilité en eau en m³ par personne par an et les tensions entre États causées par la pénurie

LA SANTÉ PUBLIQUE



L'espérance de vie par pays

LES PAYS ÉMERGENTS



La part des BRICS dans le PIB mondial et dans le commerce international

LE TERRORISME



Les principales organisations terroristes

Le monde vu par

LES ÉTATS-UNIS



Carte globale



Une puissance militaire

LE CANADA



Carte globale

LES EUROPÉENS



Carte globale



L'Europe après la Seconde Guerre mondiale



La construction de l'Union européenne, 1957-2010

LA FRANCE



Carte globale



L'Empire français en 1930



La décolonisation française (1954-1977) et la Francophonie en 2010

L'ALLEMAGNE



Carte globale



La Prusse et la Confédération germanique en 1815



L'unité allemande : 1866-1871



L'Allemagne en 1919



Les puissances de l'Axe en novembre 1942



L'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale

LE ROYAUME-UNI



Carte globale



L'Empire britannique en 1900



Le « Commonwealth of Nations » en 2015

L'ESPAGNE



Carte globale

LA BELGIQUE



Carte globale

LA POLOGNE



Carte globale

LA SUISSE



Carte globale

LA TURQUIE



Carte globale

LA RUSSIE



Carte globale



La formation de l'espace russe et soviétique



L'éclatement de l'URSS (avril-décembre 1991)

L'INDE



Carte globale

LA CHINE



Carte globale



La Chine à la fin du XIX^e siècle



La Longue Marche et la guerre de Chine, 1934-1944



La guerre civile, 1946-1949



La Chine aujourd'hui

LE JAPON



Carte globale

LA CORÉE



Carte globale

L'INDONÉSIE



Carte globale

L'AUSTRALIE



Carte globale

LE MEXIQUE



Carte globale

LE BRÉSIL



Carte globale

ISRAËL



Carte globale

LES MÉDITERRANÉENS



Carte globale

LE MONDE ARABE



Carte globale

LE MAGHREB



Carte globale

L'IRAN



Carte globale

LES ISLAMISTES



Carte globale

LES AFRICAINS



Carte globale



Les principaux royaumes africains



Les territoires contrôlés en 1884



La traite des Noirs (1450-1910)



L'Afrique de 1922 à 1938



Les routes des migrations clandestines en 2014



La décolonisation de l'Afrique et l'indépendance

LE SÉNÉGAL



Carte globale

L'AFRIQUE DU SUD



Carte globale

Cartes

© Armand Colin, 2015

Armand Colin est une marque de Dunod Éditeur,
5 rue Laromiguière, 75005 Paris

Cartographie : Jean-Pierre Magnier

Conception de la maquette intérieure : Marie Léman

Mise en pages : Soft Office

Image de couverture : Istock

Conception de la couverture : Atelier Mayanne Trias

Assistants de recherche : Fanny Weisselberger,
Emilia Capitaine

Photos P. Boniface et H. Védrine : Mary Erhardy

EAN : 9782200612740

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Préface

Proposer au lecteur des clefs pour décrypter le monde global, si complexe, si compétitif, dans lequel nous vivons depuis la fin de la Guerre froide, ses risques, ses opportunités : telle est notre ambition.

Informar, expliquer, éclairer sans surcharger, ni saturer ni embrouiller, alerter sans alarmer a été notre souci constant à travers ces 100 cartes et les textes qui les accompagnent.

Contrairement à la période de près d'un demi-siècle de guerre froide, dont la réalité n'était pas contestée, 25 ans après la fin du monde bipolaire il n'y a toujours pas aujourd'hui d'interprétation unanime de l'état du monde. Constitue-t-il déjà une « communauté internationale » où tous partagent les mêmes valeurs universelles ? Ou est-il encore divisé en systèmes de valeurs et de croyances différents, voire antagonistes ? Les affrontements de puissance vont-ils être dépassés ou vont-ils s'amplifier pour des raisons géopolitiques, énergétiques, écologiques, culturelles, religieuses et autres ? Nous avons voulu présenter au lecteur les différentes thèses pour qu'il se forme sa propre opinion. De même, nous ne nous en sommes pas tenus à l'occidentalo- ou à l'euro-péo-centrisme fréquents, qui empêchent souvent de voir et de prendre conscience de la diversité du monde. Même si l'interdépendance globale est une réalité, chaque pays, chaque peuple, a toujours sa propre vision du monde, façonnée par son histoire – où il se place naturellement au centre –, sa perception particulière des risques, des menaces et des opportunités, du sacré et du permis, ses ambitions et ses craintes. Nous donnons des exemples variés de ces approches qui ne coïncident évidemment pas ! Pas encore ?

Ainsi conçu, notre atlas est organisé en quatre parties : *Les grands repères du passé*, partie synthétique, neuf cartes et cinq « textes travelling » donnant à l'atlas sa profondeur historique ; *Les diverses interprétations du monde global*, car il n'y a pas une interprétation unanime ; *Les données globales* (démographiques, économiques, énergétiques, stratégiques, etc.) ; et enfin, *Le monde vu par*, partie essentielle à nos yeux, où, au-delà de l'évidence pour nous (le monde

vu par la France, par les Européens), nous avons essayé de représenter le monde vu par... les autres.

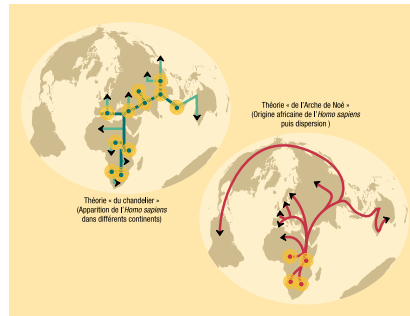
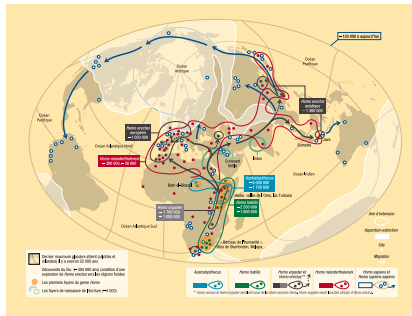
Toutes ces données, et ces regards croisés, font apparaître des convergences et des cohérences, mais aussi de formidables contradictions, des angoisses, des antagonismes avérés ou potentiels. Le monde tel qu'il sera dans les prochaines décennies y est inscrit de façon évidente ou en filigrane. À vous, à nous, de savoir le déchiffrer pour nous y préparer. Nous avons voulu vous aider à la compréhension.

*Pascal Boniface
Hubert Védrine
Juillet 2015*

Les grands repères du passé

D'où vient le monde dans lequel nous vivons ? Quels sont les héritages historiques qui ont façonné les réalités stratégiques contemporaines ? Le passé éclaire le présent et permet de mieux situer les enjeux actuels. Cet atlas n'est pas un atlas « historique ». Néanmoins, notre monde actuel est inintelligible si l'on n'a pas en tête les enchaînements passés. Dans cette partie, nous mettons l'accent sur cinq moments ou étapes essentiels.

Les premiers hommes peuplent la Terre



L'homme est une espèce récente dans l'histoire du monde. Alors que la vie est apparue il y a quelque 3,8 milliards d'années, l'homme moderne *Homo sapiens* n'a que 120 000 à 150 000 ans et *Homo sapiens sapiens*, nous, que 35 000 ans, environ.

Pour dresser une généalogie, il faut partir de la séparation des primates hominoïdes en deux branches distinctes, il y a au moins 8 à 9 millions d'années : les « singes supérieurs » (chimpanzés et bonobos, par exemple) et les hominidés.

Parmi les hominidés, les australopithèques apparaissent, il y a 6 millions d'années environ, dans le sud de l'Afrique. Ces bipèdes arboricoles disparaissent il y a 1,7 million d'années.

Toujours en Afrique, mais dans l'Est, la première espèce du genre *Homo* apparaît vers – 2,5 millions d'années : c'est *Homo habilis*, cet « homme habile » à utiliser ses outils. Il est petit (1 mètre 20 à 1 mètre 50), pèse 40 kilogrammes et dispose d'un petit cerveau (600 cm³).

La deuxième espèce est *Homo ergaster*. Apparu vers – 1,7 million d'années, cet « homme artisan » est plus grand que son ancêtre *habilis* (1 mètre 50 à 1 mètre 70), plus lourd (60 kilogrammes) et plus intelligent, avec un crâne de 900 cm³. Il est le premier du genre *Homo* à s'aventurer hors du continent africain via le Nord-Est ; on en a découvert des traces près du lac de Tibériade ainsi que, plus au Nord, en Géorgie. Au bout de 400 000 ans, ce chasseur avait atteint l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Et 300 000 ans plus tard (– 1 million d'années), il

Serons-nous assez sages pour maîtriser les problèmes nés du succès de notre espèce ?

était présent en Europe du Sud. Encore 300 000 ans et il était en Europe tempérée (– 700 000 ans). Tous ces déplacements terrestres ont été facilités par le faible niveau des mers (période glaciaire).

Ce n'est que la domestication du feu (– 400 000 ans) qui lui permet de progresser dans des régions plus froides en Europe, en Asie (au Japon) et en Amérique. Notons que la désignation *Homo erectus* (« l'homme debout ») est plus souvent réservée à ses descendants asiatiques.

L'homme de Neanderthal est apparu il y a 300 000 ans. *Homo neanderthalensis* – que certains spécialistes font descendre de *Homo ergaster* ou de l'*Homo erectus* européen – enterre ses morts, vers – 100 000 ans. Il disparaît vers – 30 000 après avoir cohabité avec l'*Homo sapiens*. Les deux espèces se seraient intercroisées au Proche-Orient.

Vers – 120 000 ans (les dates varient), descendant probablement des lignées *Homo ergaster* et *erectus* africaines, apparaît en Afrique *Homo sapiens* (« l'homme sage »), au cerveau volumineux (1 450 cm³) ; puis, vers – 35 000 ans environ, *Homo sapiens sapiens* (nous). Diverses théories scientifiques s'affrontent : selon la théorie « du chandelier », l'homme moderne serait issu de mutations et d'évolutions diverses à partir de descendants de *Homo ergaster* en Europe et de *Homo erectus* en Asie ; la théorie « de l'Arche de Noé », la plus répandue, soutient au contraire l'idée d'une origine africaine unique puis de migrations ayant peuplé la Terre. En suivant celle-ci, *Homo sapiens*, en moins de 100 000 ans et à partir de quelques milliers d'individus seulement, colonise le Proche-Orient, le Moyen-Orient (– 120 000 ans), l'Afrique (– 80 000 ans), l'Europe (choc probable avec les Néanderthaliens) et l'Asie donc avec les descendants des *Homo erectus* (– 60 000 ans), l'Amérique du Nord (– 40 000 ans).

La révolution du Néolithique ne survient que bien plus tard, vers – 7 000 ans et s'étend progressivement. Et ce que nous appelons l'Histoire ne débute pour nous qu'avec l'apparition de l'écriture, vers – 6 000 ou – 5 000 ans, dans les cités-États du « croissant fertile » en Mésopotamie, dans les vallées du Nil, de l'Euphrate et de l'Indus.

Il s'est écoulé 400 000 ans depuis la domestication du feu, 100 000 ans depuis les premiers rites funéraires. Et depuis déjà 30 000 ans l'homme utilise des outils, et donc

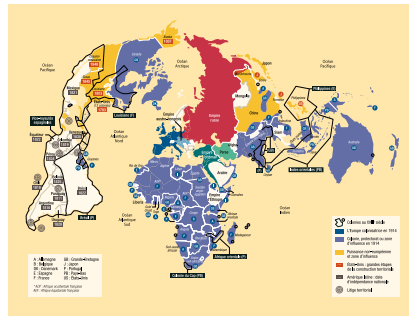
Quelle est
l'origine
et la généalogie
de l'homme ?
Plusieurs
théories
s'affrontent

des vêtements et des armes, peint des fresques et construit des radeaux. Même si nous n'en sommes pas conscients, notre héritage remonte à bien avant Sumer et les pharaons !

D'innombrables controverses animent le monde très vivant des paléoanthropologues et des préhistoriens.

De nouvelles découvertes de sites et les progrès de la génétique apporteront des précisions ou des corrections bouleversantes sur ces diverses espèces, leurs origines, leurs déplacements, leurs liens, et sur la chronologie générale ou détaillée. Mais une question s'impose : descendants de la seule lignée de *Homo* qui a survécu et qui a cru pouvoir se baptiser *sapiens* (« sage »), serons-nous donc assez sages pour maîtriser les problèmes dramatiques nés du développement de notre espèce qui comptera 9,5 milliards d'individus en 2050 et d'un monde de développement prédateur ?

L'apogée de l'Europe



Après avoir été, du ^v^e au ^x^e siècle, la destination ou le lieu de passage de nombreuses populations venues de l'Est ou du Nord (les « grandes invasions » dans une Europe majoritairement celte), l'Europe connut une première expansion de 1095 à 1291 avec les croisades en Orient. Mais c'est véritablement avec les grandes découvertes et les grands voyageurs du ^{xv}^e siècle (Vasco de Gama, Christophe Colomb, Magellan) qu'elle commença à étendre son influence sur le monde. Ces grands découvreurs en compétition entre eux ouvrirent la voie aux premiers empires coloniaux européens : d'abord portugais et espagnol, puis anglais et français (en Asie et en Amérique) et néerlandais. L'Afrique se trouva ainsi partagée entre Britanniques, Français, Belges, Portugais, Espagnols et Allemands.

Si bien que, au ^{xix}^e siècle, Français et Britanniques sont chacun à la tête d'un vaste empire.

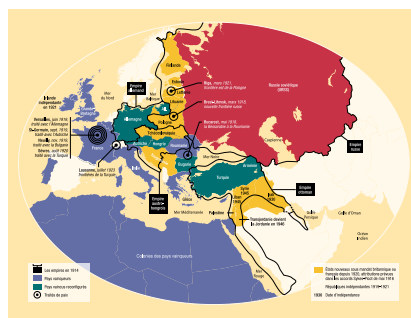
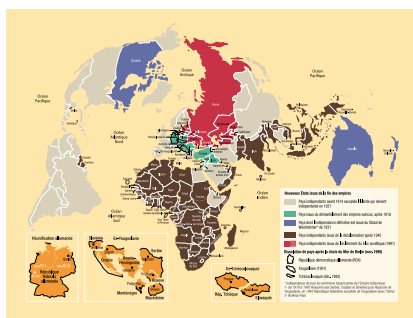
De leur côté, la Chine et le Japon ont dû ouvrir leurs marchés sous la menace et aux conditions européennes.

À la veille de la guerre de 1914, les Européens dominent le monde qu'ils se sont partagé. Ils se concurrencent mais sont tous convaincus de leur « mission civilisatrice ». Certes, les États-Unis sont devenus indépendants au ^{xviii}^e siècle, les pays d'Amérique latine de même au ^{xix}^e ; et les Russes ont étendu leur contrôle jusqu'à l'océan Pacifique. Mais cette première mondialisation globale sous l'impulsion de la Grande-Bretagne (frontières ouvertes, étalon or) demeure une européanisation du monde.

À la veille de la
guerre de 1914,
les Européens
se partagent
le monde

L'exacerbation des rivalités économiques et coloniales entre puissances européennes est d'ailleurs l'une des causes de la guerre de 1914-1918. On a pu dire que ce conflit fut plus une « guerre civile européenne » qu'une véritable « guerre mondiale ». Il y a ensuite un enchaînement : du conflit de 1914-1918 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale de 1939-1945, en passant par l'entre-deux-guerres qui, aucun problème n'ayant été résolu, fut autant un avant-guerre qu'un après-guerre. En trente ans, l'Europe se ruina, fut supplantée, se retrouvera dominée et protégée par les États-Unis et, un temps, une moitié d'elle-même soumise à l'URSS. Elle passe du statut de centre du pouvoir mondial à celui d'enjeu de la lutte globale soviéto-américaine.

Les conséquences lointaines de la dislocation des empires



Les empires coloniaux ont longtemps réussi à contenir les aspirations nationales des peuples qu'ils dominaient en jouant sur les tensions ethniques. La dislocation des mêmes empires a fait réapparaître beaucoup de ces conflits, dont certains sont encore vivaces. Une généalogie des crises comme des mentalités nationales s'impose donc à qui veut comprendre les crises d'aujourd'hui.

Pour les Américains, ce sont les conditions mêmes de la création des États-Unis et de leur indépendance contre la couronne britannique qui expliquent une longue tradition d'isolationnisme, jusqu'en 1917, voire jusqu'en 1941.

Entre les États d'Amérique latine, des litiges sont nés dans la première moitié du XIX^e siècle lorsque les colonies espagnoles menèrent, chacune, leurs guerres d'indépendance. Ces tensions marquent encore les sentiments nationaux aujourd'hui.

En Europe, la Première Guerre mondiale aboutit au démantèlement de l'empire allemand, de l'empire austro-hongrois et de l'empire ottoman.

Dans le cas allemand, le traité de Versailles (29 juin 1919) consacra la défaite et la dislocation impériales au point que l'humiliation des Allemands fut un des ressorts du nationalisme revanchard et belliqueux du Reich dans l'entre-deux-guerres. La défaite nazie, la seconde partition de l'Allemagne durant la guerre froide et enfin l'unification allemande grâce à

La fin des
empires a fait
naître
de nouveaux
États et renaître
d'anciens
conflits

l'affaiblissement de l'URSS (1991) ont constitué un cycle de déconstruction-reconstruction de l'identité allemande qui a duré 72 ans (1919-1991).

L'allié austro-hongrois de l'Allemagne en 1914 fut la seconde puissance à être démantelée, par les traités de Saint-Germain-en-Laye pour l'Autriche (10 septembre 1919) et de Trianon pour la Hongrie (4 juin 1920). La création de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie portait en germe des conflits inévitables, ces nouveaux États réunissant des minorités inconciliables. Ceci allait entretenir une instabilité qui allait favoriser les menées hitlériennes durant les années 1930. Sans doute, après guerre, ces problèmes nationaux furent-ils « gelés » par la guerre froide, et dans le cas yougoslave par la main de fer de Tito, mais ils ressurgirent avec la fin des régimes communistes en 1989-1990 – voir la question des minorités hongroises par exemple.

Dans la majorité des cas, la situation put être stabilisée : grâce à la reconnaissance par l'Allemagne de sa frontière orientale avec la Pologne sur la ligne des rivières Oder et Neisse ; grâce à la perspective d'un rapprochement puis d'une adhésion à l'Union européenne ; avec l'aide du « Pacte de stabilité » pour l'Europe centrale. La dynamique pacifique a ainsi conduit douze pays à entrer dans l'Union.

Dans le cas yougoslave par contre, la désintégration commença, dès le début des années 1980, avec la mort du maréchal Tito. Nul ne put la maîtriser : ni les Yougoslaves, ni les Européens, ni le Conseil de sécurité des Nations unies. Elle se fit donc violemment : guerre en Croatie et en Bosnie (1991-1992) ; guerre pour le Kosovo (1999). Seize ans plus tard, en 2015, la stabilité n'est toujours pas complètement assurée, ni en Bosnie, ni en Macédoine, ni au Kosovo.

Dans les Balkans, le chaudron yougoslave a subi les tensions nationales et religieuses que les Ottomans n'avaient fait que congeler. Au Proche-Orient, l'État kurde, plus ou moins promis, n'a jamais vu le jour ; l'Irak, né de la réunion arbitraire, sous mandat britannique, de trois provinces ottomanes, n'a connu qu'une histoire mouvementée ou tragique. Et la Syrie, le Liban, la Transjordanie (devenue Jordanie) et Israël, à partir de 1948, n'ont connu jusqu'à aujourd'hui ni la paix ni la stabilité : l'histoire du siècle écoulé continue d'alimenter peurs et ressentiments dans les populations.

Les décolonisations des années 1950-1960 en Afrique et en Asie ont fait naître des dizaines de nouveaux États. Mais le « retrait » des puissances tutélaires (Portugal, Espagne, Belgique, Pays-Bas, France, Royaume-Uni) a

laissé subsister des « bombes à retardement » : partition du sous-continent indien, éclatement du Pakistan, conflits israélo-arabes, question du Timor, statut de Hong Kong... Et encore ! la « jeune Afrique » a eu la sagesse de s'accommoder des découpages coloniaux pour ne pas remettre en cause les frontières, aussi artificielles soient-elles. À l'Est de Suez, le retrait britannique a entraîné l'indépendance d'une dizaine d'émirats du golfe arabo-persique, dont Koweït que l'Irak allait revendiquer (guerre du Golfe, 1991).

Les relations de ces nouveaux États indépendants entre eux et avec le reste du monde restent marquées, d'une façon ambivalente, jusqu'à aujourd'hui par la période coloniale, et par l'ancienne puissance coloniale, par sa langue, même si la mondialisation donne à chaque pays plus de marge de manœuvre et des possibilités nouvelles.

De nombreux micro-États du Pacifique, qui étaient sous des tutelles diverses, sont devenus indépendants dans les années 1980-1990.

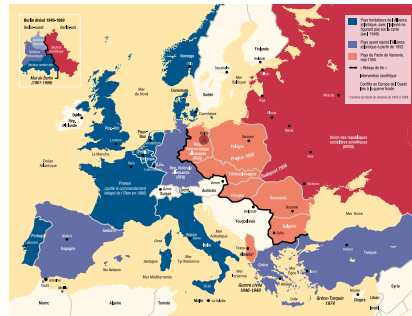
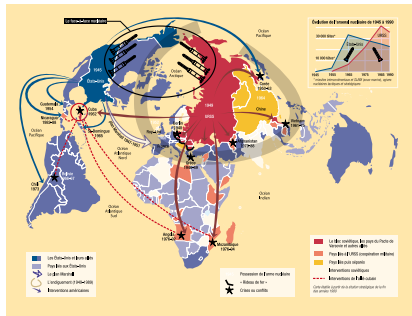
Le dernier « empire » à disparaître fut l'URSS, à la fin de 1991, avec les indépendances des trois pays baltes, de l'Ukraine (berceau de la Russie), de l'Arménie, de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan et des pays d'Asie centrale, ce qui fit à nouveau ressurgir de graves problèmes de minorités, dans le Caucase notamment.

Il ne reste aujourd'hui dans le monde que quelques « confettis » coloniaux. Mais les problèmes les plus graves demeurent pour des minorités en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. Certains analystes considèrent que ce gigantesque mouvement de reflux colonial, venant après plusieurs siècles d'expansion européenne et occidentale n'est pas terminé et que la Chine et la Russie, à nouveau, y seront confrontées dans l'avenir, avec toutes les réactions que cela peut entraîner.

La façon dont l'empire ottoman a été démembré par les vainqueurs, après qu'ils aient même songé à retirer l'Anatolie à la Turquie, au profit de ses minorités chrétiennes, a pesé sur tout le ^{xx}^e siècle – états fragiles, foyer national juif – et au ^{xxi}^e siècle, ce sont la Syrie et l'Irak qui sont menacés de désagrégation, (traité de Sèvres, 1920 ; traité de Lausanne, 1923).

Les relations
des nouveaux
États
indépendants
entre eux et
avec
le reste du
monde restent
marquées par
la période
coloniale

La guerre froide



De 1945, date de la victoire des Alliés sur le nazisme, année clef, à 1991, l'antagonisme Est-Ouest, soviéto-américain, a structuré les relations internationales. Certes, les dispositions arrêtées par les Alliés américains, britanniques et soviétiques aux conférences de Téhéran, Yalta et Potsdam sont aujourd'hui dépassées depuis la fin de l'URSS et la réunification allemande en 1990-1991, en ce qui concerne l'Europe et l'Allemagne. En revanche, même contestées, les dispositions prises sur l'Organisation des Nations unies perdurent.

Les vainqueurs de 1945 se sont divisés, aussitôt vaincus l'hitlérisme et l'impérialisme nippon. Contrairement à la promesse faite, à Roosevelt et à Churchill, à Yalta (où il n'y a pas eu, contrairement à la légende, de partage du monde), Staline n'a pas organisé d'élections libres dans les territoires européens libérés par l'armée rouge, mais y a imposé au contraire des gouvernements communistes pro-soviétiques. Dès 1946 Churchill parle d'un « rideau de fer » qui s'est abattu, entre l'Est et l'Ouest, de Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique. La menace militaire (y compris, à partir de 1949, nucléaire) soviétique est telle sur l'Europe de l'Ouest, surtout après la guerre de Corée, que les États-Unis, pour la première fois de leur histoire, acceptent de mettre sur pied avec les Canadiens et les Européens une alliance, pour « endiguer » l'Union soviétique : l'Alliance atlantique qu'ils dirigent entièrement. Le déclenchement de la guerre de Corée (1950) conduit à la création d'une organisation intégrée (OTAN) dès le temps de paix, comme si la guerre devait éclater le lendemain. Ils lancent aussi le plan Marshall, pour reconstruire l'Europe et priver la

Le monde n'a
pas été divisé à
Yalta en
février 1945

propagande soviétique de relais. Une course aux armements conventionnels, et surtout nucléaires, est dès lors lancée entre les deux blocs : toujours plus de bombardiers et de missiles, intercontinentaux ou à moyenne portée, portant au début des charges nucléaires uniques et considérables, ensuite des « têtes multiples » nucléaires, elles-mêmes de plus en plus précises. La tension est permanente. L'Ouest fait échouer, en 1948, la tentative de blocus de Berlin par l'URSS. L'URSS mate la révolte de Berlin Est en 1953, crée le Pacte de Varsovie en 1955, écrase l'insurrection de Budapest en 1956 comme elle le fera de celle de Prague en 1968. À l'Ouest – mais ce n'est pas comparable –, le général de Gaulle, las d'attendre une réforme de l'Alliance atlantique qui ne vient pas, retire en 1966 la France du commandement militaire intégré, tout en restant dans l'Alliance.

Cette « guerre froide », cet « équilibre de la terreur », n'empêche pas les deux superpuissances de s'affronter ailleurs, dans le Tiers-monde, par alliés ou satellites interposés. Comme l'a dit Raymond Aron, « la paix est impossible » car les deux systèmes de valeurs et les objectifs stratégiques sont incompatibles. Mais, ajoute-t-il, la « guerre est improbable » tant la dissuasion nucléaire est... dissuasive. La guerre est même impossible. La « coexistence pacifique », concevable à partir de Kennedy et Krouchtchev, s'impose donc après l'angoissante crise des fusées de Cuba, en 1962. Elle se traduit par des accords sur un « téléphone rouge », qui permet un contact direct au plus haut niveau, en 1972 le traité SALT (*Strategic Arms Limitation Talks*) qui vient fixer des plafonds aux missiles nucléaires et aux missiles anti-missiles, puis encadrer la course aux armements tout en maintenant la dissuasion nucléaire, au début des années 1980, sont signés des accords de « réduction » (START).

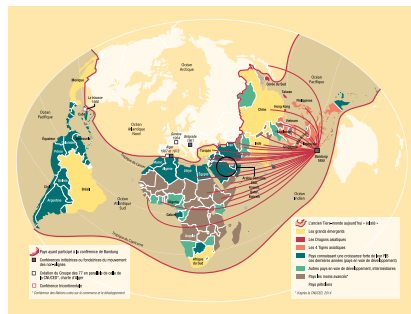
Au début des années 1980, Reagan entreprend d'épuiser une URSS déjà en difficulté évidente en Afghanistan où elle est intervenue en 1979 pour sauver le régime pro-communiste, en l'entraînant dans une chimérique et épuisante « guerre des étoiles ». À partir de 1985, Gorbatchev, conscient du fiasco soviétique, essaie de sauver le communisme en le réformant, mais certainement trop tardivement, (Glasnost, Perestroïka), signe de nouveaux accords de désarmements, retire l'armée rouge d'Afghanistan, et, surtout, décide de ne jamais employer la force pour maintenir au pouvoir les « démocraties populaires » d'Europe

Privé du soutien
de la force,
le système
soviétique
s'effondre

centrale et orientale. Sans aucune base dans les sociétés, répressives et usées, celles-ci sont dès lors condamnées. Elles s'effondrent toutes en 1989 et 1990 (ce qui permet, du coup, la réunification allemande). En novembre 1990, Gorbatchev accepte l'usage de la force armée contre son allié irakien qui a envahi le Koweït. Mais ayant empoché les bénéfices stratégiques inespérés peu avant, les États-Unis lui refusent une aide économique au sommet du G7 de juillet 1991. Fin 1991, c'est l'URSS elle-même qui implose. La guerre froide – qui n'a, en presque 45 ans, jamais dégénéré en guerre chaude – est terminée. Le temps du monde « global » commence.

La crise de Crimée-Ukraine en 2013-2014 et l'escalade de la tension entre la Russie de Poutine et les Occidentaux sont de graves événements. Ils ne peuvent cependant être assimilés sans exagération à une nouvelle guerre froide globale.

L'éclatement du Tiers-monde



Après 1945, alors que les relations internationales s'organisaient autour de la compétition Est/Ouest, de nombreuses nations, à l'aube de leur indépendance, ont voulu échapper à ce monde bipolaire et préserver leur identité.

L'expression « Tiers-monde » fut inventée, en 1952, par Alfred Sauvy, économiste français, en s'inspirant du « Tiers état » de la France d'Ancien régime. De même qu'à l'époque le « troisième ordre » s'était affirmé contre les deux autres (clergé et noblesse), le Tiers-monde, qui est pauvre, majoritaire, dominé par les anciennes puissances coloniales et sans grand pouvoir, se définit par opposition : il ne se veut ni capitaliste, ni communiste.

L'unité du Tiers-monde
vole en éclats,
après les
années 1970

Ces pays sont situés pour l'essentiel dans l'hémisphère Sud. Le clivage Nord/Sud est, selon eux, plus déterminant que l'affrontement Est/Ouest. Les pays du Nord peuvent être divisés idéologiquement entre communistes et Occidentaux, tous appartiennent néanmoins au monde développé face auquel « le Sud » doit affirmer son identité. Il s'agit à la fois d'achever la décolonisation, de préserver l'indépendance des pays du Sud face à la compétition soviéto-américaine, et de permettre leur décollage économique. En avril 1955, se tient à Bandung, en Indonésie, la première grande conférence qui réunit des pays du Tiers-monde. Les 29 États présents représentent la moitié de l'humanité, mais seulement 8 % du PNB mondial. En 1960, l'Assemblée générale des Nations unies adopte la résolution 1541(XV) qui proclame le droit à la décolonisation « immédiate et inconditionnelle ». La colonisation y est présentée comme

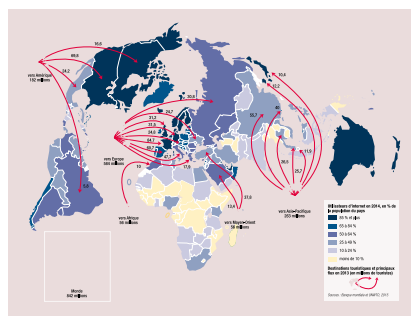
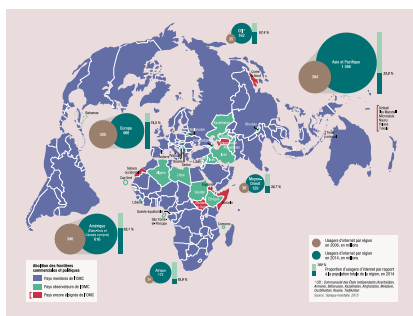
contraire à la paix mondiale et à la Charte de l'ONU. Le Sud dénonce également les termes de « l'échange inégal » : le Tiers-monde exporte à bas prix des matières premières et achète au prix fort les produits industriels du Nord. En 1974, l'Assemblée générale de l'ONU proclame l'instauration d'un « nouvel ordre économique international » basé sur l'équité, l'égalité souveraine. Les États du Tiers-monde créent le Groupe des 77 et proclament la souveraineté permanente sur leurs richesses naturelles : c'est pour eux l'affirmation d'une souveraineté économique, indispensable mais qui reste à concrétiser, à côté de la souveraineté politique. Les pays du Nord sont accusés d'exploiter les pays du Sud. La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) adopte la Charte des droits et devoirs économiques des États.

Mais, à partir des années 1970, l'unité du Tiers-monde vole en éclats. D'un point de vue politique, le « non-alignement » n'a concerné qu'une minorité d'États, car la plupart des autres étaient stratégiquement liés aux États-Unis ou à l'Union soviétique, malgré un affichage de non-alignement. Les différences les plus nettes ont été créées par l'économie. Aujourd'hui dans le monde global, il n'y a plus rien de commun parmi les anciens pays du Tiers-monde entre, d'une part, ceux qui émergent et qui se développent, les géants géostratégiques (chinois, indien, brésilien), les « dragons » asiatiques devenus des pays industriels, les États pétroliers qui bénéficient du cours élevé du pétrole et, d'autre part, les pays les moins avancés (PMA) dont la situation s'est dégradée. Éclaté, le Tiers-monde est mort.

Les diverses interprétations du monde global

De la plus optimiste à la plus pessimiste, il y a plusieurs façons d'interpréter le monde global. Va-t-on vers un choc des civilisations ou au contraire assiste-t-on à l'émergence d'une communauté internationale harmonieuse et démocratique ? Le monde est-il unipolaire ou s'organise-t-il autour de plusieurs pôles de puissance ? Nous avons, sans prendre parti, voulu présenter les grandes grilles de lectures existantes sur l'état du monde. Les grandes théories sont-elles antagonistes, alternatives ou au contraire complémentaires ? Au lecteur, et aux faits, de trancher.

Thèse de la « communauté internationale »



Au début des années 1990, la disparition de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide suscitent de nombreux espoirs. La démocratie qui, dans la décennie 1980, a déjà gagné du terrain en Asie et en Amérique latine, s'établit en Europe de l'Est et semble devoir progresser partout dans le monde. Les membres permanents du Conseil de sécurité agissent de concert lors de la guerre d'Irak (1990-1991) et utilisent pour la première fois la force selon les règles de droit prévues par la Charte des Nations unies. La notion de « communauté internationale » semble prendre corps. La sécurité collective n'est plus illusoire. Le président George Bush (père) célèbre l'événement d'un nouvel ordre mondial fondé sur une communauté « universelle d'États libres et souverains, le règlement négocié des conflits et les droits de l'homme ». Le politologue Francis Fukuyama soutient que les oppositions idéologiques ont disparu, et avec elles les risques d'affrontements, et il annonce la « fin de l'Histoire ». Le modèle libéral occidental n'est plus contesté même s'il n'est pas, ou pas encore, appliqué universellement. Parallèlement à la disparition du clivage bipolaire du monde, la « mondialisation » prend corps. Les progrès techniques contractent le temps et les distances, multiplient les capacités nouvelles de production, permettant une élévation générale des niveaux de vie. Les frontières s'effacent au profit des échanges libérés, multipliés et facilités sur le plan commercial au bénéfice de la circulation des idées, des hommes et des capitaux. Le libéralisme, économique et politique, et le progrès technologique se renforcent l'un l'autre.

Les technologies de l'information donnent des capacités aux individus leur permettant de s'affranchir des anciennes barrières. L'information devient accessible à tous.

Ses partisans estiment que l'économie de marché globale assure progrès pour tous – un système *win-win* où tout le monde est gagnant – et qu'elle est le vecteur à l'échelle mondiale de l'extension de la démocratie et de la prospérité.

Selon Thomas Friedman, éditorialiste de politique étrangère américain et chantre de la mondialisation, le monde est « plat » car la révolution numérique accélère le processus de globalisation en abolissant les frontières commerciales et politiques. Ce ne sont plus les États ou les firmes qui entrent en relation et ou en concurrence, mais directement les individus qui forment des réseaux *via* Internet.

Le marché de l'emploi se dénationalise et se mondialise. L'ordinateur personnel permet à chacun de produire ses propres documents numérisés (textes, photos, musiques, etc.). Et, pour un coût quasi nul, Internet permet l'accès instantané à une information globale, illimitée, aux formats numériques : les médias traditionnels sont violemment concurrencés ; les individus acquièrent un pouvoir considérable. Les partisans de cette thèse en concluent que, malgré le phénomène de terrorisme également facilité par la globalisation en réseau, les risques de conflits géopolitiques graves deviennent moins importants. La mondialisation des chaînes d'approvisionnement, les nouvelles chaînes de valeurs, rend insupportable le coût d'une guerre en raison de la rupture des échanges commerciaux qu'elle suppose.

Ainsi dans les relations entre la Chine et Taïwan ou l'Inde et le Pakistan, les intérêts économiques conduiraient ces adversaires à collaborer malgré leurs intérêts géopolitiques antagonistes.

Selon les tenants de cette thèse, les causes des conflits existants tiennent surtout aux inégalités dans l'accès à la mondialisation. Mais la généralisation de celle-ci, comme la démocratisation et la libéralisation de l'économie, devrait atténuer les tensions existantes. Friedman reconnaît simplement qu'il existe un monde « non plat », la moitié de la

Pour les
partisans,
l'économie de
marché globale
est un facteur
de progrès pour
tous

La globalisation
en réseau
facilite
le terrorisme
mais limite les

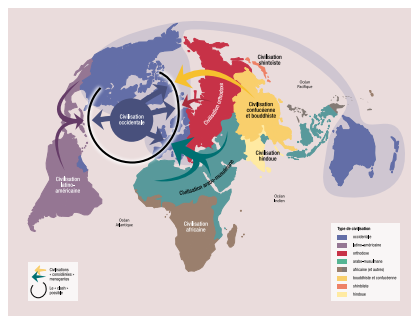
risques de conflits graves

planète encore exclue des « avantages » de la globalisation. La « fracture numérique », concerne ainsi les pays les moins avancés mais existe également au sein des pays émergents : moins de 20 % des Indiens ont accès à Internet aujourd'hui.

En tout cas, les régimes autoritaires, pas encore ou pas vraiment démocratiques, seraient sur la défensive et la démocratie gagnerait inexorablement du terrain. Sauf en Corée du Nord, les gouvernements ont perdu le monopole sur l'information. La démocratie n'est pas un phénomène universel, mais partout le pouvoir des opinions publiques se renforce, et les sociétés civiles affirment à des degrés divers, selon leur histoire particulière, leur puissance.

Cette conception « mondialiste globale » a du mal à prendre en compte les causes classiques des conflits, et répugne à admettre la persistance des phénomènes identitaires.

Thèse du « clash des civilisations »



Après la « chute » du mur de Berlin, en novembre 1989, et la dissolution de l'URSS, en décembre 1991, un vent d'optimisme submerge l'Occident. Un « nouvel ordre international » va naître, les « valeurs universelles » vont inspirer la « communauté internationale ». Cela va être, selon l'analyste Francis Fukuyama, la « fin de l'Histoire » faute de désaccords et de combattants.

Autre expert réputé des relations internationales, Samuel Huntington prend le contre-pied de cet idéalisme. Il alerte au contraire sur un risque de clash entre huit civilisations ne partageant pas les mêmes valeurs ; et notamment entre les civilisations occidentales, islamique et confucéenne (les cinq autres étant selon lui la latino-américaine, l'africaine, l'hindoue, la slavo-orthodoxe, la nippone).

Optimistes, universalistes et mondialistes sont scandalisés. Huntington les juge naïfs. Ses opposants lui reprochent d'appeler au clash, de formuler une « prophétie autoréalisatrice », alors que, au contraire, il met en garde. Les réalistes ne croient pas en une alliance Islam-Chine anti-occidentale.

Le début des années 1990 semble donner raison à Fukuyama : la croissance, la présidence Clinton, la croyance dans les Nations unies, le processus de paix au Proche-Orient, la généralisation des télécommunications et plus tard, l'expansion d'Internet.

Puis l'assassinat d'Yitzhak Rabin en 1995 et l'échec du processus de paix au Proche-Orient, le fiasco du sommet de l'ONU contre le racisme, à Durban, le basculement de l'opinion aux États-Unis (élections sénatoriales de 1996 et présidentielle de 2000), le piétinement de

La théorie de
Samuel
Huntington
semble

l'Europe, la montée du terrorisme islamique et, bien sûr, l'attentat d'Al Qaïda le 11 septembre 2001 à New York contre les Twin Towers et le Pentagone, rappellent que Huntington, dans ses mises en garde, est peut-être plus clairvoyant.

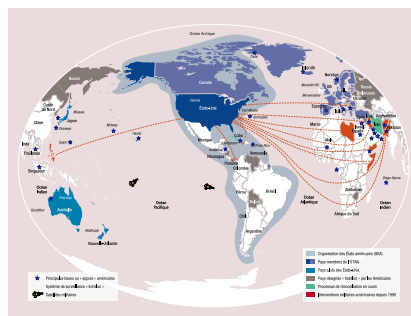
confirmée
par le
11 septembre

Depuis lors, tout se passe comme si – tout en déclarant rejeter la « théorie » du clash des civilisations – un grand nombre d'Occidentaux, à la suite de l'administration Bush et des néoconservateurs, s'inscrivait dans le cadre huntingtonien et en tirait des conséquences bien particulières. La guerre d'Irak et Guantanamo ont certainement aggravé le fossé entre monde occidental et monde musulman. Les islamistes fondamentalistes ont, symétriquement, une même position radicale et, comme le firent longtemps les chrétiens, divisent le monde entre croyants et incroyants, fidèles et infidèles (ces derniers pouvant être des chiïtes).

D'autres Occidentaux ainsi que les musulmans modérés nient cette perspective (cette « théorie ») au nom de l'universalisme, mais surtout parce qu'elle les inquiète.

D'autres enfin estiment au contraire que le clash Islam-Occident est un risque sérieux du fait de minorités fanatiques de part et d'autre et d'une profonde ignorance mutuelle propice à la méfiance. Ceux-ci ne combattent pas la « théorie » mais essaient de conjurer le risque et de désamorcer les conflits en tentant d'établir, pour commencer, la paix au Proche-Orient, et en prônant le dialogue. Ainsi, en 2005, Kofi Annan, alors secrétaire général des Nations unies, crée une « Alliance des civilisations », pour combattre ce risque par l'éducation et les médias. En fait, ce risque planera encore longtemps. Des politiques occidentales judicieuses pourraient le contenir et le marginaliser au lieu de l'alimenter.

Thèse du « monde unipolaire »



Après la disparition de l'URSS en décembre 1991, les États-Unis restent la seule superpuissance, que l'on a pu même qualifier alors « d'hyperpuissance », et le pôle central du monde. Certains parlent alors pour s'en réjouir ou pour le déplorer d'un « monde unipolaire ». Mais les États-Unis sont parvenus à cette situation plus par un enchaînement de l'histoire que pour l'avoir expressément voulu.

À la fin de son mandat de premier président des États-Unis d'Amérique en 1799, George Washington met en garde ses compatriotes contre les conflits entre Européens et les adjure de ne pas s'y engager. Les États-Unis suivent cette ligne en Europe jusqu'à ce qu'ils estiment vital pour eux de s'engager quand même, du côté de la Grande-Bretagne et de ses alliés, après avoir hésité jusqu'en 1917 et plus tard jusqu'en 1941.

Tout concourt à
faire
des États-Unis
le pôle central
d'un monde
unipolaire

Pendant le XIX^e siècle, ils s'emploient à conquérir « l'Ouest », ce qui est chose faite vers 1890. Puis, au tournant du siècle, ils assoient leur influence, ou leur protectorat, au détriment de l'Espagne sur leur environnement direct : îles des Caraïbes, Amérique centrale ; puis sur les îles du Pacifique et les Philippines.

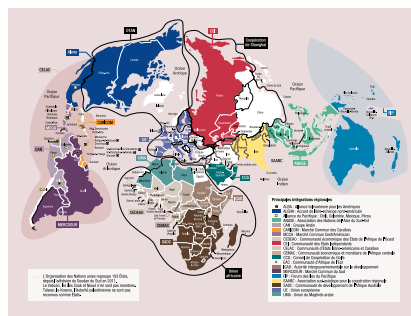
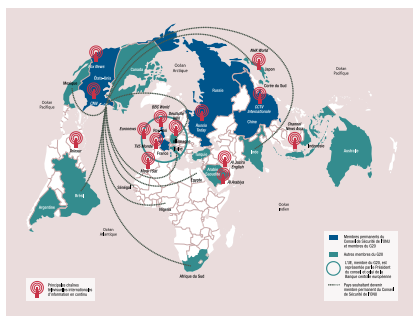
Après la victoire de 1918, le président Wilson, interventionniste et idéaliste, inspire la création de la Société des Nations. Mais, resté isolationniste, le Sénat ne le suit pas. Les États-Unis se retirent de la SDN. C'est l'agression japonaise contre la flotte américaine à Pearl Harbor à Hawaï le 7 décembre 1941 qui permet au président Roosevelt d'engager les États-Unis dans une guerre totale contre le régime nazi et le

militarisme japonais : elle les conduira, avec leur allié soviétique, à la capitulation de l'Allemagne nazie le 8 mai 1945 et de l'Empire nippon le 2 septembre 1945. Après cette guerre-là, contrairement à la première, les États-Unis s'organisent à la demande des Européens pour rester en Europe : en créant l'OECE en 1948 pour gérer le Plan Marshall destiné à empêcher que l'Europe occidentale ne bascule dans le communisme ; et l'Alliance atlantique (traité de Washington de 1949) pour dissuader l'URSS de s'en prendre à l'Europe. À partir de là, les États-Unis prennent en main – jusqu'à aujourd'hui – la sécurité occidentale. Ils entourent l'URSS d'un chapelet de pactes militaires destinés, avec la constante modernisation de l'armement nucléaire, à « l'endiguer ». Et dans le Tiers-monde, ils s'opposent pendant quarante-cinq ans à son influence, jusqu'à sa chute finale.

Quand l'Union soviétique disparaît, en décembre 1991, les États-Unis restent la seule des deux superpuissances de la guerre froide. L'addition de ce statut, de leur arsenal nucléaire, de leur suprématie militaire absolue, de leur puissance économique, du poids du dollar dans l'économie internationale, de leur rôle moteur dans l'expansion mondiale de l'économie de marché, de leur créativité technologique, de leur *soft power* (culture, langue, cinéma, mode de vie, universités, influence intellectuelle) : tout concourt à faire d'eux, dans les années 1990, le pôle central d'un monde unipolaire.

Les déclarations françaises sur un monde multipolaire ne sont pas considérées aux États-Unis comme un pronostic contestable, mais comme un programme hostile. Le 11 septembre 2001 apporte la preuve que même une hyperpuissance est vulnérable à un terrorisme suicidaire. La situation en Irak rappelle aussi qu'une hyperpuissance peut se fourvoyer. La montée de la Chine inquiète. Néanmoins beaucoup d'Américains (et d'autres) continuent de penser que, même avec la montée des émergents, les États-Unis resteront – et doivent rester – dans l'intérêt du monde la puissance dominante, un pôle au-dessus des autres.

Thèse du « monde multipolaire »



De 1945 à 1991, les États-Unis et l'URSS se sont affrontés dans une « guerre froide ». Après 1991, les États-Unis sont devenus la puissance dominante d'un monde unipolaire. Pour certains, ils le sont toujours. Mais pour d'autres, le monde est déjà, ou va devenir, ou devrait devenir « multipolaire ».

Pour la France, notamment pendant la présidence de Jacques Chirac (1995-2007) qui coïncide avec la manifestation éclatante de la suprématie américaine, un monde multipolaire est souhaitable pour contrebalancer et équilibrer la puissance américaine. Pour ces mêmes raisons, les États-Unis jugent inamicale cette expression.

Dans les faits, l'émergence de nouveaux mastodontes économiques est une évidence :

Chine, Inde, mais aussi Brésil, Afrique du Sud et retour en force de la Russie que l'on avait crue trop vite hors jeu dans les années 1990 même si elle le fait surtout sur un mode belliqueux. Au-delà des BRICS, (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) il y a une soixantaine de pays émergents, avec une forte croissance et une classe moyenne qui se développe. L'affirmation de ces pôles s'observe déjà au sein de l'OMC et ailleurs. Les pays émergents réclament une augmentation de leurs droits de vote au sein du FMI. Plusieurs pays sont candidats à devenir membres permanents du Conseil de sécurité. À l'automne 2008, sous l'effet de la crise et de l'action de la France, les membres du G7/G8 ont dû accepter de s'élargir en un G20 qui symbolise le monde multipolaire et sera le cadre des compétitions ou des coopérations à venir.

Verra-t-on se former un directoire des puissances régionales ?

Mais l'émergence de nouvelles puissances ne fait pas pour autant un monde multipolaire stable. De nombreuses questions se posent. Les États-Unis resteront-ils clairement le pôle dominant ? Ou finiront-ils par être rejoints voire dépassés par la Chine – cas possible en ce qui concerne les résultats économiques avant le milieu du ^{xxi}^e siècle, peu probable en ce qui concerne le *soft power* ? Quels rapports s'établiront entre États-Unis, Chine, Japon, Inde, Russie, Brésil et Europe ? Verra-t-on des alliances de pôles contre d'autres, voire des conflits ? « L'organisation de Shanghai » est, par exemple, le cadre d'une coopération sino-russe. Quels seront les rapports de ce « système multipolaire », s'il y en a un, ou des divers pôles, avec les quelque 180 autres États membres du système multilatéral – 161 pays à l'OMC, 193 à l'ONU ?

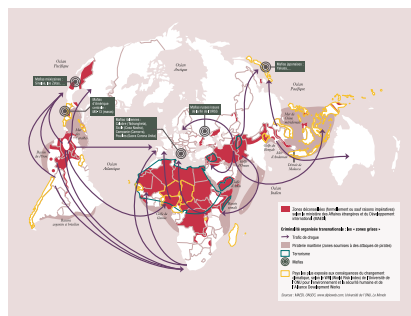
Les pôles de demain seront-ils chacun les leaders d'un groupe, ou d'une région – Brésil pour l'Amérique latine, Afrique du Sud et Nigeria pour l'Afrique par exemple – ? Verra-t-on se former une sorte de directoire des nouveaux pôles, comme on a pu parler, d'ailleurs abusivement, de directoire pour le G7 et, depuis 2008, pour le G20 ? Aucune hypothèse ne peut être, à ce stade, exclue. Certains, dont Charles Haas et Laurent Fabius, parlent de monde « zéro-polaire » ou « apolaire », sans pôle dominant.

L'Europe pose un problème particulier. En dépit de l'habitude installée de parler de « l'Europe » comme d'une entité singulière déjà constituée, malgré les références françaises régulières à la nécessité d'une « Europe puissance », il n'est pas assuré à ce stade que l'Europe s'affirme comme un pôle du monde multipolaire de demain. Elle en a par addition statistique le potentiel : 508 millions d'habitants, un PIB cumulé de 17 960 (16 770 pour les États-Unis) milliards de dollars. Sa politique commerciale extérieure commune pèse lourd. Avec 6 % de la population mondiale, l'Union européenne pèse 22 % du PIB mondial et réalise 50 % des dépenses sociales mondiales. Mais l'Europe ne sera pas « les États-Unis d'Europe ». Ses États membres représentent des identités anciennes et fortes, sans comparaison avec les treize colonies américaines du début qui ne représentaient pas treize peuples différents. L'intégration européenne déjà forte ne se poursuivra pas beaucoup au-delà du Traité de Lisbonne, sauf économiquement dans la zone euro. Plus important, les Européens, dans leur majorité, s'en sont remis après 1945 aux États-Unis pour leur sécurité, leur défense et leur diplomatie. Beaucoup ont voulu tourner la

L'Europe sera-t-elle un pôle ?

page des politiques de puissance, en tout cas en ce qui concerne l'Europe, et répugnent à y revenir même si, quand les Français parlent d'« Europe puissance », il s'agit de défendre les intérêts légitimes des Européens et d'exercer une influence régulatrice dans un monde en proie à une globalisation enrichissante, mais aussi sauvage et déstabilisatrice. Si les Européens ne se décident pas à faire de l'Europe une puissance, celle-ci ne sera pas demain un pôle ni le partenaire d'une nouvelle alliance euro-américaine. Elle ne sera qu'une région de l'ensemble occidental sous le leadership du pôle dominant américain, bon ou mauvais.

Thèse d'un « monde chaotique »



Le système bipolaire de l'après-guerre était bien sûr injuste et angoissant (la destruction nucléaire mutuelle) mais il était stable et finalement cogéré (la « détente »). Chacune des deux superpuissances faisait régner sa loi dans son camp et se concurrençait dans le Tiers-monde. Après 1989/1991, la fin de la guerre froide n'a pas débouché sur la mise en place d'un « nouvel ordre mondial » même pas, contrairement aux espoirs de certains pays dont la France, « d'un monde multipolaire », ni d'un véritable système de « sécurité collective ». Mais sur un phénomène d'hyperpuissance américaine n'ayant duré qu'une décennie. D'où l'idée avancée par certains d'un monde dans lequel plus personne ne serait en mesure de contrôler la situation (Ch. Haas parle d'un monde a-polaire et L. Fabius d'un monde zéro-polaire).

Des causes multiples affaiblissent le pouvoir des principales puissances. La prolifération du nombre d'États : les derniers empires multinationaux soviétiques et yougoslaves ont été démantelés, les tendances sécessionnistes se sont affirmées et ont parfois donné naissance à des États fragiles (Sud-Soudan, Kosovo), des conflits se sont enkystés à la frontière de l'ex-URSS (Arménie- Azerbaïdjan, Crimée (Ukraine) Transnistrie).

Des dizaines de nouveaux États ont émergé, mais parallèlement une trentaine d'États sont considérés comme des États « faillis » qui n'ont même pas les moyens de contrôler leurs populations et territoires, ni de faire respecter leur souveraineté. Parallèlement, la puissance s'est diversifiée et émiettée, le nombre d'acteurs internationaux non étatiques

Le monde
disparaît
comme un
bateau ivre

s'étant multiplié, à commencer par les entreprises mondiales, mais aussi les ONG, les opinions publiques, les médias, les oligarques et milliardaires, les organisations variées, les églises, les individus connectés, les mafias. Le nombre de personnes/entités pouvant exercer une influence sur les relations internationales y compris les migrations s'est multiplié de façon exponentielle et rend de plus en plus difficile la prise de décision et la définition d'un « intérêt général » pour les démocraties. Des conflits du Proche-Orient à la lutte contre le réchauffement climatique, du développement du terrorisme islamiste à l'apparition et à la propagation rapide de nouveaux virus, de la lutte contre les paradis fiscaux à une introuvable gouvernance économique internationale, tout donne le sentiment qu'il est impossible de gérer le monde et que la « communauté » internationale est inexistante, ou au moins impuissante face à des acteurs innombrables qui ont leur stratégie propre.

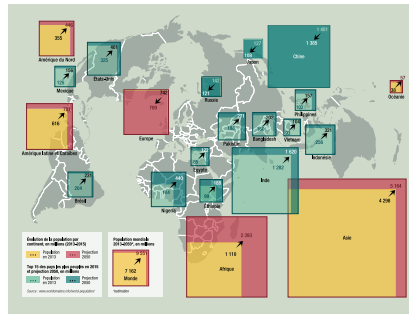
Le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication est révolutionnaire. Elle a des aspects positifs mais participe à la dilution du pouvoir et crée de nouvelles fragilités pour les sociétés hyper-connectées face aux virus et aux attaques informatiques.

Le monde apparaît comme imprévisible, incertain et chaotique, comme un bateau ivre que nul ne peut maîtriser, surtout aux yeux des Occidentaux qui ont cru que le monde était ordonné, par eux, ce qu'il a été, pour le meilleur et pour le pire pendant trois ou quatre siècles. C'est une des sources de l'inquiétude française et européenne.

Les données globales

Cette partie contient des données objectives sur l'état de la planète et sur ses évolutions probables. C'est à partir d'une connaissance aussi précise que possible que l'on peut comprendre les enjeux et tenter d'y faire face de la façon la plus pertinente. Face à toutes ces problématiques, l'avenir de la planète dépendra en grande partie de la manière qu'auront les différentes nations de réagir, ensemble ou non, par leur action propre et au sein des organisations multinationales.

La population



La population mondiale est restée stable au cours du premier millénaire et n'a atteint un milliard d'habitants qu'en 1800. C'est à cette époque que Malthus publie, en 1798, son essai où il prédit que la Terre n'aura pas assez de ressources pour faire face à l'augmentation de la population. Mais à partir du XIX^e siècle elle a connu une croissance ininterrompue : 1,7 milliard en 1900 ; 2 milliards en 1925 ; 4 milliards en 1975 ; 7 milliards en 2012. Cette croissance globale ne doit pas cacher les différences selon les continents.

Selon les dernières évaluations démographiques, la planète devrait abriter une population de 9,5 milliards d'habitants en 2050 avant, vraisemblablement, de se stabiliser. Mais 96 % de l'essor démographique dans la période 2000-2050 concernerait les pays du Sud, les pays du Nord stagnant ou même déclinant, à l'exception notable des États-Unis. Ces derniers continueront en effet de bénéficier de l'apport d'une immigration régulière.

On est loin des prévisions émises par les démographes dans les années 1960-1981 qui annonçaient, à l'horizon 2050, une population mondiale comprise entre 25 et 50 milliards d'habitants !

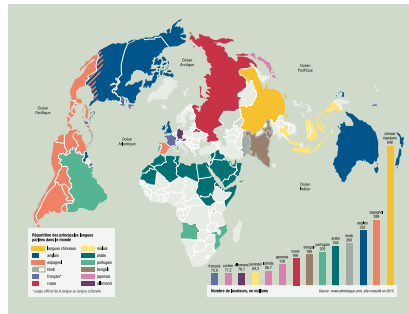
Le continent africain sur la période 2000-2050 devrait être le seul à connaître un accroissement de sa part relative de population. Le nombre d'Africains devant doubler sur cette période. L'Asie sera de plus en plus le centre de gravité mondiale avec 5,3 milliards d'habitants, 60 % de la population mondiale ; l'Inde devant à terme

L'Asie sera de plus en plus le centre de gravité mondiale avec 5,3 milliards

« doubler » la Chine avec 1,6 milliard d'habitants contre 1,5 milliard. L'Europe est menacée de devenir un nain démographique puisqu'elle ne représentera plus que 7 % de la population mondiale contre 10 % en 2000. La Russie représente un cas extrême de déclin démographique rapide, la population russe ne cessant de décroître. Passant de 148 millions d'habitants en 1989 à 143 millions en 2005 avec des prévisions de 101 millions en 2050. La Russie passerait ainsi du 6^e au 18^e rang mondial. Le Japon devrait également perdre 25 % de sa population d'ici 2050. Dans la plupart des pays, la fertilité devrait tomber en dessous de 2,1 enfants par femme (seuil de renouvellement des générations) vers 2025, surtout dans les sociétés où le travail des femmes et le fait d'avoir des enfants sont difficilement compatibles. On risque donc de passer de la peur d'une éventuelle surpopulation mondiale à des préoccupations concernant le vieillissement voir la réduction de la population. Il est probable que les deux types de problèmes se cumulent.

d'habitants en
2050

Les langues dans le monde



La langue est un lien identitaire interne au sein d'un peuple. Peut-être le plus fort de tous et parfois un vecteur d'influence extérieure. L'extension d'une langue à l'échelle internationale permet de mesurer le rayonnement du pays d'origine. Quelques rares langues sont utilisées en dehors de leur pays d'origine.

Du XVII^e siècle au début du XX^e, le français a été la langue des élites internationales de la culture et de la diplomatie. Il a ainsi pu rester la langue dominante au XIX^e siècle, alors que la France avait déjà cédé la place de puissance dominante à la Grande-Bretagne. Le traité de Versailles (1919) clôturant la Première Guerre mondiale fut le premier grand document diplomatique à être rédigé à la fois en anglais et en français. Cela peut être considéré comme un passage de témoin entre les deux langues. Le succès de la langue anglaise tient à ce qu'elle est à la fois alors celle d'une des principales puissances européennes, la Grande-Bretagne, et de la puissance mondiale montante, les États-Unis.

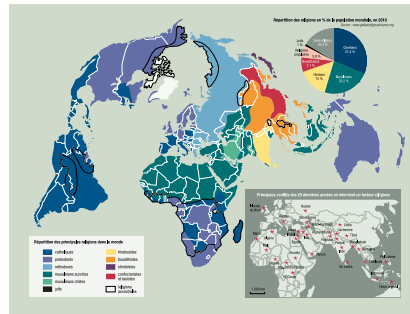
L'utilisation d'une langue est le reflet d'un héritage historique, notamment celui des empires coloniaux : Afrique francophone et anglophone ou lusophone, Amérique latine lusophone ou hispanophone. C'est également le produit de l'attractivité et de la puissance d'un pays. L'anglo-américain est aujourd'hui devenu la langue universelle grâce à sa base coloniale importante (Afrique anglophone, Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, États-Unis) au statut de puissance dominante des États-Unis et plus encore au phénomène de globalisation qui a accentué l'avantage comparatif de l'anglo-américain, désormais utilisé comme langue

Une des 6 000
langues meurt
chaque
semaine

véhiculaire entre personnes ayant chacune une langue natale différente y compris à l'intérieur d'un même État. L'anglais – ou plutôt sa forme globalisée et simplifiée, le *globish*, très différente de l'anglais littéraire – est devenu, sans contestation possible, la langue internationale des médias, des affaires et de la culture mondialisée. C'est pour le moment la langue de la globalisation. Mais que se passera-t-il sous l'influence de la Chine ?

Afin de mesurer le rayonnement linguistique, il faut prendre non seulement en compte le nombre de locuteurs de la langue, mais surtout son implantation en dehors du pays d'origine et son utilisation par ceux pour qui elle n'est pas la langue maternelle. Le chinois est certainement la langue la plus parlée au monde, mais elle n'est pas la langue dominante et elle n'a pas encore un véritable statut international. Malgré sa perte de statut de langue dominante des élites, le français est resté l'une des deux grandes langues de culture et de communication internationale, étant langue officielle dans une trentaine de pays et ayant conservé une place forte dans le domaine diplomatique et se redressant depuis quelques années. L'anglais est la langue officielle ou co-officielle dans 60 pays, il y a six langues officielles à l'ONU (l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe), reflet aussi du nombre de locuteurs. Selon l'UNESCO, il y a environ 6 000 langues existantes, mais en moyenne il en disparaît une chaque semaine. La bataille entre nivellement et diversité linguistique va durer longtemps.

Les religions



Les religions ont façonné les sociétés et leur vision du monde depuis l'aube de l'histoire. Elles sont intimement liées aux phénomènes d'identité, de culture, de civilisation. Au-delà de leur dimension spirituelle, elles ont donc joué un rôle politique et géopolitique majeur, pacificateur ou conflictuel, selon les moments et les lieux. Les religions les plus répandues dans le monde actuel sont le christianisme (33 %), l'islam (20 %) et l'hindouisme (13 %). Certaines religions, celles du « livre » (judaïsme, christianisme, islam) sont dites « révélées ». Les autres se sont constituées petit à petit. Certaines sont prosélytes et cherchent la conversion des « infidèles » : en particulier le christianisme (surtout dans ses branches catholique et protestante) et l'islam aujourd'hui. Avec le temps, la dimension religieuse est devenue une dimension essentielle de l'identité des groupes ou des nations, mêlée à d'autres dimensions : culturelle, linguistique, ethnique, nationale. Dans les guerres dites de religion, il est très difficile de distinguer ce qui relève de la religion, de la politique, de la lutte des classes ou des clans, de la lutte pour le pouvoir. Les religions peuvent être un élément d'un conflit rarement le seul. Elles peuvent constituer un facteur aggravant, pas souvent le déclencheur. Soumis à une oppression politique, un groupe se raccroche souvent à son identité religieuse : les Polonais au catholicisme sous la domination soviétique ; les Grecs et les Serbes à l'orthodoxie sous l'Empire ottoman ; les juifs en Europe – surtout de l'Est – et dans le monde arabe pendant des siècles, etc. Inversement, dès la fin de l'URSS, l'orthodoxie redevient une composante majeure de l'identité russe.

L'histoire moderne de l'Europe est aussi une longue lutte des monarques nationaux pour échapper au pouvoir du pape (le gallicanisme en

La religion
redevient une

France ; l'anglicanisme en Angleterre) et des sociétés pour se libérer, par la laïcité, de l'emprise religieuse, essentiellement catholique, sur la vie publique et privée.

Aujourd'hui, l'Europe, qui est issue de la chrétienté, est le continent le moins religieux, avec la Chine qui ne l'a jamais été beaucoup.

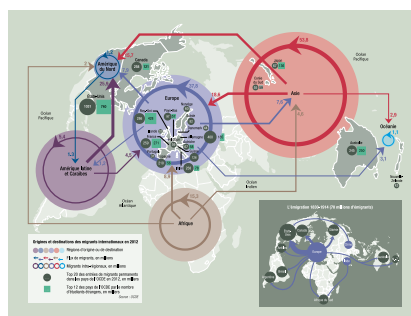
En revanche, la religion reste très présente dans la vie – et même la politique – aux États-Unis, en Amérique latine, en Afrique, en Inde, dans le monde arabo-musulman et en Russie.

Dans sa classification contestée des « civilisations » probablement vouées à s'affronter, Samuel Huntington s'appuie principalement sur le critère religieux. Cet élément est fort dans la détestation que vouent les islamistes aux Occidentaux, aux « croisés », aux Israéliens et aux juifs et... aux musulmans modérés ! Il se retrouve, de moindre force, dans le rejet de l'Islam – et pas seulement de l'islamisme – que l'on voit chez certains Occidentaux, en particulier dans certains groupes protestants du Sud des États-Unis. En revanche, le conflit israélo-palestinien est à l'origine un conflit national classique pour un territoire. Ce n'est qu'avec le temps et son pourrissement par absence de solution qu'il acquiert une dimension religieuse – montée des islamistes chez les Palestiniens, au départ plutôt laïques ; religieux extrémistes israéliens.

Aujourd'hui, on retrouve une composante religieuse dans les conflits, et dans les crises des Balkans, du Proche et du Moyen-Orient, du Caucase et de l'Asie centrale, du sous-continent indien et de plusieurs pays d'Afrique, à la ligne de contact islam/christianisme/animisme.

dimension
essentielle dans
l'identité
des nations

Les migrations internationales



Selon l'ONU, le migrant est une personne qui s'est installée dans un pays autre que celui dont il est citoyen depuis au moins un an.

Sans remonter à ce que l'on appelait autrefois les « grandes invasions » du Haut Moyen Âge, (v^e-x^e siècle), on peut distinguer trois grandes époques dans les migrations internationales. Aux xvi^e et xvii^e siècles, les flux migratoires se développent parallèlement à l'essor du commerce et de la colonisation. Sur des motivations commerciales (les comptoirs) ou religieuses (les missionnaires) se greffent des migrations volontaires de peuplement et de conquête coloniale des Européens. Il y a également des migrations forcées destinées à couvrir les besoins en population et en force de travail dans les colonies.

Les
modifications
du climat
pourraient
causer des
migrations
écologiques

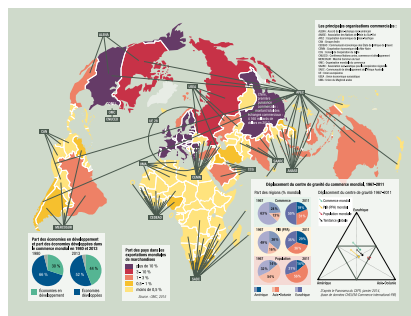
L'industrialisation du xix^e siècle accélère les flux migratoires. Les transports deviennent moins coûteux et plus faciles. Les dépressions économiques ou les famines en Europe entraînent des flux de départs importants. 60 millions d'Européens (mais très peu de Français) vont s'établir en Amérique au cours du xix^e siècle. À la fin du xix^e siècle, de nombreux Chinois émigrent également aux États-Unis. À l'aube de la Première Guerre mondiale, les migrants représentent 5 % de la population. Les flux migratoires vont se ralentir dans la première moitié du xx^e siècle. La Première Guerre mondiale puis la crise de 1929 suscitent des réactions nationalistes qui rendent les migrations moins faciles ou impossibles. Celles-ci repartent à la hausse dans les années 1950. En

1965, les migrants sont 75 millions, ils atteignent 240 millions en 2015, soit 3 % de la population mondiale.

Désormais, ce sont les pays du Sud qui fournissent l'essentiel de la population migrante, pour des raisons économiques, ou d'insécurité.

Du XIX^e au XX^e siècles, les flux migratoires se sont en effet inversés. De Nord-Sud ou Nord-Nord, ils sont devenus Sud-Nord et Sud-Sud. Les pays d'émigration sont devenus des pays d'immigration à l'exception des États-Unis. La motivation des migrants reste principalement économique : on fuit la misère. On recherche une vie meilleure. Aux migrants économiques il faut ajouter les réfugiés et déplacés du fait de conflits. Pour 240 millions de migrants, on en compte 97 millions Sud-Nord, 74 millions Sud-Sud, 40 millions Nord-Sud et 37 millions Nord-Nord. 63 % des migrants résident dans les pays développés. Les États-Unis restent le premier pays d'immigration du monde avec 35 millions de résidents nés à l'étranger, soit 12 % de la population américaine. Le problème de la « fuite des cerveaux » se pose avec une acuité nouvelle : la main-d'œuvre qualifiée des pays du Sud a plus d'opportunités au Nord. Mais cet exode de la main-d'œuvre qualifiée rend le développement du Sud encore plus problématique. Il faut également noter le développement d'un nouveau type d'immigration temporaire, celle des étudiants étrangers inscrits dans les universités des pays développés, immigration à la fois Sud-Nord et Nord-Nord. Enfin, les modifications du climat pourraient entraîner dans les décennies à venir des migrations et des réfugiés écologiques.

Les flux commerciaux



Les flux commerciaux entre nations sont aussi vieux que l'histoire. Depuis l'époque industrielle, ils sont en constante expansion et ils ont été l'un des principaux aspects, et moteurs de la croissance économique mondiale et de la mondialisation – très dérégulée – des 30 à 40 dernières années.

Avant le XVIII^e siècle, ils ne concernent que quelques produits très recherchés considérés comme de luxe : épices, tissus. Au XVIII^e siècle, le développement des voies de communication maritimes et terrestres, puis au XIX^e siècle la révolution industrielle, stimulent le commerce international. Ensuite la machine à vapeur, le chemin de fer, le télégraphe, l'automobile, le transport aérien, puis les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ont à chaque fois donné un coup d'accélérateur aux échanges mondiaux. Depuis le milieu du XIX^e siècle, le commerce international a été, en volume, multiplié par 140 !

Les flux
commerciaux
sont en
constante
expansion

La révolution du conteneur a également joué un rôle considérable. Apparu en 1956, le conteneur est chargé sur un navire puis sur un camion, en train et standardisé, et a permis de réduire le temps passé à charger à décharger. La « conteneurisation » représente 40 % du trafic des marchandises.

Le commerce mondial est dominé par la Grande-Bretagne jusqu'à la Première Guerre mondiale, puis par les États-Unis, et désormais par l'Asie. Il est centré sur les matières premières au XIX^e siècle, puis sur les produits manufacturés, enfin sur les services commerciaux et maintenant les produits à haute technologie.

Les économies des « pays en développement » représentent 30 % du commerce mondial en 1980, pour atteindre 44 % en 2013, tandis que les économies développées voyent leur pourcentage passer de 66 à 52 %.

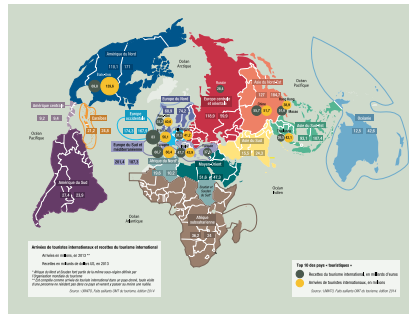
Le commerce entre l'Asie et l'Europe représente 9 % du commerce mondial : Asie-Amérique du Nord 8 %, Asie-Moyen-Orient 5 %, la Chine est devenue en 2013 la première puissance commerciale mondiale (le total des importations et des exportations détrônant celui des États-Unis).

Le cadre du commerce international a été institutionnalisé avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce, qui a succédé en 1994 au GATT de 1948, en plein optimisme « mondialisateur ». 161 pays en sont membres. Ces dernières années, les négociations globales n'aboutissant plus, des projets d'accords interrégionaux se sont développés, notamment sous l'impulsion des États-Unis : projet d'accord États-Unis/Union européenne sur les normes ; concurrence en Asie entre les projets américain et chinois d'accord commercial ; nouveaux accords de l'UE avec des pays particuliers (Canada).

Les milieux économiques et presque tous les gouvernements estiment que la libéralisation du commerce international est un facteur de développement. Certains altermondialistes ou syndicats pensent qu'il peut porter atteinte aux économies fragiles du Sud et que certains secteurs doivent par nature être protégés pour des raisons sociales. Beaucoup d'écologistes dans les pays développés soulignent qu'il est un facteur de ravages environnementaux.

Si les échanges commerciaux n'assurent pas de façon automatique des relations pacifiques, ils peuvent y contribuer. Ils restent néanmoins soumis aux choix politiques et stratégiques, qu'on veuille les développer, les libéraliser, ou les restreindre (embargo, sanctions commerciales).

Le tourisme



L'organisation mondiale du tourisme définit le tourisme international comme l'ensemble des déplacements de personnes franchissant une frontière pour une durée d'au moins 24 heures dans un autre but que professionnel. Depuis la seconde moitié du ^{xx}^e siècle, le tourisme a connu un développement considérable au point de devenir un phénomène de masse. Le développement des transports, la diminution de leur coût, l'allongement du temps libre, l'ouverture des frontières a facilité son essor au point d'en faire un élément de la mondialisation. On est passé de 25 millions de touristes internationaux en 1950, à 280 millions en 1980, 440 millions en 1990, pour arriver à plus de 900 millions aujourd'hui. Le secteur représente 11 % du PIB mondial au-delà du tourisme intrarégional. Il se fait essentiellement du Nord vers le Sud, à rebours des phénomènes migratoires. Il subit également moins de restriction. L'aire méditerranéenne est la première du monde avec 40 % des flux, suivie par l'aire méso-américaine, Amérique centrale et Caraïbes, enfin l'aire Asie-Pacifique qui bénéficie du fort développement chinois.

Il s'agit du plus grand secteur économique non gouvernemental du monde. Pour les pays pauvres, le tourisme est d'une importance économique cruciale. Pour 46 des 49 pays les moins avancés, c'est même la première source de devises étrangères. L'activité touristique est également extrêmement attrayante économiquement pour des pays émergents ou développés. Son impact est direct et touche en profondeur la société d'accueil financièrement, humainement et en termes de création d'emplois. Ainsi, après le tsunami de Noël 2005, les pays

Le plus grand
secteur
économique
non
gouvernemental

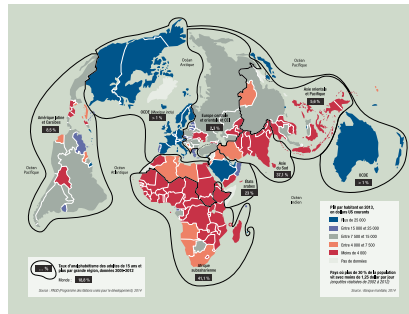
asiatiques estimaient que la principale aide résidait dans le retour en masse des touristes.

Le tourisme sert-il de caution aux régimes non démocratiques ? L'ouverture d'un pays au tourisme se traduit par un moins grand contrôle social de la population. Les régimes les plus autoritaires ont du mal à accepter la présence d'étrangers. Du temps de la guerre froide, les rares visiteurs qui venaient dans les pays communistes étaient strictement encadrés et surveillés, de peur qu'ils n'entrent en contact avec la population ou, pis encore, avec des opposants.

Le risque terroriste fait planer une menace majeure sur le tourisme par exemple dans les pays arabes. Les mouvements terroristes veulent s'attaquer à l'une des ressources en devises d'un État afin de le déstabiliser. Mais on constate qu'il y a une accoutumance au danger. Le public a ainsi de plus en plus intégré le risque terroriste, qui, par ailleurs, peut frapper partout, y compris dans les villes occidentales, comme on l'a vu à New York, Madrid, Londres ou Paris.

Aussi, les risques sanitaires, les accidents de transport ou lors d'activités sportives, pour être moins spectaculaires, font en fait plus de morts que le terrorisme. Si une menace pèse sur le tourisme à l'avenir, c'est la montée en puissance du souci de l'environnement. Les sites et les organisations touristiques devront s'y adapter pour préserver les nombreux lieux mis en danger par le tourisme de masse. Les déplacements de masse en avion sont polluants et sources de nuisances. Si à l'avenir, les transports aériens ne parviennent pas à modérer leur consommation d'énergie, ils redeviendront chers en plus d'être contestés au nom de la lutte contre le réchauffement climatique.

Les inégalités Nord-Sud



Même si les expressions « Tiers-monde » ou Nord/Sud n'ont plus le sens global qu'elles avaient il y a trente ans, les inégalités dans le monde demeurent une réalité. Elles se sont accrues par l'enrichissement extrême de certains pays et certains groupes sociaux, et de la globalisation. Dans les années 1970, on pensait que le Sud allait combler son retard, considéré comme purement chronologique, en termes de développement. Si certains pays ont réussi leur décollage industriel, et si d'autres bénéficient d'une rente pétrolière, les inégalités entre riches et pauvres se sont creusées. Avant la révolution industrielle, l'écart de revenus par habitant entre l'Europe, l'Afrique et l'Extrême-Orient ne dépassait pas 30 %. La première révolution industrielle a creusé cette différence du revenu par habitant entre les plus riches et les plus pauvres : ce rapport de 1 à 10, à la fin du XIX^e siècle, est passé désormais de 1 à 50. Un pays ne disposant pas des infrastructures élémentaires en termes d'éducation, de transport, de santé ou d'administration étatique n'a pas les moyens de se développer et ne peut donc se doter de ces infrastructures indispensables : c'est la « trappe à pauvreté ». Selon le programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 1,2 milliard d'individus vivent avec moins de 1 dollar par jour, et 2,8 milliards avec moins de 2 dollars par jour. Le patrimoine des quinze personnes les plus riches dans le monde dépasse le PIB annuel total de l'Afrique subsaharienne. 900 millions d'adultes sont analphabètes et 98 % d'entre eux vivent dans les pays du Sud. Le taux de mortalité infantile est de 7 pour 1 000 aux États-Unis, de 126 pour 1 000 au Mali. La pauvreté se traduit également par des inégalités devant la maladie : 95 % des malades du SIDA se situent au sud de la planète, même chose pour le paludisme. Les 20 % du Nord consomment 60 % de

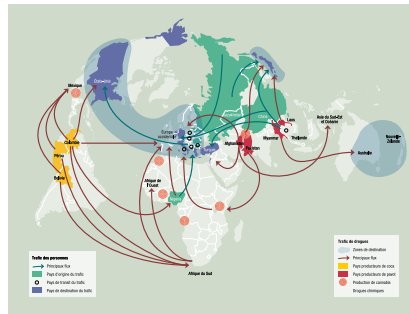
l'énergie mondiale. Les inégalités existent également de façon criante à l'intérieur des frontières d'un pays ; elles sont, elles aussi, en augmentation.

Pour lutter contre les inégalités Nord-Sud, il avait été décidé une nouvelle fois au Sommet de la terre de Rio, en 1992, que les pays riches verseraient 0,7 % de leur PIB en aide au développement. En septembre 2000, l'ONU proclama la « déclaration du millénaire », visant à diviser par deux l'extrême pauvreté (objectif atteint en 2010), par trois la mortalité infantile à l'horizon 2015 (objectif non atteint) et lutter contre le SIDA. En fait l'économie mondiale

n'évolue pas en fonction des décisions onusiennes. Entre 1990 et 2010, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est passé de 1,9 à 1,3 milliard, alors que la population mondiale passait de 5,3 à 6,9 milliards. La mondialisation a eu pour effet d'augmenter à la fois la richesse globale et l'inégalité de sa répartition, tout en portant à la connaissance du plus grand nombre cet écart croissant.

La
mondialisation
a augmenté
à la fois la
richesse
et les inégalités

La criminalité



La mondialisation profite également au crime organisé. INTERPOL le définit comme « toute entreprise engagée dans une activité illégale permanente, ne tenant pas compte des frontières nationales et dont l'objectif premier est le profit ». Les mafias, qui avaient auparavant une base nationale et locale, jouent maintenant à une échelle planétaire afin de renforcer, face aux États, leurs parts du « marché criminel ». Ces groupes mettent à profit l'ouverture des frontières, la déréglementation et la financiarisation de l'économie mondiale. Aux côtés de la mafia sicilienne, des yakusas japonais, des triades chinoises, des cartels de la drogue boliviens ou colombiens, des mafias russes, qui ont une base nationale mais étendent globalement leur activité, d'autres acteurs illégaux sont apparus. Il y a les mouvements armés, guérillas dégénérées qui, soit financent leur guerre par des trafics, soit font des trafics leur activité principale. La conquête du pouvoir s'efface comme objectif face à la constitution d'une rente faite du pillage des ressources naturelles et des trafics (pétrole, diamant). À côté des activités traditionnelles (trafic de stupéfiants, d'armes, de diamants) se sont développées de nouvelles activités : les trafics d'êtres humains (esclavage sexuel, immigration clandestine, etc.), la criminalité financière, et, à une échelle de plus en plus massive, la contrefaçon. On voit également des formes de piraterie se développer à nouveau dans les mers asiatiques et africaines. Ces actions souvent violentes s'accompagnent de blanchiment d'argent sale, voire de corruption des administrations et des responsables politiques de certains États.

Le commerce illégal est estimé par le Fond monétaire international de 2 à 5 % du PIB mondial, contre seulement 1 % il y a dix ans.

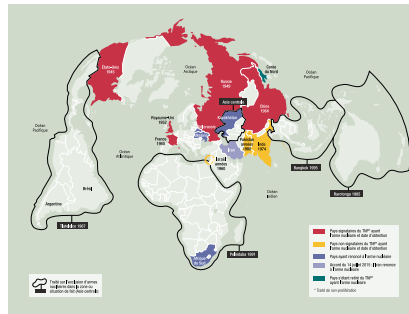
Les mafias jouent

Non contents de créer une insécurité au niveau international, certains de ces acteurs peuvent devenir une concurrence directe à l'échelon national pour l'État et ses organes de sécurité, du fait de l'importance de leurs moyens. Face à

**maintenant
à l'échelle
planétaire**

des États fragiles où les systèmes administratifs ou sécuritaires sont faibles et/ou corrompus, leurs marges de manœuvre sont très grandes. En décembre 2000, a été signée à Palerme une convention des Nations unies contre la criminalité internationale organisée ; le Groupe d'actions financières sur le blanchiment des capitaux (GAFI) a également été créé en 1987. Après le 11 Septembre, l'attention s'est focalisée sur les circuits de financement du terrorisme. Mais, pour le moment, les acteurs illégaux ont développé leurs activités plus rapidement et plus efficacement que les États n'ont su le faire, même en coopérant intensément entre eux à une riposte adaptée.

Les puissances nucléaires



Les 6 et 9 août 1945, les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki obligent le Japon impérial à capituler et marquent le début d'une nouvelle ère stratégique : l'ère nucléaire. L'arme nucléaire allait bouleverser la problématique guerre/paix. Avec l'arme nucléaire, l'objectif n'est plus de gagner les guerres, mais de les éviter. La dissuasion mutuelle résulte du fait que le calcul coût/avantage qui prédomine dans les guerres conventionnelles n'a plus de sens, un pays risquant d'être totalement détruit s'il se lance dans une guerre contre un État nucléaire. Les risques potentiels sont nécessairement plus grands que les gains possibles et l'ampleur de destruction dissuade toute volonté agressive. C'est ainsi que la dissuasion garantit la paix. Mais on se rend compte aussi qu'avec l'arme nucléaire la destruction de toute forme de vie sur la planète devient en théorie une possibilité.

Contrairement à ce qu'ils espéraient, les Américains ne gardèrent pas longtemps le monopole de l'arme nucléaire, brisé par les Soviétiques dès 1949. Les deux grands se lancent alors dans une course, quantitative et qualitative, aux armes nucléaires et accumulent des arsenaux gigantesques, bien supérieurs aux stricts besoins de la dissuasion. La Grande-Bretagne en 1952, la France en 1960, la Chine en 1964 entrent à leur tour dans le « club » des puissances nucléaires.

Il y a deux types de prolifération nucléaire. La prolifération verticale est l'augmentation du nombre d'armes et de têtes nucléaires dans les arsenaux des États déjà nucléaires. La prolifération

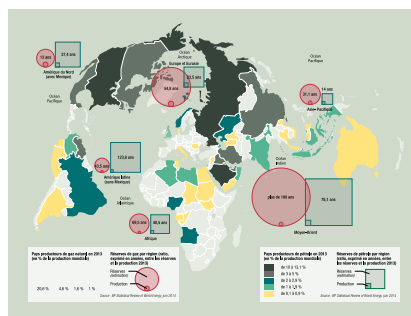
L'objectif de la dissuasion nucléaire n'est plus de gagner les guerres, mais de les éviter

horizontale est l'augmentation du nombre d'États nucléaires. Le traité de non-prolifération (TNP), entré en vigueur en 1970, signé par 190 États, tente de les limiter en échange d'un engagement des puissances nucléaires à négocier des traités pouvant conduire à un désarmement nucléaire, les pays n'ayant pas l'arme nucléaire acceptant quant à eux de ne pas s'en doter. L'usage civil de l'énergie atomique est encouragé.

Ce traité a été critiqué comme injuste par certains États. Mais les États, qui basent leur sécurité sur la dissuasion nucléaire, jugent que l'accession à l'arme atomique d'autres pays remettrait en cause la sécurité internationale. Ils estiment que l'augmentation du nombre d'États nucléaires multiplie les risques d'utilisation de l'arme. Trois États (Inde, Pakistan, Israël) n'ont pas signé le TNP et se sont dotés d'armes nucléaires. L'Afrique du Sud, qui avait commencé à développer un arsenal clandestin l'a démantelé après la chute du régime d'apartheid. La Corée du Nord signataire du TNP l'a dénoncé pour se doter de l'arme nucléaire. L'Iran, signataire du TNP, soupçonné de vouloir se doter d'une telle arme en violation de ses engagements de non-prolifération a conclu, en juillet 2015, un accord permettant de vérifier de façon crédible son programme. C'est l'objet depuis des années d'une négociation avec le conseil de sécurité et l'Allemagne.

La prolifération des armes de destruction massive est vue comme étant l'une des principales menaces mondiales, par les pays occidentaux en particulier. Elle pourrait remettre radicalement en cause leur supériorité stratégique.

Le pétrole, le gaz et les hydrocarbures non conventionnels



Le ^{xx}e siècle aura largement été celui du pétrole, « l'or noir », source d'énergie vitale pour le développement économique. Pétrole et gaz couvrent 60 % des besoins énergétiques planétaires. Les ressources en énergies fossiles sont inégalement réparties géographiquement, souvent concentrées dans des zones géopolitiques instables. 65 % des réserves de pétrole et 35 % des réserves de gaz sont situées au Moyen-Orient.

Pour les États producteurs, la possession de ressources pétrolières est un extraordinaire atout, une source de richesse. Mais la « rente pétrolière » n'a pas toujours permis le développement économique. Elle suscite par ailleurs la convoitise des pays consommateurs. Les marges de manœuvre politique et diplomatique des pays producteurs sont réduites. On peut d'ailleurs se demander si l'instabilité stratégique du Moyen-Orient n'est pas en partie due à la richesse de son sous-sol et à l'intérêt qu'il suscite. Les tensions géopolitiques actuelles ont souvent une composante pétrolière ou gazière : guerre d'Irak, bras de fer avec l'Iran, tensions autour du Venezuela, remontée en puissance de la Russie grâce à la possession de 30 % des réserves mondiales de gaz et de 10 % du pétrole. Les puissances occidentales et asiatiques qui dominent l'économie mondiale, nouveaux pôles du monde, mise à part la Russie, ne disposent pas de ressources énergétiques suffisantes pour combler leurs besoins et dépendent donc de fournisseurs extérieurs.

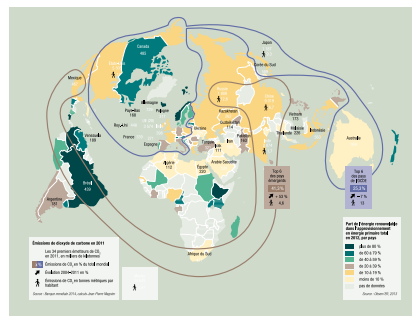
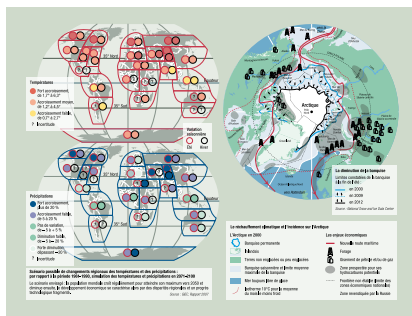
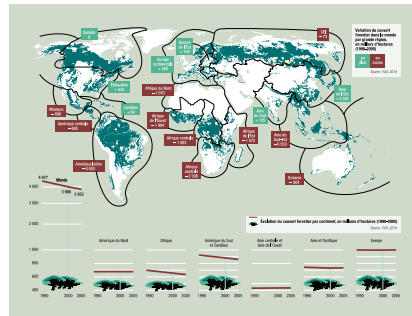
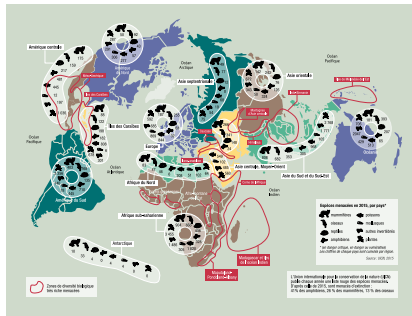
Les réserves
connues seront
épuisées dans
40 à 70 ans

Les États-Unis, qui représentent 5 % de la population mondiale, consomment 25 % du pétrole. Cela explique l'ampleur de leur présence stratégique dans le golfe Arabo-persique depuis des décennies.

Après la guerre du Kippour de 1974, les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) avaient quadruplé les prix nets et agité provisoirement la menace d'un embargo. Mais producteurs – qui souvent n'ont guère d'autres sources de financement – et consommateurs ont partie liée, les premiers ayant besoin des achats des seconds

La compétition pour s'approprier les ressources énergétiques est d'autant plus vive que la demande mondiale augmente. L'arrivée et la montée en puissance de nouveaux consommateurs (Chine, Inde), les facteurs géopolitiques (guerres d'Irak, tensions autour de l'Iran) et la raréfaction redoutée des réserves ont longtemps été un facteur constant d'augmentation des prix (sauf en 2007-2008). Le pétrole est passé de 14 dollars le baril, à la fin des années 1990, à près de 100 dollars début 2008. Mais en 2014-2015 un mouvement de baisse s'est enclenché suite à la baisse de la demande chinoise, au ralentissement de la croissance et à l'extraordinaire développement aux États-Unis de l'utilisation du gaz de schiste et des sables bitumeux. Le pétrole est descendu à moins de 60 dollars début 2014 et à 53,64 dollars en juillet 2015. L'Arabie ne veut pas augmenter sa production pour faire remonter les prix car elle souhaite d'abord casser l'économie du gaz de schiste. La Chine a doublé sa consommation au cours des dix dernières années et devient ainsi un concurrent des États-Unis et de l'Europe pour son approvisionnement énergétique. L'Inde est également largement importatrice pour répondre aux besoins de sa croissance.

Les enjeux écologiques



On regroupe sous le terme générique d'écologie les systèmes complexes qui concourent à l'habitabilité de la biosphère par l'être humain. Le dénominateur commun des préoccupations écologiques est la remise en cause, si les scientifiques les plus alarmistes ont raison, à deux ou trois générations de distance, dans un délai très court, de cette habitabilité avec les conflits gigantesques que cela peut entraîner.

Ceci résulte de la combinaison de l'explosion démographique (1 milliard d'êtres humains en 1800, 6,7 milliards en 2010, 9,5 milliards en 2050 avant, peut-être, de décroître) ; de la généralisation d'un mode de vie urbain (déjà près de 50 % de la population, en croissance rapide) à l'occidentale, très consommateur d'énergies fossiles et de protéines animales (viande, poissons) ; de l'artificialisation accélérée des espaces naturels.

Le souci de l'environnement, ou de l'écologie, est longtemps passé, dans les sociétés modernes

L'humanité va
devoir convertir
et
« écologiser »
en 20 à 30 ans
tous ses modes
de production

ardemment productivistes et matérialistes, pour marginal, folklorique ou passéiste. Cela a changé en peu de temps.

1. La question du *changement climatique et la peur du réchauffement* ont occupé pendant près de vingt ans, à partir de la création, en 1988, dans le cadre de l'ONU, du GIEC, Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat, une place croissante, de plus en plus obsédante. La signature à Rio, en 1992, de la convention cadre des Nations unies sur le changement climatique a été suivie par la signature à Kyoto, en 1997, d'un protocole, valable jusqu'en 2012, de réduction de 5 % des gaz à effet de serre par rapport à 1990. Mais seule l'Europe s'y est engagée sérieusement.

Lors des sommets annuels qui se sont succédé depuis 2009, l'Union européenne qui croyait avoir mobilisé la « Communauté internationale » sur un calendrier ambitieux, se heurte, presque seule, à l'opposition des pays pétroliers et des pays émergents, et à l'inertie combinée des États-Unis et du « BASIC » (Brésil, Afrique du Sud, Inde, Chine) qui refusent de renoncer à la croissance.

Les Européens en particulier, opinion publique, ONG et gouvernements confondus, sont catastrophés. Ils sont acquis, dans leur immense majorité, aux thèses du GIEC (en fait plutôt de la majorité des experts du GIEC). Ils sont donc persuadés que le réchauffement global est attesté ; qu'il va s'accélérer ; qu'il provient du CO₂ rejeté depuis la révolution industrielle, donc de l'activité humaine ; qu'il va entraîner des conséquences cataclysmiques par la montée des eaux, des événements météorologiques extrêmes et le déplacement des zones de culture. Beaucoup de forces politiques, hostiles au productivisme forcené et à la financiarisation de l'économie globale, y puisent depuis des années des arguments pour un changement radical de cap, voir une « décroissance ».

En réalité, la controverse scientifique n'est pas tout à fait close. Pour les climato-sceptiques, très minoritaires, ce problème est exagéré et entraîne une mobilisation d'énergie qui devrait se porter sur des problèmes plus graves : pénuries, faim dans le monde. Selon eux, il est illusoire de prétendre calculer une température planétaire, surtout à 1° C près. Les systèmes de mesure utilisés dans le passé, jusqu'à une date très récente, ne le permettaient pas, ce qui interdit toute comparaison ; le réchauffement « global » n'est donc pas préétabli. Dans les changements climatiques récents, la responsabilité du CO₂ n'est pas essentielle (ces groupes contestent vigoureusement les bases et la fiabilité des travaux du GIEC, sa composition, son mode de fonctionnement), la montée des

océans n'est pas prouvée (plutôt un tassement corallien des îles du Pacifique) ; c'est l'activité solaire qui explique, presque à elle seule, les incontestables variations climatiques. Cette école est de plus en plus minoritaire.

Les deux écoles se rejoignent néanmoins pour juger absolument nécessaire de moins consommer d'énergie fossile et de moins rejeter de CO₂ pour tout d'abord économiser des ressources non renouvelables, et avoir le temps de développer les énergies renouvelables, et ensuite éviter l'acidification des océans, qui compromet gravement la vie océanique.

2. Source majeure d'inquiétude pour les spécialistes : l'accumulation dans les sols, les eaux de surface et profondes, les végétaux, les aliments, les organismes vivants animaux et humains, l'air des rues des villes et des habitations, les objets en plastique, de quantité de *résidus chimiques et de pesticides dangereux* pour la santé publique (cancers, maladies cardio-pulmonaires, allergies), et même pour la reproduction humaine (« reprotoxiques »). L'Union européenne a décidé, seule pour le moment, d'évaluer, et éventuellement de remplacer les substances chimiques en usage dont seules 10 000 sur 100 000 sont suffisamment connues et évaluées quant à leur effet sur la santé (directive REACH). Ces pollutions commencent à constituer, en Chine par exemple, un problème social explosif.

3. La *pénurie menaçante d'eau potable* découle à la fois de l'accumulation de ces rejets polluants, comme de l'explosion démographique et des mégas concentrations urbaines avec les hyperconsommations d'eau que cela entraîne (cf. ci après.)

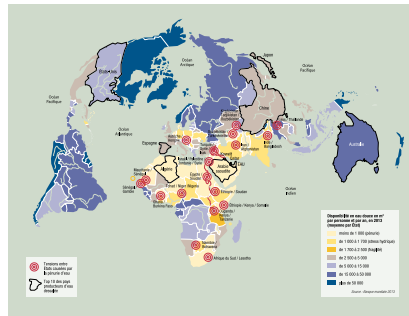
4. La *réduction accélérée de la biodiversité*, malgré les engagements pris depuis des années et la proclamation de 2010 comme « année de la biodiversité », inquiète moins le grand public, qui ne perçoit pas bien le lien avec son propre avenir. Elle est pourtant un signe annonciateur de menace grave pour l'espèce humaine. La convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (1973) et les engagements pris depuis n'ont quasiment pas ralenti la disparition des espèces menacées par la vie moderne.

Quelles que soient les outrances, les approximations ou les erreurs mêlées à ces prévisions écologistes très alarmantes, il n'en reste pas moins que l'humanité va devoir, ne serait-ce que pour éviter les pénuries gravissimes, convertir en 20 à 30 ans, « écologiser » tous ses modes de production, industriels et agricoles, de transport, d'habitat, ses mentalités

et ses modes de vie pour passer de l'actuelle croissance prédatrice suicidaire à une croissance écologique et économe, la fameuse « croissance verte » qui reste à concrétiser, ce qui nécessitera des percées scientifiques dont certaines paraissent proches (solaires) et d'immenses efforts économiques, politiques et civiques.

Fin 2015 aura lieu à Paris le sommet mondial COP21. L'objectif est de dépasser la division pays développés/pays émergents/pays vulnérables sur le réchauffement climatique, de trouver des financements (100 milliards d'euros par an) pour financer la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement et de prendre des engagements contraignants. La France en a fait son objectif diplomatique prioritaire. La Chine et les États-Unis (principaux émetteurs de gaz à effet de serre) semblent plus ouverts que dans le passé sur le sujet et prêts à certaines avancées.

L'eau



L'eau douce est indispensable à la vie. Les premières civilisations se sont constituées au bord de grands fleuves : Tigre, Euphrate, Nil, Indus, Brahmapoutre, grands fleuves chinois. Les ressources en eau douce sont inégalement réparties dans le monde. Il y a toujours eu des pénuries d'eau ou des phénomènes de désertification ou de salinisation qui parfois expliquent l'extinction de certaines civilisations, par exemple en Mésopotamie. Globalement il y a plus d'eau en circulation sur la planète dans les périodes chaudes que froides – du fait de la fonte l'eau stockée dans les calottes polaires et dans les glaciers.

Aujourd'hui, la pénurie d'eau, ou plutôt d'eau potable, menace l'humanité pour diverses raisons. La croissance démographique (6,7 milliards d'habitants en 2008, 9,5 milliards estimés en 2050), la concentration démographique dans les villes (50 % de la population) et sur les côtes augmentent à la fois la demande (mode de vie urbain beaucoup plus consommateur d'eau que le mode de vie rural) et la pollution, du fait aussi des rejets. Dans les zones rurales et en général dans les pays pauvres, la pollution des eaux est la source de très nombreuses maladies et d'une mortalité précoce.

D'une façon générale, la modernisation et l'occidentalisation des modes de vie, y compris le gaspillage d'eau qui en est une partie intégrante – Las Vegas captant les ressources en eau de trois États des Rocheuses ; consommation quotidienne d'un Américain : 600 litres, d'un Malien : 15 litres –, augmentent dans des proportions considérables la consommation d'eau et le risque de pénurie.

La pénurie
d'eau potable
menace
l'humanité

Le recours massif aux produits chimiques et aux pesticides a durablement pollué une grande partie des ressources en eaux des zones peuplées et économiquement développées du monde, y compris les eaux profondes et les nappes phréatiques. Le coût du traitement et de la dépollution de ces eaux est croissant.

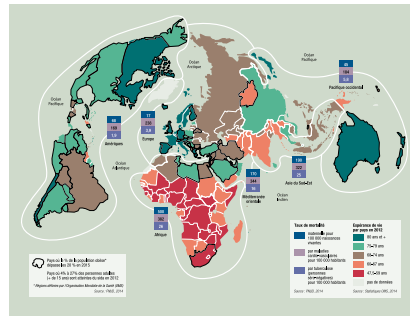
Dans les zones les plus arides de la zone intertropicale d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie centrale, la pénurie d'eau au sens premier du terme pourrait occasionner des tensions voire des conflits sur la propriété ou l'exploitation de l'eau, des rivières, des fleuves, et des lacs. Ponctuellement les pénuries pourraient devenir tragiques et provoquer de vrais affrontements. De plus en plus de pays secs du monde (Émirats, Australie) devront avoir recours au dessalement, jusqu'à aujourd'hui coûteux et consommateur en énergie.

Les pays pauvres, souvent situés dans les zones intertropicales souffriront particulièrement de ces pénuries. Et partout, les populations à faible revenu souffriront de l'augmentation prévisible du prix de l'eau.

Le ^{xxi}^e siècle verra-t-il éclater des conflits menés exclusivement pour l'eau ? Jusqu'ici, des configurations belliqueuses ont pu mettre en valeur l'importance de cette ressource – Guerre des Six Jours de 1967, tensions sénégal-mauritaniennes en 1989. Mais le facteur hydraulique n'était alors qu'un critère parmi d'autres.

La gestion des ressources limitées en eau potable devrait rendre obligatoire une coopération plus étroite des États.

La santé publique



Les indicateurs de santé publique dans le monde présentent un tableau extraordinairement contrasté, qu'il s'agisse du taux de mortalité infantile et de l'espérance de vie à la naissance, de la longévité en bonne santé, de l'exposition aux maladies infectieuses et aux grandes pandémies (paludisme, tuberculose, diarrhée infantile, SIDA) ; qu'il s'agisse aussi des politiques de santé publique de prévention ou de soin, de la densité hospitalière ou médicale, ou de la protection de la santé humaine contre les pollutions et les nuisances dangereuses, à la source d'une véritable « pandémie », selon la revue The Lancet.

Dans les pays riches la mortalité néonatale et infantile est très faible. L'espérance de vie est très élevée et ne cesse de croître. Les soins et les équipements sont de qualité. Le risque d'être victime des maladies infectieuses est très faible. Du coup la mortalité, tardive, s'explique surtout, dans des populations en moyenne de plus en plus âgées, par les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies dégénératives. Le mode de vie sédentaire et la suralimentation de mauvaise qualité (sucres, sel, graisse, mal bouffe) sont à l'origine d'une épidémie de surcharge pondérale et d'obésité, spectaculaire aux États-Unis, et qui gagne le monde développé et émergent.

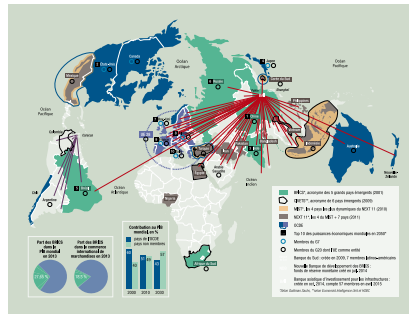
Il y a encore
presque tout à
faire pour
3 milliards
d'hommes

Les populations des pays « en développement » (ce qui est souvent un vœu pieu ou une antiphrase) cumulent à l'inverse tous les handicaps. Vu leur espérance de vie, elles ont rarement l'occasion de mourir de cancers ou d'infarctus mais plutôt de malnutrition, de maladies infectieuses diverses et de carences, de suites d'accidents, etc., et elles ne trouvent

évidemment pas dans leur pays les équipements et les personnels nécessaires. L'aide internationale, certaines organisations du système des Nations unies (OMS, FAO, PNUE, UNICEF, PAM), les plus sérieuses des ONG humanitaires, comblent en partie ce déficit.

Les pays « émergents » sont, par définition, entre les deux. Néanmoins la moyenne mondiale entre ces mondes très contrastés – riches et pauvres – fait apparaître, même en Afrique, là où le SIDA fait le plus de ravages (conséquences de l'épidémie, revue un peu en baisse en 2007), une élévation de l'espérance de vie et un allongement de la durée de la vie. Selon les projections démographiques actuelles, la population africaine va augmenter ; celle de la Chine aussi, tout en vieillissant vite. Il y a encore presque tout à faire pour 2 à 3 milliards d'êtres humains. Mais les problèmes de santé publique de l'humanité seront peut-être en majorité un jour des problèmes de population âgée... même si le seuil de la vieillesse aura lui-même reculé d'ici là.

Les pays émergents



La notion de pays « émergents » est apparue au début des années 80, pour mettre en évidence le développement de pays anciennement « sous-développés », à croissance forte, avec une classe moyenne en expansion, attractifs pour les investisseurs étrangers et ne présentant pas de risques élevés.

En 2001, Jim O'Neill (banque Goldman Sachs) invente le concept de « BRIC » pour Brésil, Russie, Inde, Chine, qui sont des pays-continent. Il s'agit alors de rassurer et d'intéresser les marchés en désignant quatre grands pays à fort potentiel de croissance et forte démographie. Ces pays sont en fait très différents, parfois rivaux entre eux. Deux seulement sont membres permanents du conseil de sécurité, trois possèdent l'arme nucléaire dont deux légalement mais tous revendiquent un monde « multipolaire ». À partir de 2011, ils institutionnalisent leur coopération, sont rejoints par l'Afrique du Sud. Les trois continents du sud sont ainsi représentés. D'autres sigles prolifèrent par la suite pour définir des pays de l'ancien « Tiers Monde » (les « Next 11 » : Égypte, Bangladesh, Iran, Indonésie, Corée du Sud, Mexique, Nigéria, Pakistan, Philippines, Turquie, Vietnam), CIVETS (Colombie Indonésie Vietnam Égypte, Turquie et Afrique du Sud) MIST (Mexique, Indonésie, Corée du Sud et Turquie), etc.

Certains d'entre eux (mais pas la Chine) tirent parti de l'augmentation du prix des matières premières, de l'essor de leurs classes moyennes, du développement d'industries, ou de services à plus bas coût que dans les

Leur
émergence
marque la fin
de la
domination
occidentale
exclusive sur le
monde

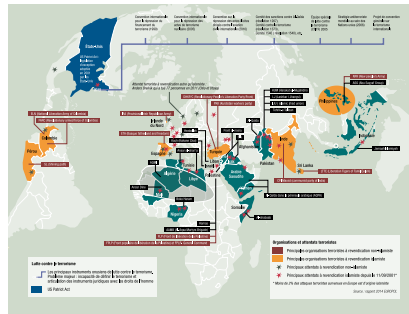
pays industrialisés. Les pays émergents connaissent comme les autres un certain ralentissement économique après la crise de 2008, et la fin de l'âge d'or de la croissance à deux chiffres.

En fait, il y a une soixantaine de pays dans le monde qui connaît après le début du XXI^e siècle, et à la faveur de la globalisation, une croissance très forte.

Leur émergence marque la fin de la domination occidentale exclusive sur le monde. Le passage, avec la crise du G8, à un G20 en est le symbole. Malgré leurs divisions, voire leurs rivalités, ils s'entendent pour bloquer le cycle de Doha au sein de l'Organisation mondiale du commerce et jouent ainsi un rôle accru dans les négociations internationales. En 2014, la Chine crée une Banque Asiatique d'Investissement pour les infrastructures (mettant fin au monopole de la Banque Mondiale) rejointe en 2015 par plusieurs pays occidentaux.

Même si les pays anciennement développés restent de loin les plus riches par tête, et si les émergents ne sont pas en mesure de les supplanter sur ce point, les pays anciennement développés ont perdu le monopole de la richesse et de la puissance. Plus rien d'important ne pourra globalement se décider sans les pays émergents.

Le terrorisme



Après les attentats du 11 septembre 2001, les Occidentaux, à la suite des Américains, considèrent « le terrorisme international » (ou islamiste) comme la principale menace pesant sur leur sécurité et sur celle du monde. Les États-Unis sont stupéfiés et traumatisés d'être attaqués pour la première fois sur leur territoire continental alors qu'ils sont au fait de leur puissance et se croient sans adversaires dangereux depuis la disparition de la menace soviétique. Pour certains Occidentaux, le terrorisme international succède alors au communisme comme ennemi principal. Le Président GW Bush évoque la « guerre contre le terrorisme ». La situation est plus complexe : le terrorisme est une technique d'action par des frappes en général aveugles pour – terroriser – et non une entité ni un programme.

Une majorité de pays dans le monde à commencer par les Occidentaux, la Russie les arabo-musulmans admettent que le terrorisme est une menace majeure. En 20 ans, le nombre de victimes du terrorisme dans le monde est passé de 2 000 à 3 000 à environ 20 à 30 000. Si le terrorisme actuel est pour l'essentiel islamiste, cela n'a pas toujours été le cas (à part la secte iranienne médiévale des Hashishin qui a donné le mot « assassins »). Le terme apparaît avec la période de « Terreur » jacobine en 1793, pendant la phase radicale de la révolution française. Il s'agit alors d'une terreur d'État. Au XIX^e siècle en Russie et en France, les attentats sont le fait d'anarchistes. En 1914, c'est un attentat nationaliste serbe à Sarajevo qui va servir de déclencheur de l'engrenage qui va conduire à la Première Guerre mondiale. Dans la deuxième partie du

L'impact psychologique et médiatique du terrorisme est gigantesque

L'impact
psychologique
et médiatique
du terrorisme
est gigantesque

xx^e siècle, les attentats terroristes sont déclenchés par de nombreux mouvements indépendantistes ou sécessionnistes ou même de mouvements gauchistes, radicaux en Europe occidentale.

Des controverses théoriques ou politiques existent sur la définition exacte du terrorisme. Elle peut être présentée comme l'arme des faibles. «Résistants» ou «terroristes», cela dépend des contextes... et du résultat. Il s'agit cependant toujours de violences aveugles pour *terroriser* telle ou telle population, tel ou tel gouvernement ou pays, mais on parle aussi parfois de «terrorisme d'État».

Dans la période récente, les musulmans sont les principales victimes du terrorisme islamiste : ces deux dernières années, 80 % des victimes ont été frappées en Irak, en Syrie au Yémen, en Afghanistan, au Pakistan et au Nigéria.

L'impact psychologique et médiatique du terrorisme dans des sociétés modernes est gigantesque. Il impressionne les sociétés occidentales, qui ne sont pas les plus touchées, mais qui se croyaient débarrassées depuis longtemps de menaces de guerres sur leur territoire, et qui se sentaient invulnérables. Le coût psychologique est sans commune mesure avec leur impact réel : les attentats du 11 septembre n'auraient coûté « que » 500 000 \$, montant à comparer avec les coûts économiques (assurance, reconstruction) = 50 milliards de \$, soit l'équivalent du coût d'un ouragan très violent en Floride. Le but des terroristes est que personne ne se sente protégé.

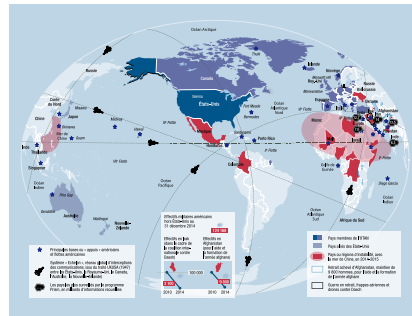
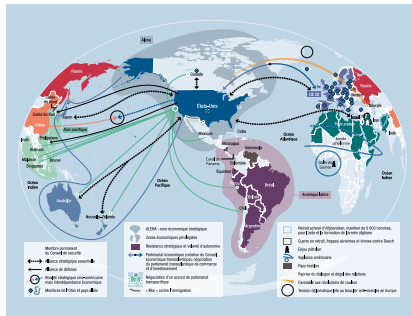
Le terrorisme est évidemment condamné par tous les gouvernements même non-démocratiques, et toutes les sociétés civiles. Il peut terroriser, paralyser, désorganiser, mais il suscite aussi beaucoup de réactions...

Mieux se protéger des menaces terroristes est une chose, mais éradiquer le recours au terrorisme par les islamistes djihadistes fanatisés qui prétendent agir au nom de l'Islam, supposera une contre-attaque de longue durée de tous les pays concernés. Elle devra être politique, économique, culturelle, sociale, éducative et théologique pour tarir les ressources, les soutiens et les viviers des terroristes.

Le monde vu par

Nous vivons tous dans le même monde, mais nous ne le voyons pas de la même façon. Chaque nation a sa vision stratégique, ses inquiétudes, ses objectifs, fruits de l'histoire, de la géographie et de ses marqueurs géopolitiques. Les intérêts nationaux peuvent diverger, ils ont chacun leur logique propre. Nous essayons de montrer dans cette partie les façons dont les principaux peuples et acteurs stratégiques majeurs voient le monde. Comment se représentent-ils leur propre place dans l'équation stratégique générale ? Nous ne jugeons pas, nous ne désignons pas ceux qui auraient tort et ceux qui auraient raison, nous nous bornons à exposer ces différentes visions. Il s'agit de présenter le monde dans sa diversité, et donc dans sa réalité.

Les États-Unis



Le peuplement des colonies anglaises d'Amérique par des émigrants venus de Grande-Bretagne ou d'autres pays européens a été motivé par la quête de liberté religieuse par certains groupes protestants ou pour échapper à la misère. C'est également au nom de la liberté et pour des raisons fiscales que l'indépendance a été proclamée en 1776 par treize colonies, devenues les treize États fédérés fondateurs. L'extension du territoire américain s'est faite par la conquête des territoires de l'Ouest – sans tenir aucun compte des droits des Indiens natifs américains –, l'achat de territoires aux puissances européennes, comme la Louisiane, ou la guerre et l'annexion (Mexique). Fondé par des émigrés qui avaient fui l'Europe et voulaient construire un nouveau monde, les États-Unis ont commencé par ne pas vouloir être mêlés aux querelles intereuropéennes. Avec la doctrine de Monroe (1823), ils ont également voulu que l'ensemble du continent américain soit protégé de toute intervention extérieure, notamment européenne (espagnole) ce qui leur a, par la suite, laissé le champ libre pour y exercer leur influence. Dès l'origine, les États-Unis se pensent comme étant l'empire de la liberté, l'extension de leur territoire étant vécue comme le gage de la promotion de cette dernière, plus que comme un dessein de grandeur nationale. À la suite de la guerre contre le Mexique en 1848, ils développent le concept de « destinée manifeste » qui attribue aux États-Unis un devoir de civilisation universelle, un avenir d'expansion commerciale et culturelle et un destin de grande puissance. L'inégalité des citoyens ne prend pas en compte l'héritage de l'esclavage et de l'extermination de facto des Indiens natifs américains. C'est au nom de la liberté des peuples qu'ils s'en prennent ensuite (1898) à l'Empire espagnol finissant, à Cuba et aux Philippines, et substituant leur

domination économique et politique au lien colonial dissout. Les Caraïbes et l'Amérique centrale deviennent leur arrière-cour ; ils participent même à la création de l'État du Panama, en le détachant de la Colombie afin de pouvoir en contrôler le canal, passage stratégique.

Les États-Unis veulent se maintenir à l'écart de la Première Guerre mondiale. Ils y parviennent jusqu'aux attaques des sous-marins allemands contre leurs navires, entravant leur liberté maritime et de commerce. Cela les oblige à s'engager en 1917 aux côtés des Alliés et à permettre leur victoire finale.

Les États-Unis
se voient
comme la
nation
indispensable

Le président Wilson veut jeter ensuite les bases d'une diplomatie nouvelle fondée sur l'autodétermination et le moralisme, en rupture avec l'immoral jeu traditionnel des puissances attribué à l'Europe.

C'est le wilsonisme. Mais le Sénat des États-Unis, resté isolationniste, refuse l'adhésion à la Société des Nations que Wilson a inspirée. Il faudra l'attaque japonaise contre Pearl Harbor en décembre 1941 pour démontrer à l'opinion américaine l'impossibilité de l'isolationnisme et permettre au président Roosevelt d'entrer dans la guerre contre Hitler et contre le Japon et, avec les Soviétiques, de la gagner. Les États-Unis sont le seul État à sortir plus puissant de la Seconde Guerre mondiale qu'ils n'y étaient rentrés, leurs pertes humaines étant limitées, leur territoire épargné par les bombardements, et leur économie stimulée.

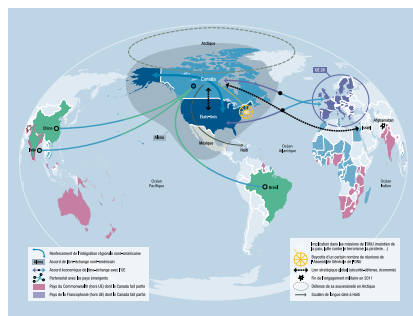
Face au défi soviétique, à la fois idéologique – le communisme –, et géostratégique – contrôle du continent eurasiatique –, les Américains n'ont d'autre choix que de prendre la tête du « monde libre » et de créer un système d'alliances global en Europe (OTAN), au Moyen-Orient et en Asie afin « d'endiguer » l'URSS. Les principes moraux (lutte pour la liberté) et l'intérêt national (leadership mondial) se rejoignent pendant toute la durée de la guerre froide. L'implosion de l'Union soviétique va démontrer la supériorité politique, économique et morale du système américain qui n'a plus de rival à sa mesure. Les États-Unis sont plus que jamais persuadés d'incarner des valeurs universelles et estiment que ceux qui s'opposent à eux le font par hostilité à ces valeurs de liberté. C'est l'époque de « l'hyperpuissance ».

Les États-Unis
se pensent
comme étant
l'empire de la
liberté

Dix ans après, le 11 septembre 2001 provoque un choc majeur aux États-Unis. Le sentiment d'avoir été injustement attaqué, d'être supérieur moralement – et d'avoir été attaqué pour ces raisons – tout en disposant d'une puissance inégalée, amène en réaction la guerre en Irak, aisément gagnée. Mais le fiasco stratégique qui en découle atteint profondément l'image des États-Unis dans le monde, perçus comme une puissance agressive et ne mettant pas sa force immense au service de l'intérêt général. On leur reproche notamment de prôner des principes et de les respecter de façon sélective, de pratiquer les doubles standards (Guantanamo, Abu Ghraib).

Malgré cela, aucune puissance ne les concurrence sérieusement et la société américaine, son énergie et ses capacités d'intégration conservent une attractivité incomparable sur le monde extérieur bien que le président Obama, dont l'élection avait soulevé l'enthousiasme surtout en Europe et qui pratique une politique de retenue, ait déçu.

Le Canada



Le Canada est partagé entre les influences européennes, notamment britannique et française, et américaine. Si, à sa naissance – c'est le statut de Westminster en 1931 qui lui a donné sa pleine souveraineté – le Canada était une puissance majeure.

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le Canada dispose d'atouts considérables. Il a la 4^e armée mondiale et il est la 3^e puissance économique. Il est doté d'un gigantesque territoire, même si sa population est relativement réduite. Mais la formidable montée en puissance des États-Unis bouleverse la situation.

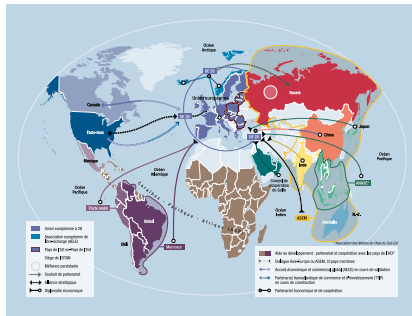
Dans le cadre de l'ALENA, 87 % des exportations canadiennes sont absorbées par les États-Unis. Les deux voisins partagent la plus longue frontière terrestre du monde : près de 9 000 kilomètres. Le Canada est membre de l'OTAN depuis sa création en 1949 et le Grand Nord canadien est utilisé comme site de surveillance par les radars américains.

Mais sur le plan de la conception des relations internationales, de la place du droit international, du multilatéralisme ou de l'encadrement juridique du recours à la force, le Canada était plus proche des conceptions européennes que de celle des États-Unis. Le Canada ne peut se permettre de se fâcher avec son imposant voisin, mais il souhaite maintenir une spécificité, aussi bien sur le plan national (et ne pas avoir le sentiment d'être absorbé) qu'international (et insister sur sa préférence pour une approche multilatérale). Le renforcement de l'unilatéralisme américain et leur mutation en hyper-puissance ont rendu pendant un

Ne pas se
fâcher avec les
États-Unis tout
en maintenant
la spécificité
canadienne

temps la position du Canada plus délicate. Le Canada est très attaché au multilatéralisme, à tel point qu'un ancien ministre canadien a pu déclarer que « l'ONU fait probablement parti de l'ADN de la plupart des Canadiens ». Les forces de maintien de la paix de l'ONU furent créées à l'initiative du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Lester Pearson, en 1956, après la guerre de Suez. Il reçut l'année suivante le Prix Nobel de la paix, ce qui confirmait les Canadiens dans l'idée que le multilatéralisme était le meilleur multiplicateur de leur poids dans les affaires internationales. Les Canadiens sont actifs dans la coopération Nord-Sud, au sein de la francophonie comme du Commonwealth. Le Canada a été dès l'origine membre du G7. Mais depuis 2006 et l'arrivée du conservateur Stephen Harper au pouvoir, la politique étrangère canadienne a été profondément réorientée pour se rapprocher des thèses néoconservatrices (méfiance vis-à-vis de l'ONU et du multilatéralisme, quasi-alignement sur le gouvernement israélien) alors même que les États-Unis avec l'administration Obama s'en éloignaient.

Les Européens



Après la Seconde Guerre mondiale, les Européens de l'Ouest ont bénéficié économiquement et militairement de la volonté américaine d'empêcher la mainmise soviétique sur l'Europe. Ensuite, avec la CEE et le traité de Rome, ils ont cherché à rendre irréversible cette paix entre eux et à améliorer leur niveau de vie par un Marché Commun. Une partie des élites européennes a même cru possible, jusqu'au rejet en 2005 de la « Constitution », le dépassement des identités nationales dans une sorte d'Europe fédérale, inspirée des États-Unis. Une dizaine de pays, sous l'impulsion de François Mitterrand, de Helmut Kohl et de Jacques Delors, au moment de la réunification allemande au début des années 1990, ont abandonné leur monnaie pour une monnaie unique, l'euro. Après la chute de l'URSS qui avait rendu possible la réunification allemande et l'adhésion à l'Union européenne d'une dizaine de nouveaux pays européens, les Européens ont traversé une période d'optimisme. Le monde allait s'unifier sous le double effet de l'économie globale de marché et de la démocratie et mettre en pratique les valeurs universelles proclamées par l'ONU. L'Europe, pensaient même les Français, allait devenir une Europe puissance, bénéfique au monde.

Quelques années plus tard, le doute s'est installé. Les Européens se rendent compte que leurs valeurs universelles ne sont pas considérées comme telles. Ils voudraient ne pas croire à un risque de choc des civilisations mais sont obligés de constater que des petits groupes fanatiques, au sein de l'Islam, mènent dans cet esprit une politique du pire et que cela a des effets négatifs en Occident. Ils voudraient faire preuve d'humanisme face à l'immigration

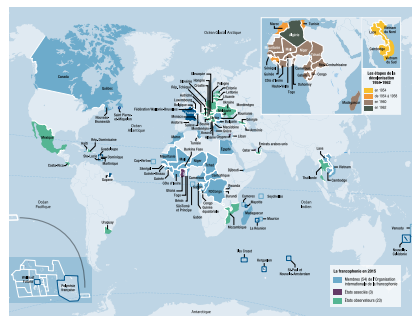
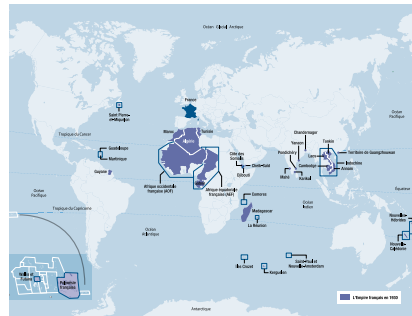
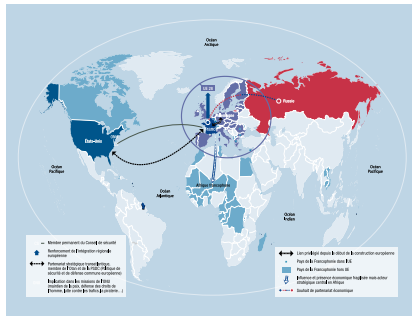
Pas d'accord
entre les
Européens sur
la poursuite de
l'intégration
politique

mais la pression est devenue quantitativement si forte que des règles plus strictes s'imposent peu à peu partout en Europe. Ils voudraient aider des pays pauvres à se développer mais ne veulent pas avoir à renoncer sous la pression des pays émergents à leurs acquis sociaux exceptionnels. Ils sont conscients que leurs ancêtres ont exploré et colonisé le monde pendant des siècles, et que cela est fini, mais ils espéraient pouvoir continuer à jouer un rôle positif, par l'ingérence ou des aides conditionnelles, pour propager, cette fois-ci, la démocratie et les droits de l'Homme, et ne s'attendaient pas à être placés eux-mêmes sur la défensive par tant de nouvelles puissances géopolitiques rivales.

Les Européens sont attachés à l'Union européenne. Mais les peuples ne veulent pas pousser l'intégration politique au-delà du traité de Lisbonne (sauf dans la zone euro) ou de l'élargissement géographique de l'Europe pas encore achevé. Ils prennent en plus conscience, dans les premières années 2000, du choc démographique mondial qui réduit leur poids relatif et des perspectives de pénurie énergétique. Ils sont moins naïfs qu'après 1989-1991. Ils se résignent à mettre en chantier la gigantesque métamorphose de l'économie et de la société imposée par les risques écologiques, mais ils voudraient, malgré la crise, préserver leur mode de vie. Les réformes économiques indispensables sont pourtant laborieuses et controversées, surtout en France.

Il dépend beaucoup d'eux de jouer à nouveau un rôle de premier plan dans le monde, par exemple si l'Union européenne à 28, ou la zone euro, réussissait à devenir le pôle régulateur de la mondialisation sauvage. De tous les pôles possibles du monde multipolaire, c'est le pôle européen dont l'avenir est le plus incertain.

La France



Grâce à Richelieu, Mazarin, et Louis XIV, et à son poids démographique, la France avec sa culture et sa langue est le pays majeur en Europe durant une partie du XVII^e siècle et du XVIII^e siècle, alors que l'Europe domine le monde. L'Empire napoléonien est l'apogée de la puissance française mais a marqué par sa chute la précipitation de son déclin au profit de la Grande-Bretagne. En 1871, la défaite de Napoléon III permet à Bismarck de parachever l'unité allemande, ce que les dirigeants français depuis Richelieu avaient toujours réussi à éviter. La France connaît alors une nouvelle période de doute. Alors qu'elle avait négligé ses premières possessions outre-mer, la conquête coloniale, notamment en Afrique et en Asie sous prétexte de « devoir de civilisation », lui donne un nouvel horizon. La Première Guerre mondiale représente une saignée démographique terrible et un affaiblissement relatif du pays, comme du continent européen dans les équilibres mondiaux. Plus tard, la défaite et l'effondrement de mai 1940, dont le régime de Vichy est le sous-produit, traduisent cet épuisement dans l'inconscient national. Cette humiliation ne fut pas entièrement compensée par l'action du général de Gaulle ou par celle de la résistance intérieure. Après la Libération, les possessions coloniales devinrent

symboliquement plus importantes, au moment même où le prestige de la métropole y est affaibli, d'où des guerres perdues d'avance pour s'opposer à la décolonisation. La France se lance alors dans la construction européenne, vue comme un multiplicateur de puissance et la garantie de l'impossibilité d'une nouvelle guerre entre pays européens (de toute façon impossible entre membres d'une même alliance). La réconciliation franco-allemande est, un temps, le moteur de cette construction. Après 1962, la fin des guerres coloniales permet à la France du Général de Gaulle un plus grand retentissement à son action internationale.

L'humiliation de la guerre de Suez en 1956, s'ajoutant au refus américain d'aider la France dans ses conflits coloniaux, avait convaincu les dirigeants français qu'ils devaient développer des capacités d'autonomie stratégique, c'est-à-dire la dissuasion nucléaire.

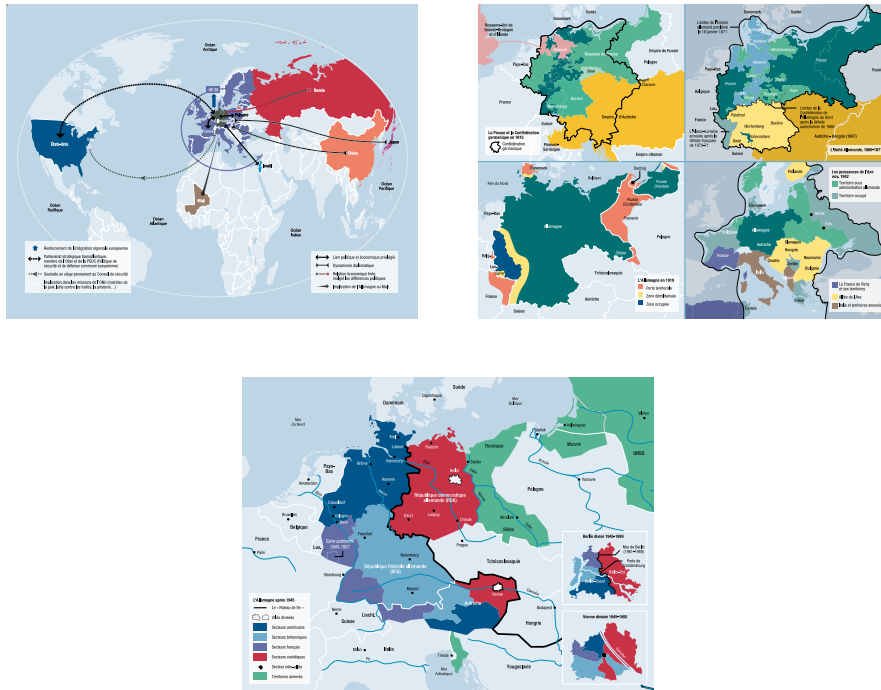
Sous la V^e République, la stratégie française consiste à élargir les marges de manœuvre de la France en pratiquant à l'égard des États-Unis une relation d'allié soucieux de son indépendance. La France se veut alors le partenaire naturel des pays du Sud qui cherchent une alternative au choix binaire États-Unis/URSS.

Aujourd'hui, la France entend conserver un rôle spécifique sur la scène internationale, ayant, de par son histoire, une vision large des affaires mondiales. Mais elle sait qu'elle n'a plus, sauf exception, les moyens de l'action unilatérale, ce dont elle a fait un principe vertueux. Elle garde la capacité et la volonté de prendre des initiatives, de jouer un rôle particulier, mais ne peut le faire le plus souvent que dans un cadre multilatéral. Elle conserve sur les différents continents une influence culturelle, une influence économique variable, une politique à la fois active et spécifique. Depuis la fin du monde bipolaire et l'entrée dans le monde global, incertaine face à la mondialisation, la France – en tout cas ses élites – s'interroge, plus que d'autres pays comparables, sur son rôle, son influence, ses moyens, sur ce qui continuera à relever de son effort propre et ce qui sera européen, et sur ce qu'elle doit changer ou préserver. Entre l'excès de prétention et la sous-estimation de soi, la France actuelle a du mal à trouver le juste milieu, alors même qu'elle demeure quand même une des dix à douze puissances qui ont une

Entre excès de
prétention
et sous-
estimation de
soi,
la France
s'interroge

influence mondiale. Elle est un membre actif et influent du G7/G8, du G20 et membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais elle est handicapée dans les années 2010 par ses faiblesses économiques et son manque nouveau de confiance en soi.

L'Allemagne



L'émiettement de l'Allemagne en multiples royaumes et principautés, que la France s'employait à maintenir avec succès, a longtemps empêché son émergence comme puissance majeure. C'est Bismarck qui réalisa, en neuf ans, son unité sous l'égide de la Prusse, couronnée par la victoire militaire sur la France en 1871. L'Empire allemand s'affirme ensuite comme la puissance dominante de l'Europe tant sur le plan démographique qu'industriel et militaire.

Cette montée en puissance de Berlin brise les équilibres européens du XIX^e siècle établis lors du Congrès de Vienne en 1815. L'exacerbation des rivalités européennes et le jeu des alliances conduit alors à la Première Guerre mondiale. L'Allemagne en sort vaincue par les Alliés, humiliée et exsangue. Mais elle estime injuste d'avoir à en porter seule, avec le traité de Versailles, la responsabilité et ses conséquences. Alors qu'elle était sur le point de supplanter la Grande-Bretagne comme première puissance mondiale, elle se retrouve obligée de payer des réparations, privée de son empire colonial, bientôt

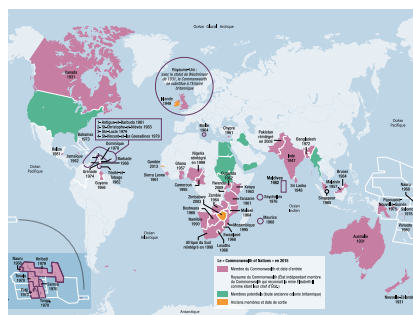
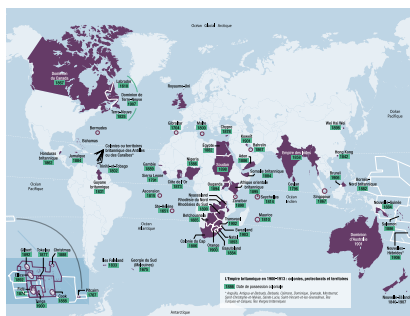
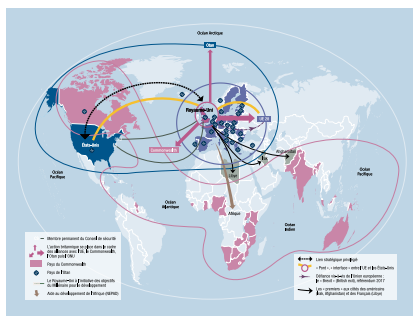
L'Allemagne
d'Angela
Merkel
tient la
première place
en Europe

ruinée par la crise de 1929. Hitler exploite ce sentiment d'humiliation et ce désir de revanche attisés par la précarité sociale. Arrivé au pouvoir avec le parti nazi aux élections de 1933, il lance l'Allemagne dans la revanche contre la France et une course à la conquête d'un « espace vital » notamment à l'Est, sur fond de haine raciale antislave et antisémite. Le « Reich de mille ans » s'achève en 1945 par une défaite totale, l'occupation de l'Allemagne par les alliés, et sa division entre Occidentaux et Soviétiques.

Les États-Unis imposent alors à l'Allemagne de l'Ouest la démocratie, la reconnaissance des crimes du nazisme, la renonciation à la puissance stratégique, l'intégration dans l'Alliance atlantique et la construction européenne et leur protection contre la menace soviétique. À partir des années 1960, la réconciliation avec la France devient effective et le couple franco-allemand est un moteur de la construction européenne.

La réunification de l'Allemagne, symbolisée par la « chute » du mur de Berlin en 1989, en fait engagée avant, officialisée en 1990. Elle a été rendue possible et inéluctable par la politique de Mikhaïl Gorbatchev et par l'affaiblissement puis la disparition de l'URSS. Cette réunification donne au pays un poids et des marges de manœuvre nouvelles, et lui permet une affirmation plus nette de ses intérêts au sein de l'Union européenne et dans le monde. Au cours des années 1991-2007, elle conquiert par la négociation de divers traités la première place au Parlement européen (99 parlementaires sur 785) et au Conseil européen (18 % des voix à compter de 2017). Elle a pesé de tout son poids pour que les Vingt-Sept acceptent le « traité de Lisbonne » qui reprend en substance la Constitution non ratifiée. Dans ses relations avec la France, les autres membres de l'Union et les États-Unis, elle combine sa volonté de renforcer l'Europe dans les limites fixées par la Cour de Karlsruhe et, de plus en plus, la défense de ses propres intérêts économiques, énergétiques et industriels, au sein de la zone euro, comme dans ses relations avec la Russie et la Chine.

Le Royaume-Uni



La défaite finale au terme de la guerre de Cent Ans, au xv^e siècle, marque la fin des possessions de l'Angleterre sur le continent. Le pays va alors s'étendre dans les îles britanniques en Irlande (1541), en Écosse (en deux temps : 1603 et 1707) et outre-mer. À la veille de la Révolution française, le royaume britannique est affaibli par la perte de ses colonies américaines. Plus tard, son caractère insulaire le protège de la conquête napoléonienne. La Grande-Bretagne veille, si possible sans intervenir, tout au long du xix^e siècle, au maintien d'un équilibre entre les puissances européennes continentales afin qu'aucune ne domine. C'est le splendide isolement mais elle poursuit son expansion coloniale et commerciale dans le reste du monde et devient au xix^e siècle la première puissance commerciale et industrielle mondiale. La livre sterling est la monnaie d'échange internationale. C'est la mondialisation britannique.

Face à la menace allemande, elle se rapproche de la France en concluant l'entente cordiale en 1904. Après la Première Guerre mondiale, sa suprématie est de plus en plus concurrencée par les États-Unis. Après la Seconde Guerre mondiale, durablement affaiblie elle doit

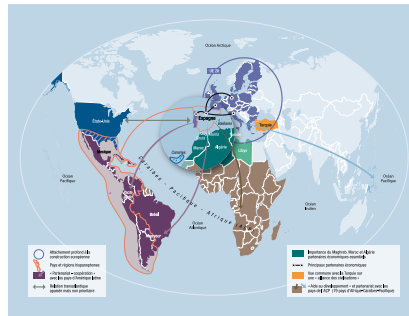
La Grande-Bretagne adopte

affronter la perte de son empire colonial et de sa prééminence, commerciale et maritime. Afin de rétablir un nouvel équilibre continental européen face à la menace soviétique, W. Churchill obtient pour la France une zone

un profil plus
bas sur le plan
international

d'occupation en Allemagne et un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. L'injonction américaine de mettre fin, en 1956, à l'expédition de Suez lui fait comprendre qu'elle n'a plus les moyens de mener seule une opération stratégique d'envergure sans le soutien, et encore moins contre Washington. Elle se tient à l'écart de la construction européenne dans laquelle elle voit un risque de dilution de son identité et de ses intérêts et entend préserver sa « relation spéciale » avec les États-Unis. Elle espère, en effet, que ses liens historiques, la communauté philosophique et linguistique entre les deux nations, et l'influence que peuvent exercer ses Premiers ministres sur les Présidents américains, sont un multiplicateur d'influence pour elle. Elle se résigne finalement à rejoindre la construction européenne, en 1973, dont elle reste un partenaire réticent tout en conservant des liens spécifiques avec les pays du Commonwealth. Pendant la guerre d'Irak, le suivisme de Tony Blair, à l'égard des États-Unis considéré comme aveugle, provoque un vrai trouble. L'influence de Londres sur Washington se révèle illusoire. La Grande-Bretagne est confrontée au discrédit qui frappe les pays qui se sont lancés dans cette guerre, mais elle estime avoir toujours un rôle capital d'intermédiaire entre les États-Unis et les autres pays européens. D'autant que Londres est le *hub* de la finance mondiale et veut le rester, même après la grande crise qui éclate en 2008. Dans les années 2010 la Grande-Bretagne de David Cameron, confrontée à de nombreux problèmes internes (Écosse, montée dans l'opinion du désir de sortir de l'Europe) adopte un profil plus bas sur le plan international, sauf en Lybie en 2011.

L'Espagne



Après avoir réalisé son unité territoriale et s'être lancée à la conquête des Amériques, sources d'immenses richesses, l'Espagne fut, un temps, la puissance européenne dominante et, au XVI^e siècle, la première puissance mondiale. On a pu ainsi parler de « mondialisation ibérique ». Mais à partir du XVIII^e siècle, commence son déclin, marqué au XIX^e par la perte de ses colonies latino-américaines et par son incapacité à prendre le virage de la révolution industrielle. En 1931, rompant avec des siècles de monarchie, la République est instaurée. Cinq ans plus tard, en 1936, l'extrême droite refuse de reconnaître la victoire du Front populaire et plonge le pays dans une guerre civile qui fera plus de 500 000 morts. Le général Franco prend le pouvoir en 1939 et il entend tenir l'Espagne à l'écart de la Seconde Guerre mondiale, malgré l'aide que lui ont apportée Hitler et Mussolini pour assurer sa victoire. Sa dictature dure jusqu'en 1975. Elle isole l'Espagne du continent européen, même si un accord bilatéral est établi dès l'après-guerre avec les États-Unis dans le cadre de la lutte anticomuniste.

Le rétablissement de la démocratie en 1978, sous l'égide du roi Juan Carlos, permet à l'Espagne de quitter ses habits d'État semi-paria et de retrouver sa place dans l'Europe. Dès 1986, elle adhère à la Communauté économique européenne : c'est le début d'une longue période de développement qui explique l'attachement des Espagnols à la construction européenne. Le souvenir de l'appui des États-Unis à Franco, s'il n'a pas

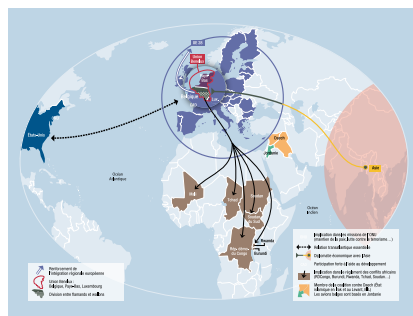
L'Espagne veut
être un pont
entre les
civilisations

dissuadé l'Espagne d'adhérer à l'OTAN, fait que celle-ci essaie de conserver une certaine indépendance par rapport à Washington.

L'Espagne s'emploie à avoir une politique étrangère active par le prisme européen. Elle entretient, comme le Portugal, des relations étroites, ibéro-américaines, avec l'Amérique latine. Elle pense aussi pouvoir être un pont entre l'Europe et le monde arabe. Le soutien du gouvernement Aznar à la guerre en Irak en 2003 a été massivement rejeté par l'opinion espagnole et il a contribué, avec les attentats de Madrid de mars 2004, à sa chute. Son successeur socialiste, Zapatero, s'appuie notamment sur le succès de la politique économique et sociale mise en œuvre pour contrer le terrorisme de l'ETA qui continue de sévir en Espagne.

Très éprouvée par la crise de 2007-2008, en raison de l'éclatement de la bulle immobilière, l'Espagne remonte la pente à partir de 2013, sous le gouvernement de Mariano Rajoy, après des mesures d'austérité drastiques économiquement efficaces mais au coût social très lourd.

La Belgique



Le territoire belge et par extension celui du Benelux ont vu s'affronter les grandes forces antagonistes à l'œuvre au cours de l'histoire européenne. Son contrôle a permis à Napoléon de mettre en place l'embargo contre la Grande-Bretagne. Son envahissement éclair fut la base des plans allemands au cours des deux guerres mondiales pour vaincre l'armée française.

Créée en 1830 par le « Concert européen », la Belgique possède un important passé africain. L'actuelle République démocratique du Congo est issue du Congo, devenu belge en 1885 ; le Rwanda et le Burundi ont été confiés à la Belgique après le démantèlement de l'empire colonial allemand en 1919. Avant son indépendance, le Congo a été une source de richesses pour la monarchie belge dont il était la propriété. Il est devenu une source de problèmes graves après l'indépendance, mais aussi du fait de la déliquescence du régime Mobutu par la suite.

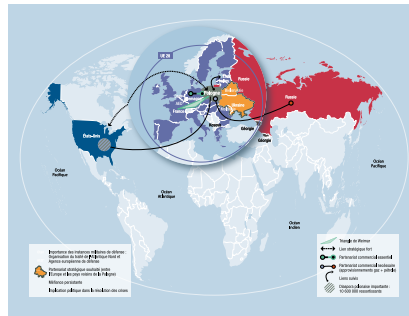
Au bord de l'éclatement, l'Europe reste une bouée de secours

La Belgique est très engagée dans la construction européenne, en laquelle elle voit une protection et une façon de peser au niveau international plus que son faible poids ne le lui permettrait. Elle a été l'un des membres fondateurs de l'Union de l'Europe occidentale dès 1948, puis du traité de Rome en 1957. Elle abrite aujourd'hui le siège des institutions européennes, celui de l'OTAN et son économie est complètement insérée dans celle de l'Union européenne. Sur le plan intérieur, la division entre Wallons et Flamands, qui menace l'unité du pays, n'aurait peut-être pas été si loin sans cette impression de sécurité

procurée par le « toit commun » européen. Les Belges disent vouloir que l'Europe devienne un acteur global. L'importance de Bruxelles tient beaucoup à son rôle de capitale de l'Union.

Les controverses plus ou moins justifiées sur le génocide rwandais de 1994 ont indirectement éclaboussé l'ancienne puissance coloniale belge (comme d'ailleurs la France, l'ONU et l'OUA). À la fin des années 1990, le parlement belge a voulu donner à la Belgique le rôle de champion d'une diplomatie morale fondée sur l'éthique dans les rapports internationaux, le combat contre la violation des droits de l'homme, la lutte contre l'impunité ou l'exploitation abusive des ressources naturelles et des matières premières. La Belgique s'est alors dotée d'une loi dite de « compétence universelle » qui permettait à tout un chacun de porter plainte auprès des juridictions belges contre une personnalité internationale à laquelle des crimes étaient reprochés même sans lien avéré avec la Belgique. Cette position juridique intenable, source de tensions avec de nombreux pays, a été ensuite amendée (comme ce fut le cas aussi en Espagne).

La Pologne



Bien souvent tragique, l'histoire de la Pologne permet de comprendre les conceptions et les préoccupations actuelles des Polonais. Constamment soumise aux influences et aux appétits de ses voisins, notamment allemand et russe, la Pologne a souvent vu sa souveraineté contestée, voire même niée. Elle a été rayée de la carte à la fin du XVIII^e siècle, recréée sous la forme du Duché de Varsovie par Napoléon I^{er}, puis de nouveau supprimée à l'issue du Congrès de Vienne et partagée entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. Récréeée par le Traité de Versailles en 1919, elle fut occupée par l'Allemagne nazie au cours de la Seconde Guerre mondiale, puis placée sous domination soviétique jusqu'à la fin de la guerre froide. La Pologne a jusqu'à aujourd'hui des relations compliquées avec l'Allemagne malgré la reconnaissance par cette dernière des crimes nazis, et la renonciation explicite, par l'Allemagne réunifiée, aux territoires allemands au-delà de la ligne Oder-Neisse attribués à la Pologne en 1945. Elle continue à craindre toute tentative d'influence ou de domination russe, énergétique ou autre. L'histoire fait qu'elle n'a confiance ni dans les traités ni dans les garanties des institutions internationales. Elle voit donc dans la protection américaine le seul moyen de mettre en échec les appétits russes, et aussi une façon de contrebalancer les influences allemande et française. Alors que la France et l'Angleterre s'étaient portées à son secours contre le nazisme et que les Français, au cours de la guerre froide, ont toujours appelé au dépassement de la division de l'Europe en blocs, les Polonais ont le sentiment de n'avoir dû leur salut contre le nazisme et le communisme qu'aux seuls États-Unis.

La très grande religiosité des deux sociétés et la présence d'une forte communauté polonaise

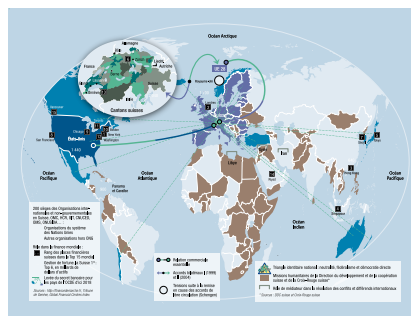
La Pologne a

bien organisée aux États-Unis aident à consolider ce lien. Cet héritage historique a conduit la Pologne à suivre sans réserve la politique de l'administration Bush et la guerre en Irak. Son adhésion à l'OTAN, facilitée par la volonté américaine d'élargir le plus possible l'alliance après la chute de l'URSS, et soutenue par le « lobby » polonais des États-Unis, comparée aux

peu confiance
dans les traités
et dans les
institutions
internationales

longues et irritantes négociations d'adhésion à l'Union européenne, est venue conforter ce sentiment d'une plus grande amitié et ouverture des États-Unis à l'égard de la Pologne que celle de l'Europe, bien que le développement économique de la Pologne soit principalement dû à son intégration européenne. L'extrême sensibilité de la Pologne pour tout ce qui relève de sa souveraineté et ses positions jugées rétrogrades sur les questions sociales, en ont fait au début un partenaire européen difficile. Néanmoins, les sentiments pro-américains de l'opinion avaient un peu diminué, suite aux résultats catastrophiques de la guerre d'Irak, mais ont remonté avec la crise ukrainienne. La Pologne, tout en restant un partenaire difficile et très méfiant envers la Russie (sentiment aggravé par la crise en Ukraine), devrait assumer de plus en plus sa situation de grand pays de l'Union européenne et y trouve un moyen nouveau de développer son influence. Cette évolution se manifeste en 2014 par le choix de Donald Tusk, Premier ministre polonais, comme président du Conseil européen.

La Suisse



La neutralité de la Suisse a été proclamée en 1515, elle est ensuite reconnue par les puissances européennes lors du congrès de Vienne en 1815. Mais neutralité ne signifie pas isolationnisme, ni absence de la scène internationale.

La Suisse se veut, au contraire, un pays avec une activité diplomatique intense, engagée dans les affaires internationales, et ce bien avant le phénomène de mondialisation.

Sa neutralité et sa position centrale en Europe lui ont permis d'accueillir les sièges de nombreuses organisations internationales : le Comité international de la Croix-Rouge dès sa création en 1863, la Société des Nations en 1920. Elle est le siège de 200 organisations internationales (OMC, HCR, OIT, CNUCED, OMS, ONUSIDA, etc.) et les ambassades de 170 pays s'y sont installées. À l'instar des organisations internationales, de nombreux organismes ont leur siège en Suisse ou une représentation importante, dont le CIO, la FIFA.

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, son statut international particulier a fait d'elle le pays hôte de nombreuses négociations ou rencontres diplomatiques ayant lieu en « terrain neutre », facilitant les contacts entre puissances rivales ou parties à un conflit. On ne compte plus les « accords de Genève » conclus dans cette ville, souvent sous les auspices de la diplomatie suisse. Cette dernière est toujours prête à jouer un rôle de médiateur international.

Ses liens avec la Croix-Rouge internationale lui ont donné une longue tradition d'engagement humanitaire.

La Suisse se
veut un pays
avec une
activité
diplomatique
intense

Neutralité, fédéralisme et démocratie directe (référendum d'initiative populaire) forment ce qui est qualifié par les Suisses de « triangle identitaire national. »

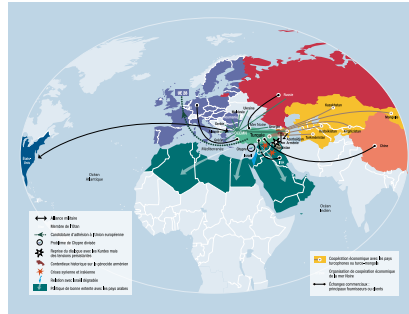
Après avoir longtemps refusé d'adhérer à l'ONU, la Suisse rejoint l'organisation mondiale en 2002, suite à un référendum adopté à une faible majorité.

La Suisse craint d'être isolée face à la montée en puissance de la construction européenne mais n'entend pas pour autant la rejoindre. Les Suisses parlent d'une « intégration non adhésive », favorisant les échanges économiques sans porter atteinte à la souveraineté nationale, et refusant un processus d'intégration politique. La Suisse a signé un accord d'association avec l'AELE (Association européenne de libre-échange) en 1961 et des accords de libre-échange en 1972.

Le développement de l'Union européenne (UE) a cependant renforcé les interrogations de la Suisse, mais le référendum prévoyant d'entamer des négociations d'adhésion a été rejeté par le peuple suisse à 76 % des voix en 2001.

Afin de n'être pas coupée des pays de l'UE et sous la pression des effets de la crise de 2008 et de la révélation de scandales liés à la fraude fiscale, la Suisse a accepté de lever le secret bancaire, ainsi que l'échange d'informations en matière fiscale avec les pays de l'OCDE. L'opacité bancaire, qui a longtemps représenté un atout, est désormais vécue comme trop négative pour l'image du pays. Par ailleurs, en 2014, les Suisses ont voté par référendum contre « l'immigration massive », ce qui pose des problèmes compte tenu des accords de libre circulation UE-Suisse. Des négociations sont en cours à ce sujet depuis.

La Turquie



Édifié au ^{xv}^e siècle, l'Empire Ottoman connaît son apogée en 1529 avec le siège infructueux de Vienne. Soliman, allié de François I^{er}, dispute alors l'hégémonie continentale à Charles Quint. Sa puissance entraîne des réactions. Au ^{xvii}^e siècle, en 1683, un nouvel échec devant Vienne entraîne la formation d'une « sainte ligue » contre les Ottomans, (Autriche, Venise, Pologne, Russie). L'Empire Ottoman s'affaiblit. La fin du ^{xix}^e siècle voit se multiplier les ingérences des puissances européennes (France, Grande-Bretagne, Russie, Allemagne) dans un empire considéré comme « l'homme malade de l'Europe ». Avant la Première Guerre mondiale, dans laquelle les Ottomans s'engagent aux côtés des Allemands, il ne contrôle plus en Europe que la Thrace occidentale. Vaincu, l'Empire est démembré par les vainqueurs au traité de Sèvres (1920). Celui de Lausanne en 1923 donne naissance à la nouvelle Turquie. Mustapha Kemal prend le pouvoir, s'inspire de l'Europe, et décide d'imposer aux Turcs la laïcité et l'occidentalisation pour enrayer le déclin national.

Restée neutre pendant la Seconde Guerre mondiale, la Turquie bénéficie du plan Marshall en 1947 et adhère à l'OTAN en 1952. À l'Ouest, elle est le pays qui a la plus grande frontière terrestre avec l'Union soviétique et elle participe activement à la défense atlantique. La rivalité avec la Grèce conduit les deux pays à un conflit à propos de Chypre en 1974 mais s'atténue ensuite. La dissolution de l'Union soviétique fait perdre à la Turquie sa position privilégiée de rempart de l'OTAN contre le

L'orientation du rôle stratégique de la Turquie dépendra de son entrée ou non dans l'Union européenne

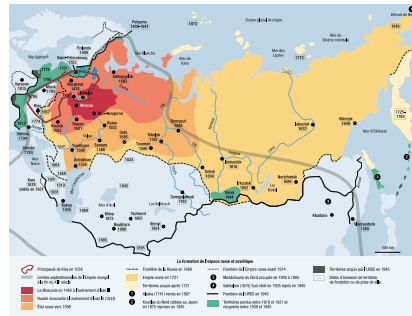
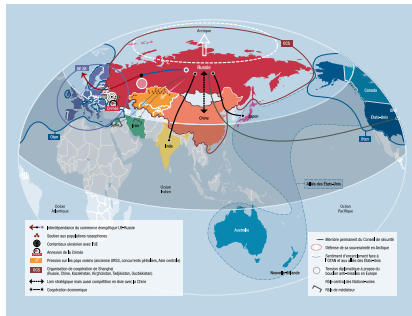
communisme, mais lui permet de renouer dans le Caucase et en Asie centrale avec les autres pays turcophones, et de confirmer son rôle au Moyen-Orient lors de la guerre de 1990-1991 pour la libération du Koweït. À partir de l'accord du Conseil européen d'Helsinki en décembre 1999 pour l'ouverture des négociations, le projet d'adhésion à l'Union européenne est considéré comme un moyen de modernisation, mais aussi de reconnaissance politique de la Turquie, comme appartenant de plein droit au monde occidental et européen. Ce sujet divise les opinions européennes. Les négociations devraient durer longtemps.

La Turquie trouve dans sa relation avec les États-Unis, pour qui elle reste un partenaire clef, un appui stratégique et politique. Elle a cependant refusé le libre passage de l'armée américaine sur son territoire pendant la guerre d'Irak de 2003. Elle craint que l'autonomie, ou pire, l'indépendance, du Kurdistan irakien n'ait un effet de contagion sur les Kurdes de Turquie.

La Turquie connaît depuis le ^{xxi}^e siècle une forte croissance économique. Le parti AKP (islamo-conservateur, antikémaliste) a remporté les élections en 2002, 2007, 2011 et en 2014.

Premier ministre, puis président, Recep Tayyip Erdogan dispose d'un pouvoir de plus en plus étendu. La Turquie qui ambitionnait d'avoir « zéro » problème avec ses voisins en a maintenant avec tous et la guerre civile en Syrie comme l'extension de l'état islamique (DAESH) révèlent ses contradictions et entretiennent une tension avec les États-Unis. La Turquie officielle ne veut toujours pas reconnaître la responsabilité de l'Empire ottoman dans le génocide arménien de 1915. La question kurde reste ultra-sensible par crainte d'une sécession. La négociation d'adhésion à l'UE se poursuit sans grand espoir d'aboutir.

La Russie



À partir de la création du Duché de Kiev au IX^e siècle, puis à partir de celle du grand-duché de Moscou (1340), les Russes ont constamment agrandi le territoire de leur pays jusqu'à ce qu'il s'étende sur deux continents et atteigne la plus grande superficie mondiale en dépit de profonds troubles politiques intérieurs et d'assauts extérieurs. Parvenu aux portes de Moscou, Napoléon I^{er} sera vaincu par l'hiver et la guérilla russe. La Russie est reconnue au Conseil de Vienne en 1815 comme une grande puissance européenne. Après la révolution bolchevique de 1917, pour sauver son régime, Lénine se résigne à des renoncements territoriaux et consent aux différentes nationalités de la Russie (plus de la moitié de la population) une indépendance qui sera de courte durée.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les troupes allemandes parviennent aux portes de Moscou et sont stoppées à Stalingrad, tournant de la guerre. Après la guerre, et au mépris des promesses faites à Yalta, l'URSS se constitue alors un glacis territorial en Europe de l'Est afin,

La Russie
nourrit un
complexe
d'encerclement

dit-elle, de se protéger d'une nouvelle agression.

par l'OTAN,
l'Union
européenne et
la Chine

Mais l'imposition de régimes dictatoriaux conformes au sien – les « démocraties » populaires – donne l'impression d'une volonté d'expansion et de conquête mondiale sur fond d'impérialisme idéologique. Pour « endiguer »

l'avancée soviétique, les États-Unis l'entourent par un système d'alliances qui nourrit en Russie un complexe d'encerclement. Se sentant menacée de toutes parts, l'URSS qui dispose d'un arsenal nucléaire et conventionnel considérable est vécue comme menaçante. Le régime soviétique se maintient par la contrainte. Mais la parité stratégique obtenue avec les Américains constitue un motif de fierté nationale pendant la guerre froide. À son apogée, Moscou est à la tête d'un État d'une taille inégalée, contrôle l'Europe de l'Est et possède des alliés et des points d'ancrage dans l'ensemble du monde.

En 1985, M. Gorbatchev décide de ne pas employer la force pour maintenir les régimes communistes en Europe de l'Est. Il espère réformer l'URSS, mais celle-ci est condamnée par le fiasco économique et politique, la catastrophique expédition afghane et le discrédit politique général.

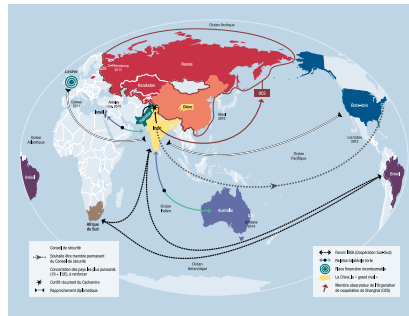
La disparition de l'URSS en décembre 1991 se traduit pour la Russie par la perte des implantations dans le Tiers-monde, la fin du contrôle de l'Europe de l'Est, mais aussi par la perte de gains territoriaux datant de la Seconde Guerre mondiale, même du XIX^e siècle, voire d'avant (Ukraine).

La fin du système communiste engendre une perte vertigineuse de puissance et de prestige. L'économie de marché s'implante en Russie sous sa forme la plus sauvage. Le régime n'est plus totalitaire mais autoritaire. Aujourd'hui, la Russie, sans rêver d'un retour au statut de seconde puissance mondiale, veut à nouveau défendre ses intérêts et être respectée sur la scène internationale. Elle n'accepte plus d'être tenue comme quantité négligeable, comme dans les années 1990 d'autant qu'elle a des ressources considérables en pétrole et en gaz. Mais elle redoute toujours la puissance militaire américaine, nourrit toujours un complexe d'encerclement face à l'extension de l'OTAN voire de l'Union européenne, et à la poussée chinoise.

Après sa réélection en 2012 pour un troisième mandat, Vladimir Poutine essaie de reconstruire l'armée russe et encourage, avec l'église orthodoxe, une sorte de nationalisme « slavophile ». En réaction à la révolution de Kiev qui renverra en février 2014 le président

Ianoukovytch, Vladimir Poutine annexe la Crimée. Les séparatistes pro-russes proclament leur autonomie dans l'Est de l'Ukraine et affrontent l'armée ukrainienne (6 000 morts, d'avril 2014 à mars 2015). Les Occidentaux prennent des sanctions. La situation s'enlise. Angela Merkel et François Hollande tentent en 2015 par les accords de Minsk de dégager un compromis.

L'Inde



À l'époque de la guerre froide, l'Inde occupait une place de leader au sein des pays non-alignés, ce qui lui donnait sur la scène mondiale une importance supérieure à son poids économique relativement faible. Ce non-alignement s'accompagnait cependant d'accords militaires développés avec l'Union soviétique. Sous l'influence de Gandhi, l'Inde qui se présentait comme la plus grande démocratie du monde, mettait en avant ses traditions de pacifisme, d'humanisme et d'universalisme. Au niveau international, elle prônait la non-ingérence, le respect de la souveraineté, le désarmement, et se voulait le symbole et le porte-parole des pays du Sud. Elle jugeait cela compatible avec la constitution d'un arsenal nucléaire et l'affirmation d'une politique de puissance au niveau régional.

L'Inde avait deux rivaux principaux. Le premier était le Pakistan dont la scission lors de l'indépendance n'est toujours pas acceptée par une partie des nationalistes indiens et contre lequel le pays mène trois guerres – en 1948, en 1962 et en 1971 – qui conduisirent à l'indépendance du Bangladesh. Le second rival était la Chine contre laquelle l'Inde subit une défaite traumatisante en 1962. Au fil des années, l'équilibre des forces économiques, technologiques et militaires entre l'Inde et le Pakistan a tourné à l'avantage de New Delhi.

Seule la possession de l'arme nucléaire par les deux pays apporta un correctif d'égalité et les contraignit à une certaine prudence de comportement. À l'inverse, la montée en puissance économique de la

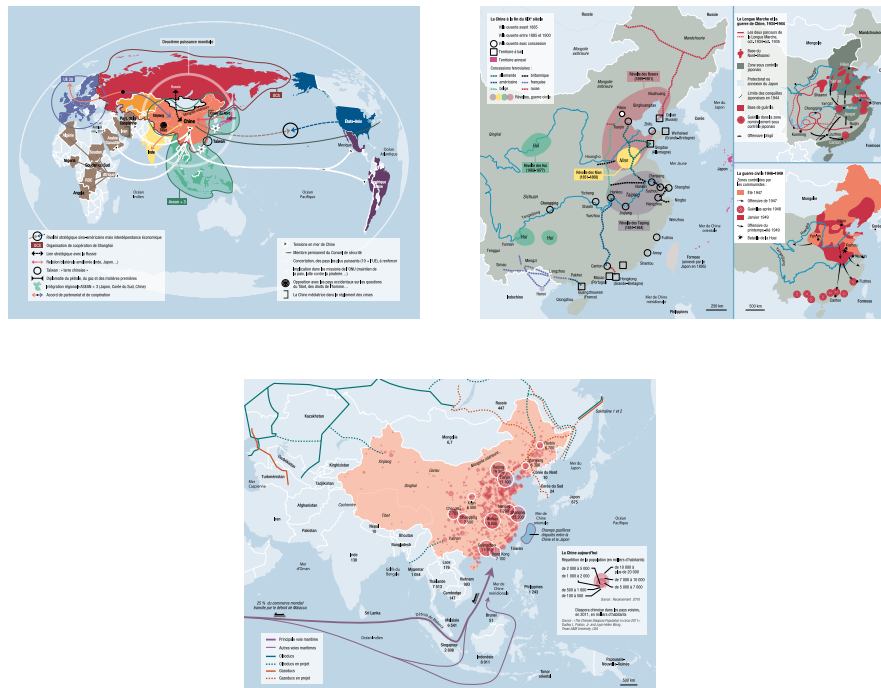
Washington est pour l'Inde un allié contre la Chine et un partenaire influent sur le Pakistan

Chine inquiète l'Inde qui estime que le monde occidental lui porte trop d'attention, à son détriment. La disparition du clivage Est-Ouest a obligé l'Inde à réinventer une diplomatie, l'implosion de l'Union soviétique l'ayant privée de son principal partenaire stratégique. L'Inde a, dès lors, opéré un rapprochement avec Washington dans l'espoir d'avoir ainsi un levier sur le Pakistan et un allié potentiel contre la Chine. Elle espère tirer de ce partenariat – contesté en interne par les musulmans et par la gauche – le moyen d'accélérer son accession au statut de grande puissance.

Si les principes de Gandhi sont toujours mis en avant, le nationalisme indien s'affiche de plus en plus. Les capacités nucléaires, autrefois cachées, sont revendiquées depuis une série d'essais en 1998. L'Inde aspire à être la sixième grande puissance mondiale et à obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Elle estime avoir un statut international insuffisamment reconnu et en décalage avec la vision qu'elle a d'elle-même. Elle est surtout inquiète de la montée en puissance de la Chine en Asie et dans l'Océan Indien.

En 2014 le parti nationaliste (BJP) gagne les élections, les électeurs adhèrent au discours d'affirmation de la puissance indienne et rejettent aussi le parti du Congrès usé et accusé de corruption. Narendra Modi, nationaliste déclaré, devient Premier ministre.

La Chine



Vieille de plusieurs millénaires, la Chine se considère jusqu'au XIX^e siècle comme « l'Empire du milieu » qui, tout en réalisant quelque 30 % du PNB mondial (mais dans un monde non globalisé), estime ne pas avoir besoin d'être en relation avec les autres parties du monde. Mais les Européens profitent des affrontements internes qui entraînent, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'affaiblissement de la Chine. Ils la mettent sous tutelle, lui imposent un dépeçage partiel, des « traités inégaux » et des concessions, zones qui échappent à la souveraineté chinoise. Les Chinois en ressentent une profonde humiliation que la brutale agression japonaise de 1937, prélude à la Seconde Guerre mondiale, ne fait qu'exacerber.

C'est en s'appuyant sur la paysannerie misérable mais aussi, largement, en jouant sur la fibre nationaliste, que le communiste Mao Zedong parvient à prendre le pouvoir en 1949 à l'issue de plusieurs années de combats. Les dirigeants nationalistes anticomunistes se réfugient alors à Taïwan où ils fondent un régime protégé par les Américains. C'est en vertu de ce

D'économique,
la rivalité
avec les États-
Unis pourrait

devenir stratégique

nationalisme que Mao rompt avec l'Union soviétique en 1961 : Pékin n'accepte plus d'être sous la domination – même indirecte – de Moscou, leader du bloc communiste. Après la mort de Mao, à partir de 1978, la Chine se lance sous l'impulsion de Deng Xiaoping dans une politique dite d'économie socialiste de marché, conjuguant contrôle politique du Parti communiste, capitalisme sauvage, et ouverture économique au monde. Aujourd'hui, après avoir récupéré Hong Kong et Macao, l'un des objectifs de la Chine reste la réunification avec l'île de Taïwan, ou en tout cas d'empêcher la reconnaissance de son indépendance.

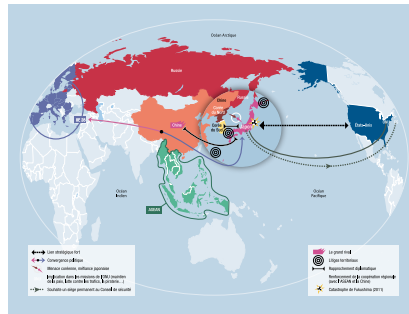
Géant démographique (1,4 milliard d'habitants) et territorial, le poids de la Chine est renforcé par une croissance ininterrompue depuis près de trente-cinq ans. Elle est aujourd'hui un géant économique, prototype de la puissance « émergente » (en fait émergée) et pourrait prochainement dépasser les États-Unis après avoir dépassé le Japon en 2011. Elle est très intégrée dans la mondialisation, dont elle tire un immense profit par ses avantages comparatifs monétaires, sociaux et autres, sans en respecter complètement les règles. C'est ce pays qui est sorti le plus rapidement de la crise de 2008.

Les plaies du passé, les crimes commis par les Japonais de 1937 à 1945, n'ont pas été refermées, ce qui explique la relation difficile entre Pékin et Tokyo. Contrairement à l'URSS de la guerre froide, la Chine ne conteste pas le modèle américain de l'économie de marché. Elle veut simplement prendre la tête de la compétition. Certains cercles américains voient dans la Chine un rival stratégique, voire une menace pour Taïwan, pour le Japon, pour les approvisionnements énergétiques, pour les États-Unis eux-mêmes. Quant à ses relations avec la Russie, la Chine les aborde sans complexe, estimant l'avoir dépassée dans tous les domaines. Elle s'intéresse aujourd'hui à l'Afrique – où elle n'a pas de passé, et donc de passif, colonial – et à l'Amérique latine pour s'assurer de l'énergie et des matières premières qui lui manquent. Soucieuse de prévenir l'inquiétude que suscite sa puissance nouvelle, elle affirme que son émergence sera pacifique.

Va-t-elle continuer sa progression, malgré l'aggravation des tensions sociales et écologiques ? Le développement de la société civile (600 millions d'internautes) entraînera une modification de la nature du régime ? Se satisfera-t-elle de retrouver une place de premier plan ou voudra-t-elle exercer une politique de domination ?

Le président Xi Jinping, arrivé au pouvoir en 2013, troisième leader depuis Deng Xiaoping, a très vite renforcé son pouvoir. Il veut garder le contrôle politique du parti et du pays, maintenir une croissance élevée malgré son ralentissement, traiter sérieusement les problèmes de pollution et affirmer beaucoup plus nettement la Chine sur la scène internationale et d'abord en Asie, ce qui inquiète ses voisins.

Le Japon



Longtemps fermé au monde extérieur, le Japon s'ouvre au commerce international sous la contrainte des canonnières du commodore américain Perry en 1864. Pendant l'ère Meiji (1868-1912), « gouvernement éclairé », le Japon se modernise en s'inspirant du monde occidental. Il inflige à la Russie, en 1905, la première défaite militaire subie depuis des siècles par un peuple « blanc » du fait d'un peuple qui ne l'est pas. Il se lance ensuite dans la première moitié du ^{xx}^e siècle, dans une politique d'expansion en Asie. Il annexe la Corée en 1910, envahit la Mandchourie (devenue Manchoukouo) en 1931, la Chine en 1938 et s'en prend aux États-Unis, à Pearl Harbour en décembre 1941, occupe le Pacifique. En Asie du Sud-Est, il prétend lutter contre les puissances coloniales européennes mais établit sa propre domination basée sur une répression impitoyable.

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, une fois le Japon vaincu (après les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, les 6 et 9 août 1945), les Américains décident de maintenir le régime impérial mais ne laissent à l'empereur que des pouvoirs symboliques. Ils n'obligent pas les Japonais à procéder au même examen de conscience par rapport à leurs crimes que les Allemands. La guerre de Corée fait du Japon l'irremplaçable porte-avions des Américains en Asie face aux puissances soviétique et chinoise. Les relations du Japon avec la Corée capitaliste comme avec la Chine « communiste » restent sensibles parce que le passé, la guerre et les atrocités japonaises n'ont pas été clairement reconnus et assumés. En

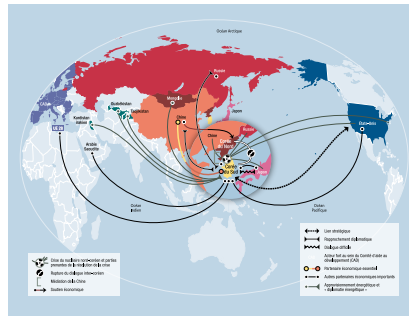
Demeure, en
Asie,
la crainte de
voir renaître
le militarisme
japonais

dépit des liens économiques entre les pays de l'Asie de l'Est, la crainte de la renaissance d'un militarisme japonais reste diffuse dans l'ensemble de l'Asie.

Le Japon connaît un développement économique phénoménal à partir des années 1950, bondissant de 3 % du PNB mondial à 13 % au début des années 1980. Deuxième PNB mondial, premier banquier de la planète, quoique politiquement contraint, le Japon est alors qualifié de géant économique et de « futur 3^e grand ». À partir des années 1980, les États-Unis sont partagés entre le désir de faire plus participer le Japon à l'effort commun de défense et la crainte d'y réveiller des appétits de puissance. Le Japon lui-même s'interroge sur les avantages et les inconvénients d'ajouter la puissance stratégique à la puissance économique et financière. Le Japon des années 2000 postule ainsi à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité.

La fin de la guerre froide en Asie n'a pas fait disparaître les rivalités nationales. Le Japon reste préoccupé pour sa propre sécurité face à la Chine (dont le PIB a surpassé celui du Japon en 2011), en dépit de l'interdépendance des deux économies, et face à la Corée du Nord, même si cette menace semble pouvoir être contrôlée. Des litiges territoriaux non résolus pèsent sur les relations avec la Russie. De ce fait, il reste très dépendant des États-Unis pour sa sécurité et ses marges de manœuvre vis-à-vis de Washington sont limitées. La difficulté pour le Japon est de défendre ses intérêts essentiels (sécurité énergétique) face à la Chine dont la puissance s'accroît et à la Russie. Développer ses capacités militaires nécessiterait de modifier sa Constitution (ce que souhaite le Premier ministre Shinzo Abe au pouvoir depuis 2012) et de faire bouger l'opinion, ce qui n'est pas acquis, sans aller au-delà de ce qu'acceptent les États-Unis ni réveiller une inquiétude en Asie. Les relations avec la Chine sont de plus en plus tendues.

La Corée



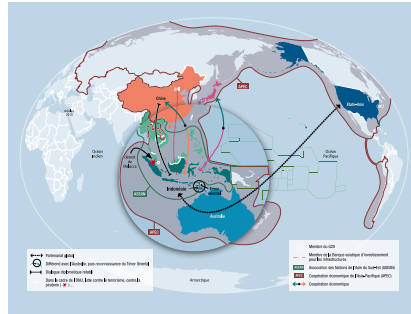
La Corée est un pays aujourd'hui divisé dont la réunification reste l'objectif essentiel. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la Corée a été occupée de part et d'autre du 38^e parallèle par les Soviétiques et par les Américains. En 1950, la Corée du Nord, aidée par l'URSS et la Chine, déclencha une guerre – la guerre la plus importante de la guerre froide – contre la Corée du Sud soutenue par les États-Unis. Elle se solda par le *statu quo*. Le Sud capitaliste et le Nord communiste mirent tous deux en place un régime dictatorial, sur fond de climat de guerre. La Corée du Sud misant sur l'industrialisation, l'éducation, et le capitalisme connut un développement rapide, contrairement à la Corée du Nord. Dans les années 1980, la Corée du Sud se démocratise et donne naissance à une société civile au tissu associatif et politique très développé.

Depuis les années 1990, la Corée du Sud a adopté un ton plus modéré à l'égard de la Corée du Nord. Les Coréens estiment appartenir à un peuple millénaire, uni par une culture et une langue communes, au-delà des divisions politiques. Séoul redoute un affrontement, mais également l'effondrement d'un régime qui obligerait à une réunification trop rapide dont le coût économique et social serait difficilement supportable (24 millions d'habitants en Corée du Nord, 50 millions d'habitants en Corée du Sud et surtout un écart abyssal de développement). Alors que la Chine a dominé la Corée pendant des siècles jusqu'à la conquête par le Japon en 1895, les relations entre

Exister de façon
autonome
sur la scène
internationale
et maintenir
l'alliance
avec les États-
Unis

Séoul et Pékin sont bonnes. La Chine est perçue comme un partenaire économique et comme jouant un rôle de modérateur du comportement Nord-Coréen. Il n'en va pas de même pour le Japon qui fit de la Corée, entre 1895 et 1945, une tête de pont vers l'Asie, exploitant ses richesses et asservissant sa population. Le caractère insuffisant et tardif des excuses japonaises gêne la réconciliation entre les deux pays. L'organisation des Jeux Olympiques en 1988 et la co-organisation de la Coupe du monde de football en 2002 ont permis aux Coréens d'affirmer de façon pacifique leur nationalisme. Les Coréens dépendent de la protection américaine, comme les Japonais. Mais la peur de la Chine étant moins forte en Corée, il y a un plus grand désir d'indépendance à l'égard de Washington. Les jeunes générations, contrairement aux plus anciennes, ont une vision moins positive des États-Unis : Bush, en plaçant la Corée du Nord dans « l'axe du mal » en 2003 et adoptant une tonalité jugée agressive à l'égard de Pyongyang a été considéré négativement par les Coréens. Les contentieux commerciaux entre Washington et Séoul et le sentiment d'être instrumentalisé par les États-Unis dans leurs objectifs stratégiques compliquent la relation. La Corée du Sud sous la présidence de Mme Park Geun-hye cherche à exister de façon autonome sur la scène internationale et à gagner des marges de manœuvre à l'égard des États-Unis tout en maintenant une alliance avec eux. Plus que la réunification jugée trop coûteuse, la Corée du Sud souhaite une stabilisation de la Corée du Nord, mais ne se fait pas d'illusions sur l'évolution possible du régime. Membre du G20, la Corée du Sud veut faire entendre sa voix spécifique sur les affaires mondiales.

L'Indonésie



Vaste archipel formé de 13 466 îles et peuplé par trois cents ethnies différentes, l'Indonésie a été colonisée par les Pays-Bas qui mirent deux cents ans à unifier le pays. La fin de la Seconde Guerre mondiale voit la proclamation de l'indépendance. En 1965, le régime progressiste de Sukarno est renversé par le général Suharto, aidé par les États-Unis dans le cadre de la lutte contre le communisme. Ce coup d'État et ses conséquences font près de 500 000 morts. Dès lors, l'Indonésie cesse d'être un des leaders actifs du Tiers-monde pour s'aligner sur les États-Unis. En 1998, la crise économique entraîne de violentes émeutes auxquelles l'établissement de la démocratie vient mettre fin. Elle y a été respectée depuis.

Tout en restant fidèle ou en renouant avec l'esprit de la conférence de Bandung, qui marque l'émergence du Tiers-monde en 1955, l'Indonésie entend être l'un des porte-parole des pays du Sud. Cette jeune démocratie montre l'exemple par sa propre réussite et sa fidélité aux principes politiques d'indépendance, de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de non-ingérence.

Premier pays musulman, se voudrait porte-parole des émergents

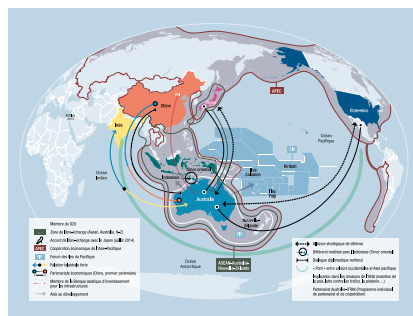
L'Indonésie est la première puissance économique d'Asie du Sud-Est, le quatrième pays le plus peuplé au monde et le premier pays musulman en termes de population. L'archipel est traversé par la première route maritime mondiale, par le détroit de Malacca. Après une période de troubles et d'affrontements, en 1999, l'Indonésie a reconnu l'indépendance du Timor qui avait été annexé par la force par le général Suharto en 1975. L'Indonésie est membre fondateur l'ASEAN (Association

des nations de l'Asie du Sud-Est) dont elle est le membre le plus important. Le second cercle de l'influence indonésienne est celui du forum de la coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC), créé en 1989. Elle appartient également à l'Organisation de la conférence islamique (OCI).

L'Indonésie conserve des liens stratégiques étroits avec les États-Unis. En même temps, au nom de la politique de bon voisinage, elle a développé des liens avec Pékin, depuis 1990, et le rétablissement de leurs relations diplomatiques. Enfin, en tant que pays « émergent », l'Indonésie fait partie du G20 créé en 2008.

La démocratie y est désormais solidement enracinée comme l'a montré l'élection de Joko Widodo en 2014 et l'Indonésie souhaite jouer un rôle plus important parmi les pays émergents.

L'Australie



La colonisation de l'Australie par les Britanniques remonte à la fin du XVIII^e siècle. L'île-continent est d'abord peuplée d'anciens prisonniers exilés et, comme dans toutes les autres colonies de puissances européennes, les droits fonciers et sociaux des populations aborigènes sont totalement ignorés.

L'Australie est devenue indépendante en 1901. Elle a participé aux deux guerres mondiales aux côtés des Alliés.

C'est un pays immense à la densité très faible : quatorze fois plus grande que la France, elle est trois fois moins peuplée. L'Australie qui est un pays agricole puissant dispose de ressources minières et énergétiques considérables.

Sa politique étrangère a été calquée sur celle de l'Angleterre puis sur celle des États-Unis. L'Australie a été un allié solide des Occidentaux pendant la guerre froide (traité de l'ANZUS, 1957). Au milieu des années 1970, elle s'est très vivement opposée aux essais nucléaires français dans le Pacifique. Après 2001, l'Australie a soutenu la politique de George W. Bush dans la « guerre contre le terrorisme » et contre l'Irak.

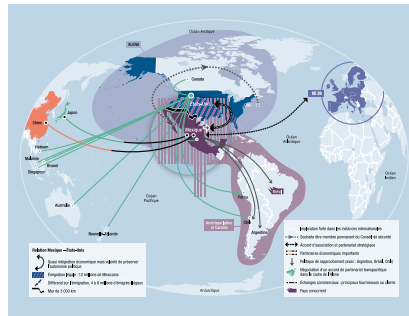
L'Australie est néanmoins consciente de son appartenance au monde Pacifique et de la nécessité d'établir de meilleures relations avec son environnement asiatique. L'Australie est membre de l'APEC (l'Organisation de la coopération économique de l'Asie-Pacifique). Pays de culture occidentale et blanche dans un ensemble asiatique ou pacifique, bâti sur la spoliation des premiers habitants originaires, l'Australie est un pays d'immigration européenne dans un environnement potentiellement hostile,

Très ancrée
dans le
Commonwealth,
l'Australie se
« pacifique »

mais elle se voudrait le porte-parole des valeurs occidentales en Asie-Pacifique. En même temps, ce pays presque vide a parfois peur d'être submergé par le dynamisme démographique asiatique. L'Australie est désormais très impliquée dans les affaires internationales malgré son relatif isolement géographique et a participé à de nombreuses missions de maintien de la paix. Elle a ménagé l'Indonésie lorsque celle-ci s'est emparée du Timor entre 1975 et 1998. Au sein de l'APEC, elle espère concilier ses racines anglo-saxonnes (les États-Unis et le Canada y participant), son appartenance régionale et le nécessaire dialogue avec la Chine. L'Australie est aujourd'hui membre du G20.

Élu Premier ministre à l'automne 2013, le conservateur Tony Abbott adopte une ligne néoconservatrice – pourtant abandonnée aux États-Unis en politique extérieure depuis l'élection de Barak Obama.

Le Mexique



« **P**auvre Mexique, si loin de Dieu, si près des États-Unis ! ». Dans ce pays, devenu indépendant en 1821, la proximité avec les États-Unis n'a pas toujours été vécue de façon positive. Si une seule guerre a opposé les deux pays entre 1846 et 1848, elle s'est traduite pour le Mexique par la perte de la Californie, du Nouveau Mexique, de l'Arizona et du Texas. En 1861, le Mexique a subi également une intervention militaire française, qui fut un fiasco pour Napoléon III. Peu après la révolution mexicaine de 1911, le Mexique doit encore subir le débarquement des troupes américaines à Vera Cruz. L'histoire explique donc l'attachement du Mexique aux principes de souveraineté nationale, d'intégrité territoriale et de non-ingérence dans ses affaires intérieures.

La relation avec les États-Unis détermine en grande partie la politique mexicaine. La nationalisation du pétrole en 1938 est ainsi plus vue comme un moyen d'indépendance nationale que de justice sociale. Les 3 000 kilomètres de frontière commune interdisent l'ignorance mutuelle, mais l'histoire et la dissymétrie des situations empêchent des relations apaisées. Au cours de la guerre froide, le Mexique marque sa différence en maintenant de bonnes relations avec le régime castriste et condamne les différentes ingérences américaines en Amérique latine. Il s'est posé comme un des leaders du mouvement des pays non-alignés, moyen de renforcer ses marges de manœuvre par rapport à Washington. L'essor pétrolier après 1973-1974 lui donne de nouveaux moyens, mais son souci d'indépendance l'empêche

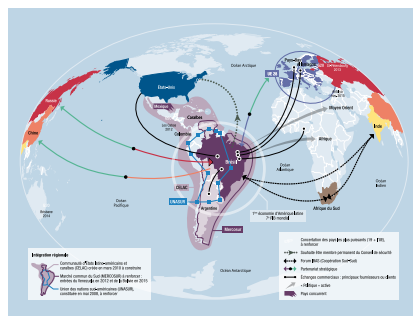
Le Mexique se
veut pays
charnière entre
les deux
Amériques mais
est en proie à
d'immenses
problèmes

de rejoindre l'OPEP. Il n'entend pas développer un outil militaire qui serait inutile, car insignifiant par rapport à son voisin nord-américain, et surdimensionné par rapport aux petites puissances d'Amérique centrale. En 1992, il signe le traité d'Accord de libre-échange pour l'Amérique du Nord (ALENA – ou NAFTA pour *North America free trade agreement*) avec les États-Unis et le Canada. Les États-Unis absorbent ainsi 85 % des exportations mexicaines, le Mexique ne comptant que pour 10 % dans les exportations américaines.

Membre temporaire en 2003 du Conseil de sécurité, le Mexique s'oppose à la guerre d'Irak. Son soutien à la Cour pénale internationale irrite également les États-Unis. Le Mexique a ratifié le protocole de Kyoto. La construction d'un mur par les États-Unis pour empêcher les entrées illégales sur leur territoire est un autre sujet de vives discordes. Bien que culturellement très différent, le Mexique se retrouve, à certains égards, dans la même position que le Canada, devant avant tout se définir par rapport à l'hyperpuissance américaine, à la fois indispensable et irritante. Il se veut concurrent du Brésil pour la prééminence latino-américaine et réclame lui aussi un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, tout en se voulant un pays charnière entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud. M. Enrique Peña Nieto a succédé en 2012 à la présidence à Felipe Calderón.

Le Mexique continue de connaître une violence intérieure extrêmement importante, du fait du trafic de drogue contre lequel la police, très corrompue, lutte très peu.

Le Brésil



Étant latino-américain et puissance mondiale potentielle, le Brésil n'a jusqu'ici pas tenu le rôle international que ses multiples atouts pourraient lui permettre de jouer. Alors qu'une mission américaine, envoyée par le président Monroe en 1817, voyait dans le Brésil un empire destiné à rivaliser avec les États-Unis, le pays avait jusqu'à la fin du ^{xx}^e siècle plutôt justifié le fameux mot de Clemenceau pour qui le Brésil est « un pays d'avenir qui le restera longtemps ».

Sa taille et son poids démographique ont mis le Brésil à l'abri des visées de ses voisins immédiats. L'éloignement l'a protégé des puissances européennes et nord-américaines. Cela a permis au Brésil, depuis son indépendance en 1822, de n'être impliqué que de façon secondaire dans les affaires internationales, à l'instar du continent latino-américain. Longtemps en rivalité régionale avec l'Argentine, le Brésil l'est désormais avec le Mexique, premier pays hispanophone de l'Amérique latine.

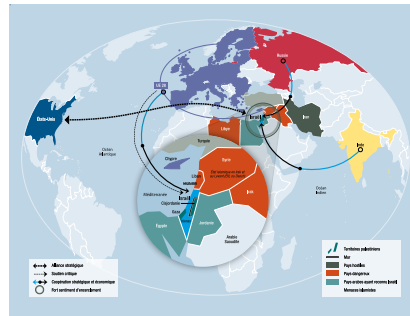
Durant la guerre froide, le Brésil s'est rangé aux côtés de sa famille naturelle, le monde occidental. Les États-Unis y ont soutenu un régime militaire répressif à partir de 1964, ce qui a laissé des traces négatives dans la perception des États-Unis par l'opinion brésilienne. Si la guerre froide n'a en effet affecté que marginalement l'Amérique latine, cette période a vu la mise en place de dictatures militaires et de guérillas. Plus tard, le retour à la démocratie et le

L'ambition du
Brésil à être
leader régional
et une
puissance
mondiale
émergente est
contrariée

décollage économique de la région mettent le Brésil dans une position avantageuse. Il résiste aux appétits américains, refuse d'entrer dans l'Association de libre-échange de l'Amérique du Nord et fonde un marché commun sud-américain avec ses voisins immédiats (MERCOSUR) et veut l'étendre aux pays andins.

Avec l'élection du président Lula en 2002, le Brésil s'est doté d'un chef d'État charismatique qui développe une rhétorique progressiste, tout en se comportant comme un gestionnaire prudent, y compris dans la relation avec les États-Unis. Le Brésil entend désormais être non seulement le leader régional mais aussi l'une des puissances mondiales émergentes. Il tire parti, pour son développement, de la libéralisation du commerce international et d'une agriculture intensive. Il est le « B » de l'acronyme BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). Acteur de poids à l'OMC, il fait campagne pour obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et il s'implique désormais dans les grands débats stratégiques internationaux. Il est sur la sellette en raison de l'exploitation peu écologique et de la destruction de l'immense forêt amazonienne. Son rôle est croissant sur la scène diplomatique. Dilma Rousseff, élue en 2010, puis en 2014 entend poursuivre la politique de Lula, mais la croissance économique se ralentit nettement, des scandales liés à la corruption éclatent au sein du parti au pouvoir, le Parti des Travailleurs, et de la Compagnie nationale pétrolière Petrobras. La présidente est très affaiblie en 2015.

Israël



Dispersés par Rome aux I^{er} et II^e siècles après J.-C., les Juifs subirent au cours des siècles de nombreuses persécutions. En 1492, ils furent chassés du royaume d'Espagne par Isabelle la catholique. La révolution française marque la reconnaissance de leurs droits au sein de la République. Discriminations et pogromes se développent au sein de l'Empire russe en particulier au XIX^e siècle. Ailleurs en Europe, ils continuent d'être victimes de l'antisémitisme, y compris souvent de façon violente. C'est en réaction à ces manifestations de racisme que Théodore Hertzl publie en 1896 *L'État juif* qui sera à la base du projet sioniste. Le sionisme est la reconnaissance du fait national juif, dans la lignée du mouvement des nationalités en Europe au XIX^e siècle, avec pour objectif la création d'un État où ils seront à l'abri des persécutions. En 1917, le ministre britannique des Affaires étrangères, Lord Balfour, se prononce en faveur de la création d'un foyer national juif en Palestine sur le principe d'« une terre sans peuple pour un peuple sans terre », en contradiction avec les promesses faites aux Arabes d'obtenir une pleine indépendance vis-à-vis de l'Empire Ottoman. D'autre part, s'il y a bien un peuple sans terre, il n'y a pas de terre sans peuple. Le développement de l'antisémitisme entre les deux guerres en Europe va provoquer une immigration massive des Juifs en Palestine, elle-même génératrice de tensions.

Mais c'est après la Seconde Guerre mondiale, et en réaction au génocide nazi, que l'idée de la création d'un État pour les Juifs s'impose. L'ONU qui comprend à l'époque une cinquantaine d'États, dont très peu d'États du Sud, prévoit un plan de partage de la Palestine, qui était sous

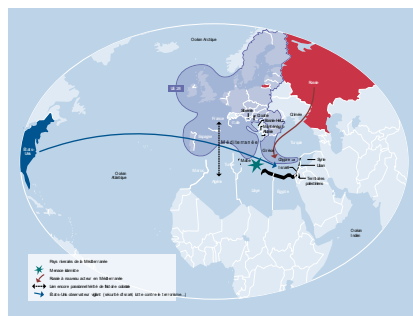
Malgré sa
supériorité
nucléaire, Israël
vit toujours

mandat britannique, entre Arabes palestiniens et Juifs. Mais cette solution est refusée par les pays arabes voisins qui se lancent dans une première guerre contre le nouvel État, Israël, et la perdent. Israël contrôle dès lors 78 % du

dans l'angoisse
de la
destruction

territoire de la Palestine sous mandat. Le refus arabe de reconnaître l'existence d'Israël, s'ajoutant à la mémoire du génocide et aux traditions antisémites dans de nombreux pays, va faire d'Israël pour beaucoup de Juifs un État refuge qui, vivant dans un environnement hostile qui veut sa disparition, se sent toujours menacé dans son existence. À l'occasion de la guerre de 1967, Israël conquiert les 22 % restants de la Palestine et l'autre moitié (Est) de Jérusalem, lesquels forment la base territoriale d'un éventuel futur État palestinien. Le général de Gaulle condamne l'occupation de ces territoires en 1967, ce qui marque la rupture de l'alliance stratégique avec la France et le début de celle avec les États-Unis. Israël est alors vu par les Israéliens eux-mêmes comme une nation occidentale et démocratique, au sein du Proche-Orient, et par beaucoup comme une base avancée des États-Unis dans la compétition Est-Ouest. À l'issue de celle-ci, l'alliance entre ces deux pays apparaît comme indestructible, la guerre « contre le terrorisme » devenant en 2001 un nouveau ciment. Malgré la possession d'un arsenal nucléaire qui sanctuarise son territoire, une supériorité militaire désormais incontestée, une garantie stratégique, une aide multiforme américaine et les offres de paix répétées des pays arabes, Israël vit toujours dans l'angoisse de sa destruction. Une partie (croissante) des leaders politiques israéliens estime que seule la suprématie militaire et la poursuite de l'occupation des territoires palestiniens lui permettront de vivre en sécurité. Une autre partie (en diminution) estime que le moment est venu de faire des concessions territoriales pour obtenir la paix et la normalisation avec les voisins arabes, et donc d'accepter la création d'un État palestinien. Le non-règlement de la question palestinienne suscite une impopularité croissante d'Israël dans le monde mais les électeurs israéliens y sont indifférents, ils donnent le 17 mars 2015 une très nette majorité de droite au Likoud de Benjamin Netanyahu qui s'allie avec des partis d'extrême droite pour former un gouvernement très nationaliste en avril 2015.

Les Méditerranéens



Il est aisé de définir la Méditerranée sur un plan océanographique, climatique, ou géographique, et de faire la liste des pays qui la bordent (27 ; plus si on y ajoute la mer Adriatique et la mer Noire). En revanche sur les plans politique, religieux, linguistique et culturel, sauf à remonter à l'Empire Romain, ce sont les contrastes, voire les antagonismes qui sautent aux yeux. La principale coupure est celle qui a été introduite au VII^e siècle par la conquête du sud et de l'est de la Méditerranée, et de presque toute l'Espagne pour plusieurs siècles, par une religion nouvelle, l'Islam. Cette différence reste essentielle encore qu'il faille distinguer au sein du monde musulman méditerranéen entre Turcs et arabes et au sein de ceux-ci entre pays. Et au sein du monde « chrétien » entre pays catholiques et orthodoxes. À quoi il faut ajouter depuis 1948 l'existence de l'État d'Israël dont les relations avec ses voisins arabes ne sont pas normalisées et restent subordonnées à la création d'un État palestinien. Les pays de la rive nord, européens, sont parmi les plus développés et les plus riches du monde. Les pays du sud ont un PNB très variable selon qu'ils ont du gaz et du pétrole (Algérie, Libye, un peu Égypte) ou non. Mais au regard des indices onusiens de développement humain, ce sont des pays qui restent en développement.

Les relations des pays du sud avec les anciennes puissances colonisatrices (France, Grande-Bretagne, Italie, Espagne) sont, en principe seulement (France/Algérie), dépassionnées et tournées vers l'avenir.

Constatant l'interdépendance économique et humaine de cette zone entre l'Europe et la Méditerranée, l'Union européenne a développé

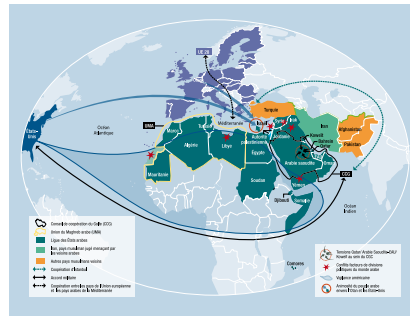
La principale
coupure
fut introduite au
VII^e siècle
par les

conquêtes islamiques

depuis presque trente ans vis-à-vis du sud de la Méditerranée des politiques d'aide, de voisinage, d'accords divers, et, depuis 1995, un ambitieux processus de partenariat dit de « Barcelone ». Les pays du sud apprécient l'aide financière liée à ce processus, mais ils la voudraient moins conditionnelle. Ils sollicitent plus d'accès au marché et, de plus en plus, une quasi-liberté des mouvements migratoires. Les États-Unis voient surtout dans la Méditerranée une zone sensible (sécurité d'Israël, lutte contre le terrorisme) que surveille la VII^e flotte. La Russie après une éclipse de quinze ans entreprend d'y faire revenir la sienne. Les regards sur la Méditerranée sont très divers.

Essentiellement issus des pays européens, notamment de France, divers groupes militent pour une grande « politique méditerranéenne » qui transcende ces différences et ces obstacles, soit en embrassant l'ensemble ou, plus modestement, en s'intéressant en priorité à la Méditerranée occidentale. À partir de 2011, les « printemps arabes » ont tourné au désastre, sauf en Tunisie. La guerre civile syrienne a causé en 2015 plus de 200 000 morts et le Moyen-Orient dans son ensemble est frappé de désagrégation.

Le Monde arabe

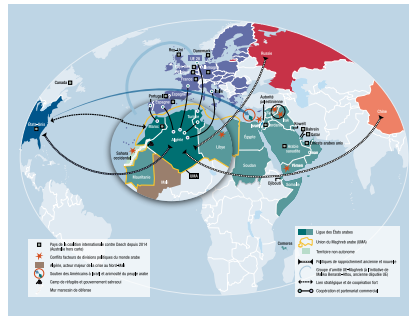


Apparue au VII^e siècle, étendue sur trois continents dès le VIII^e, la civilisation arabe est à l'époque médiévale plus dynamique et plus puissante que la civilisation chrétienne avec laquelle elle est en concurrence. Seule la civilisation chinoise – qui vit repliée sur elle-même – peut alors prétendre l'égaliser. Mais au XV^e siècle, les Arabes sont refoulés d'Europe. Au XVI^e siècle, les Ottomans imposent leur souveraineté sur le Moyen-Orient et, bien qu'ayant conservé un certain degré d'autonomie, les Arabes vivent quatre siècles sous domination ottomane. À partir du XIX^e siècle, et au XX^e, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie font du nord de l'Afrique des colonies. Au cours de la Première Guerre mondiale, tandis que l'Empire Ottoman s'allie avec l'Allemagne, la plupart des Arabes prennent fait et cause pour les Alliés, espérant ainsi obtenir leur indépendance. Ces espoirs sont déçus : la France et la Grande-Bretagne, par les accords Sykes-Picot, se répartissent les protectorats sur le Proche-Orient. La déclaration Balfour en 1917 ouvre la voie à la création d'un foyer national juif en Palestine. Les Arabes passent d'une domination ottomane à une domination européenne. Au sentiment de trahison s'ajoute celui de l'humiliation. Après la Seconde Guerre mondiale, la création de l'État d'Israël est vécue comme un nouveau choc, les Arabes ayant le sentiment qu'ils paient le prix d'un crime européen. Ils seront une nouvelle fois humiliés par leur défaite dans la guerre (1948-1949) contre l'État d'Israël à peine proclamé. Les mouvements panarabes développent à partir de ce moment-là une rhétorique anti-occidentale et/ou anti-israélienne. La nationalisation du canal de Suez en 1956 par Nasser et la retraite forcée, sur injonction américaine, des Français et des Britanniques après leur expédition militaire sur Suez sont perçues comme une revanche sur les Occidentaux. La guerre des Six jours de 1967, et la

défaite éclair des armées arabes, nouvelle humiliation, marquent le début de l'agonie du nationalisme arabe. Les mouvements fondamentalistes commencent alors à prospérer sur fond de défaite du nationalisme, de crise sociale et d'identité, de condamnation de la corruption des élites compromises avec les États-Unis. L'unité arabe plutôt que musulmane reste certes revendiquée aujourd'hui encore par la plupart des habitants de la région ; mais ces pays vivent cependant dans un très grand morcellement politique caractérisé par de vives rivalités inter-arabes. Une autre contradiction réside dans le fait que les populations sont épidermiquement anti-américaines du fait du soutien, politique, militaire et financier, des États-Unis à Israël et à la politique de colonisation des territoires palestiniens occupés, et de la guerre d'Irak, alors que la plupart des régimes arabes ont des accords de sécurité avec les États-Unis. La persistance du conflit israélo-palestinien et l'absence d'État palestinien mobilisent les opinions du monde arabe. Cette cause est instrumentalisée depuis longtemps par certains régimes pour occulter les déficits démocratiques et sociaux internes comme, d'une autre façon, par les islamistes. La guerre en Irak a contribué à donner des motifs supplémentaires de radicalisation et de frustration. La démocratisation imposée de l'extérieur s'étant révélée impossible ou aventuriste. Sauf en Tunisie, le « printemps arabe » tourne court ou au désastre : Irak, Syrie, Libye, Yémen, Égypte sont soumis à la violence et ont perdu une grande partie de leur puissance. Le déclin stratégique est-il durable ou provisoire ? Les sociétés civiles, tandis que la guerre Islam/Islamisme fait rage, vont-elles reprendre le dessus ? Des régimes autoritaires vont-ils se réinstaller partout ?

Le monde arabe
est déchiré
et déstructuré

Le Maghreb



Le terme Maghreb vient de l'arabe Al-Maghrib qui signifie « couchant » ou « occident ». L'Afrique du Nord fut occupée par les Arabes au VII^e siècle avant d'être intégrée à l'Empire ottoman au XVI^e (à l'exception du Maroc), puis d'être colonisée par la France (Algérie 1830, Tunisie 1880, Maroc 1912). Les trois États du Maghreb, qui ont acquis leur indépendance entre 1956 et 1962, sont membres de la Ligue des États arabes.

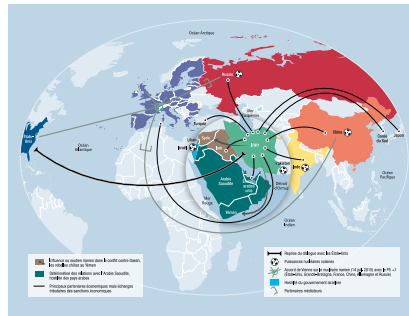
En dépit d'une identité arabo-musulmane commune très forte (sur un fond berbérophone vivace), les trois États ont connu depuis l'indépendance des évolutions politiques, intérieures et extérieures, tout à fait différentes et ne parviennent pas à définir une politique commune, en dépit de l'existence d'une « Union du Maghreb arabe ». Après l'indépendance, l'Algérie adoptait une ligne progressiste et tiers-mondiste, pendant que le Maroc suivait une politique monarchique pro-occidentale. En outre, le soutien de l'Algérie au Front Polisario, qui refuse de reconnaître la souveraineté marocaine sur le Sahara, bloque toujours la relation bilatérale. La frontière entre les deux pays reste fermée. De son côté, la Tunisie s'est développée plus régulièrement, sous les présidences de Bourguiba puis de Ben Ali.

Des liens
culturels et
humains
mais aucun
partenariat réel

Le commerce intra-régional des pays du Maghreb ne représente que 3 % de leur PIB (contre 60 % pour l'Union européenne, 22 % pour l'ASEAN, 20 % pour le MERCOSUR). Un demi-siècle après les indépendances, les échanges économiques et humains de chaque pays du Maghreb sont tournés en priorité vers l'Europe.

La politique internationale de chacun des États diffère néanmoins. Longtemps liée à l'Union soviétique, l'Algérie s'est rapprochée des États-Unis sous la présidence de G.W. Bush dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Le Maroc est un partenaire stratégique de longue date de la France, mais aussi de Washington. L'atlantisme des gouvernements est cependant en contradiction avec l'antiaméricanisme des populations, très sensibles à la cause palestinienne et qui reprochent aux États-Unis leur alignement sur Israël. Les « printemps arabes » ont montré que l'échelon national reste le cadre décisif des relations internationales. La Tunisie, après bien des soubresauts, se dirige non sans drames vers une démocratie consolidée grâce à la puissance de sa société civile. Au Maroc, le roi, protégé par son statut, a préempté certaines revendications démocratiques. En Algérie, la soif de changement de la population est tempérée par le souvenir traumatique de la guerre civile des années 90 et les contrôles par le régime.

L'Iran



Les Iraniens sont partagés entre les réminiscences des splendeurs et de la puissance de l'Empire perse, le souvenir très vif des tentatives de domination des puissances étrangères ou des voisins attirés par ses richesses et leur position stratégique, leur faiblesse relative, et le sentiment d'un danger permanent et tous azimuts. La résultante en est un nationalisme exacerbé sur lequel s'est greffé un militantisme islamiste. L'Iran a peur du reste du monde, mais fait peur au reste du monde.

Le chiisme est la religion dominante dans l'Empire perse depuis le début du ^{xvi}^e siècle, par opposition à l'Empire Ottoman sunnite. Au ^{xix}^e siècle et dans la première moitié du ^{xx}^e, il a été confronté aux poussées impérialistes de Moscou et de Londres. Il a dû subir, en 1953, le renversement du régime démocratique du docteur Mossadegh, qui avait nationalisé le pétrole en 1951, et la mise en place, avec l'aide de Washington, du régime à la fois modernisateur et répressif du Shah, les États-Unis voulant faire de ce dernier le « gendarme du Golfe arabo-persique ». L'Iran présentait en effet l'avantage d'être un pays riche, non arabe, d'être un géant démographique, et d'être lié stratégiquement aux États-Unis et à Israël.

L'Iran a peur du
reste du monde,
mais lui fait
peur en retour

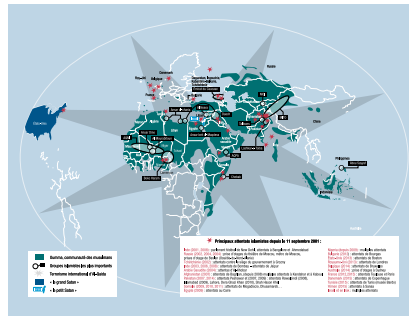
Vingt-cinq ans après, en 1979, une révolution religieuse et sociale renverse le Shah en 1979 et porte l'ayatollah Khomeiny au pouvoir. Les pays du Golfe, dont certains comptent une grande part de population chiite, et, au-delà, tous les pays musulmans, craignent un expansionnisme religieux et politique du régime et une onde de choc. L'Iran rompt avec

les Etats-Unis (présentés comme le « grand Satan »). Des diplomates américains en poste à Téhéran sont pris en otage, au mépris des conventions internationales. Les relations diplomatiques, stratégiques et commerciales entre les deux pays sont rompues. En 1980, l'Irak de Saddam Hussein attaque l'Iran, dans l'illusion d'une victoire rapide. L'Irak va jusqu'à utiliser des armes chimiques, tout en conservant le soutien de certaines puissances occidentales et des pays arabes, qui jugent plus grand encore le péril de la révolution islamique. La guerre dure huit ans, fait un million de morts, se solde par un statu quo.

L'Iran se tient à l'écart de la guerre du Golfe de 1990-1991, sans que cela permette une réconciliation avec les Américains, malgré de petits progrès en ce sens au cours du second mandat du président Clinton. Son sentiment d'isolement, la perception d'une menace multiforme, et même d'un encerclement hostile (pays arabes, Afghanistan des talibans, Israël, Pakistan, Turquie, États-Unis), est profonde. La dénonciation par George W. Bush en janvier 2002 de « l'axe du mal » que l'Iran formerait avec l'Irak et la Corée du Nord accentue ce sentiment. La guerre en Irak renforce la présence militaire américaine aux portes de l'Iran mais en même temps brise la puissance irakienne hostile. Depuis, les menaces proférées contre Israël par le président Ahmadinejad et le programme nucléaire de plus en plus suspecté d'être à vocation militaire inquiètent le reste du monde, en particulier les Occidentaux et les pays arabes voisins.

En 2013, le modéré Rohani est élu à la présidence iranienne. De nouvelles négociations s'engagent avec le groupe « 5+1 » (5 membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne) pour trouver une solution à la question du nucléaire iranien, mettre fin aux sanctions et finalement réintégrer l'Iran dans le jeu international. La société iranienne a soif de changement. Les négociations très âpres se terminent sur un accord en juillet 2015.

Les Islamistes



Tous les musulmans (1,5 milliard de personnes dans le monde) ne sont pas des islamistes. L'islamisme est une idéologie politico-religieuse contemporaine née au XIX^e siècle et qui s'est développée au XX^e siècle, en réaction au déclin du monde musulman, attribué à l'abandon des valeurs initiales, d'où le « fondamentalisme » et aux agressions colonisatrices de l'Occident.

Pour les islamistes, la norme religieuse doit s'appliquer à tout non seulement dans la sphère privée, mais aussi publique aucune distinction n'est acceptable. La charia interprétée selon eux sert de loi et de règle de vie.

On confond souvent musulmans, islamistes, islamistes radicaux et terroristes (djihadistes). L'Arabie Saoudite, qui applique la charia, est l'alliée des Occidentaux sur le plan stratégique et énergétique et a encouragé religieusement le wahhabisme mais elle est quand même la cible des djihadistes. L'Iran est un État islamique mélangeant démocratie et théocratie. Il semble avoir renoncé à vouloir exporter la révolution mais utilise toujours les chiites du Moyen-Orient à des fins nationales.

Certains partis islamistes participent par la voie des élections à la vie politique dans leur pays (l'AKP en Turquie qui a gagné les trois dernières législatives, Ennahda en Tunisie, avait d'abord gagné mais a reconnu sa défaite électorale en novembre 2014, il est associé au gouvernement par le nouveau président El Sebsi) ; des mouvements qui sont considérés comme terroristes par les pays occidentaux mais pas par tous les autres pays (le Hamas en Palestine, le Hezbollah au Liban) qui sont à la fois des

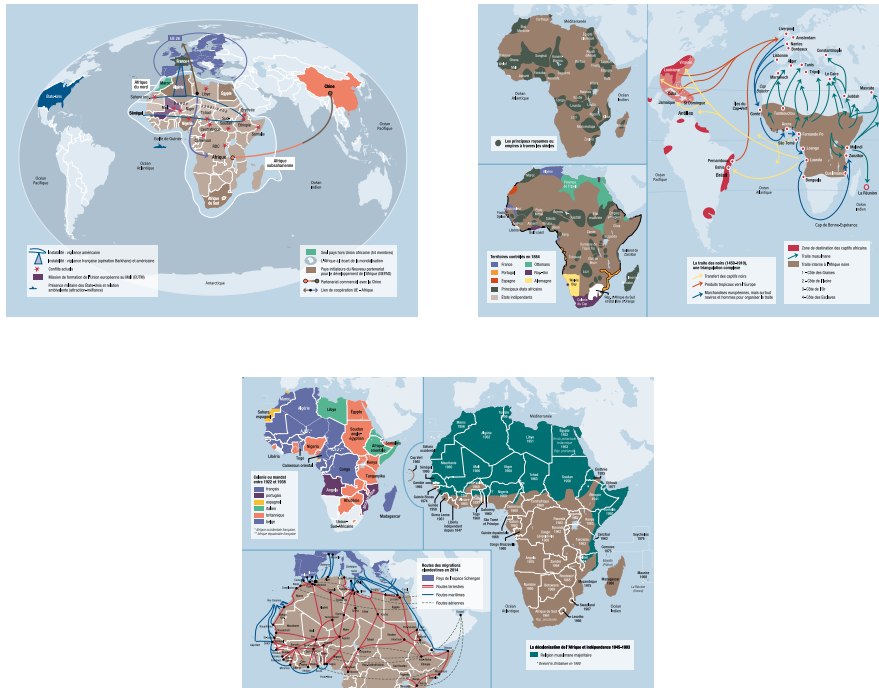
Les islamistes combattent d'abord les régimes arabes qui n'imposent pas la Charia

mouvements armés et des partis politiques de masse ; des mouvements terroristes (Al-Qaïda, Boko Haram) et même un « État islamique » autoproclamé (DAESH), mouvement qui s'est doté d'une assise territoriale sur une partie de l'Irak, et de la Syrie, qui prétend rétablir le « Califat » dont l'emprise s'étend mais qui est sous pression de la contre-attaque militaire d'une coalition.

Chiites ou sunnites, les islamistes veulent établir dans l'ensemble du monde musulman la communauté des croyants, l'*umma*. Leur cible prioritaire est donc le monde musulman. Pour les plus radicaux d'entre eux, cela concerne aussi les pays où ont vécu des musulmans même quand ils ont été expulsés il y a longtemps – comme en Andalousie, en Europe occidentale ou dans les Balkans – et partout où vivent aujourd'hui des groupes importants de musulmans notamment en Europe. D'après eux, cette communauté doit vivre strictement selon les règles du Coran, interprété de la façon la plus rigoureuse, et ne pas se plier aux règles et aux lois des pays occidentaux où ils vivent. Il en résulte que les islamistes ne combattent pas en premier lieu les Occidentaux mais les régimes arabes ; ou musulmans, qui ne respectent pas et n'imposent pas vraiment le Coran, c'est-à-dire, à leurs yeux, la quasi-totalité d'entre eux ; les Israéliens qui oppriment les Palestiniens. Mais, cela peut aussi viser les Russes à cause des Tchétchènes, les Indiens à cause du Cachemire, les Chinois à cause des Ouïgours. Et aussi ceux qui empêchent les musulmans qui vivent en Occident de vivre selon leur foi, parce qu'ils exercent une influence délétère sur les femmes, les jeunes, etc.

L'avenir de l'Islam, et donc d'une grande partie du monde, dépendra de l'issue de ce gigantesque affrontement entre les minorités moderniste et islamiste pour le contrôle de l'immense masse centrale des musulmans, c'est-à-dire attachés à leur foi et à leur mode de vie mais sans extrémisme et sans hostilité aux non-musulmans. La politique menée par les Occidentaux aidera, ou dans d'autres cas handicapera, la lutte des musulmans modérés contre les islamistes.

Les Africains



Pour beaucoup d'Occidentaux et d'Européens, l'Afrique est le continent des tragédies (Darfour, Rwanda, RDC, etc.), des pandémies (paludisme, SIDA), des putschs, des élections truquées, de la famine (Sahel), etc. Par remords et générosité, les riches Européens estiment qu'ils doivent à l'Afrique compassion et aide (APD, ONG, etc.).

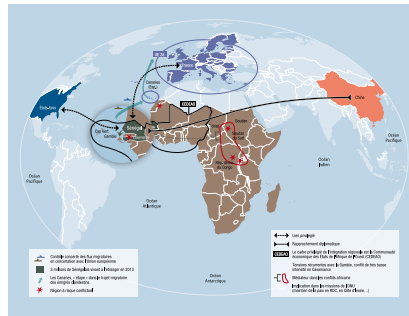
Les Africains ne se voient pas, ou plus, ainsi. Depuis le début du ^{xxi}^e siècle, le continent africain connaît une croissance globale de 5 % par an, malgré quelques États faillis. À l'afropessimisme a succédé l'afro-optimisme. La boulimie mondiale pour les matières premières fait monter leur prix sur les marchés internationaux. Les Africains ne se sentent plus enfermés dans la relation avec l'ancienne métropole de l'époque coloniale : Paris, Londres, Bruxelles ou Lisbonne. Certains pays africains spécialement dépourvus (Pays les Moins Avancés) continuent à demander en priorité de

L'Afrique veut
s'insérer
dans
l'économie
globale sans
avoir
à renoncer aux
politiques
d'aide

l'aide (APD, allégement de la dette). Ils attendent beaucoup de la « communauté internationale », des organisations multilatérales et de l'Union européenne, premier donateur, comme du système des Nations unies, seul cadre où ils peuvent avoir un certain poids. Ils protestent contre l'alourdissement des conditions économiques et politiques dont les Occidentaux, et les organismes qui dépendent d'eux, assortissent leur aide.

Ils apprécient donc comme une aubaine l'intérêt nouveau des Chinois pour les matières premières en Afrique, la présence du Japon ou du Brésil, l'intérêt renouvelé des États-Unis. L'Afrique est rentrée de plain-pied dans la mondialisation et est courtisée. La plupart des pays africains cherchent à s'insérer dans l'économie globale de marché pour en tirer parti, sans avoir pour cela à renoncer aux bénéfices des politiques d'aide et aux relations bilatérales anciennes avec les capitales européennes. Ils ne souhaitent pas être soumis par celles-ci à des conditionnalités politiques exigeantes, et tout en gardant la possibilité de laisser une partie de leur jeunesse la plus dynamique aller tenter sa chance en Europe. L'Union africaine, qui a succédé à l'Organisation de l'Unité Africaine, est le cadre d'une tentative d'harmonisation de ces aspirations contradictoires. L'Afrique devrait être le continent qui va connaître la plus grande croissance démographique. La croissance est inégalitaire, comme un peu partout à son début et laisse de côté une grande partie de la population. Néanmoins son potentiel attire de plus en plus, ce qui est à double tranchant.

Le Sénégal



Dès 1659, la France établit un premier comptoir à Saint-Louis. Le pays est riche du commerce des esclaves, de l'ivoire et de l'or jusqu'au XIX^e siècle. Lieu stratégique, le Sénégal est choisi comme centre du pouvoir colonial français en Afrique occidentale (AOF). Après l'indépendance, en 1960, la République sénégalaise connaît une stabilité institutionnelle et démocratique exemplaire. À la différence de ses voisins, le pays ne connaît ni coups d'États, ni gouvernements militaires ou autoritaires sous les présidences de Senghor et de Diouf. Après l'échec du parti socialiste en 2000, l'alternance confirme la solidité de la démocratie sénégalaise. Le Sénégal est le premier pays africain où un président a quitté le pouvoir de son vivant (Senghor) et, à la suite d'une défaite (Diouf), Wade, après avoir hésité à modifier la Constitution, a accepté de ne pas se représenter en 2012.

95 % de la population y est musulmane. Le pays ne connaît pas de tensions intercommunautaires ou interethniques et il n'y a jamais eu de guerre civile. Le conflit avec la région irrédentiste de Casamance a toujours été de très basse intensité. C'est une région riche, dotée d'un important potentiel hydraulique, et peuplée de Diolas, alors que les Wolofs sont majoritaires au Sénégal.

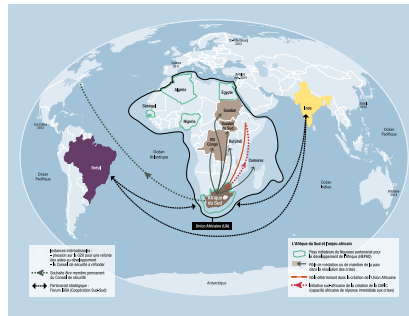
L'ancienne
colonie s'érige
en modèle pour
l'Afrique noire

Grâce à sa bonne image, le Sénégal peut jouer un rôle en Afrique, à l'ONU comme au sein de la Francophonie, l'organisation internationale qu'a présidé son ancien président Abdu Diouf jusqu'en 2014. En 2003, le président Wade a lancé, avec le président sud-africain Mbeki, un nouveau

partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), premier plan de développement élaboré par les Africains. Le Sénégal est candidat au siège de membre permanent du Conseil de sécurité qui serait créé pour l'Afrique. Tout en restant très lié à la France, le Sénégal développe des relations aussi bien avec les États-Unis qu'avec la Chine. Sa diaspora est estimée à trois millions de personnes environ. Elle est extrêmement active et joue un rôle économique important.

Pays pacifique, démocratique et socialement paisible, mais économiquement très démunie, le Sénégal s'est longtemps vu reconnaître un rôle international supérieur à son poids effectif.

L'Afrique du Sud



De 1948 à 1991, l'Afrique du Sud vécut sous le régime de l'apartheid ou « développement séparé ». Il s'agissait en fait d'un système de ségrégation raciale où la majorité noire ne disposait d'aucun droit et était dominée par la minorité blanche. Les relations entre blancs et noirs étaient interdites. Les indépendances africaines et la fin de la ségrégation raciale aux États-Unis dans les années 1960 firent de ce régime une anomalie historique inacceptable ; l'Afrique du Sud fut isolée et devint même un État « paria ». Le pays fut exclu du Commonwealth en 1961 et mis sous embargo de l'ONU à partir de 1977, après un boycott sportif décrété dès 1963. Il était néanmoins considéré par les États-Unis comme un allié contre le communisme. Le durcissement des sanctions par les États-Unis, le lâchage sous l'impulsion de l'opinion publique, et notamment des Noirs américains, ainsi que la fin de la guerre froide privaient de toutes perspectives d'avenir l'Afrique du Sud en cas de maintien de l'apartheid. Une partie de la minorité blanche en prit conscience avec M. Deklerk et négocia avec l'ANC (African National Congress), pourtant illégal et dirigé par Nelson Mandela alors emprisonné. Le démantèlement de l'apartheid fut ainsi effectif en juin 1991. Le caractère négocié et paisible de son démantèlement et l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela, élu président en 1994, plus désireux de réconciliation que de vengeance, allaient donner une aura morale à l'Afrique du Sud à l'échelle mondiale. Nelson Mandela étant probablement l'homme politique le plus respecté au monde jusqu'à sa disparition en 2014. Si l'apartheid a été démantelé, les inégalités sociales restent fortes.

L'Afrique du Sud était enfin en mesure d'utiliser ses atouts, et notamment ses immenses richesses

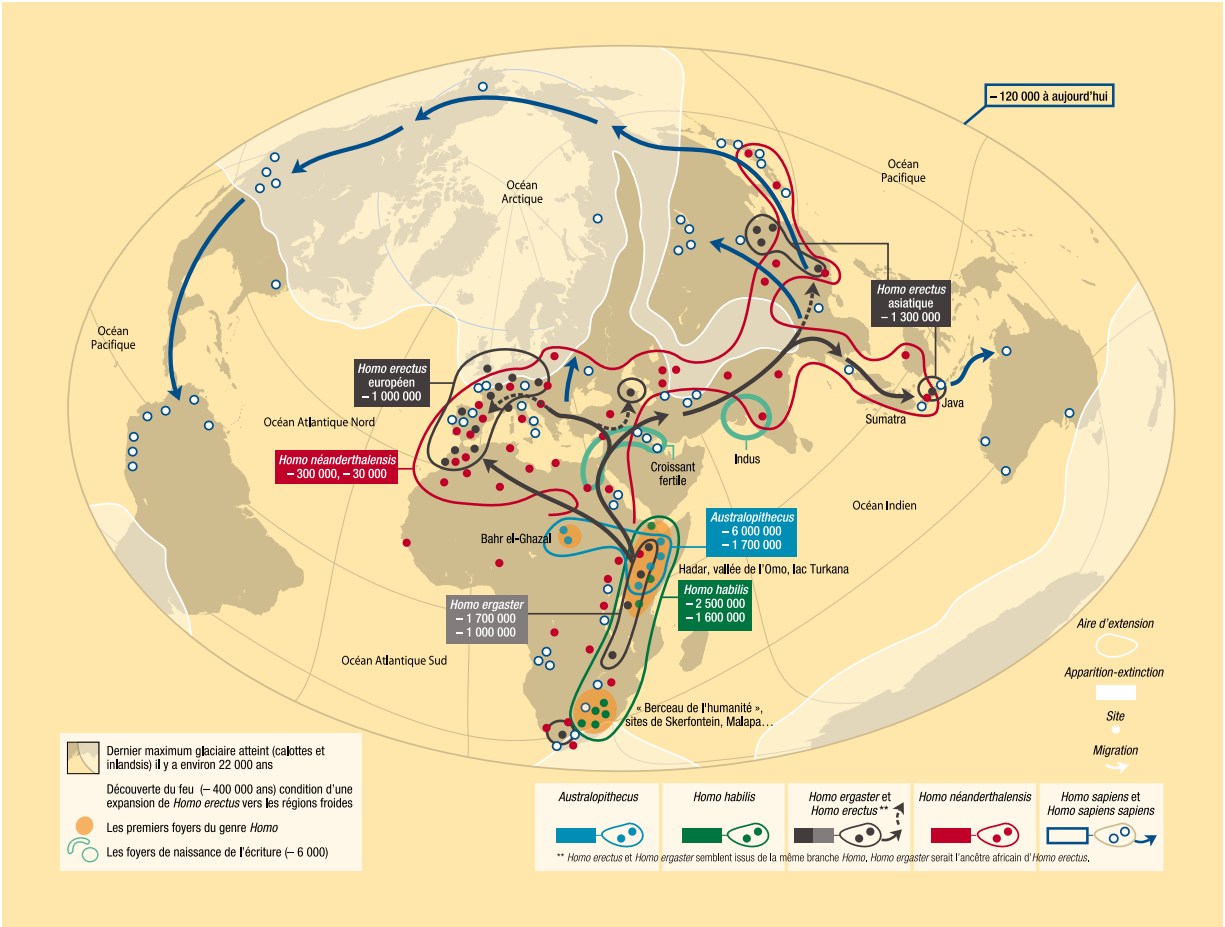
Riche et

minières et sa base industrielle. L'économie sud-africaine représente 50 % du PNB de l'Afrique subsaharienne, et 90 % des internautes de cette région sont sud-africains, si l'apartheid a été démantelé, de profondes inégalités sociales demeurent. Candidate (comme le Nigeria) à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité, l'Afrique du Sud se voit en leader régional africain et en puissance mondiale émergente. Elle s'implique dans différentes opérations de médiation et de maintien de la

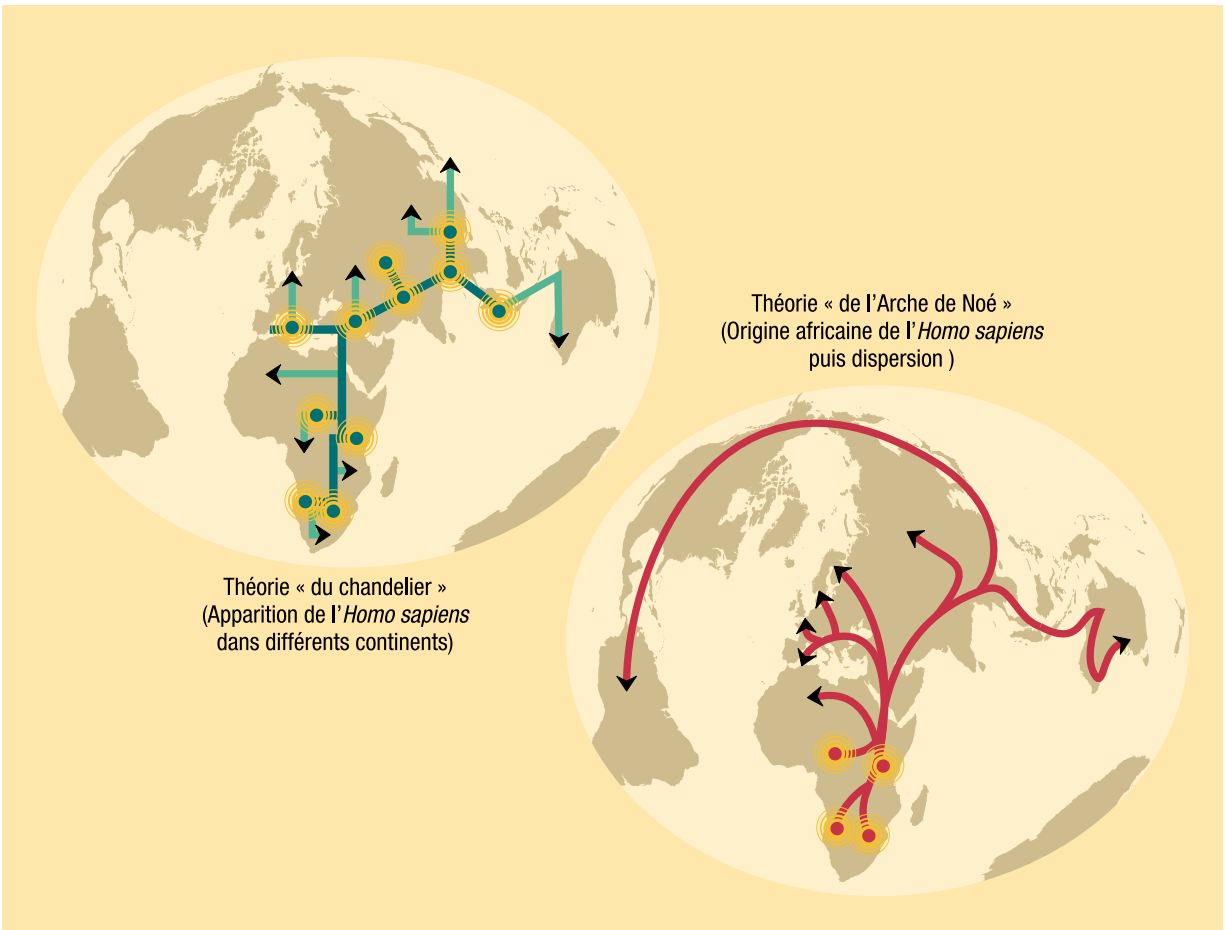
paix en Afrique où elle préférerait voir les puissances extérieures ne pas intervenir au niveau stratégique, même si elle peut s'accommoder de leur présence en cas d'extrême nécessité pour la stabilité du continent. L'Afrique du Sud entend être un exemple démocratique pour le continent ainsi qu'une locomotive économique. Elle se veut une des principales puissances du Sud, plaidant pour le multilatéralisme, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'affirmation économique et stratégique des pays du Sud. Mais l'Afrique du Sud de Jacob Zuma, surévaluée, doit se réinventer un rôle post-démantèlement de l'apartheid, lutter contre la corruption et relancer son économie.

démocratique,
l'Afrique
du Sud se veut
puissance
régionale et
modèle pour le
Sud

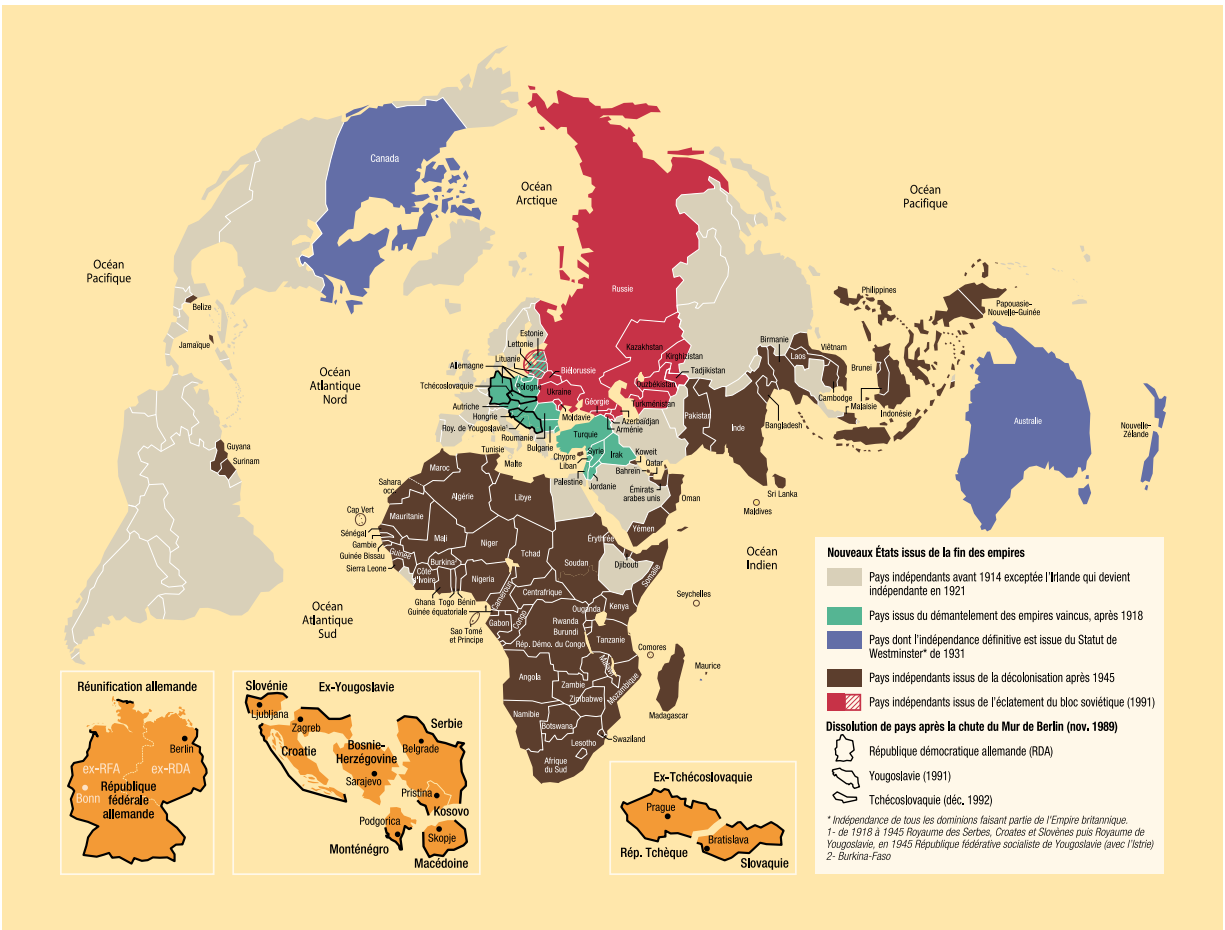
Cartes



[Retour au thème](#)



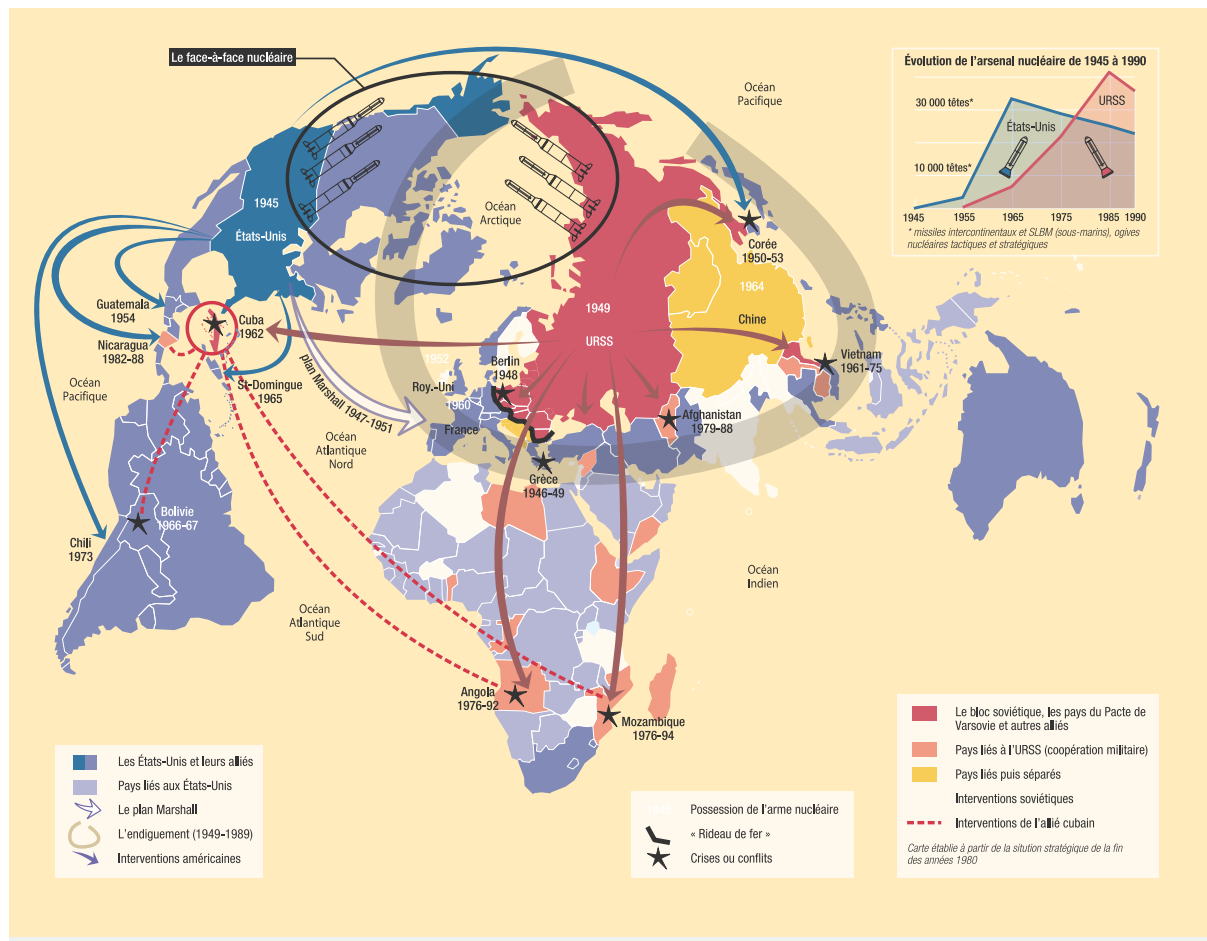
[Retour au thème](#)



[Retour au thème](#)

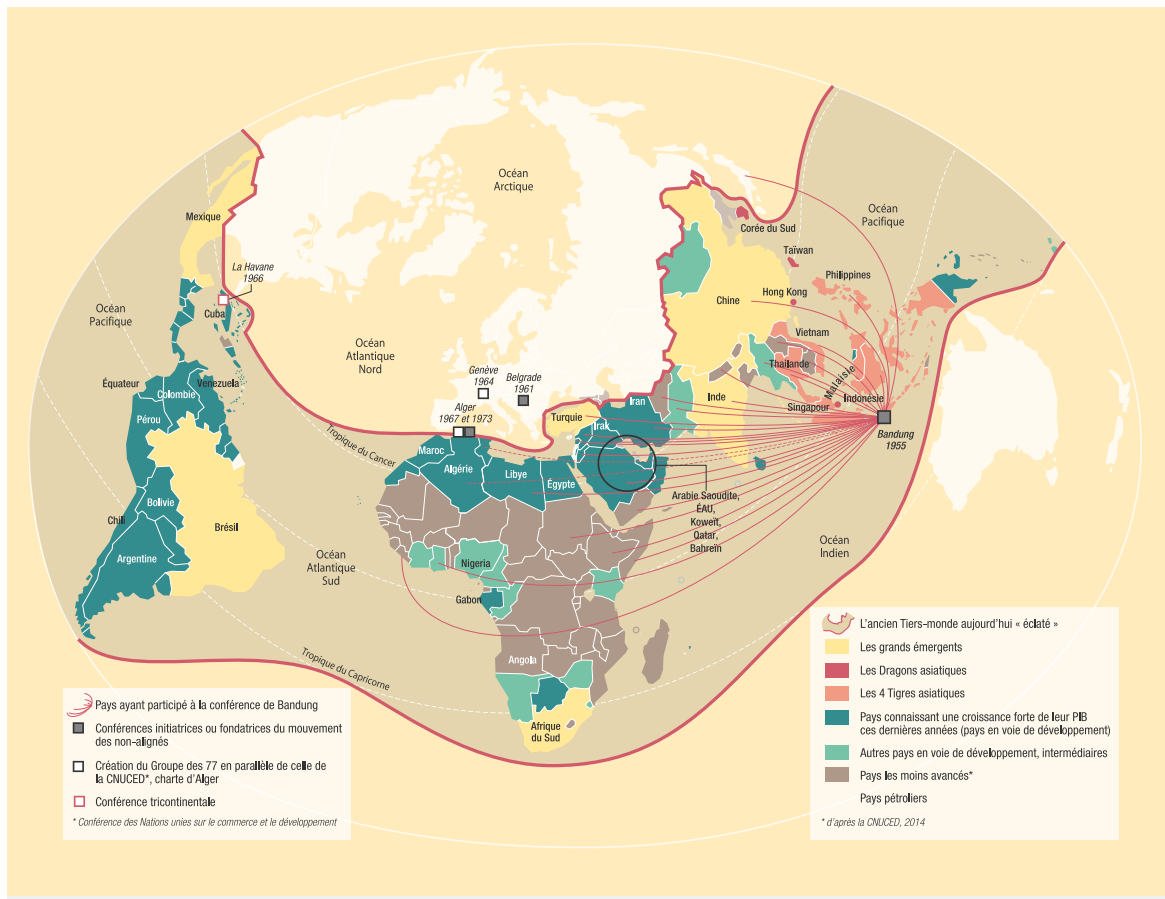


Retour au thème

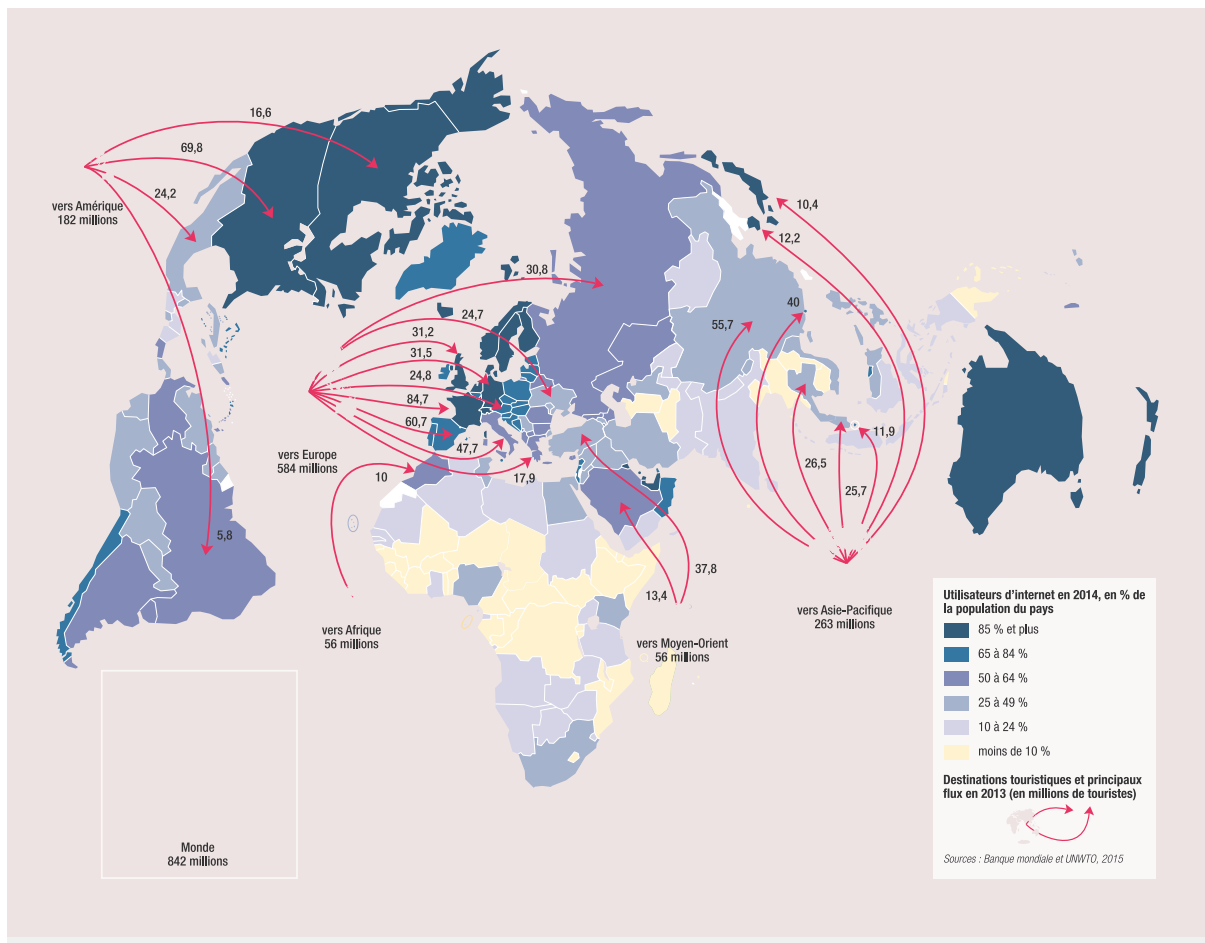


[Retour au thème](#)

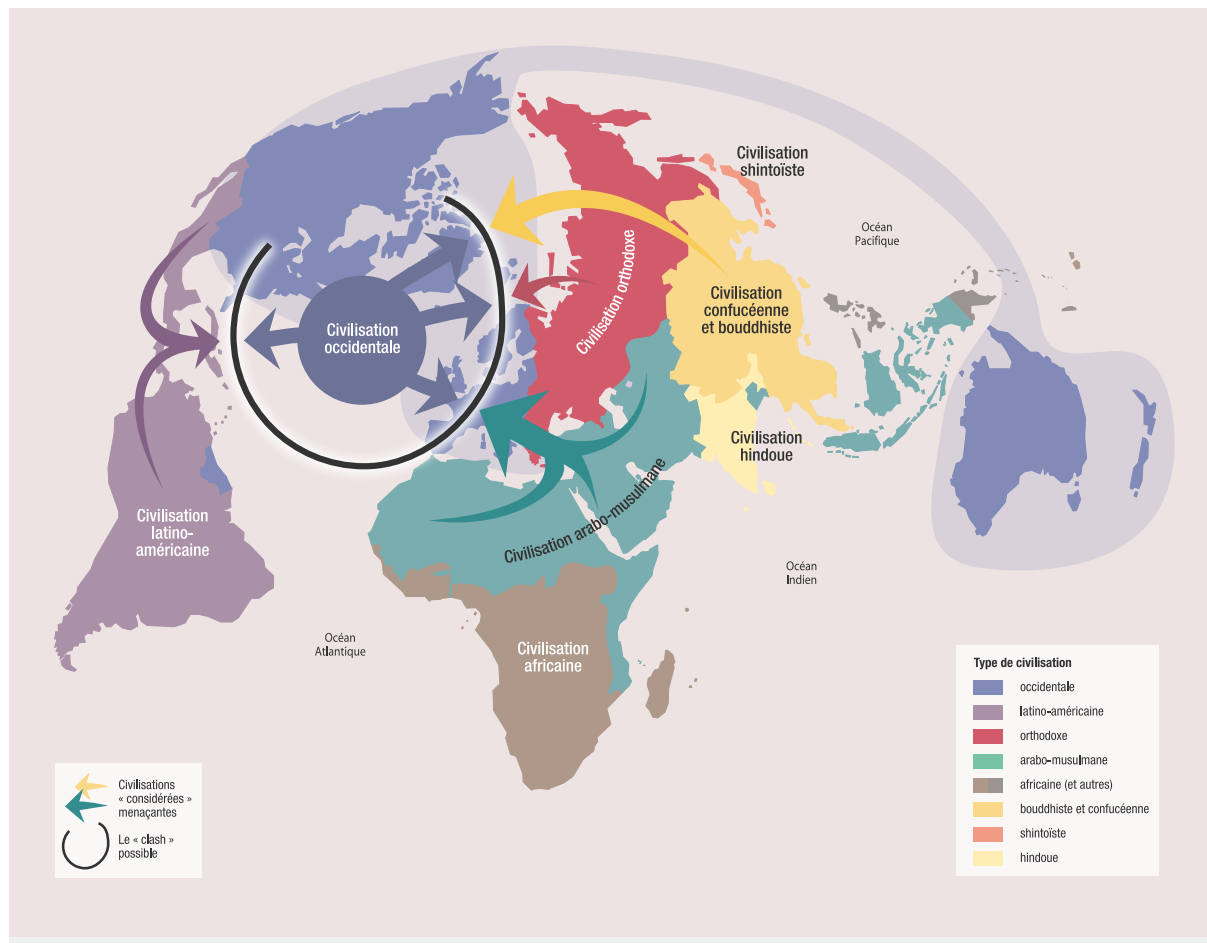




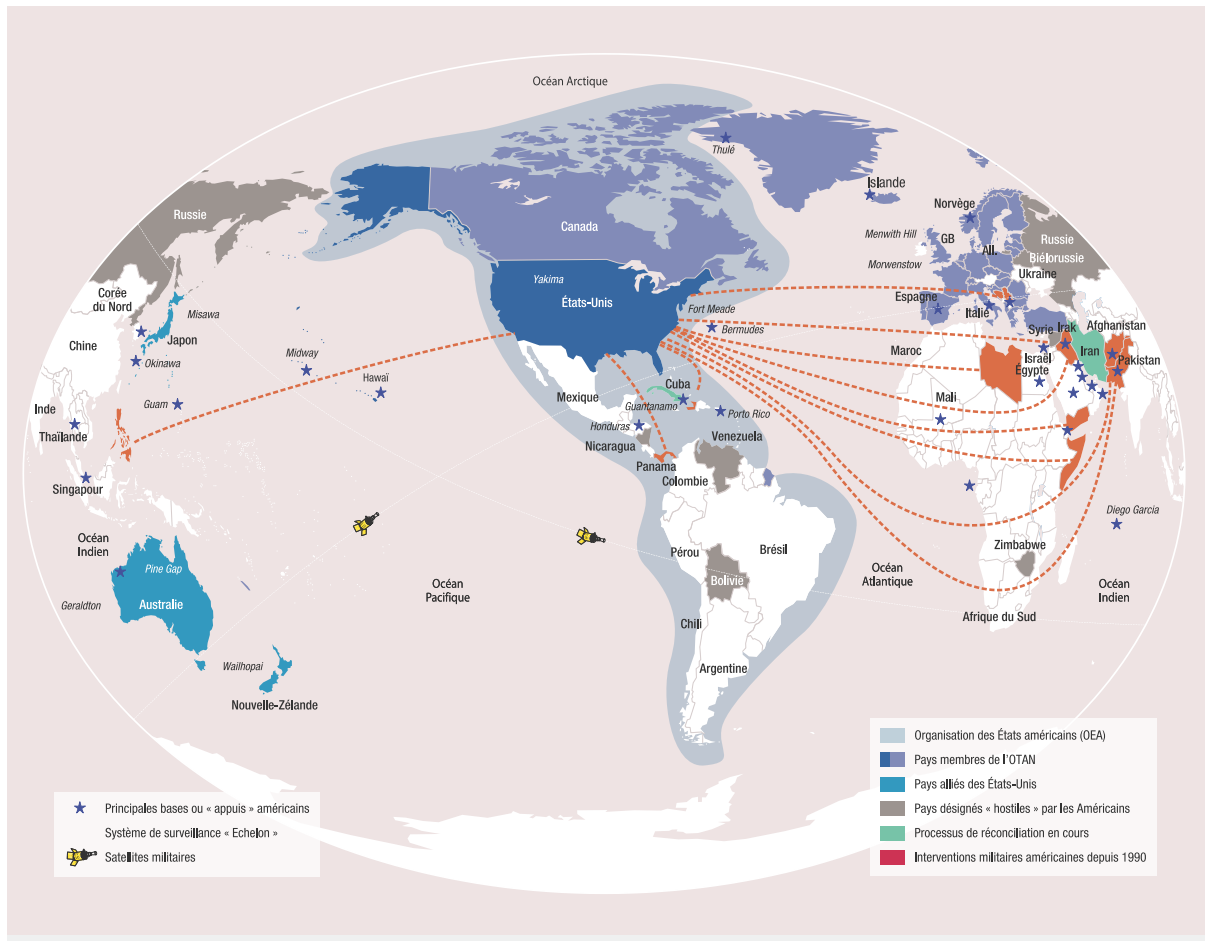
[Retour au thème](#)



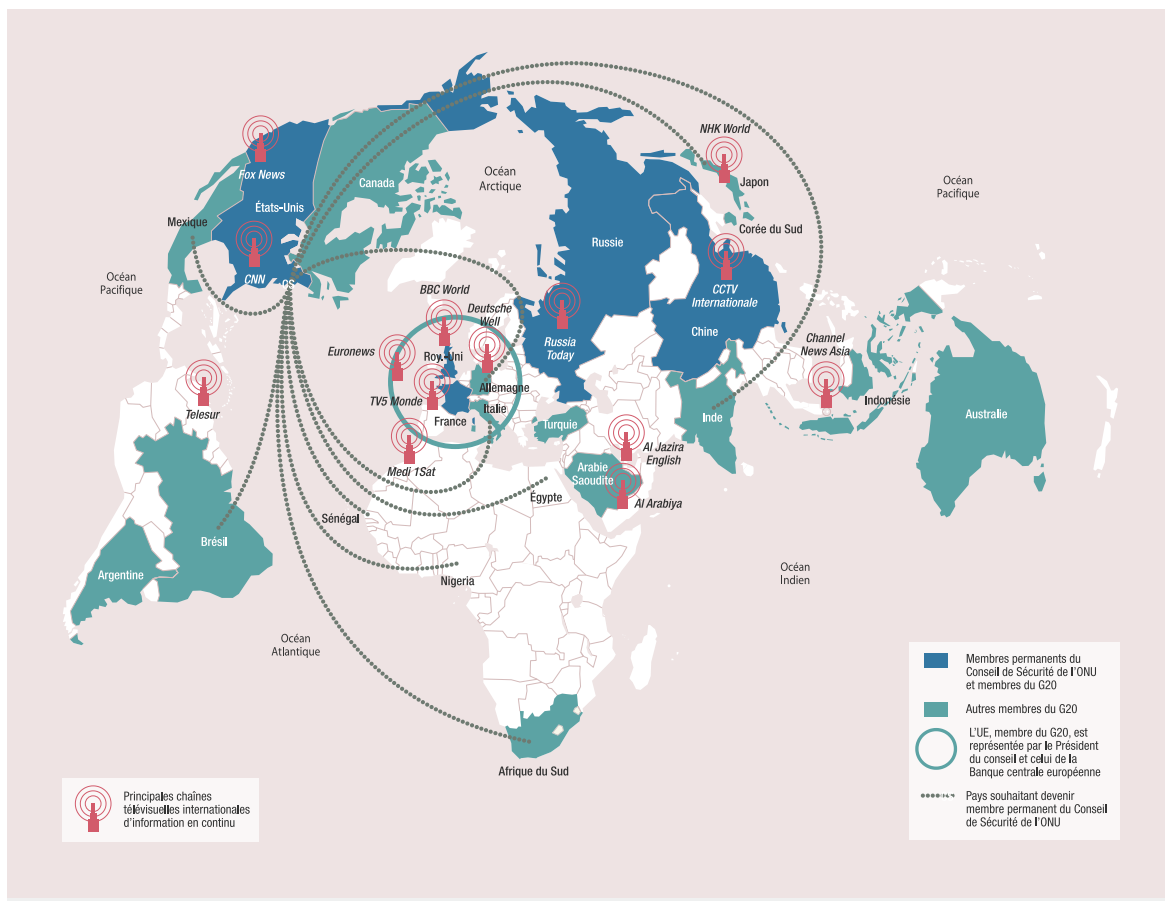
[Retour au thème](#)



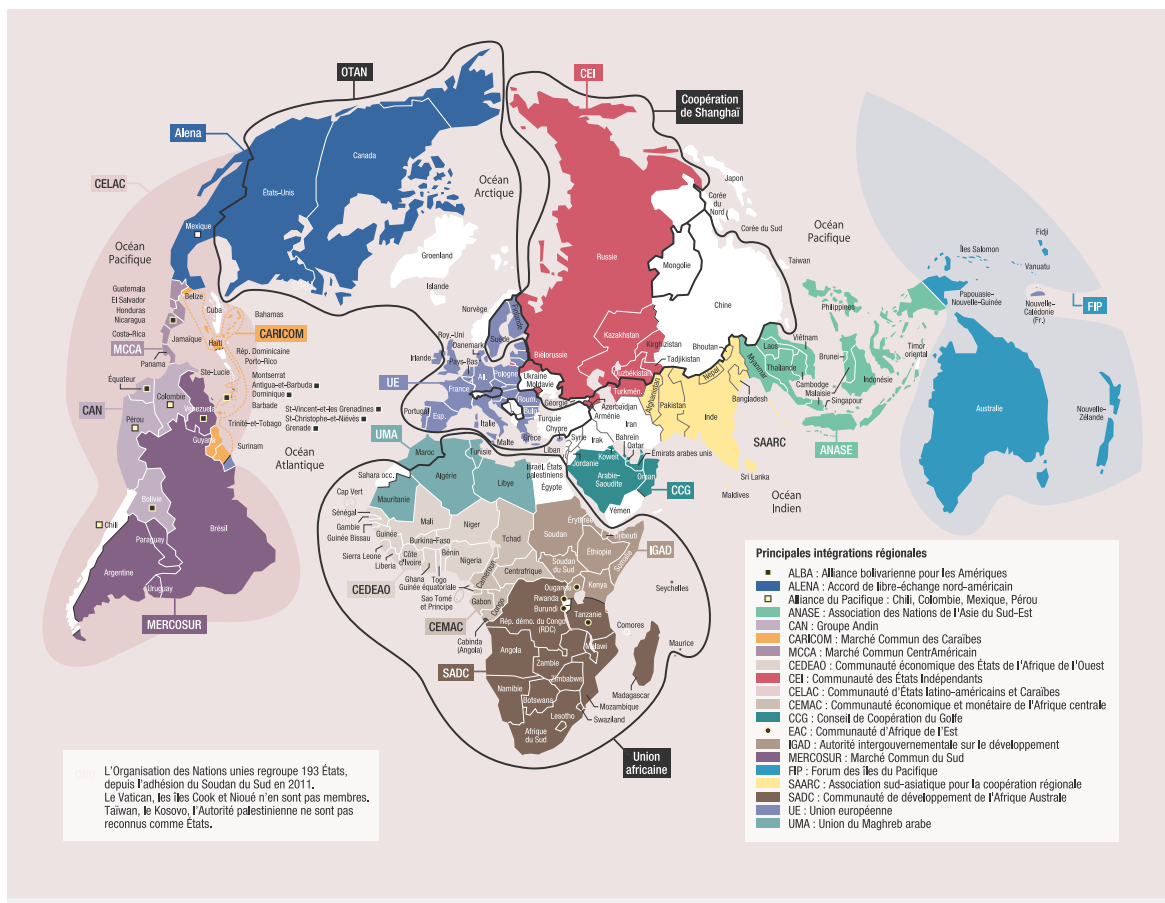
[Retour au thème](#)



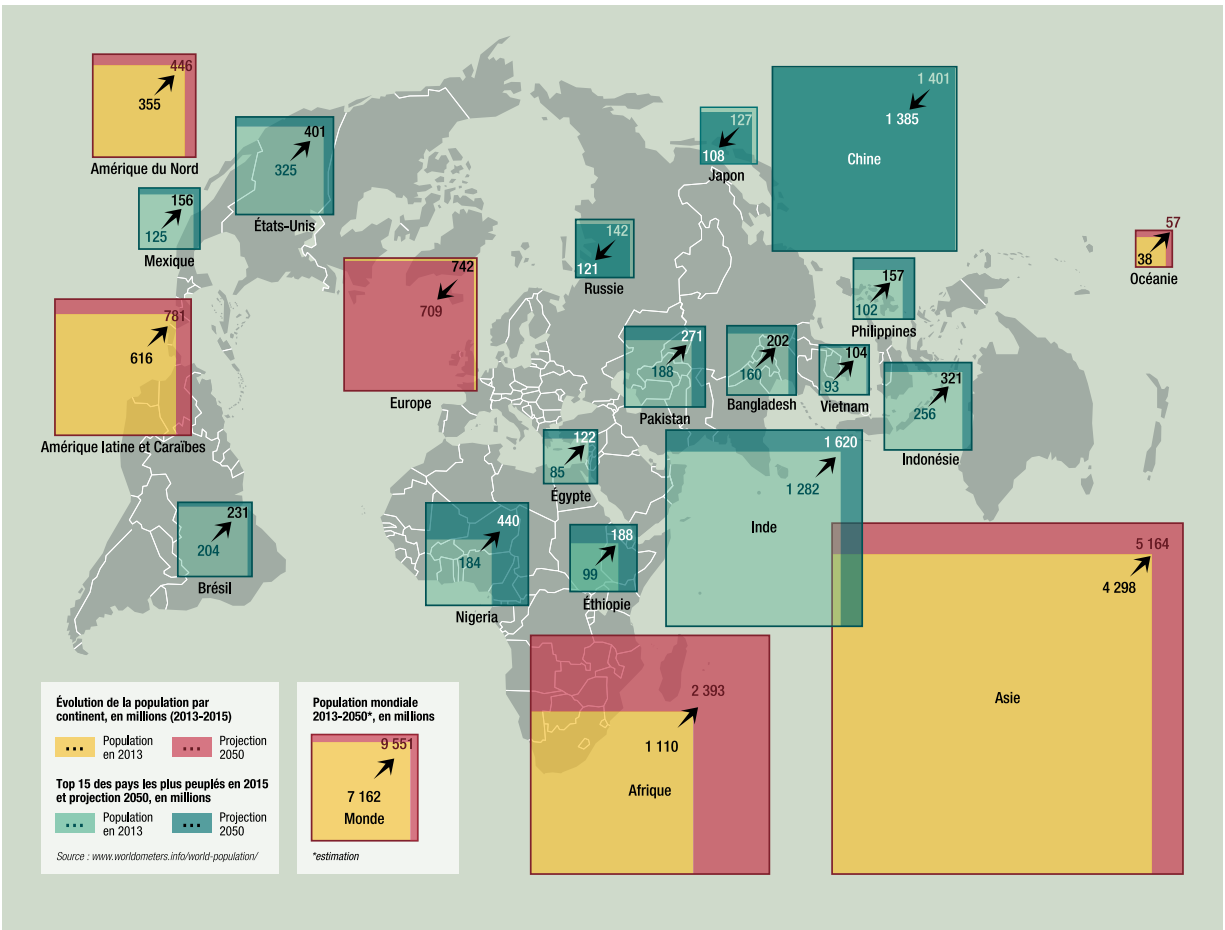
[Retour au thème](#)



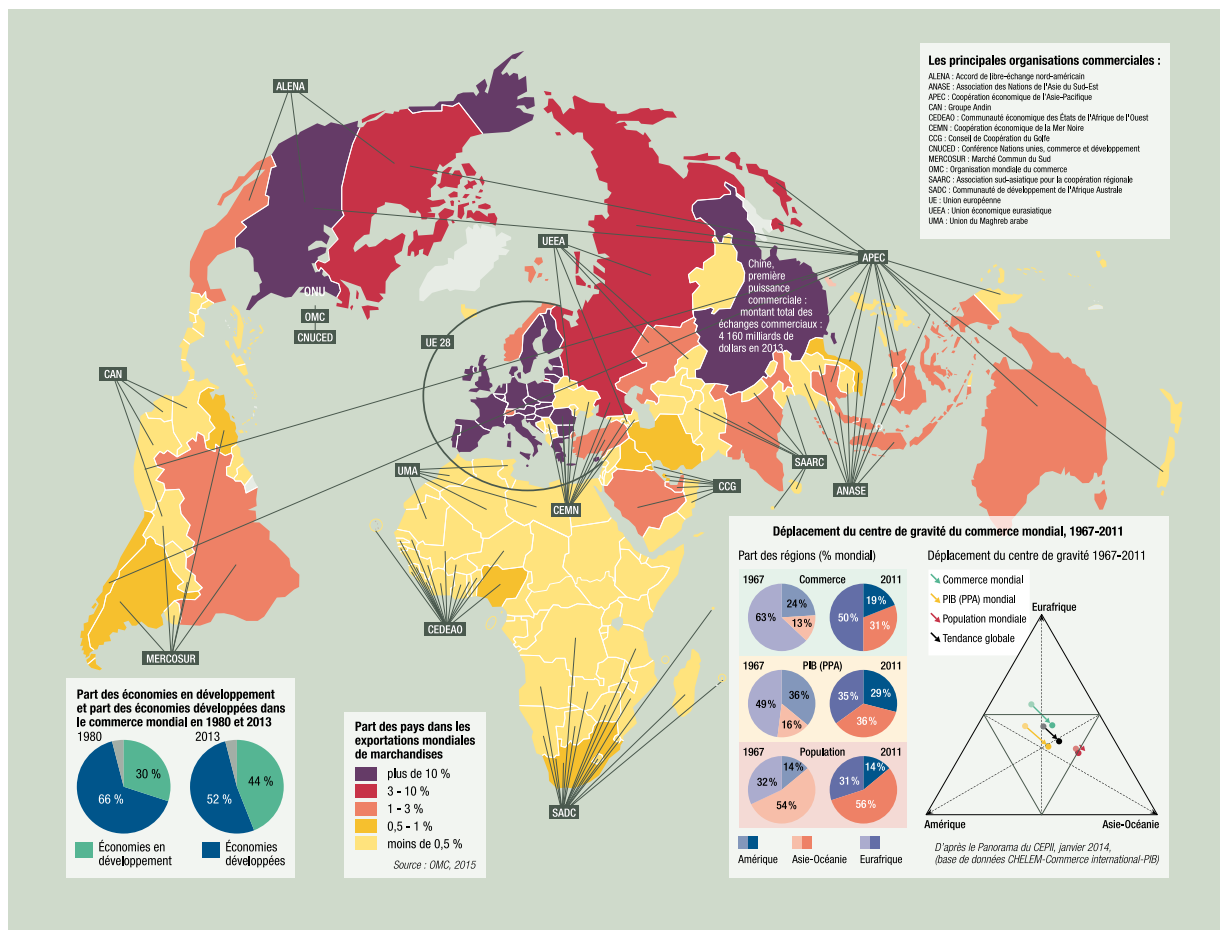
[Retour au thème](#)



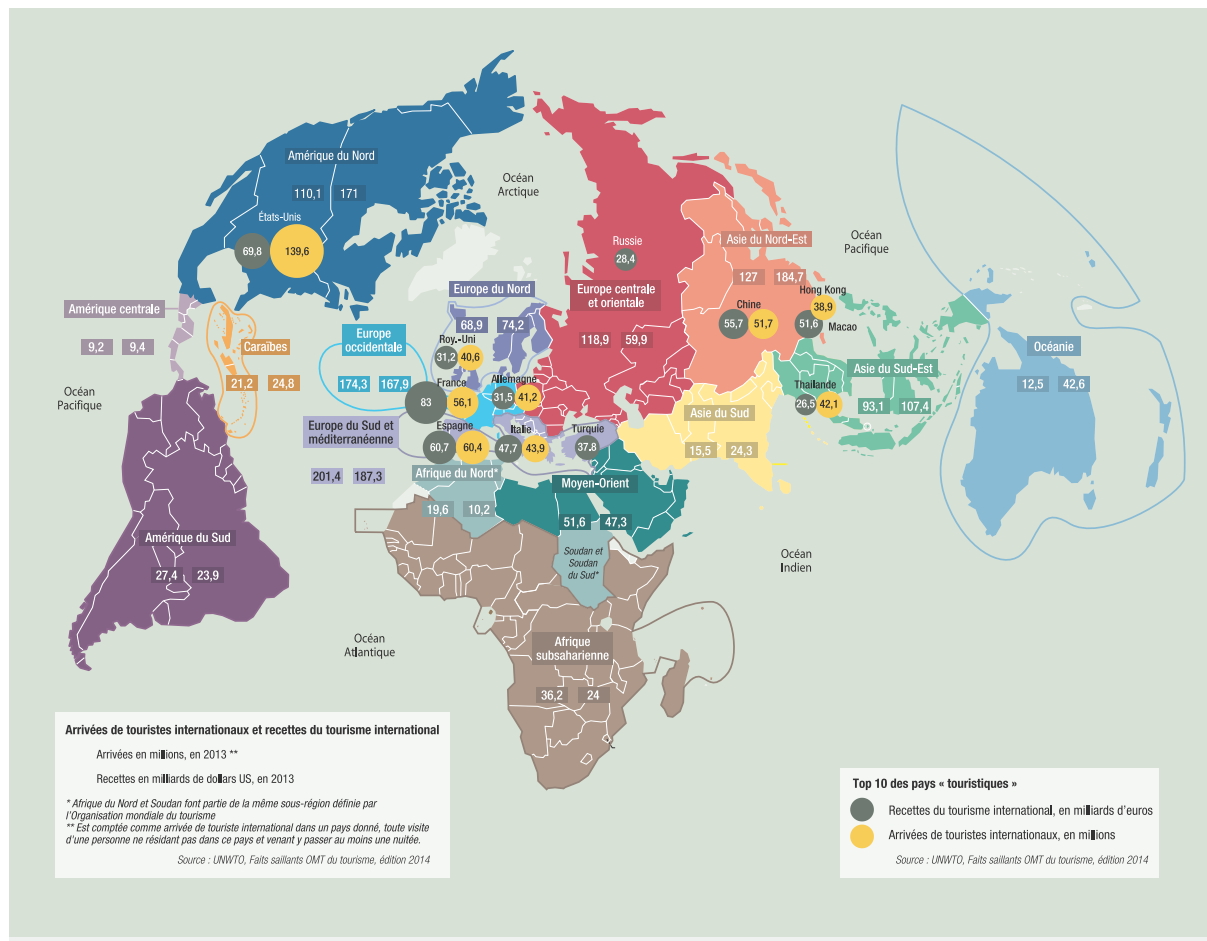
[Retour au thème](#)



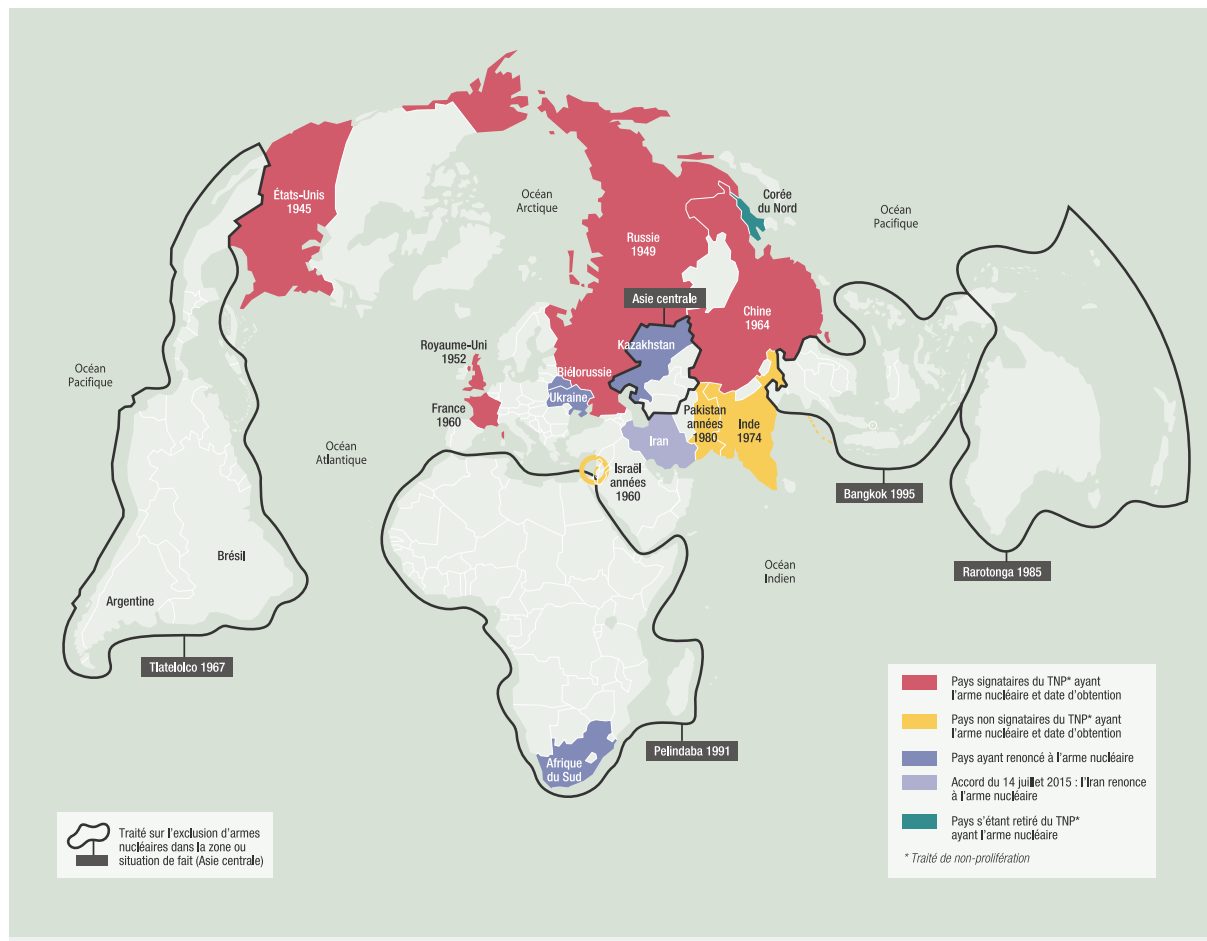
[Retour au thème](#)



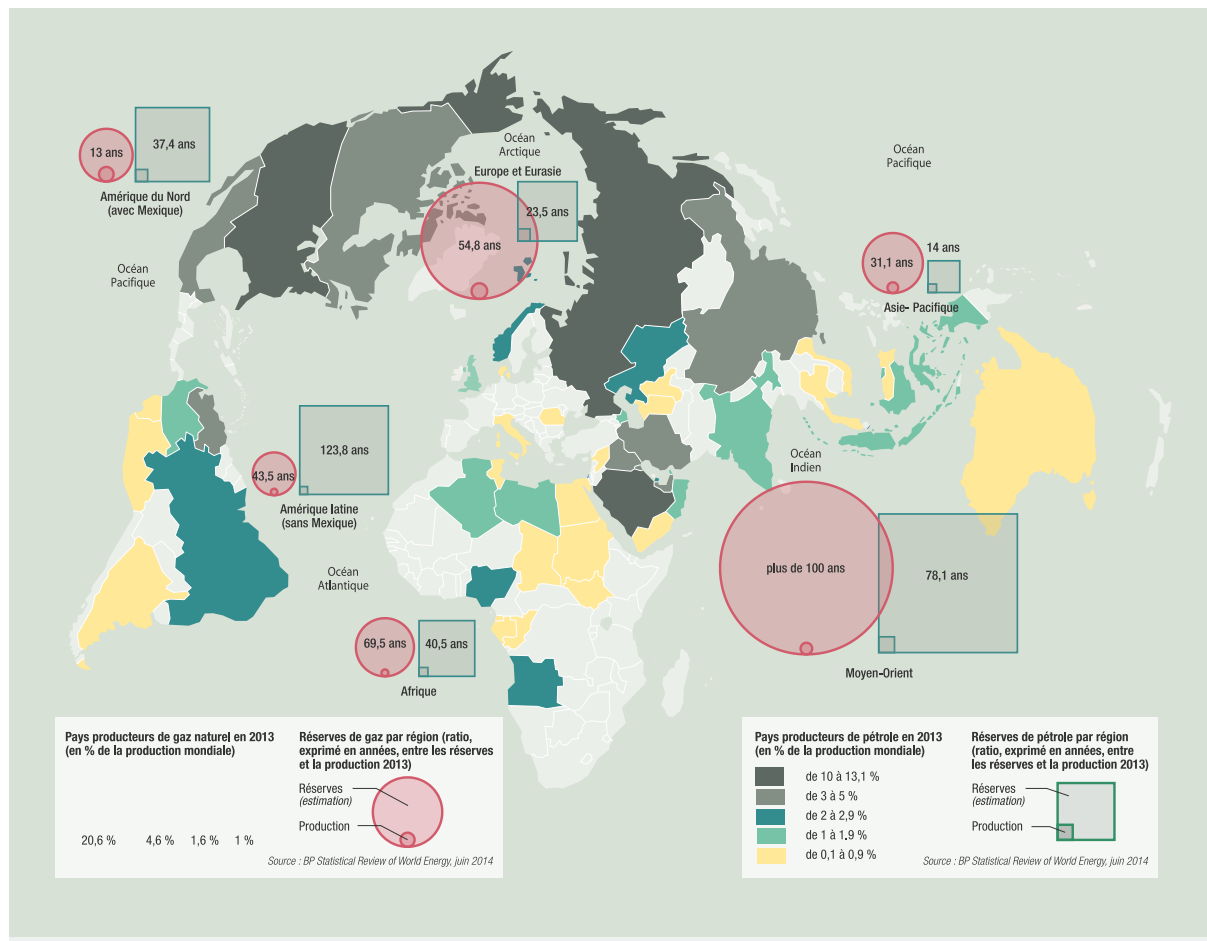
[Retour au thème](#)



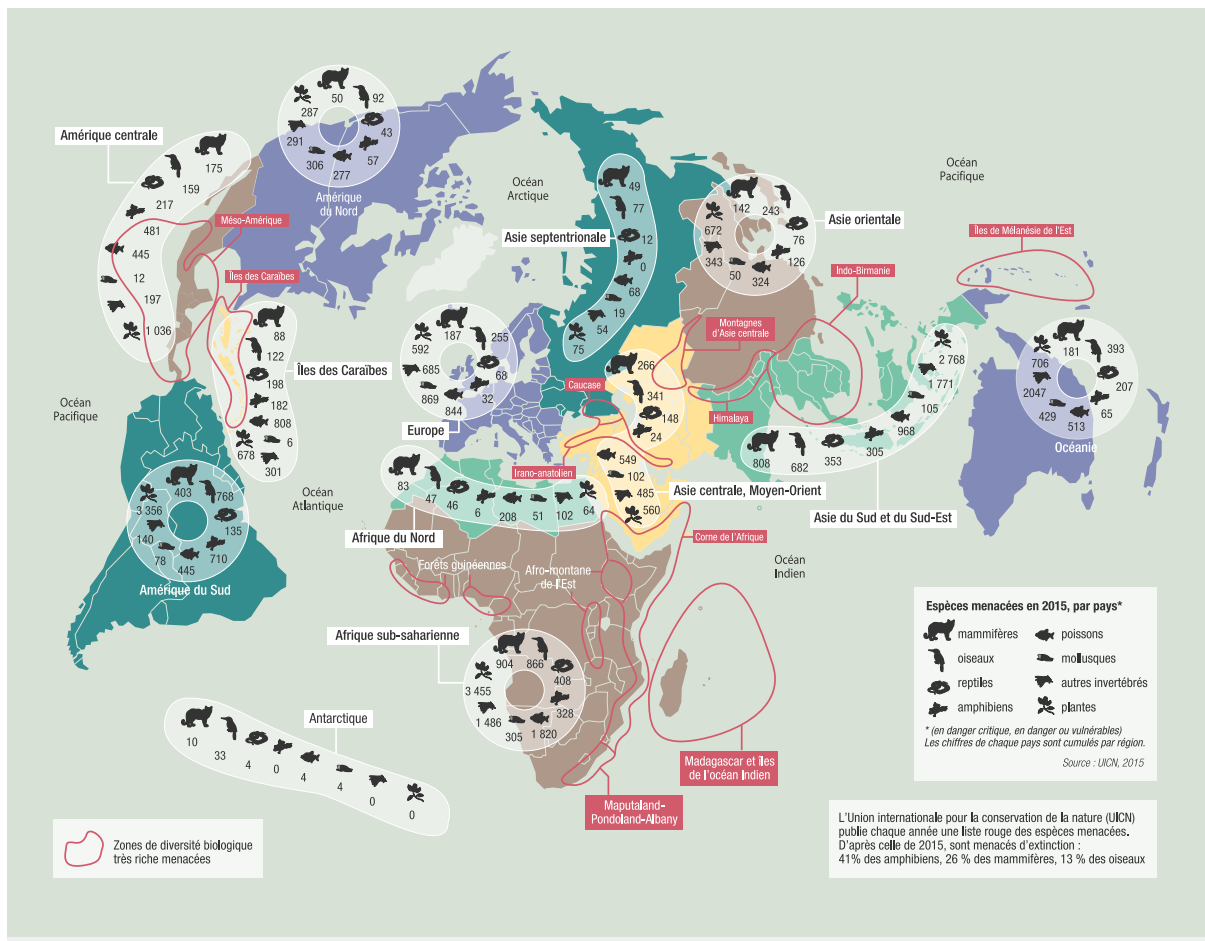
[Retour au thème](#)



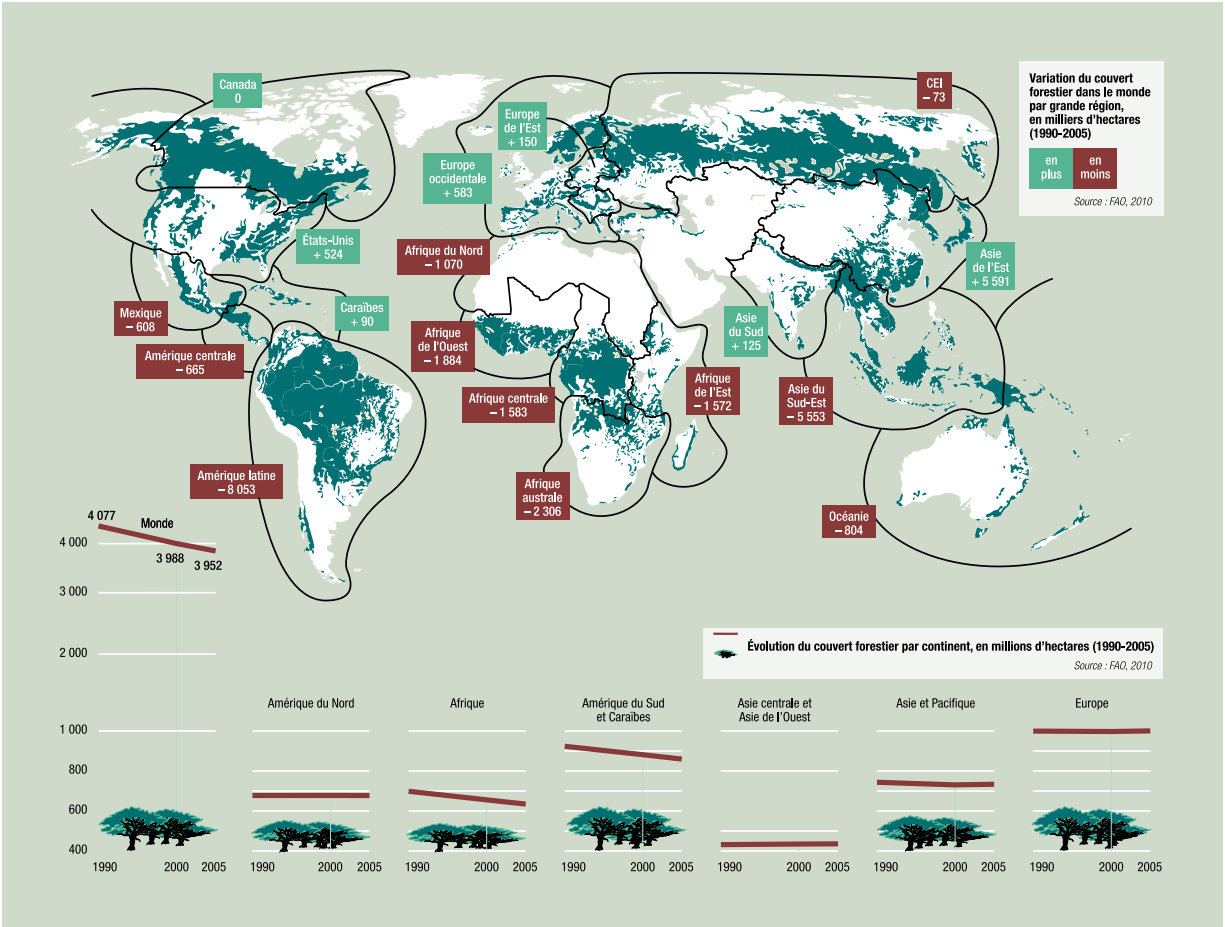
[Retour au thème](#)



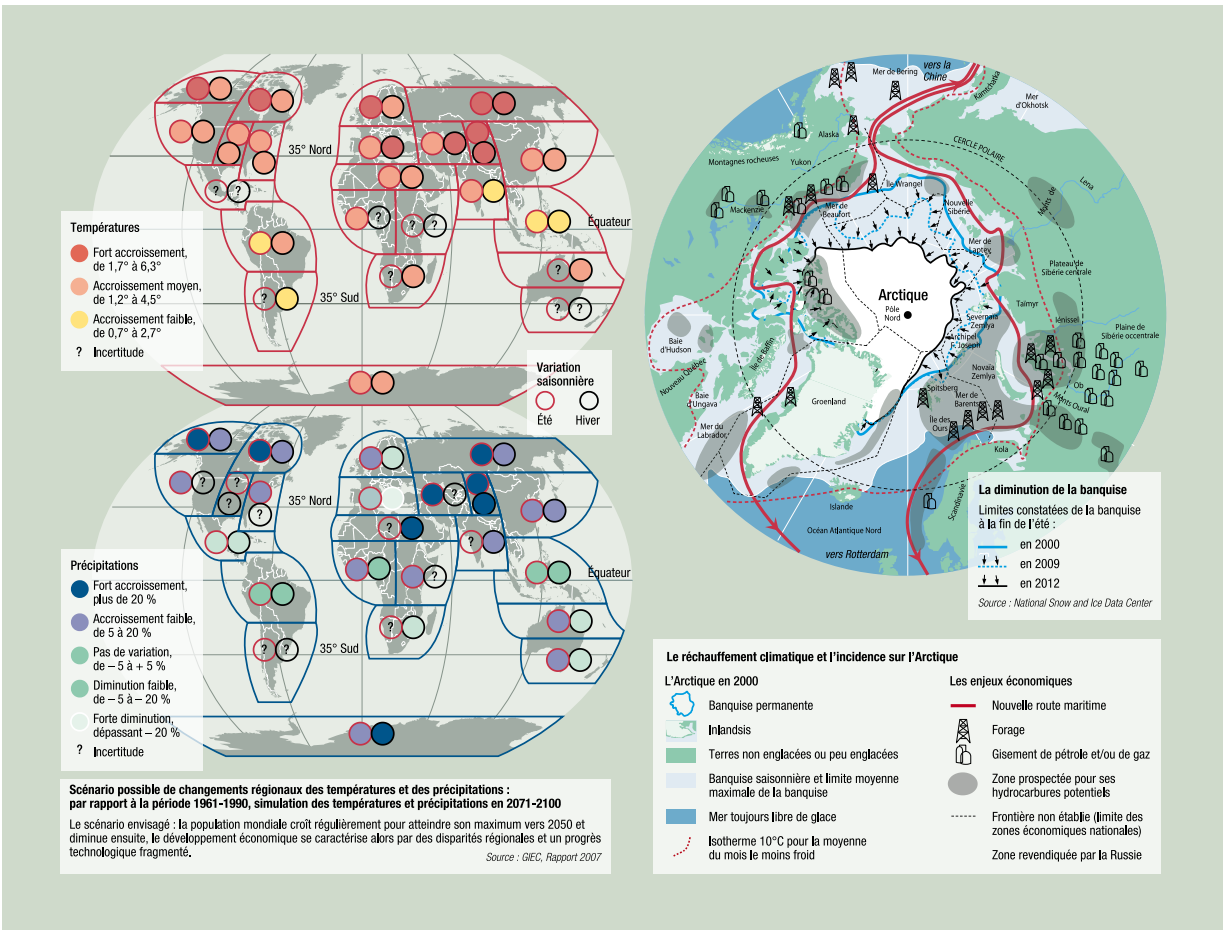
[Retour au thème](#)



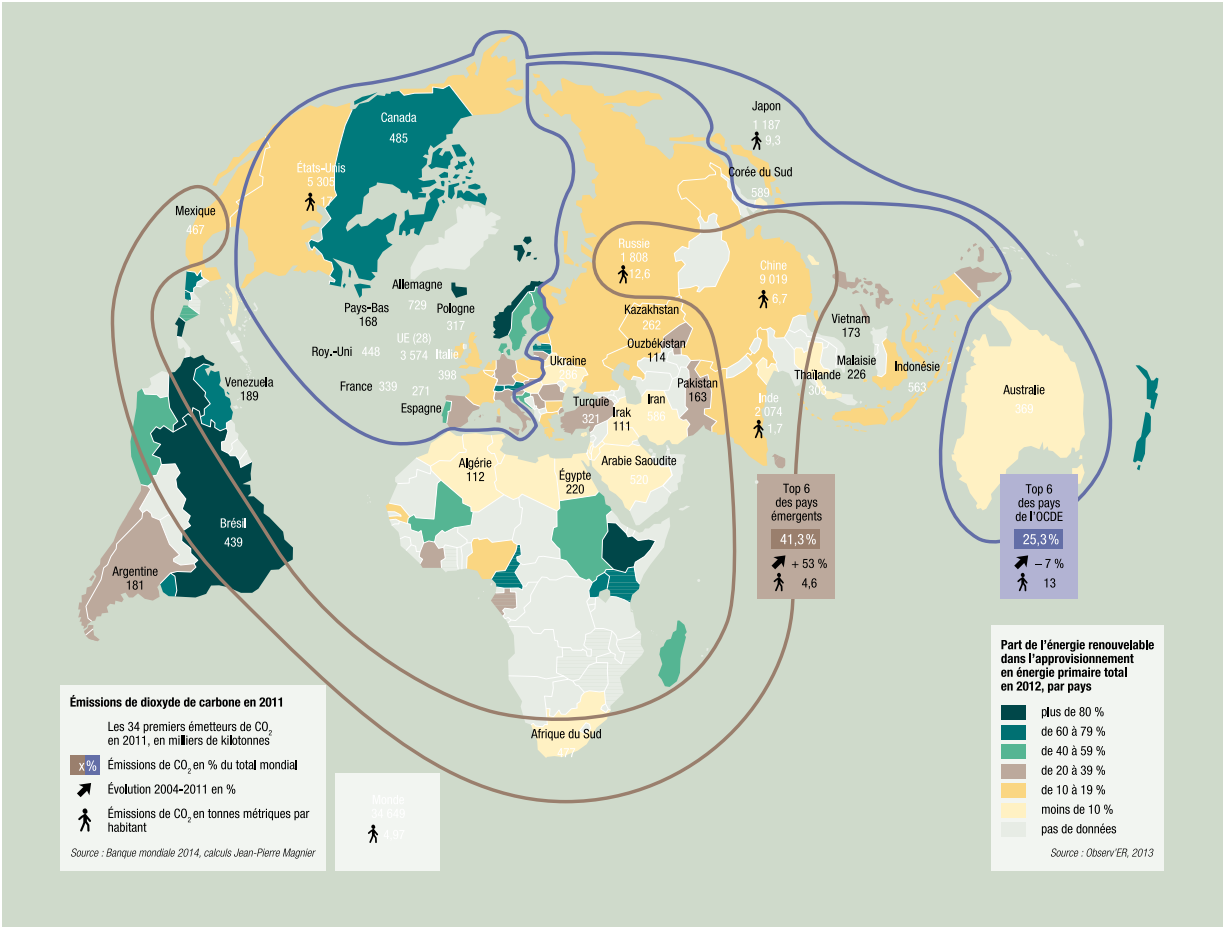
[Retour au thème](#)



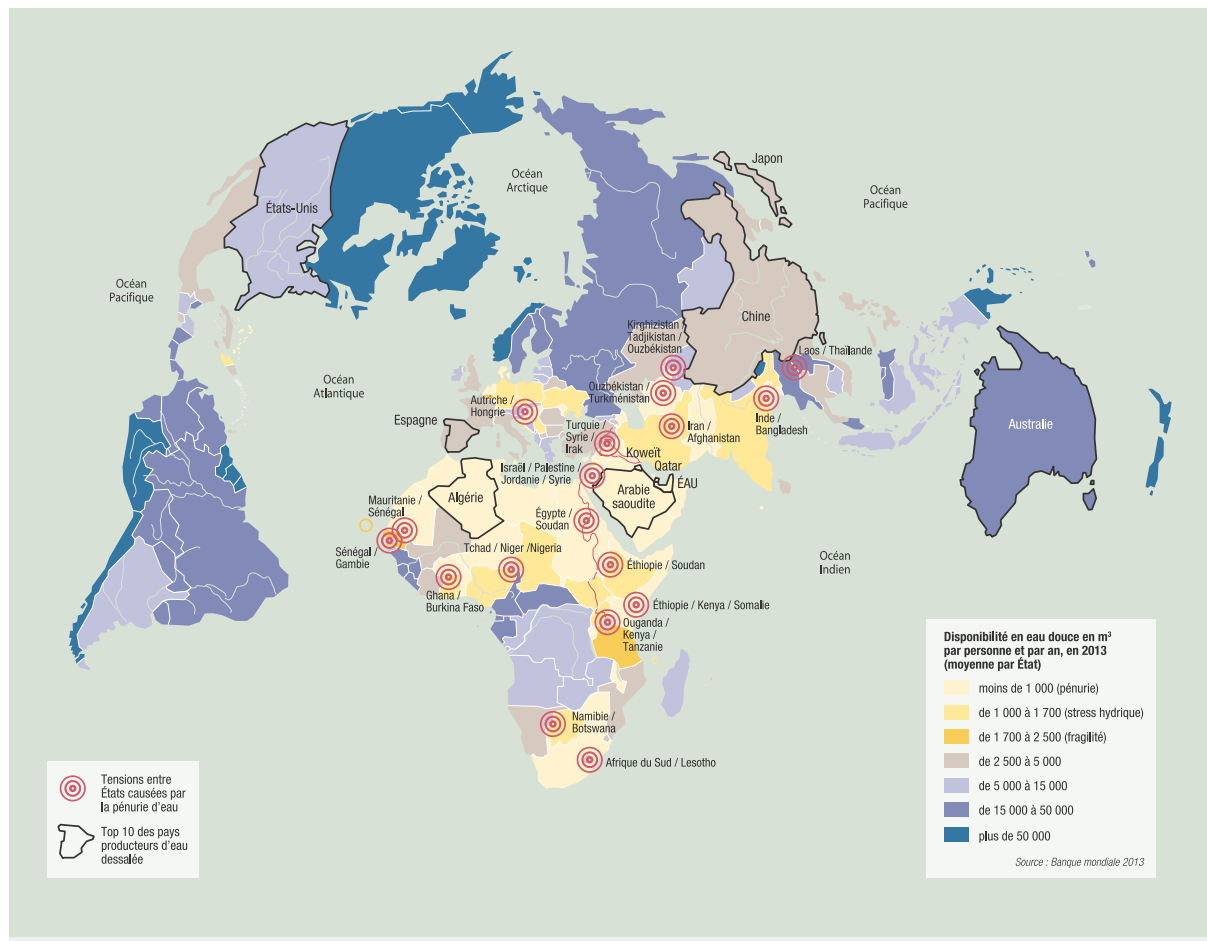
[Retour au thème](#)



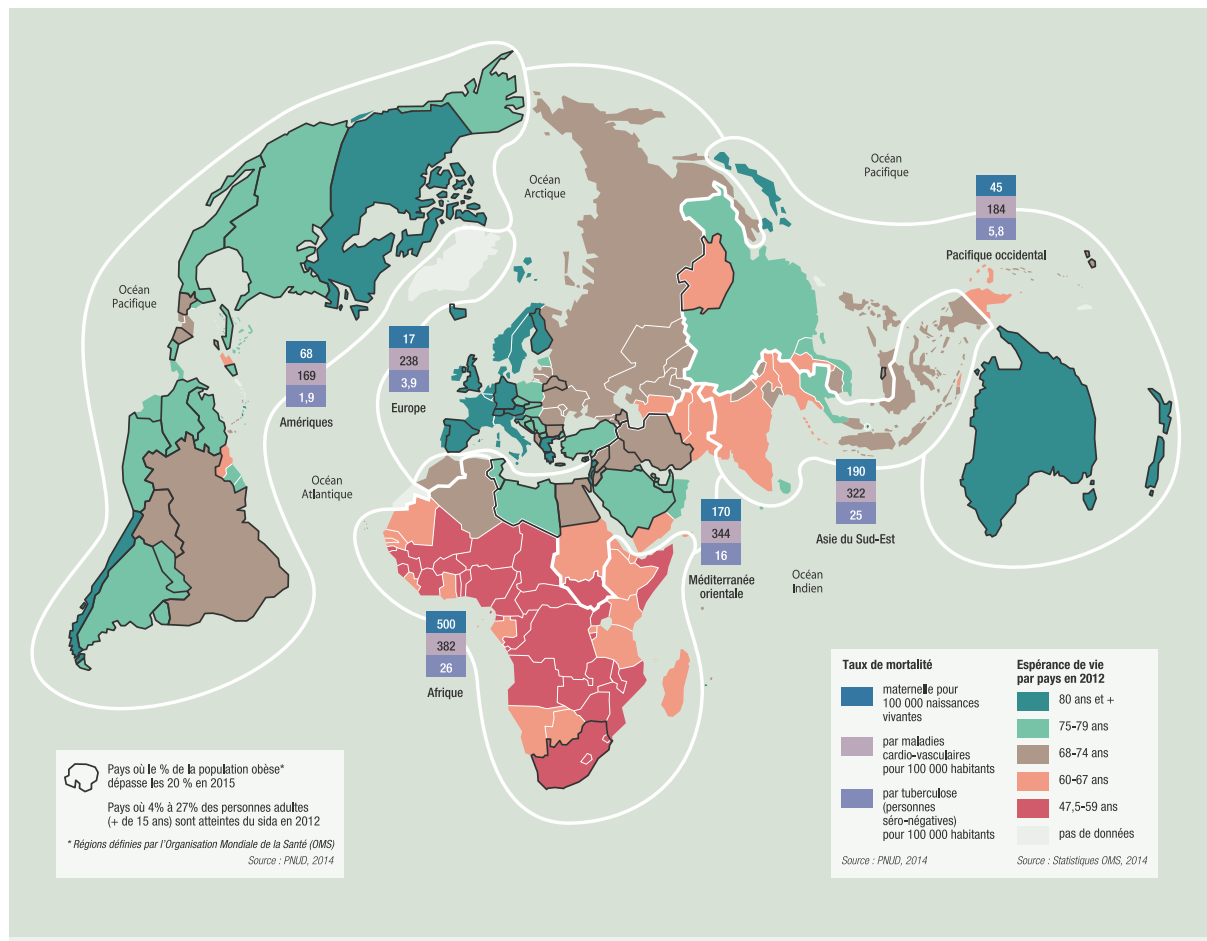
[Retour au thème](#)



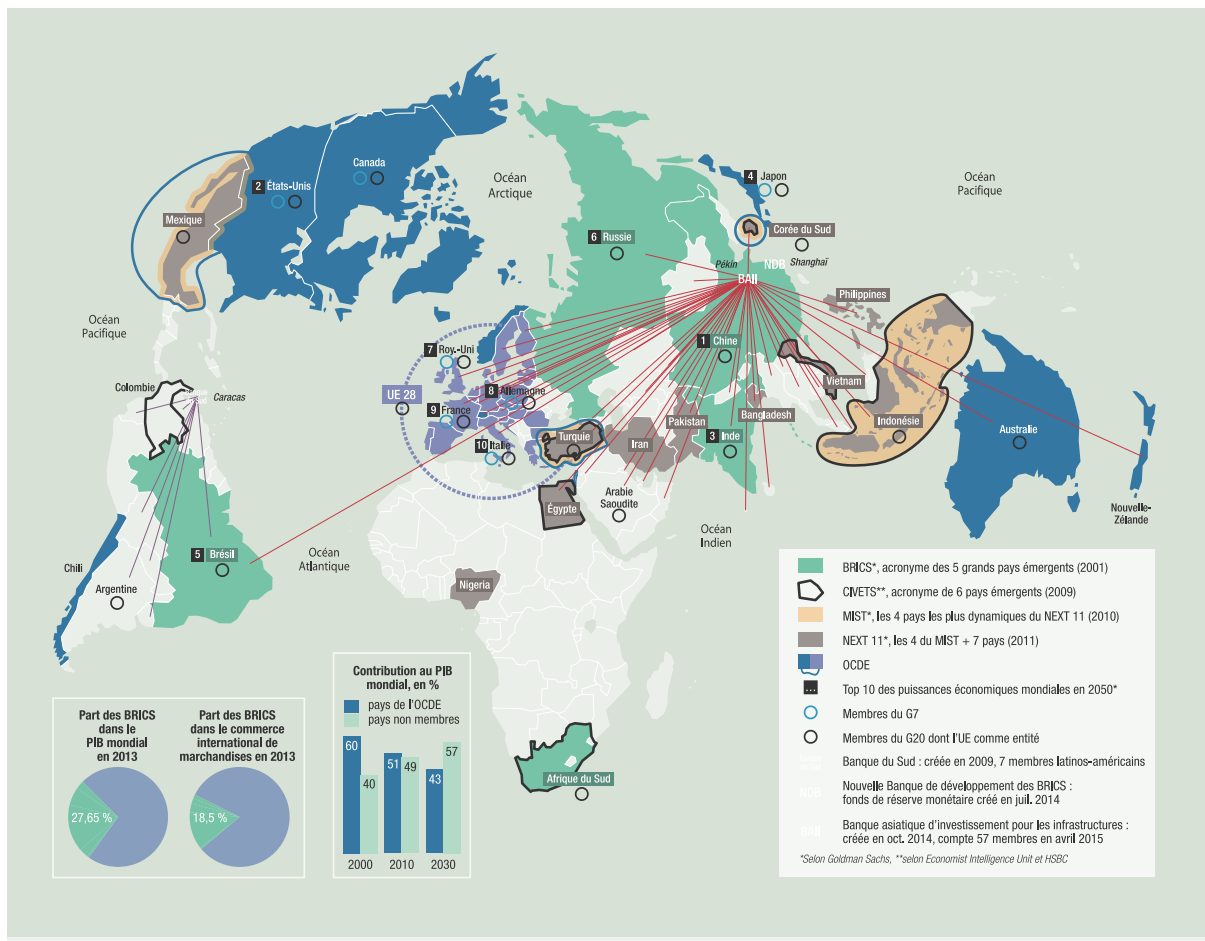
[Retour au thème](#)



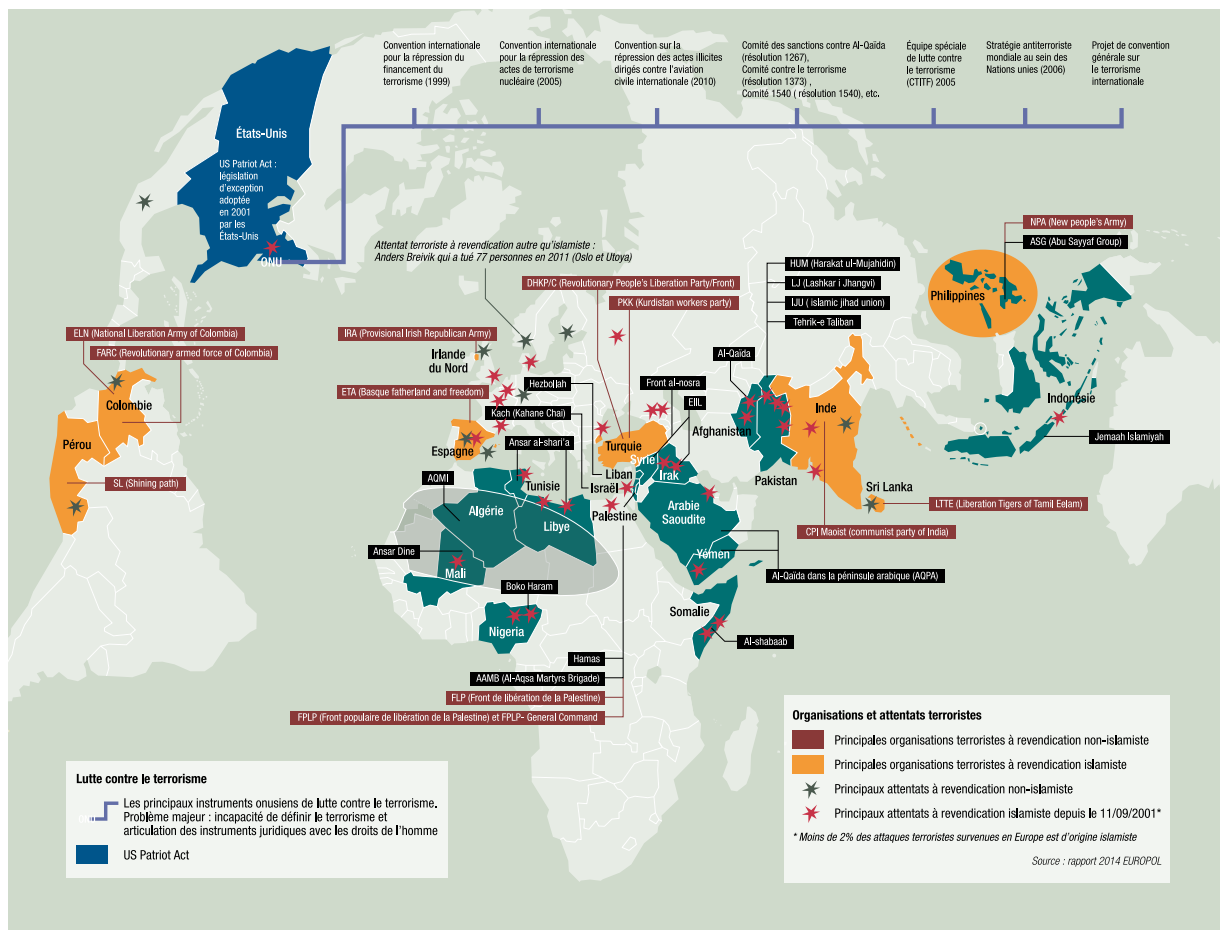
[Retour au thème](#)



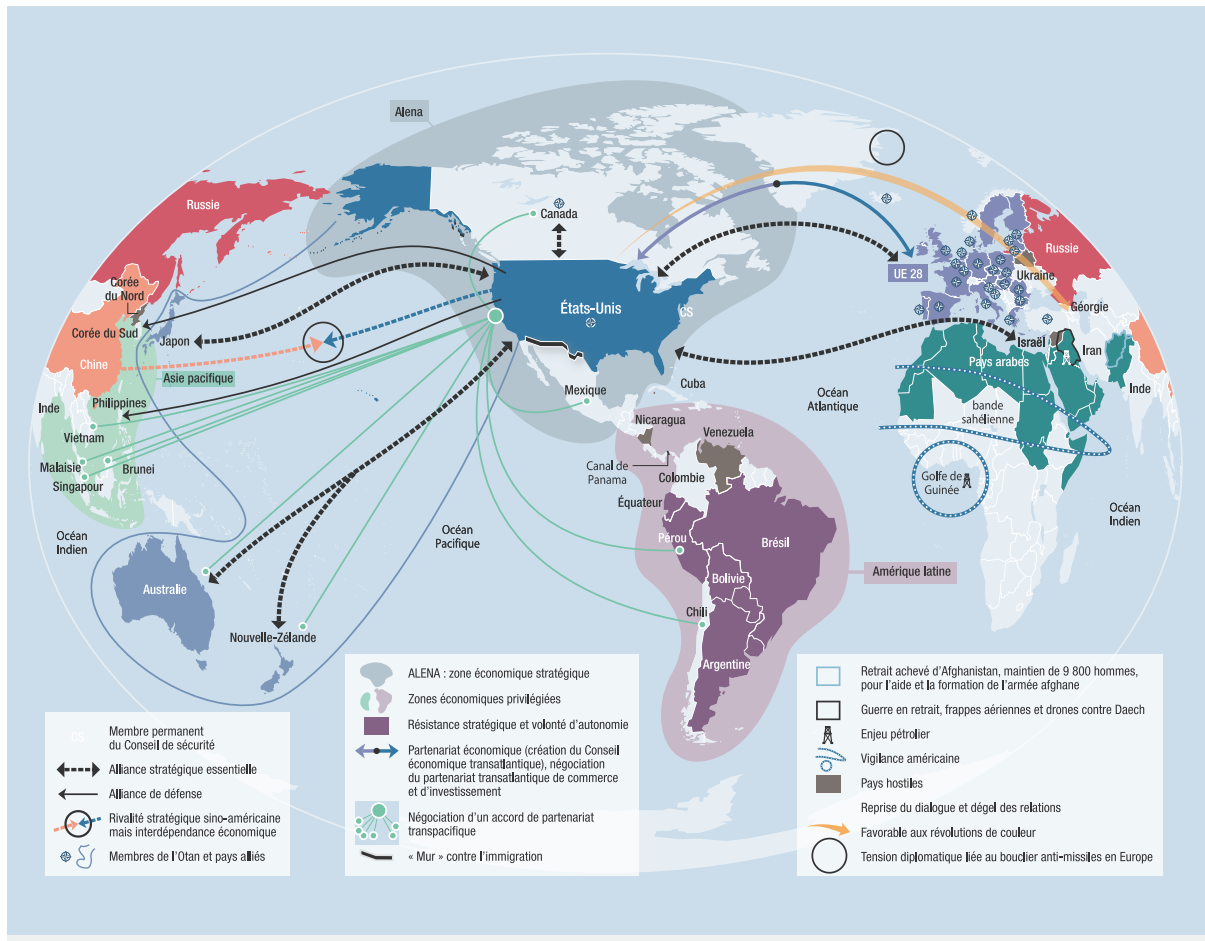
[Retour au thème](#)



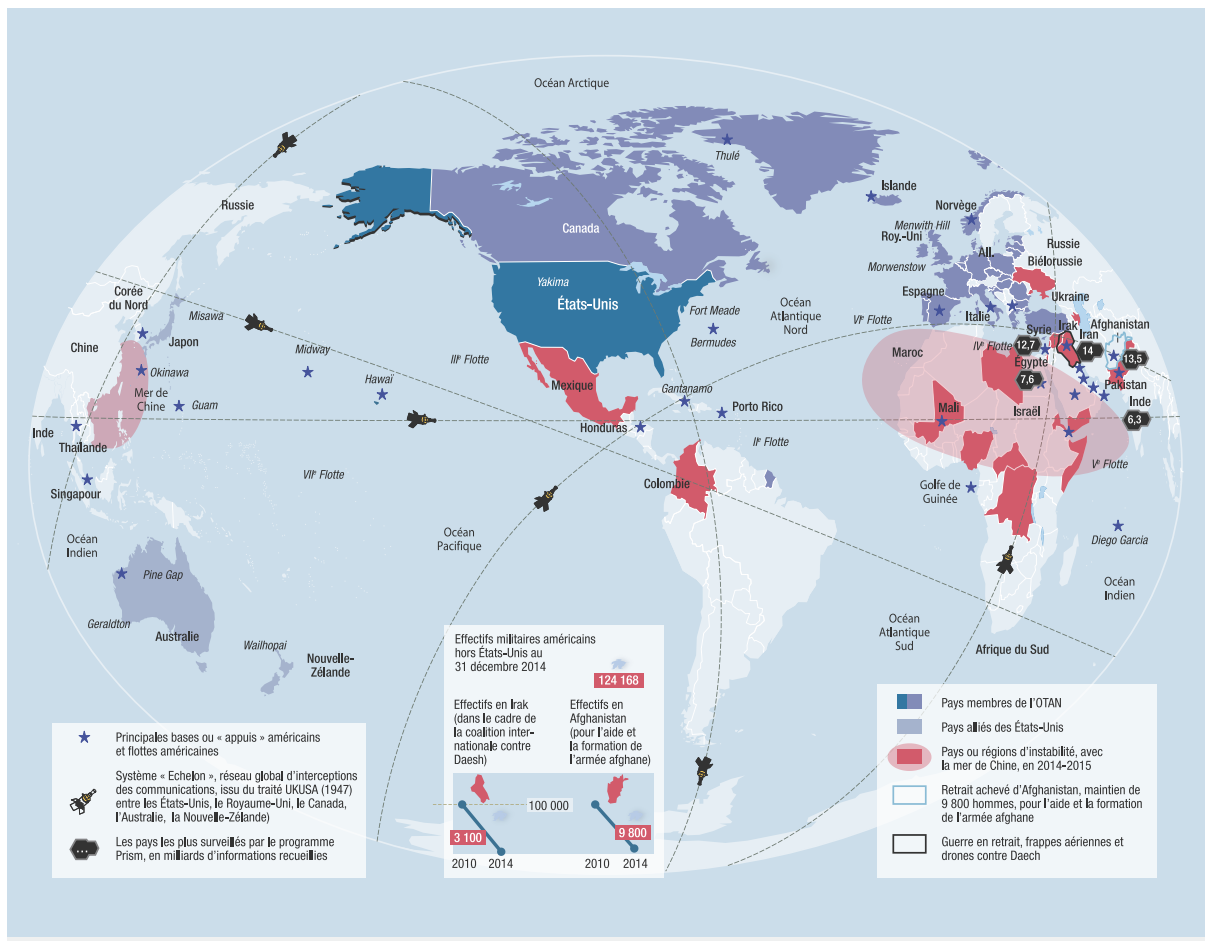
[Retour au thème](#)



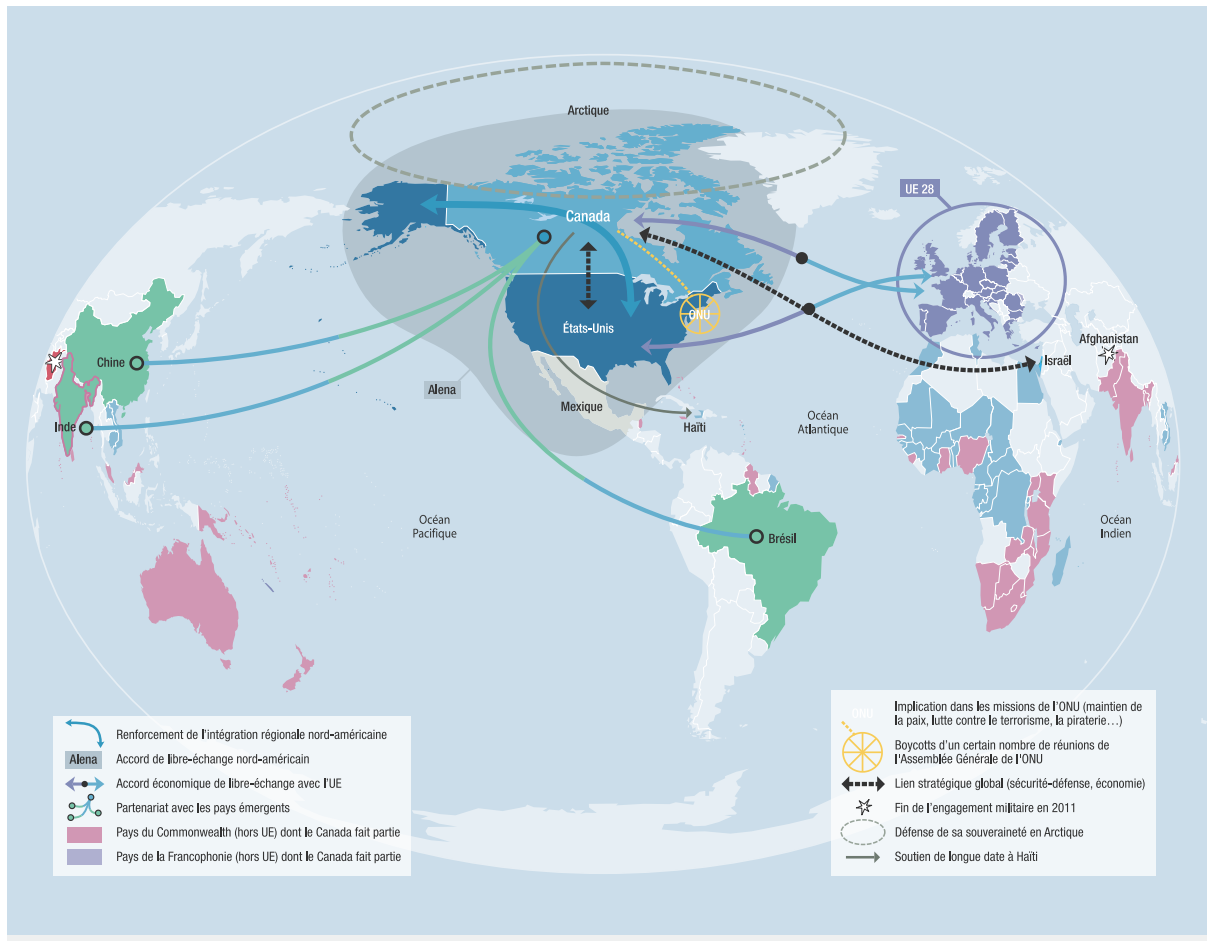
[Retour au thème](#)



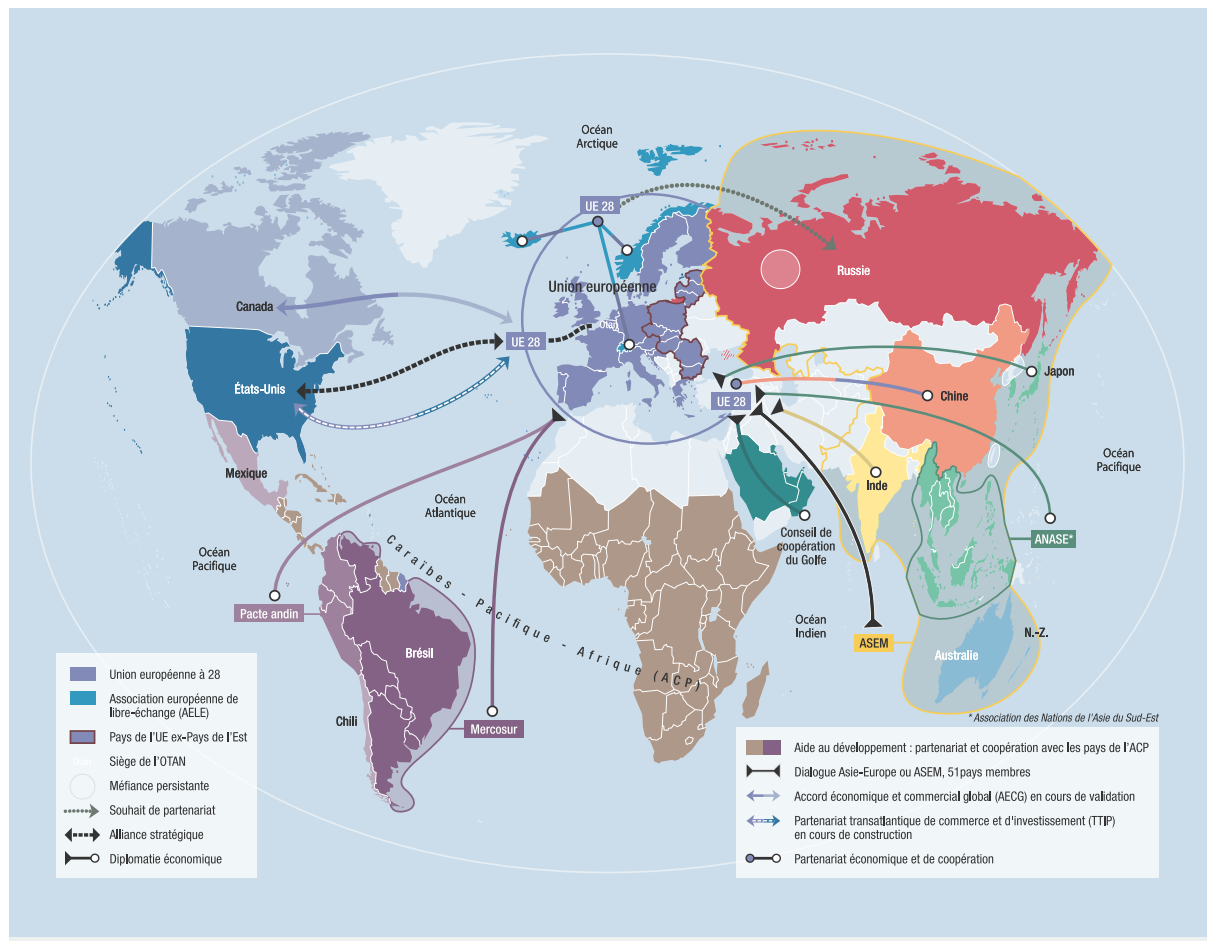
[Retour au thème](#)



[Retour au thème](#)



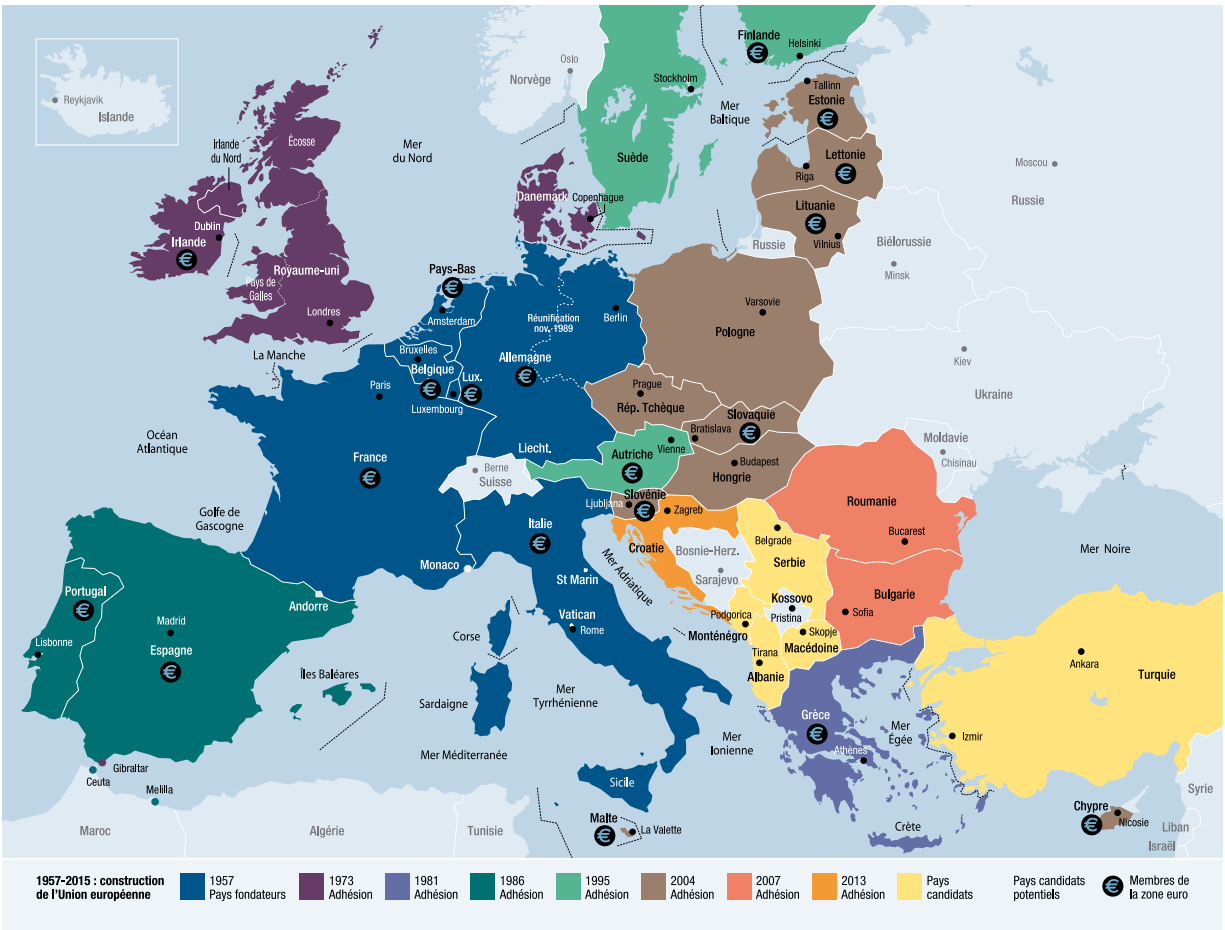
[Retour au thème](#)



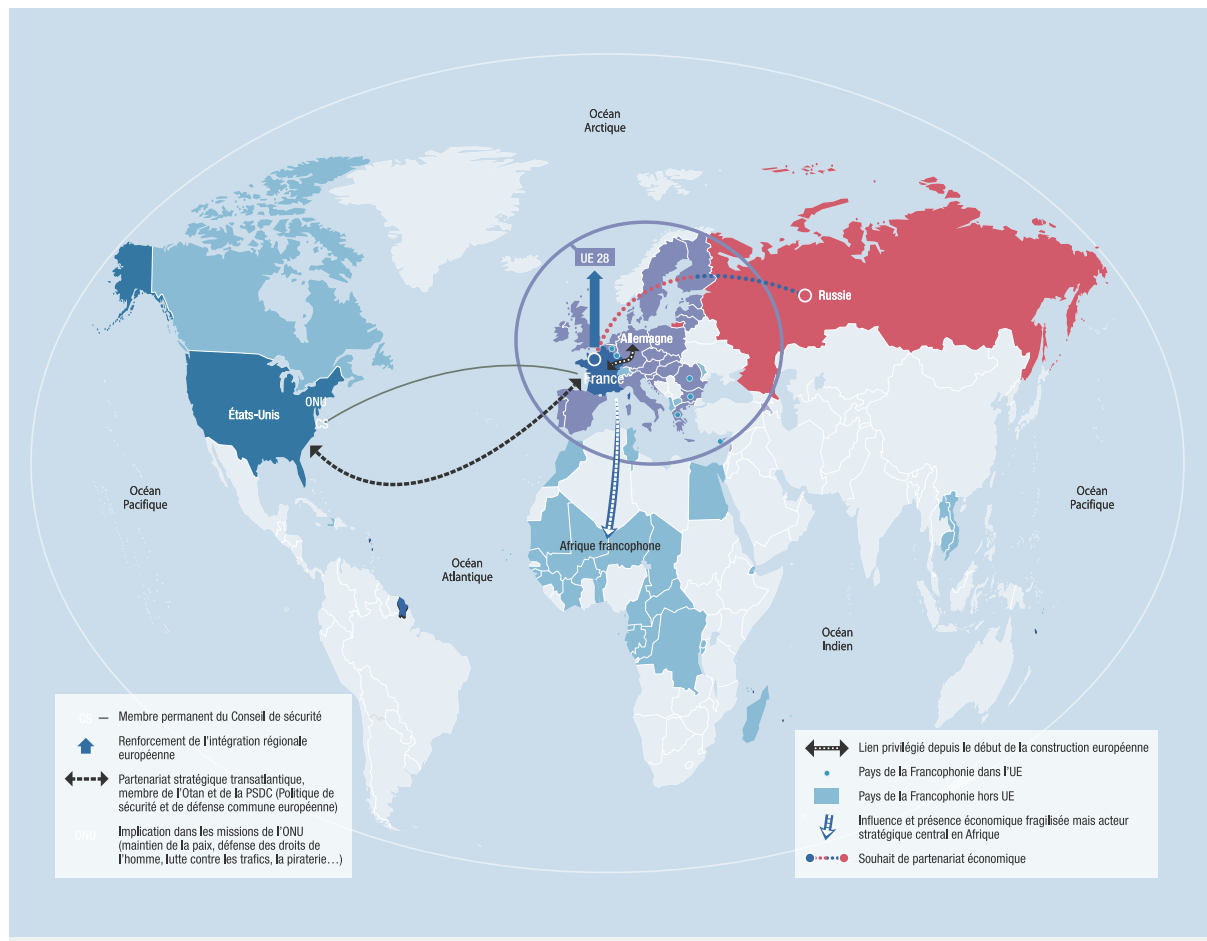
[Retour au thème](#)



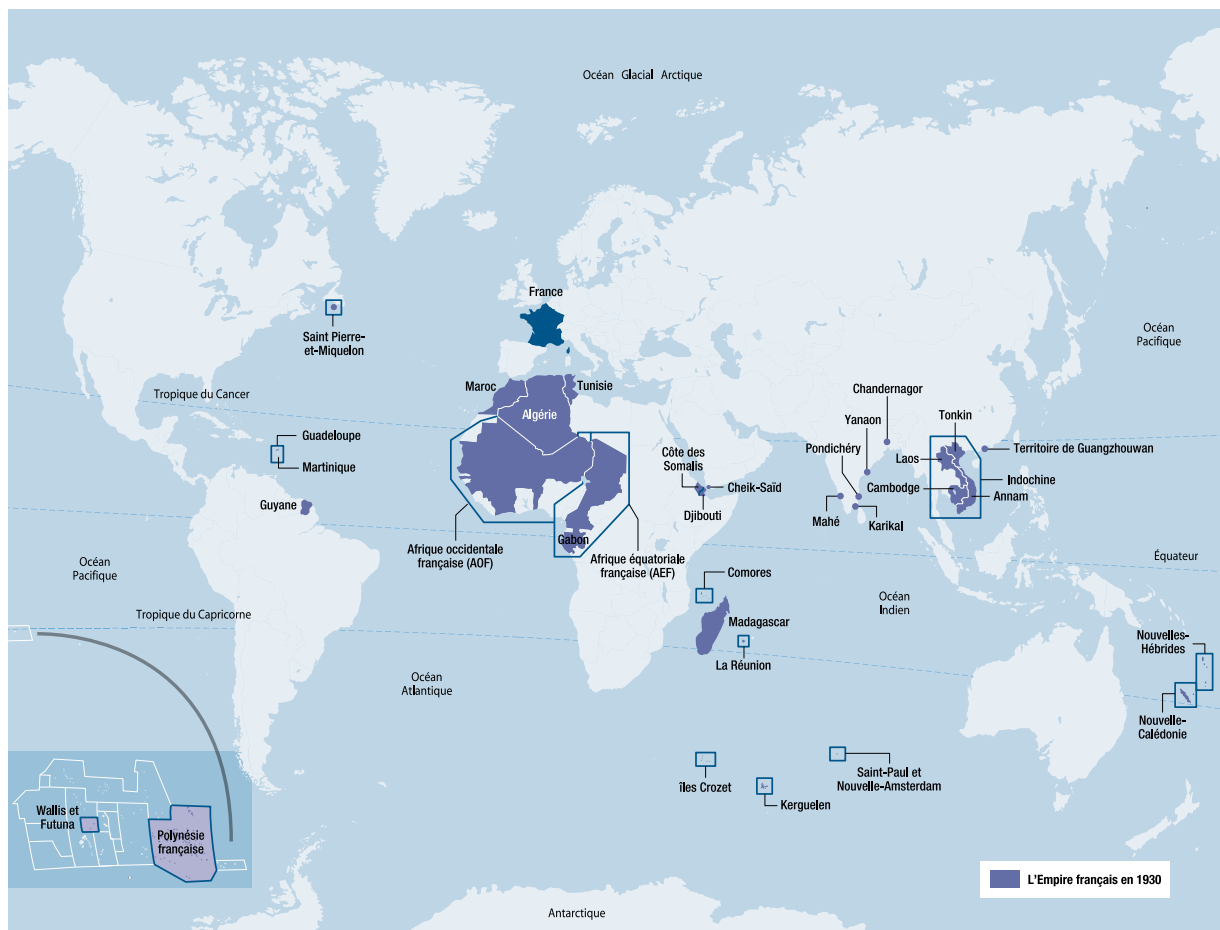
[Retour au thème](#)



[Retour au thème](#)



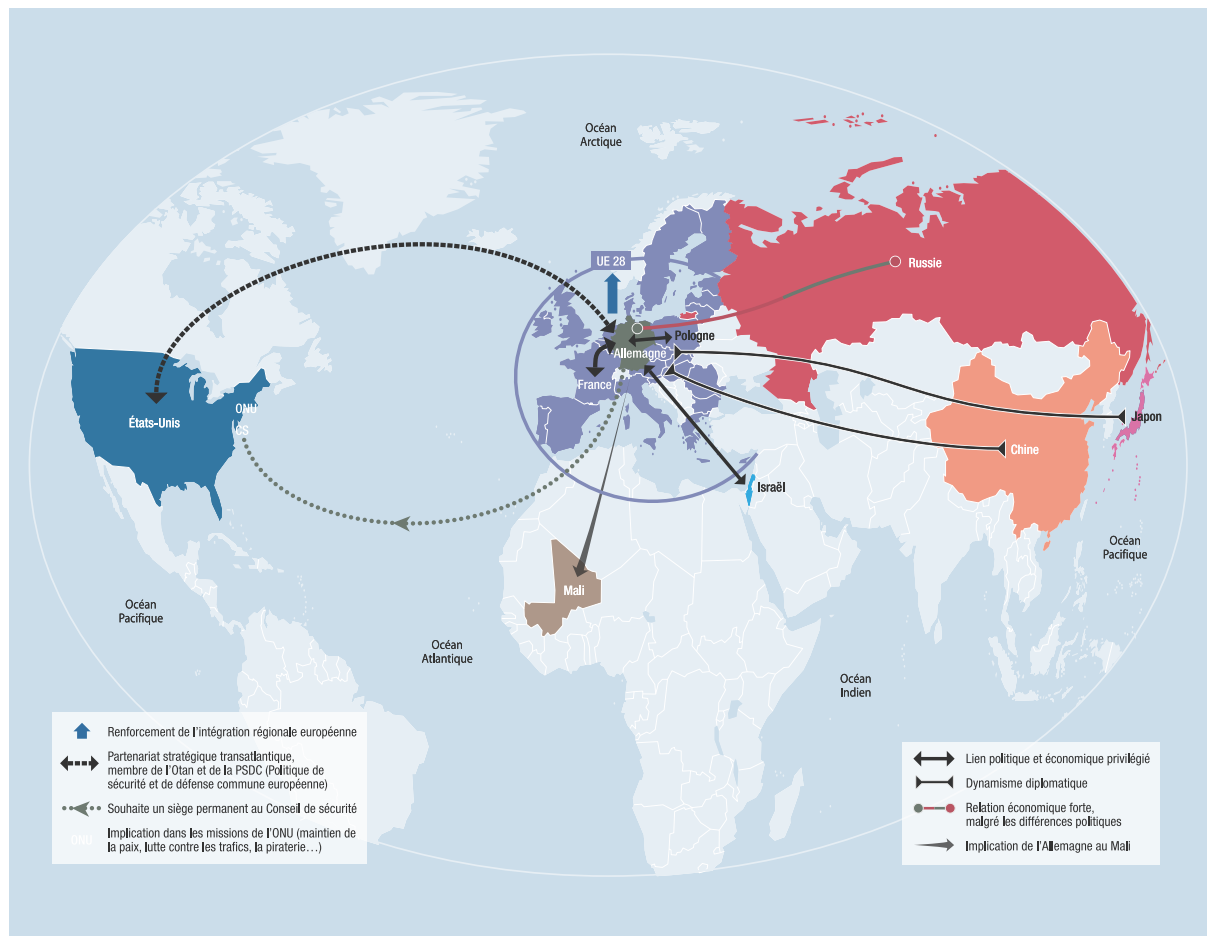
[Retour au thème](#)



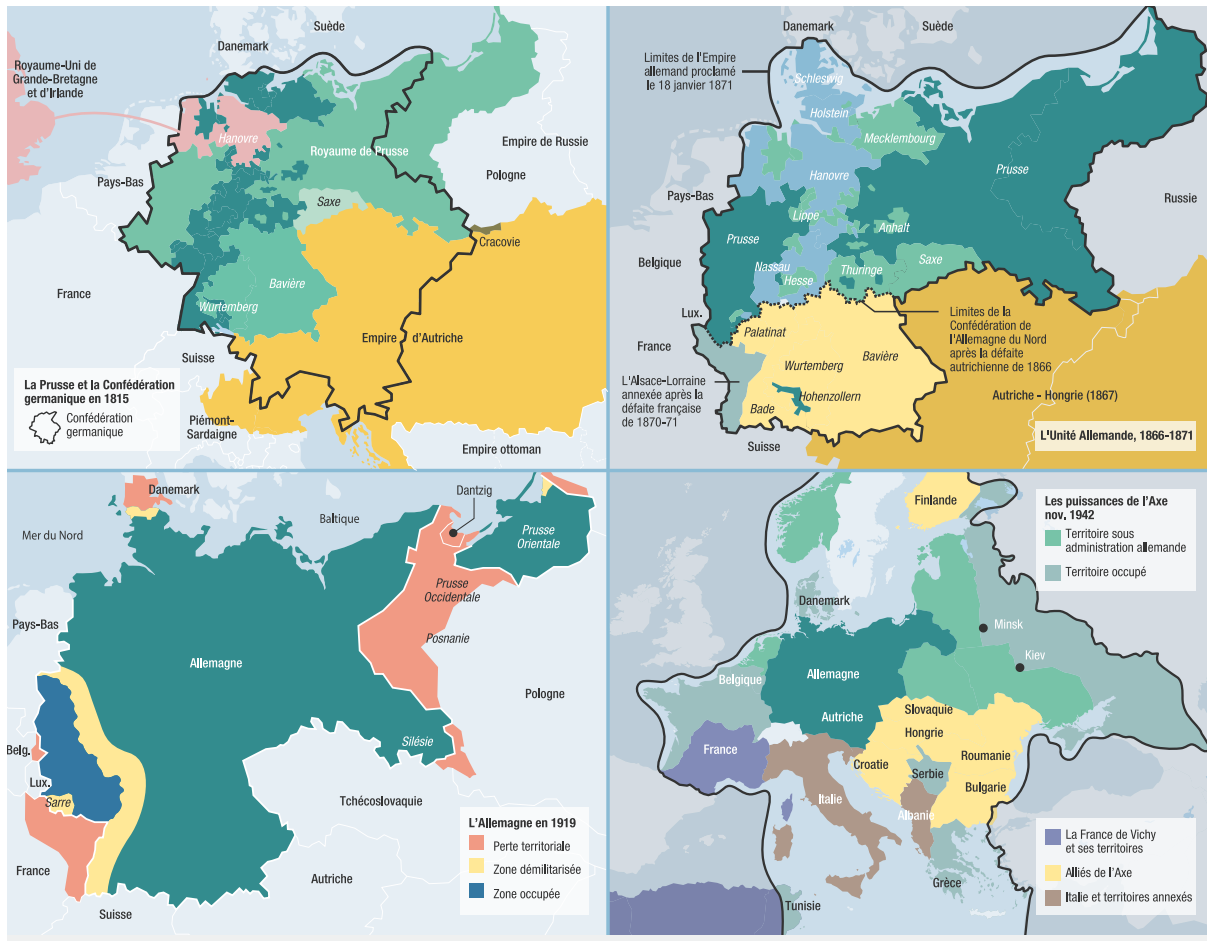
[Retour au thème](#)



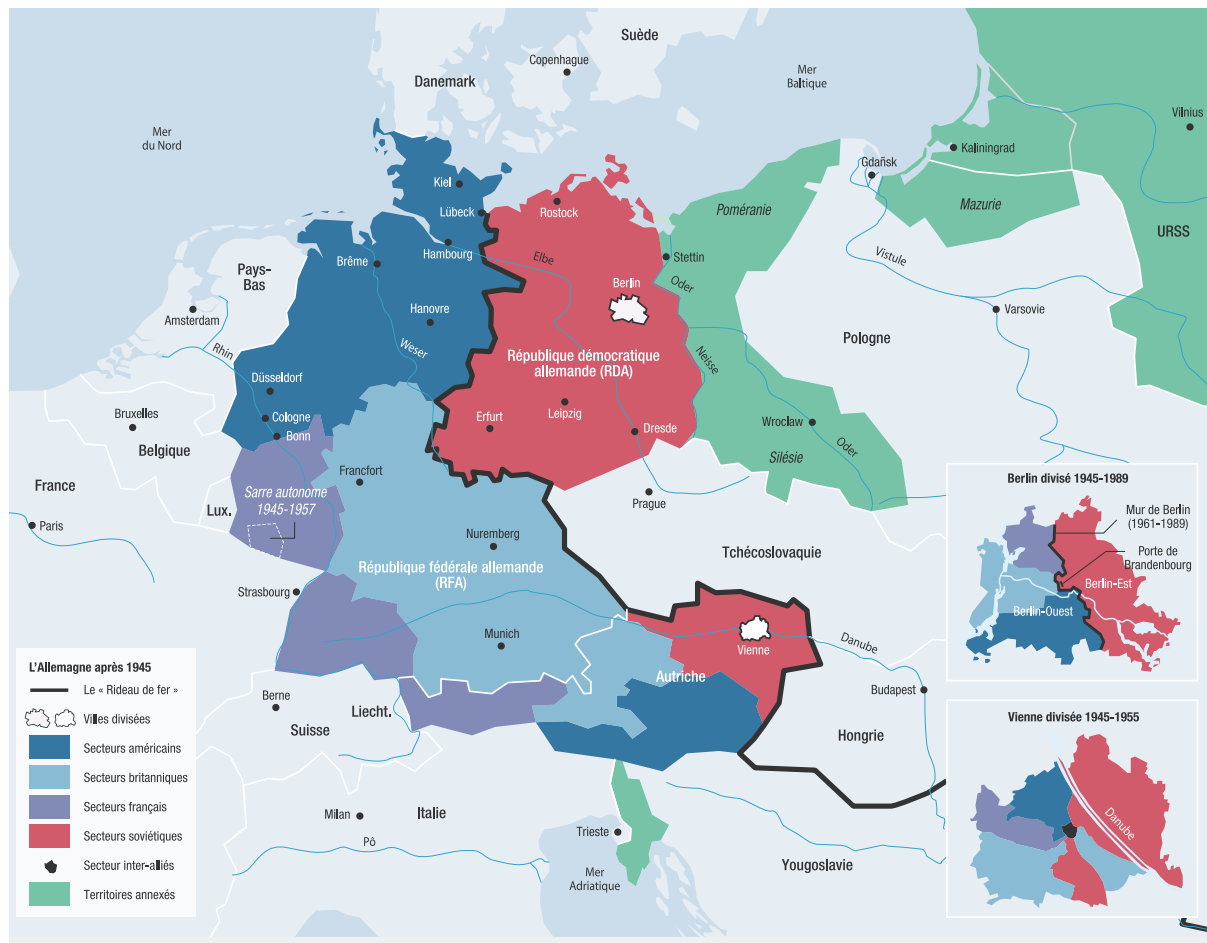
Retour au thème



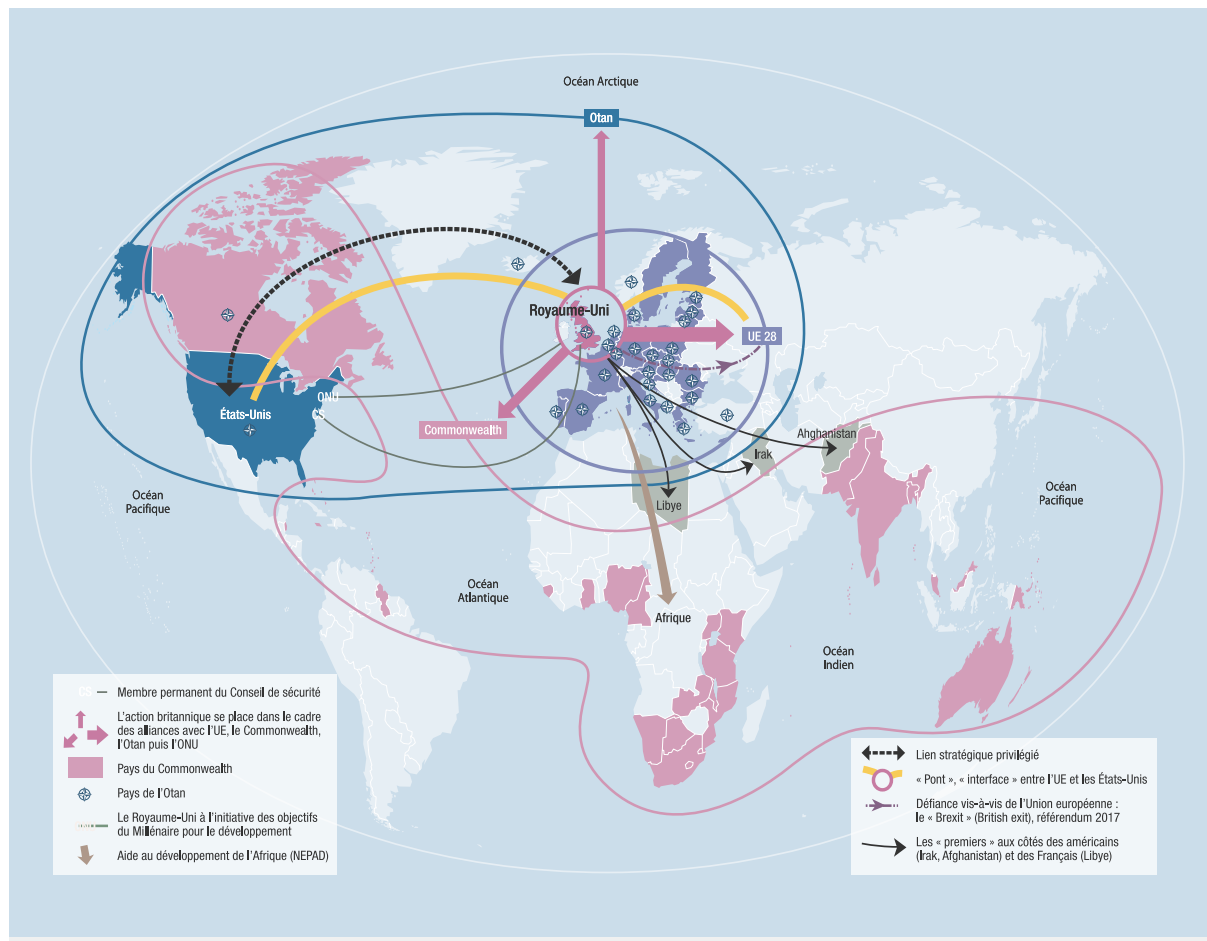
[Retour au thème](#)



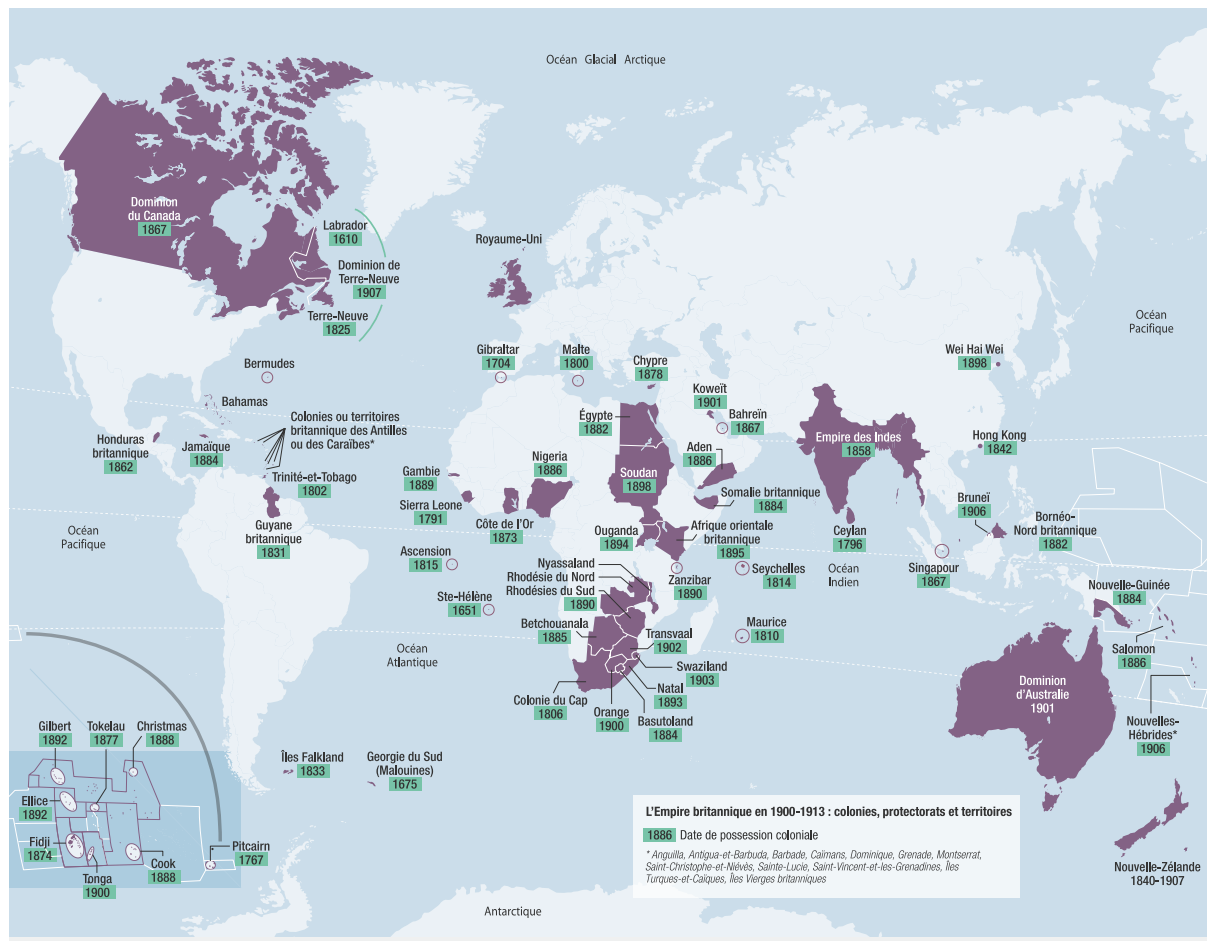
[Retour au thème](#)



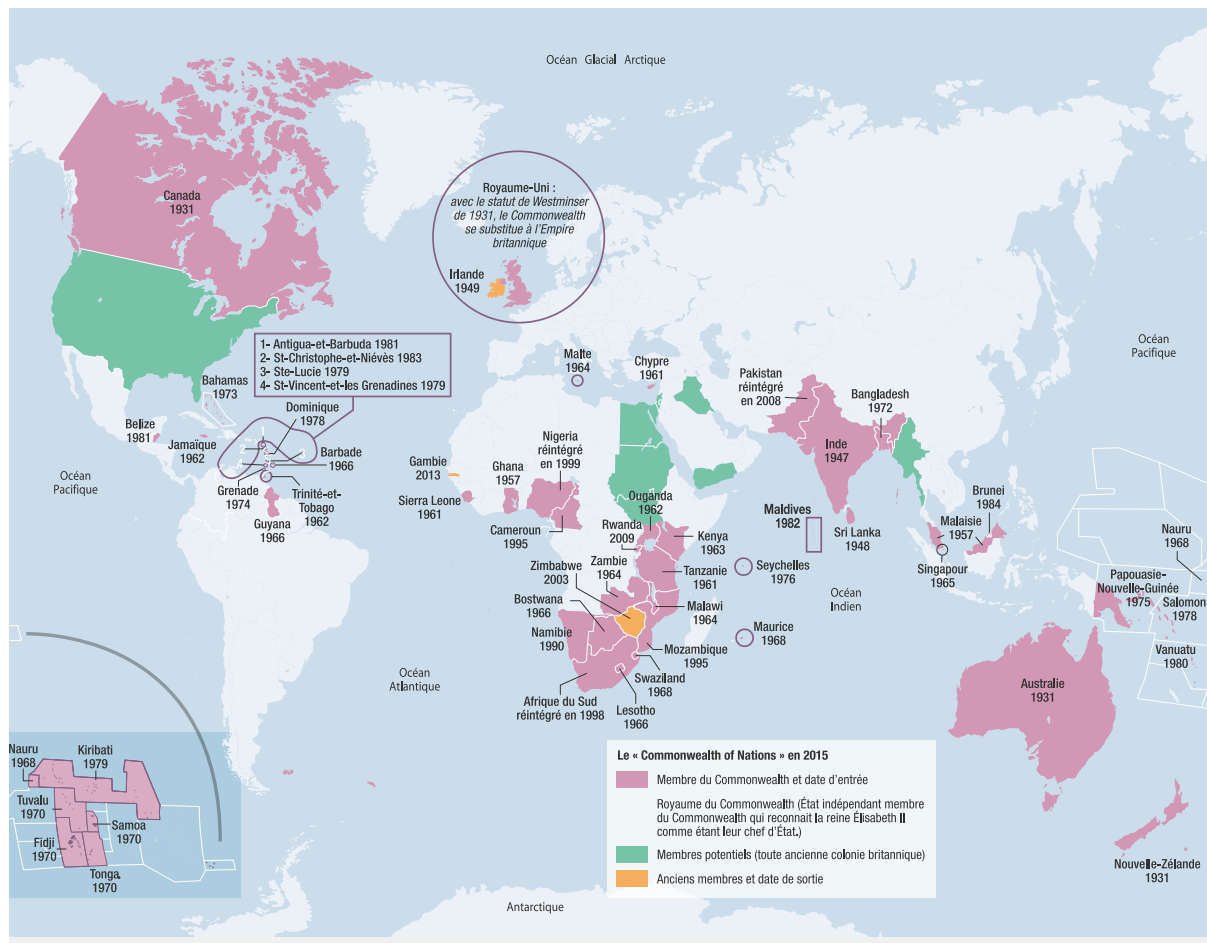
[Retour au thème](#)



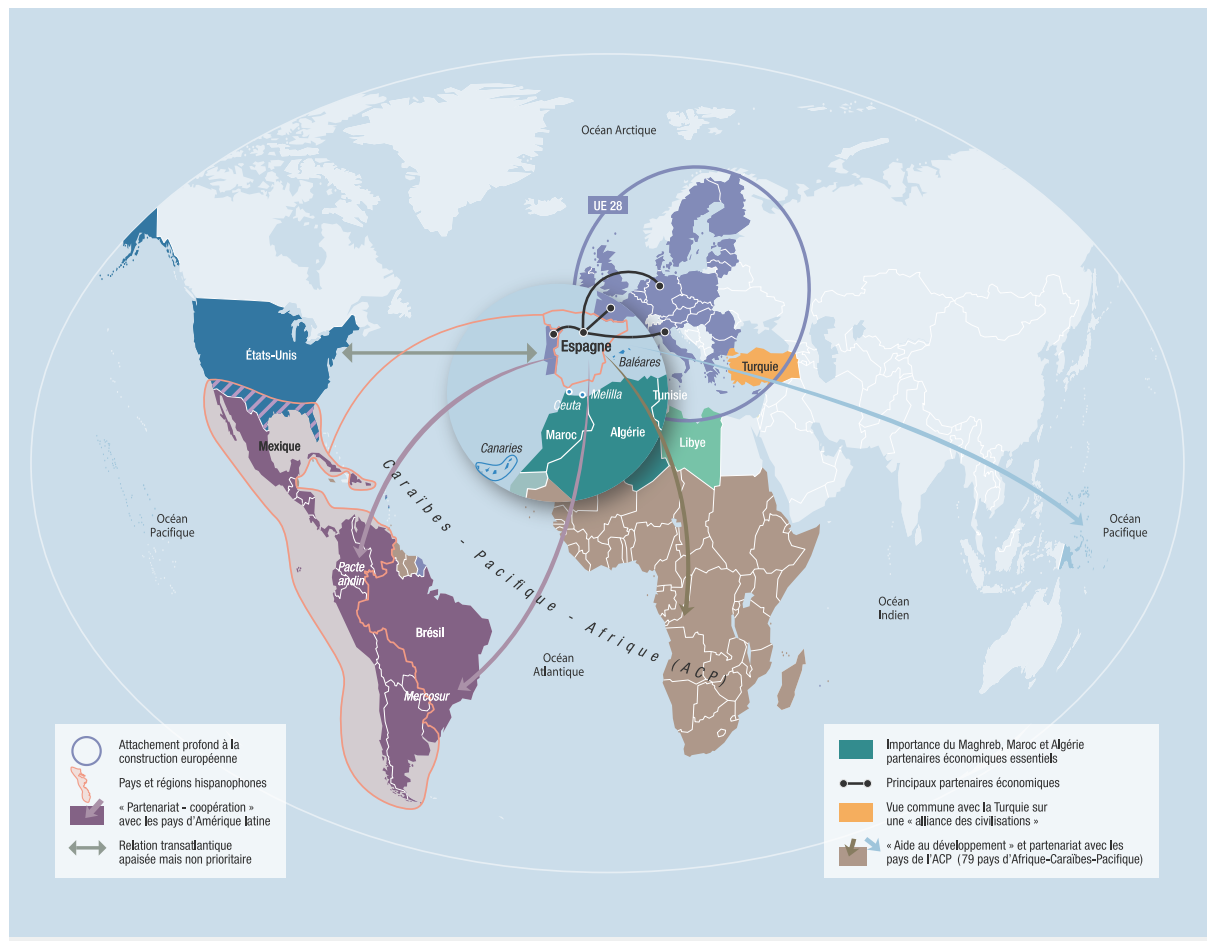
[Retour au thème](#)



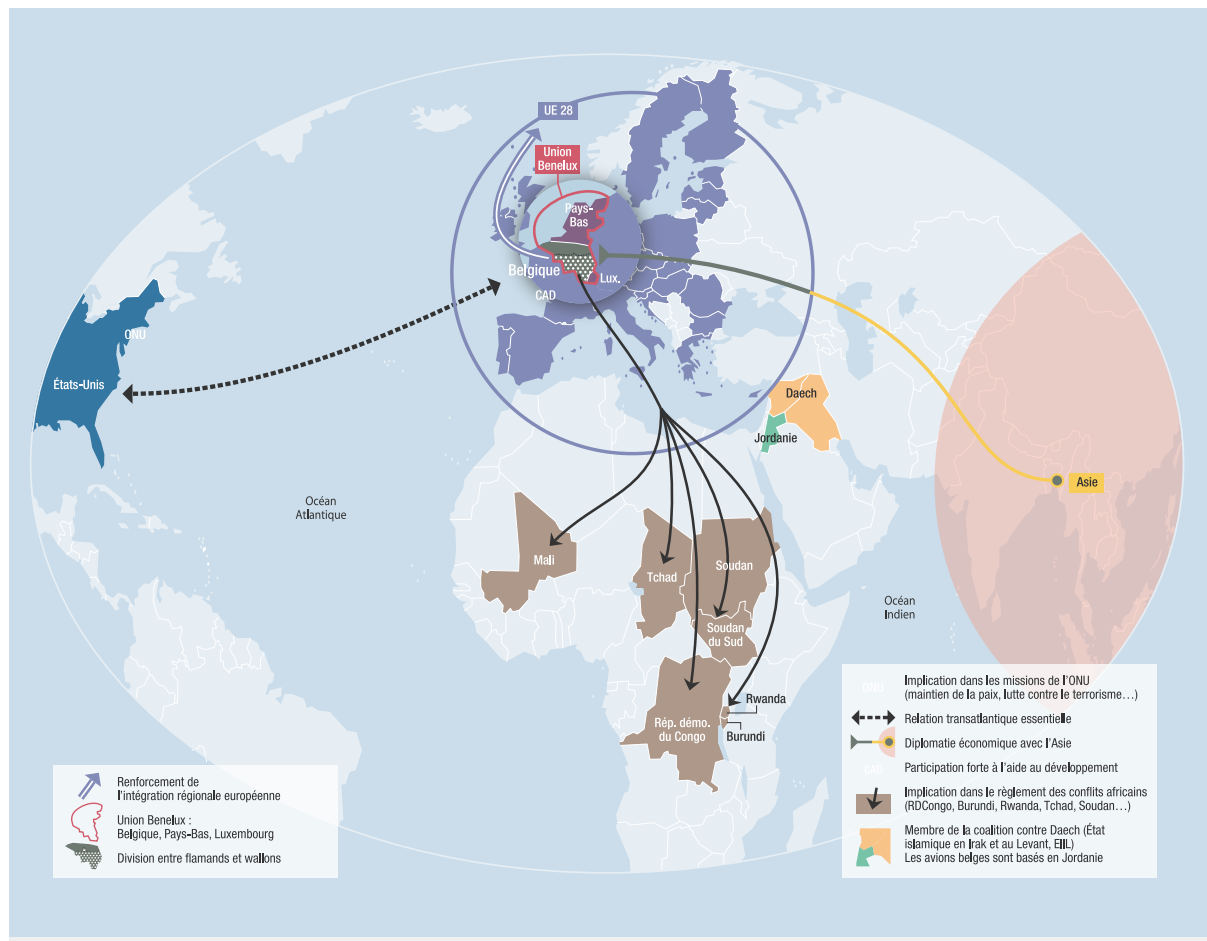
[Retour au thème](#)



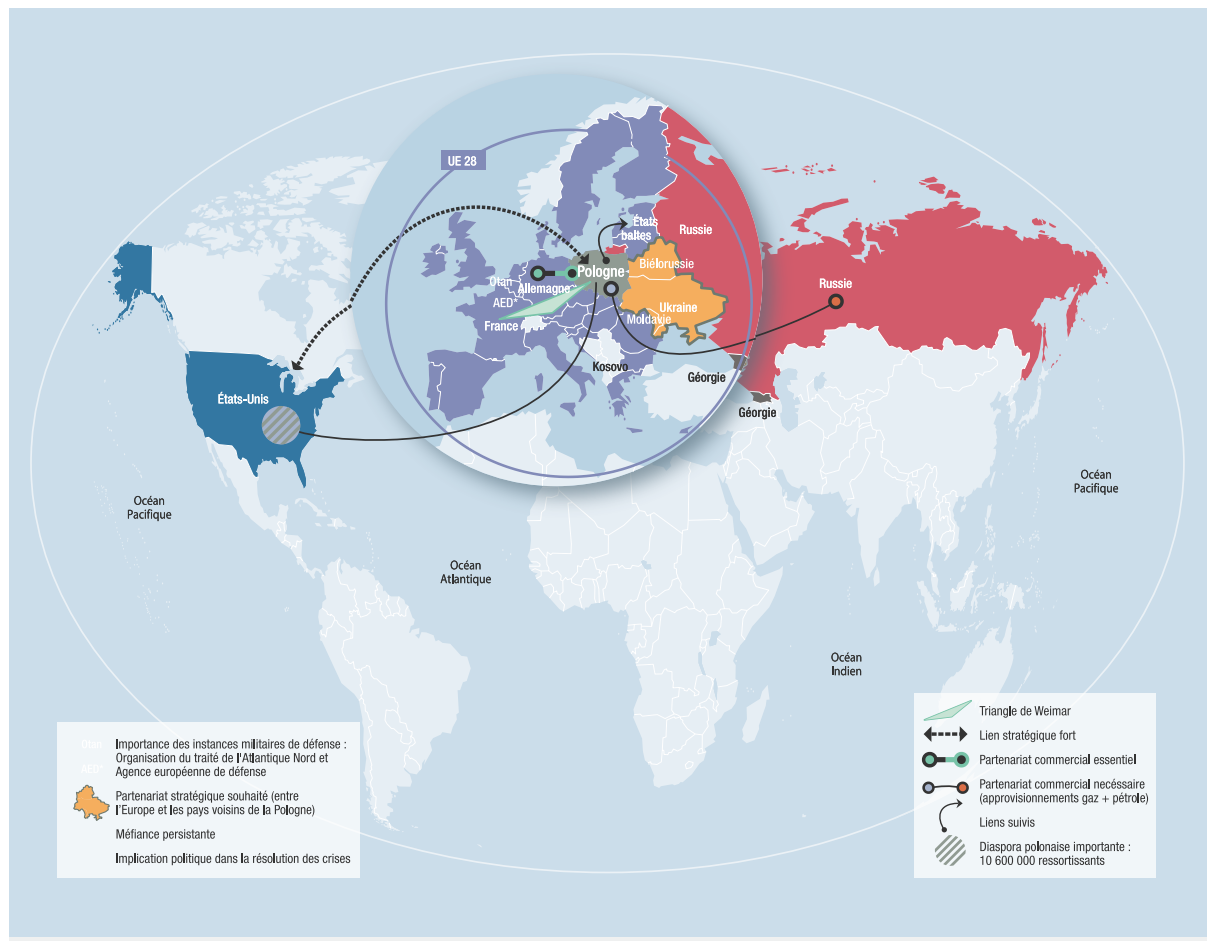
[Retour au thème](#)



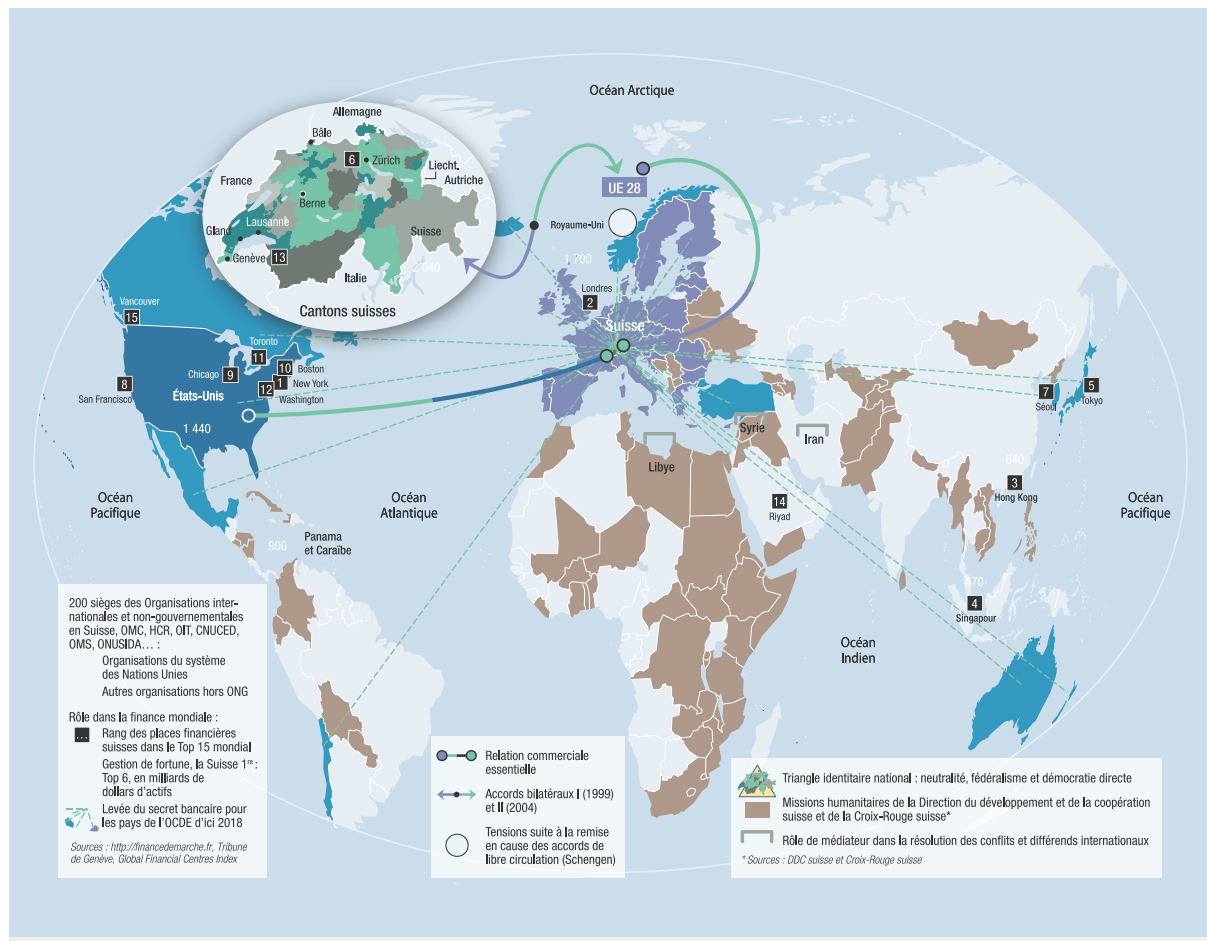
[Retour au thème](#)



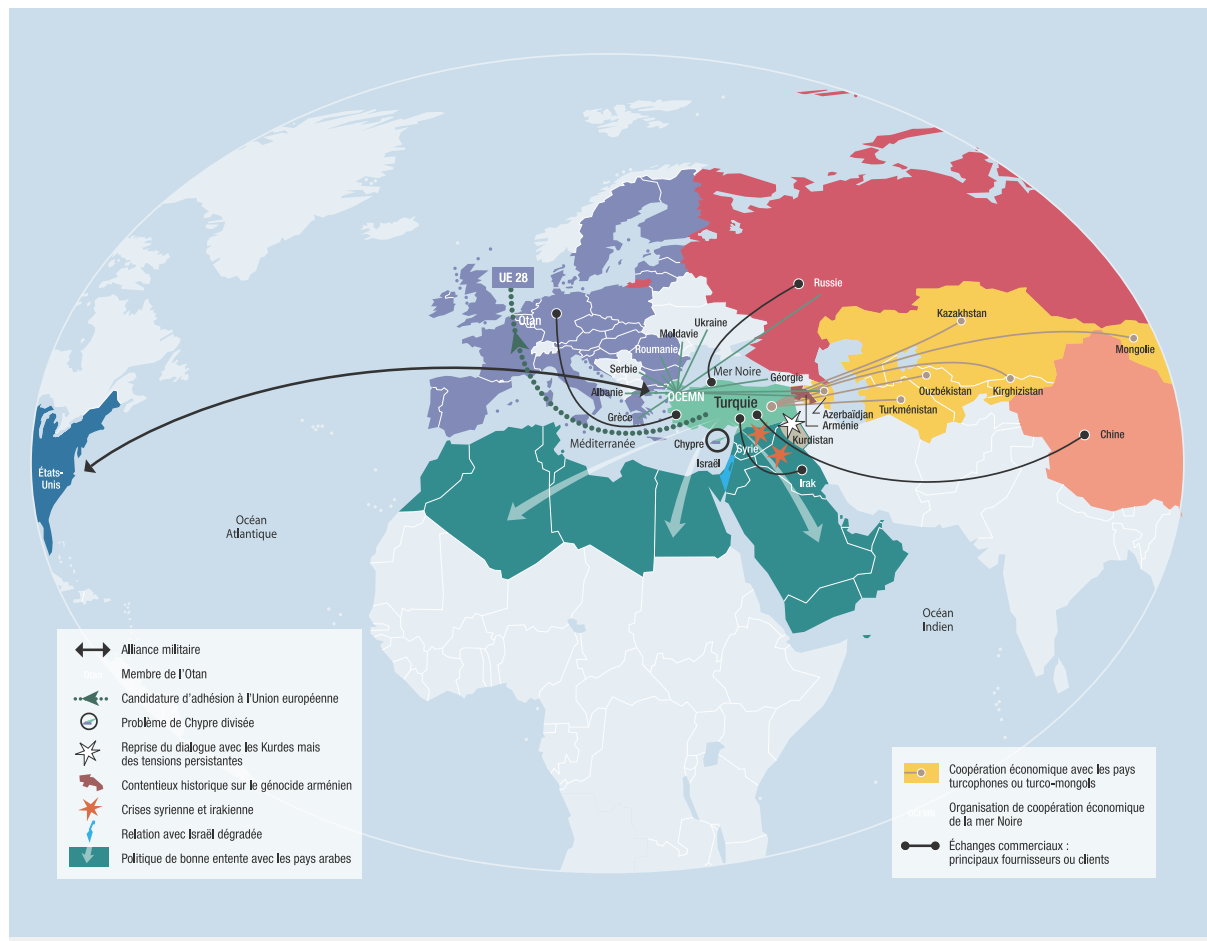
[Retour au thème](#)



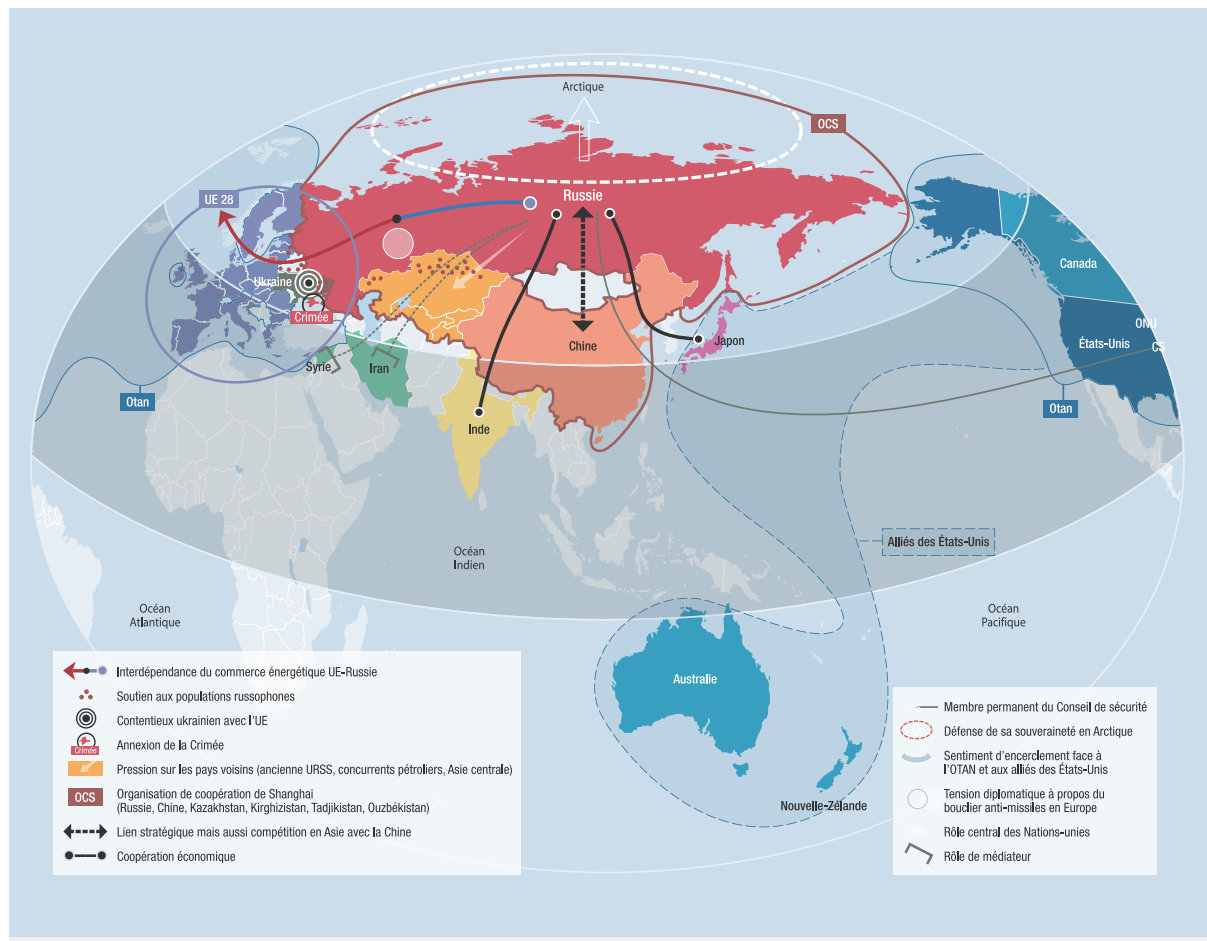
[Retour au thème](#)



[Retour au thème](#)



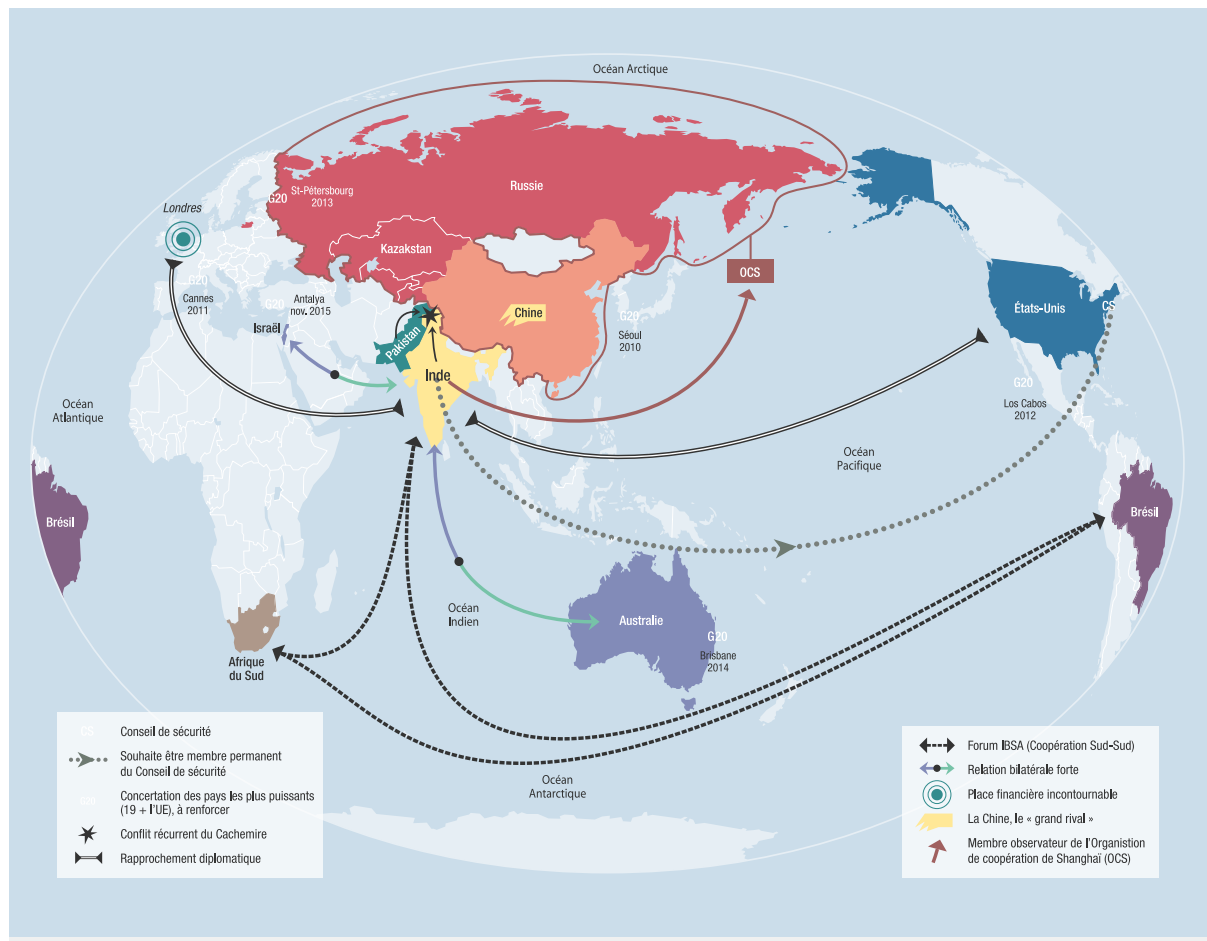
[Retour au thème](#)



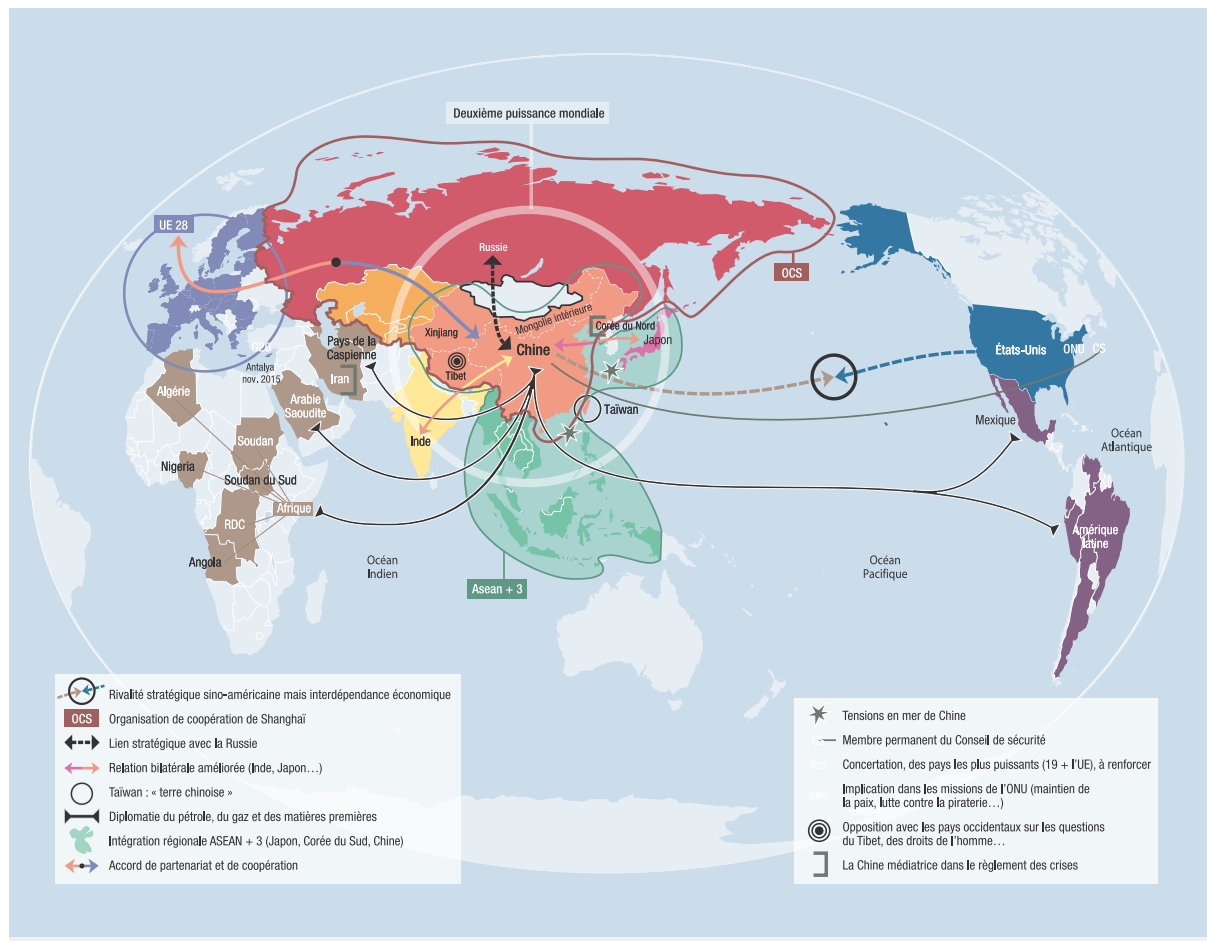
[Retour au thème](#)



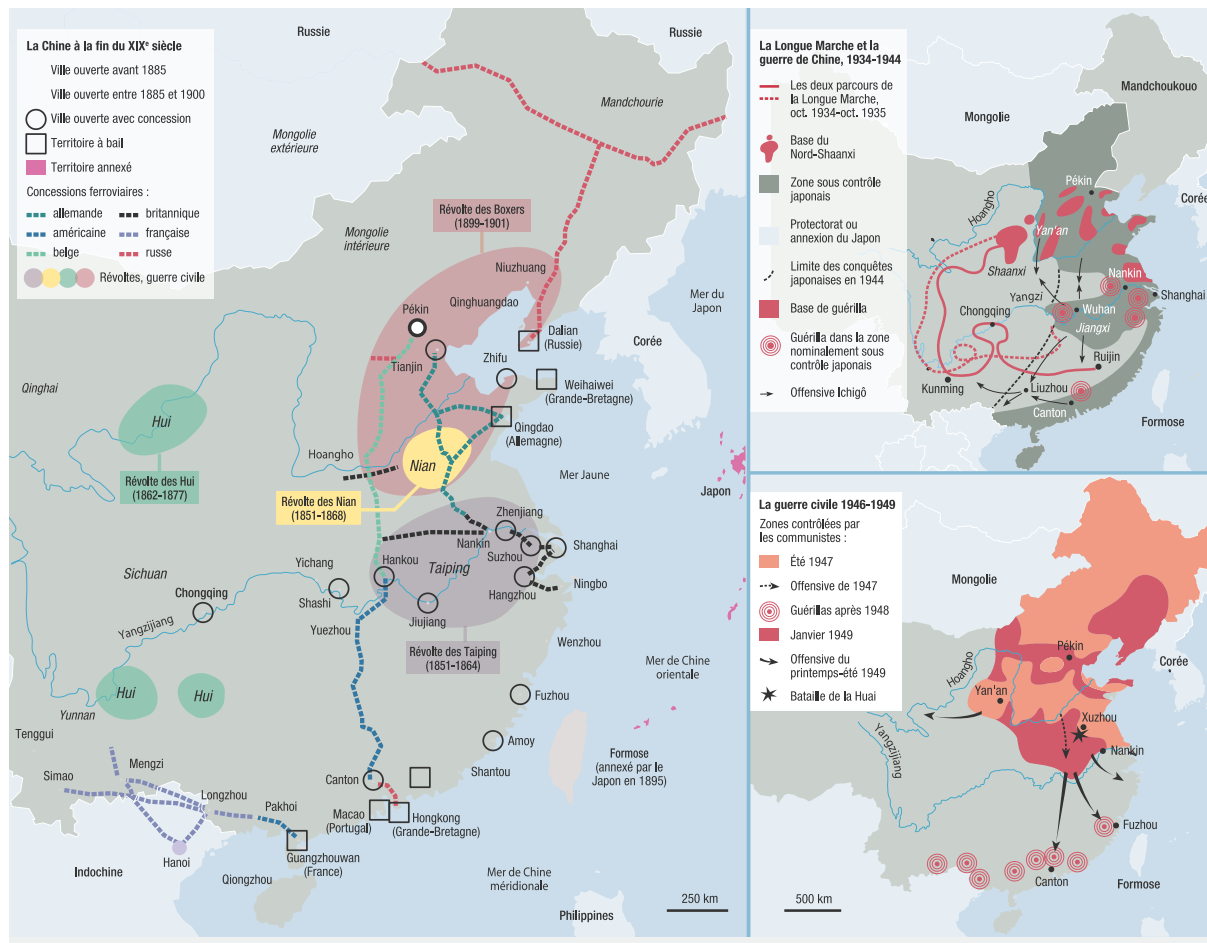
[Retour au thème](#)



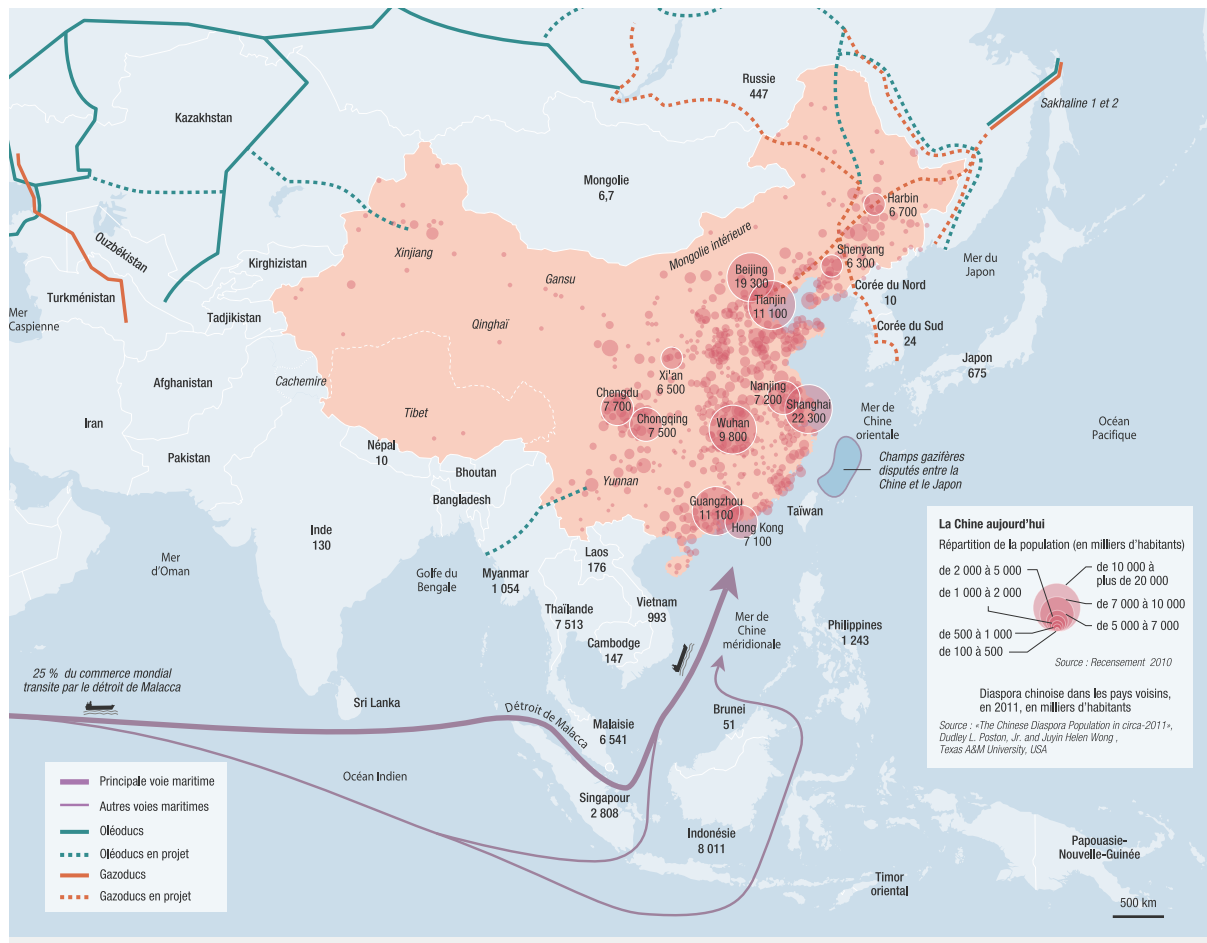
[Retour au thème](#)



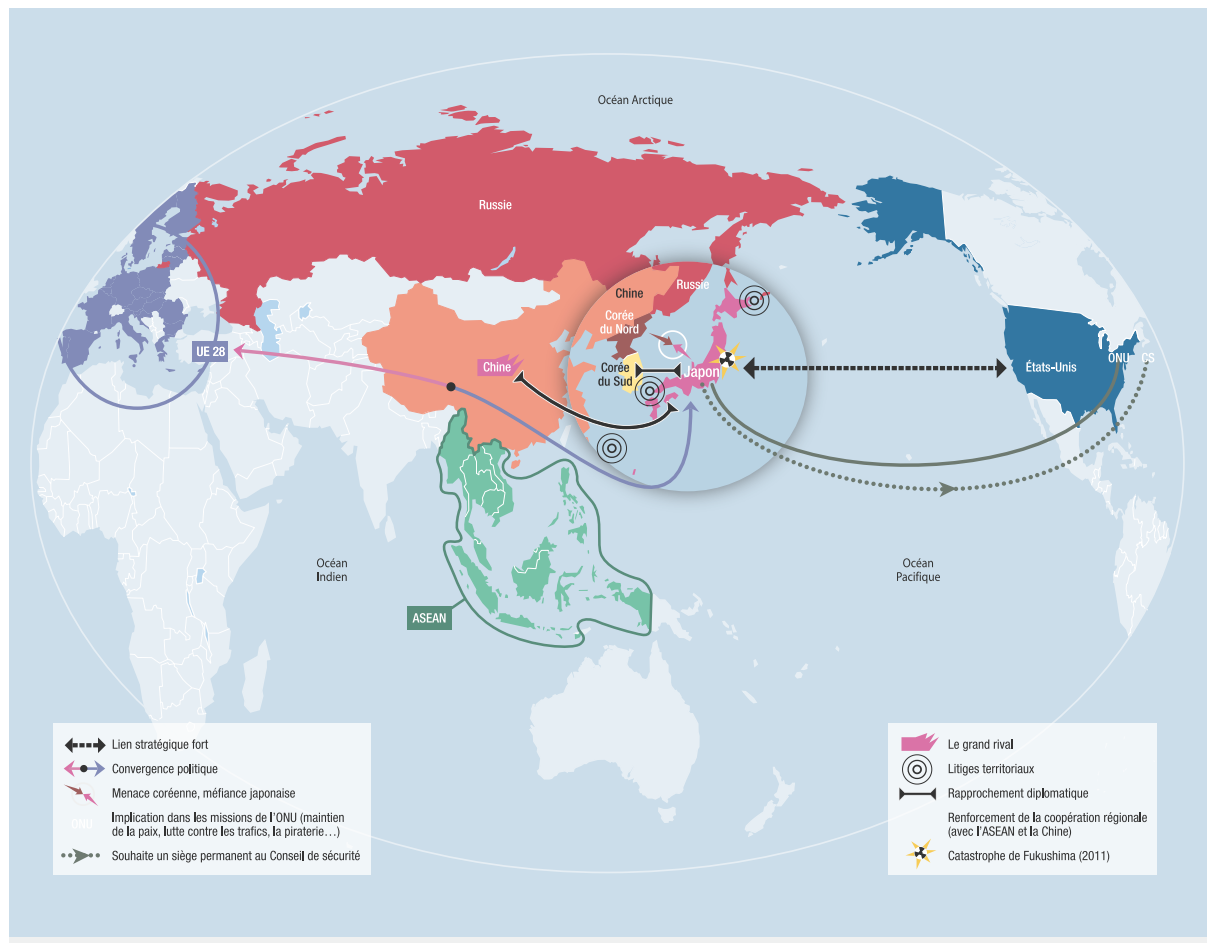
[Retour au thème](#)



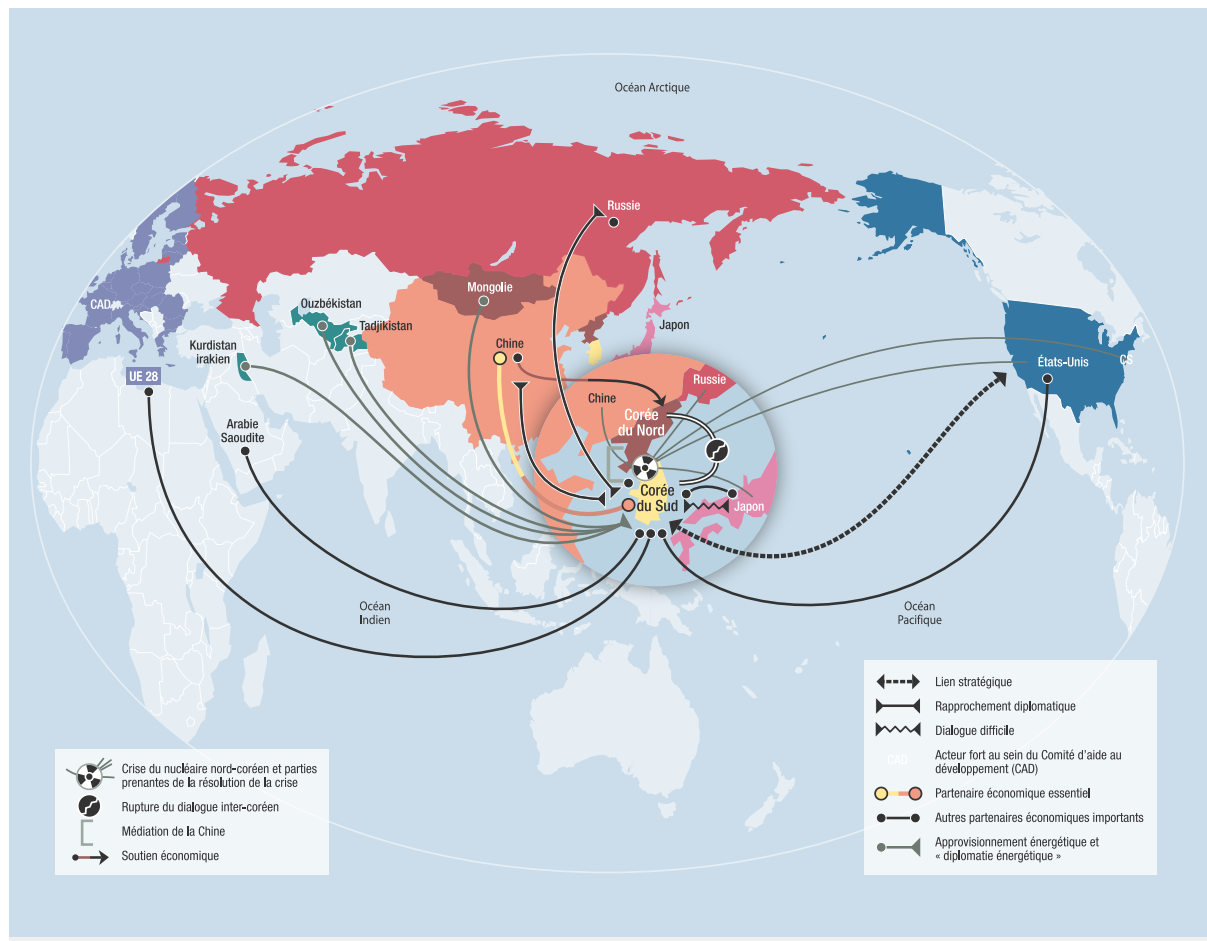
[Retour au thème](#)



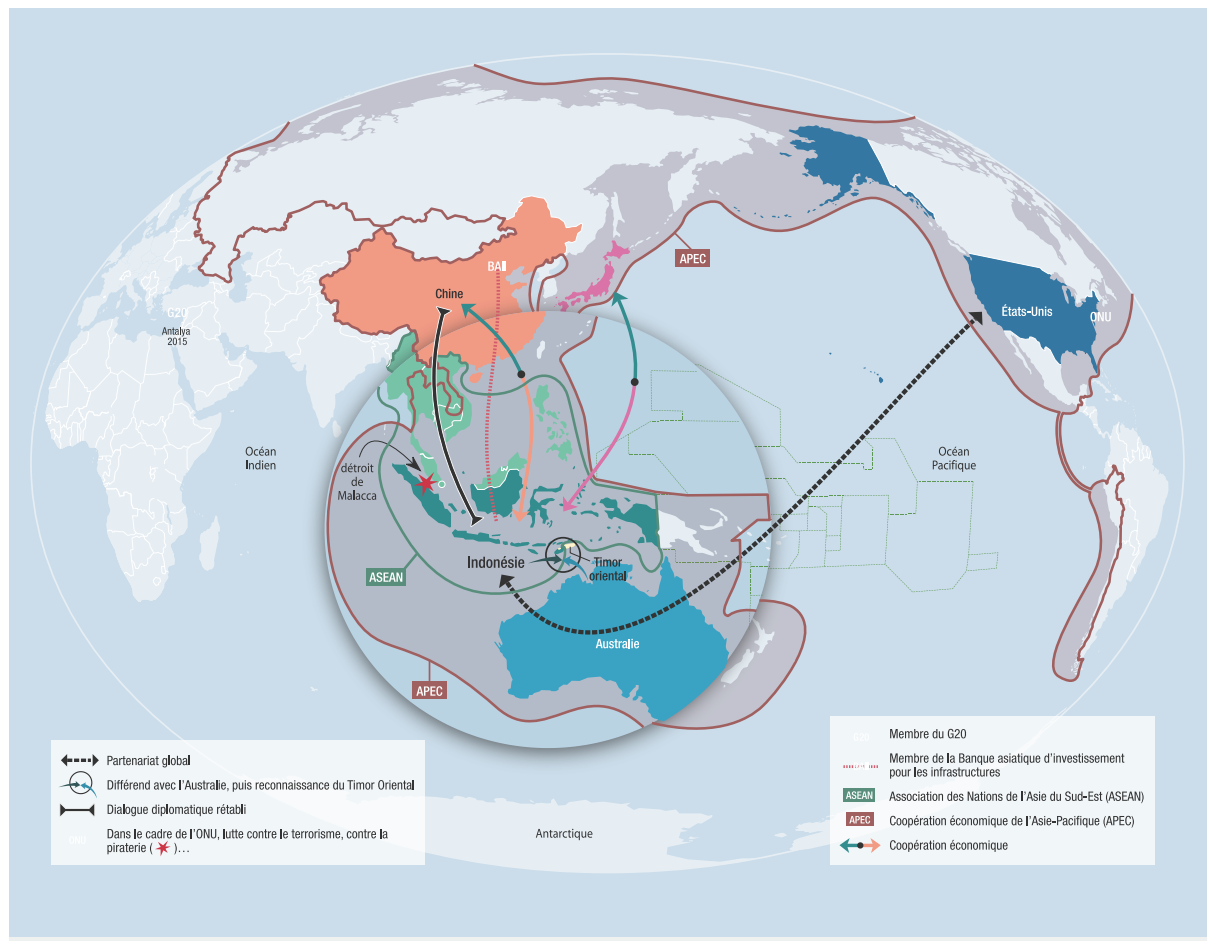
[Retour au thème](#)



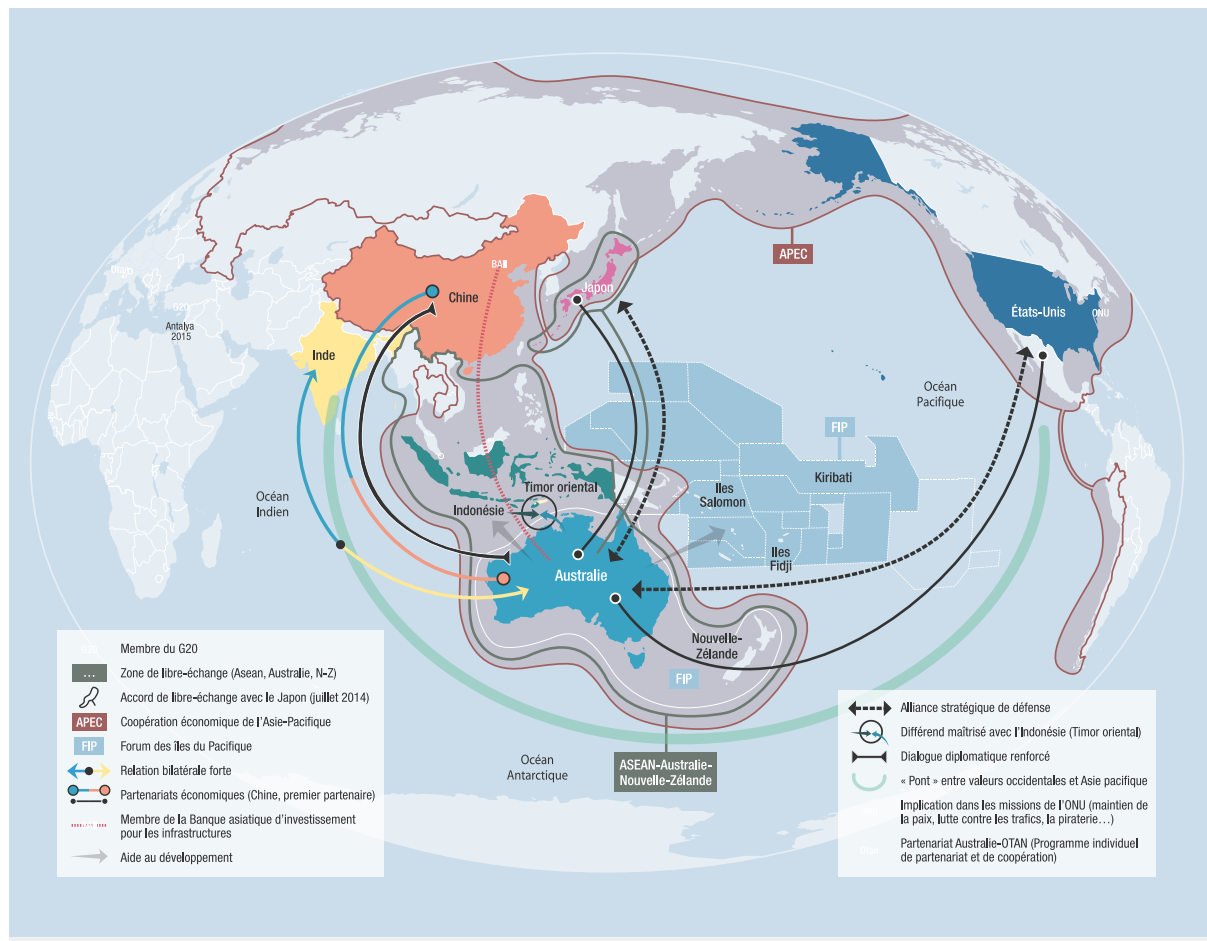
[Retour au thème](#)



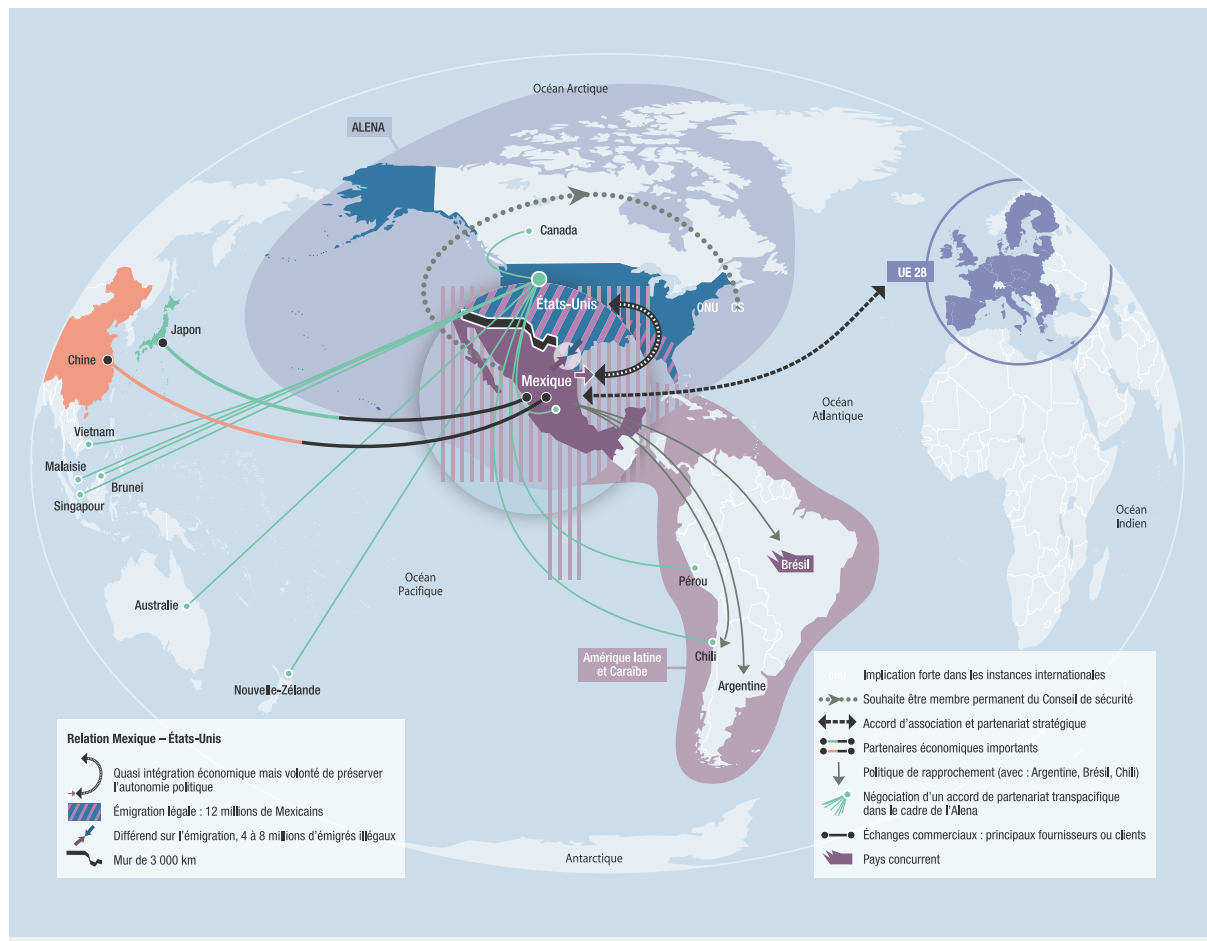
[Retour au thème](#)



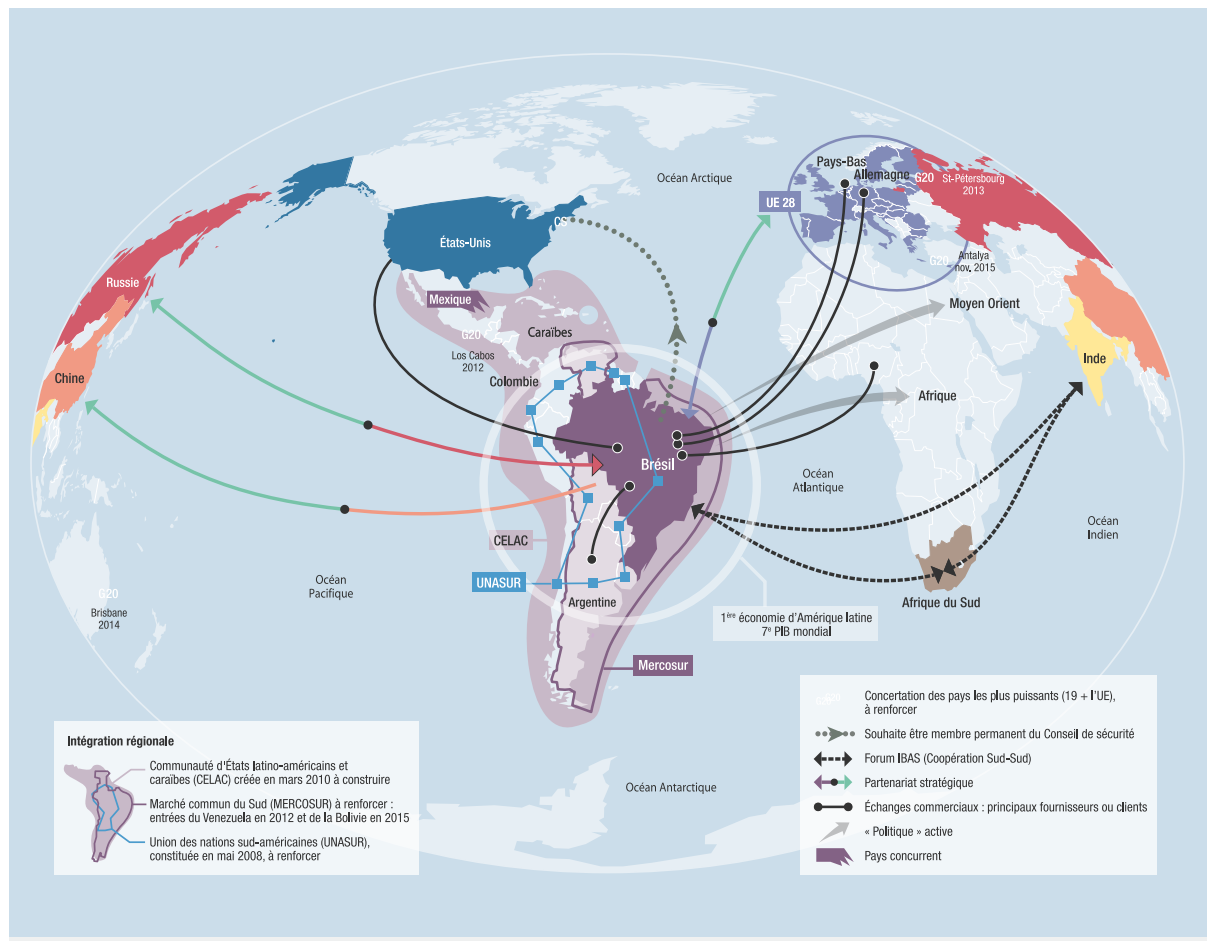
[Retour au thème](#)



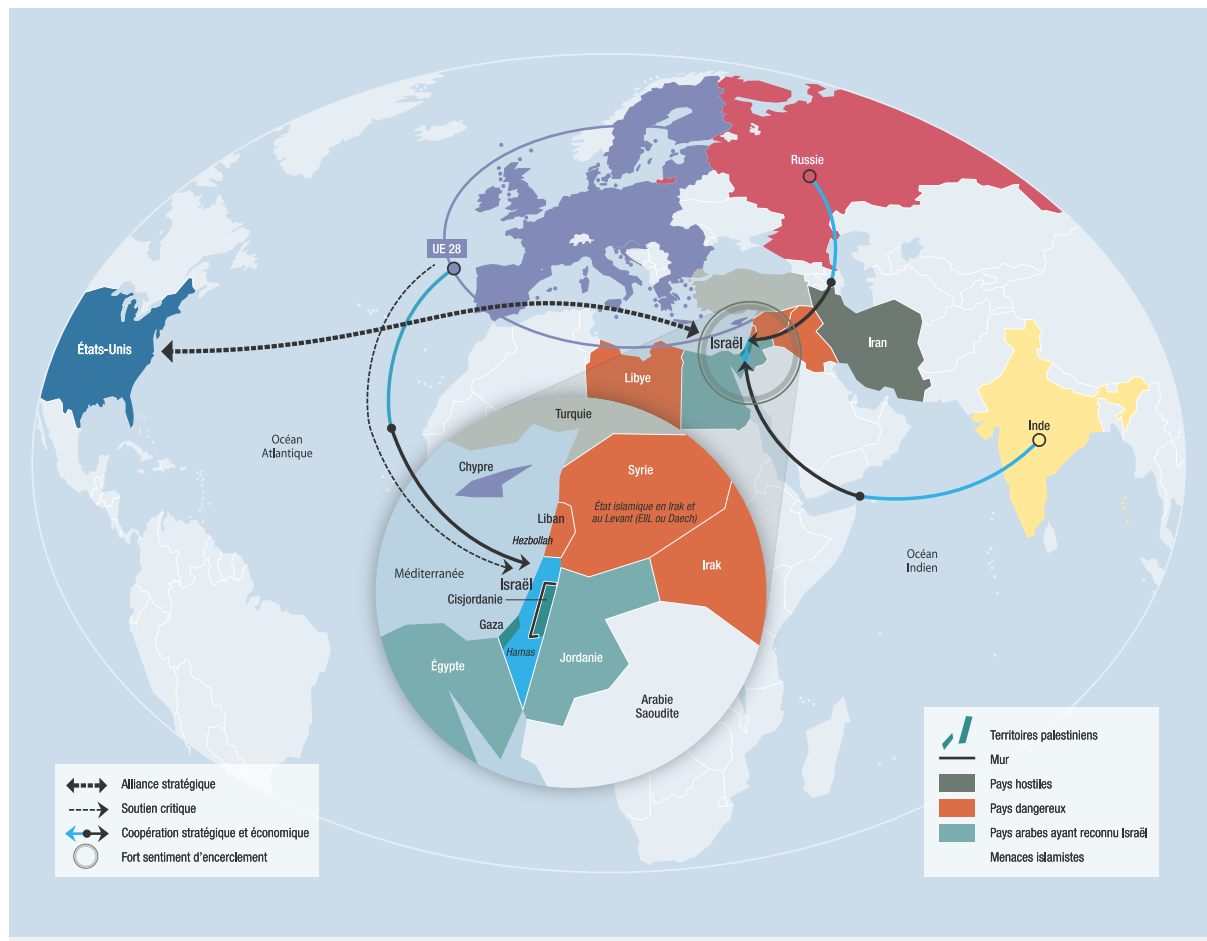
[Retour au thème](#)



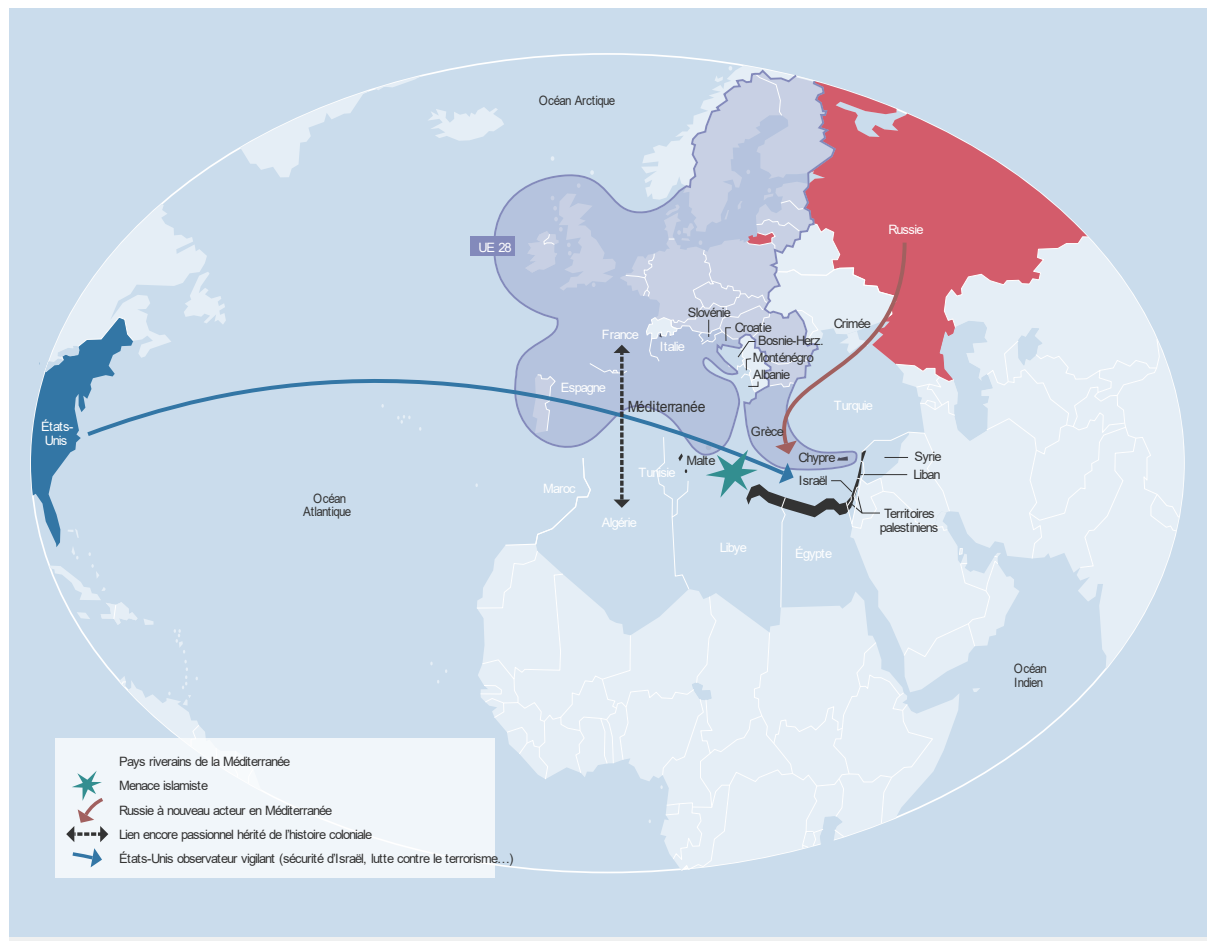
[Retour au thème](#)



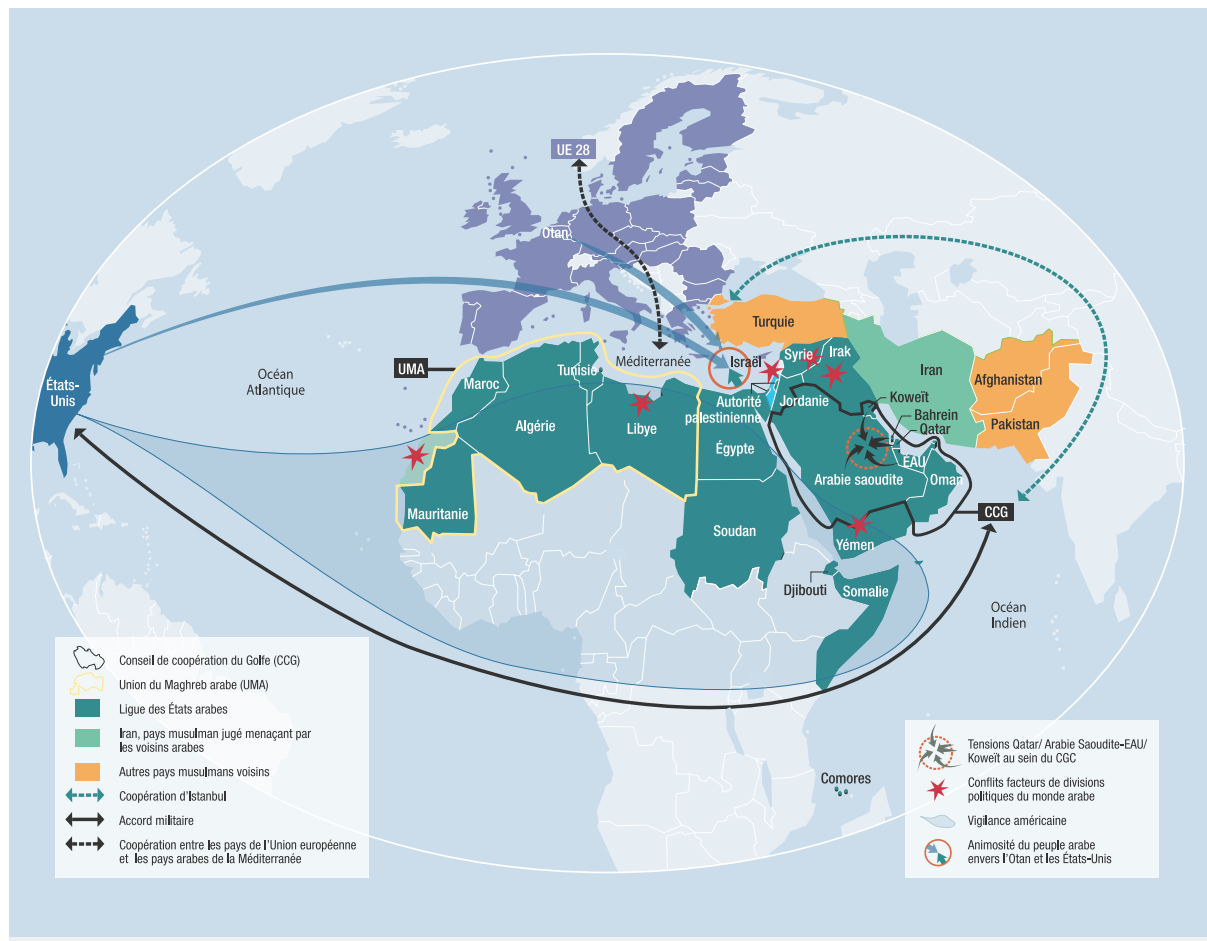
[Retour au thème](#)



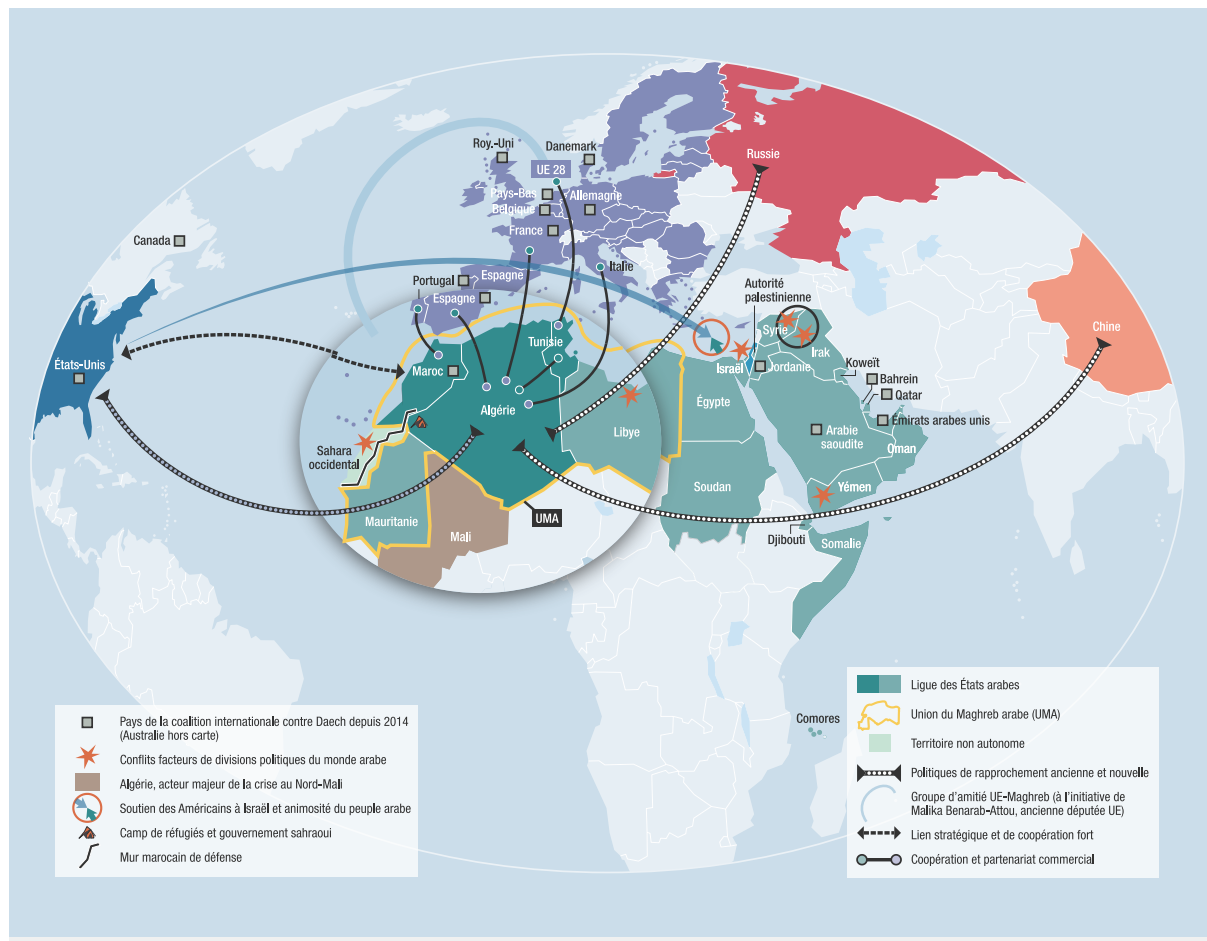
[Retour au thème](#)



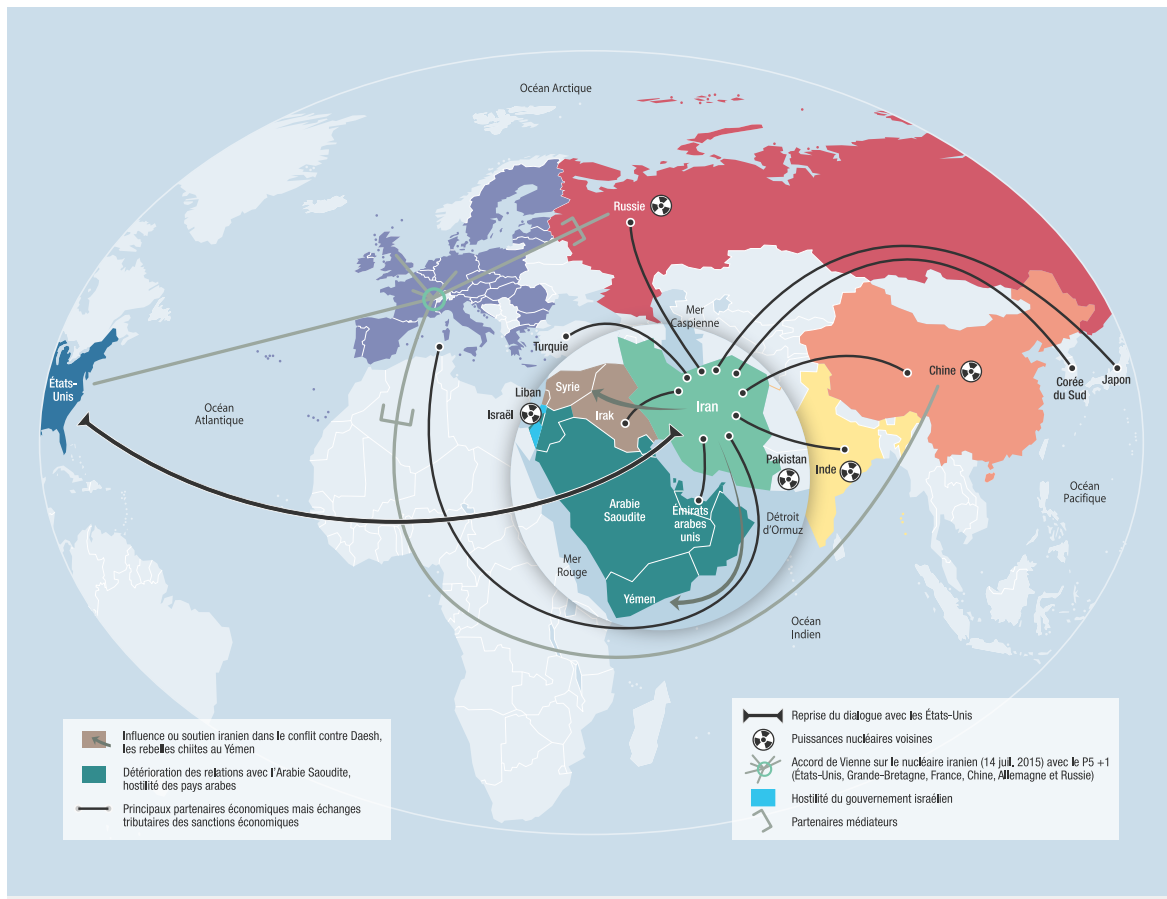
[Retour au thème](#)



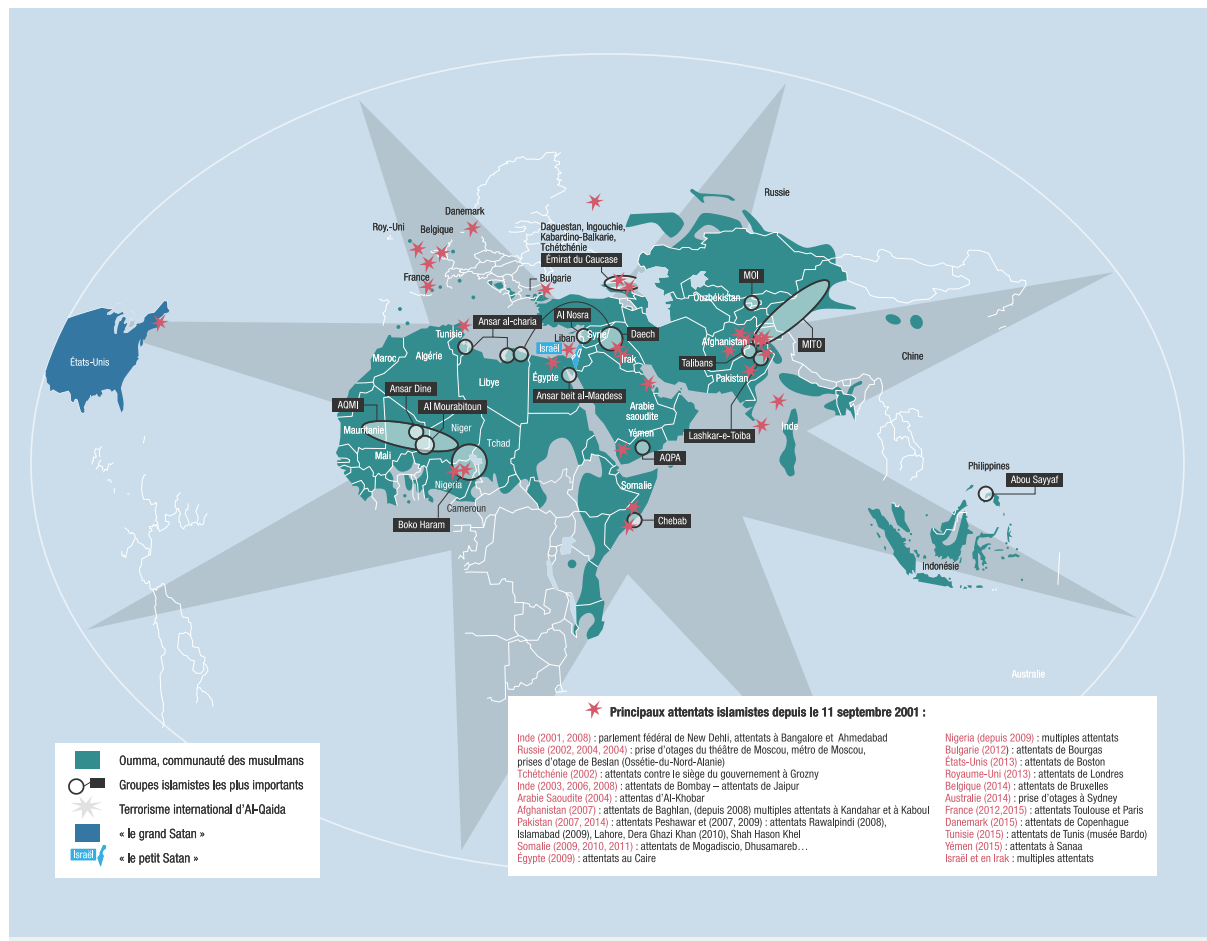
[Retour au thème](#)



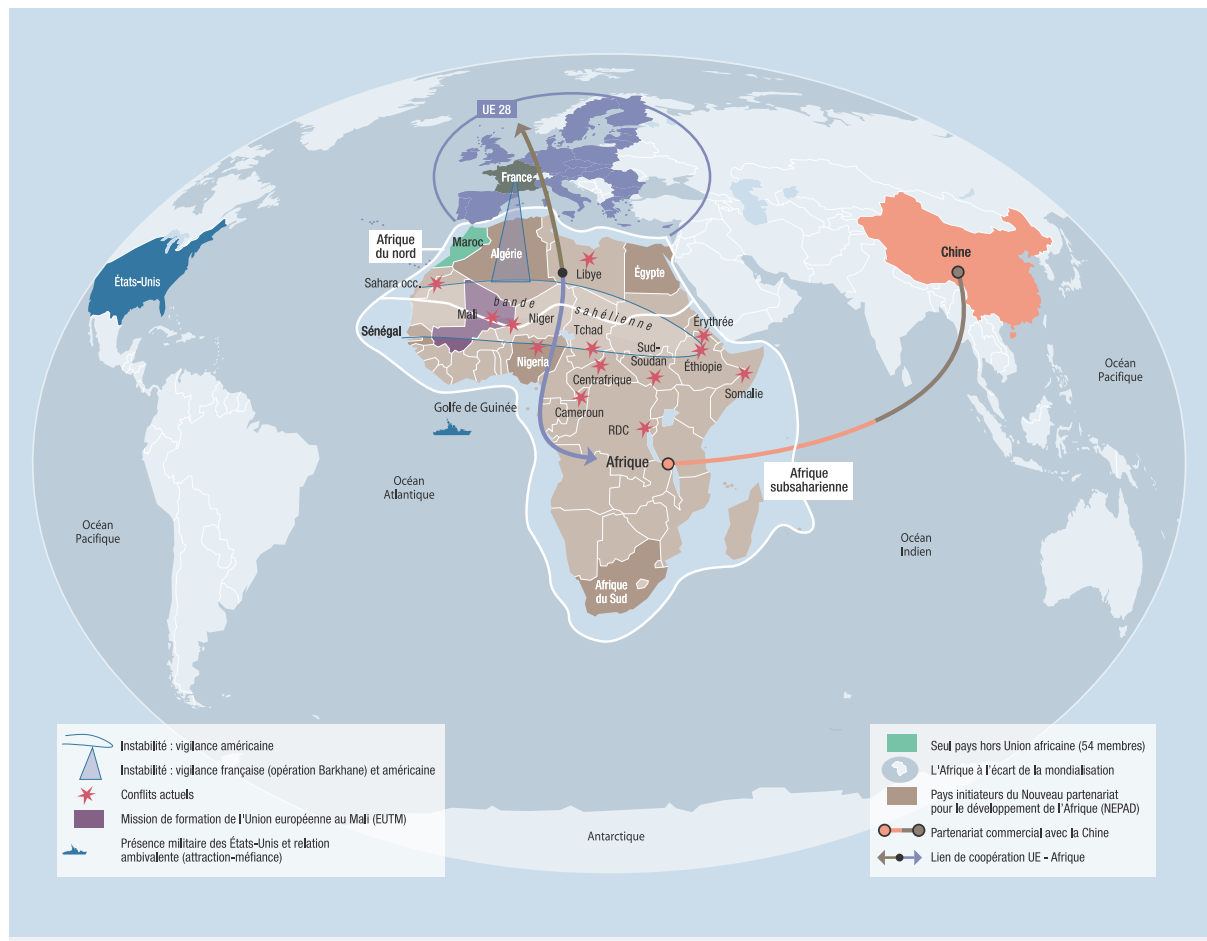
[Retour au thème](#)



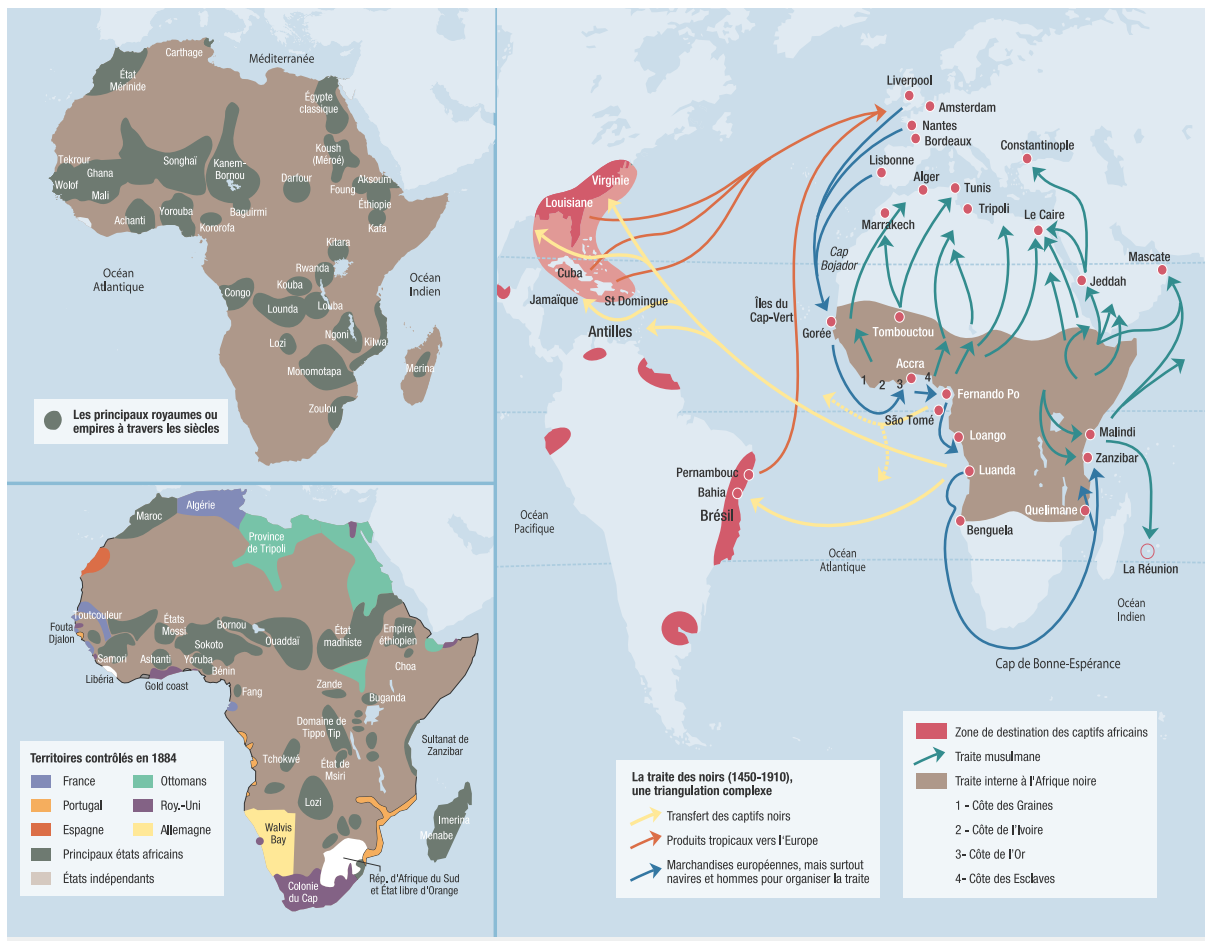
[Retour au thème](#)



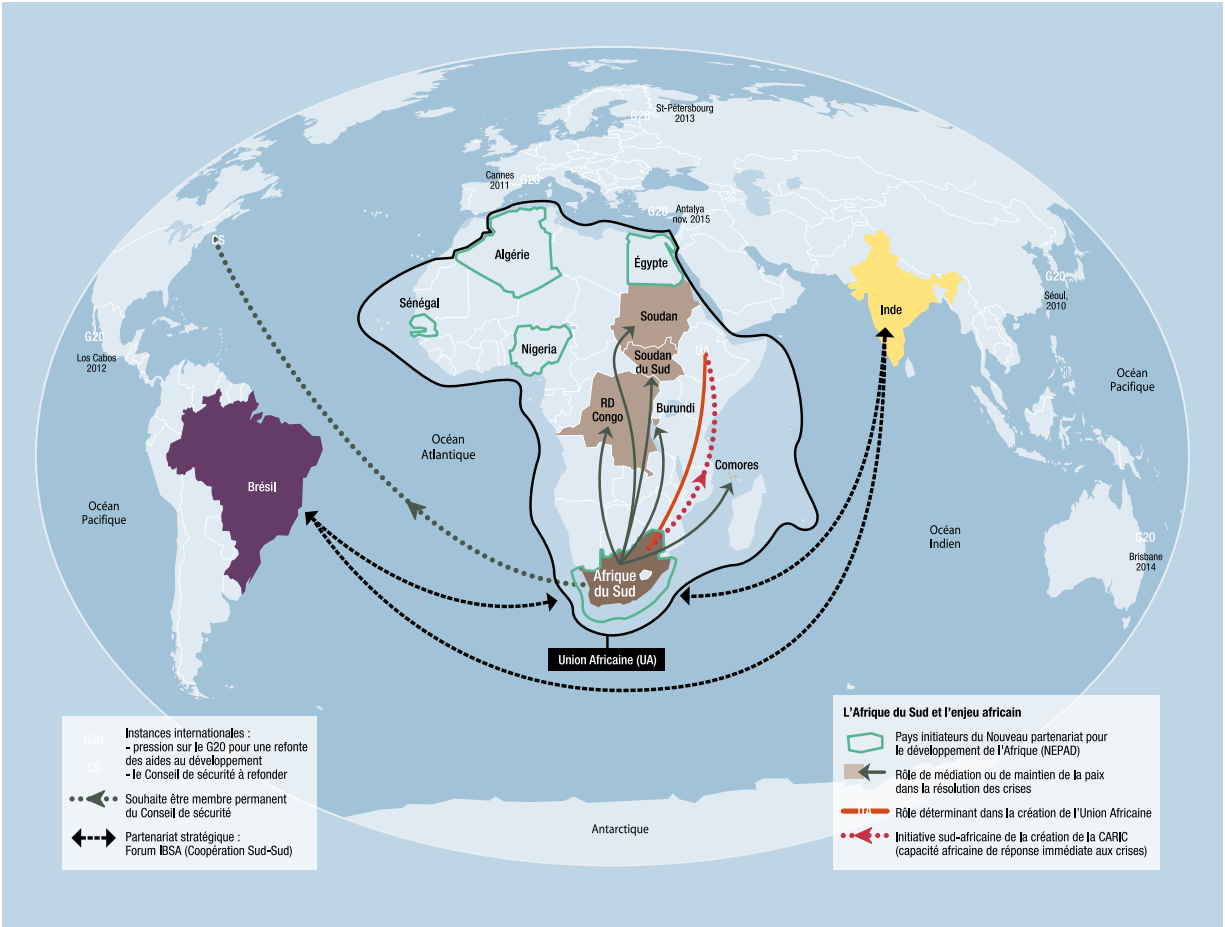
[Retour au thème](#)



[Retour au thème](#)



[Retour au thème](#)



[Retour au thème](#)